

A quelques jours de la rencontre entre M. Gorbatchev et le président Bush

Le plan Kohl sur l'unité de l'Allemagne suscite Un processus inévitable

A question de la réunification allemande, n'est-ce pas d'actualité, mais elle est dans tous les esprits. En particulier dans celui du chancelier Kohl, qui, avec son plan en dix points présenté mardi 28 novembre au Bundestag, a jeté un beau pavé dans la mare diplomatique à la veille de la rencontre Bush-Gorbatchev et du conseil européen.

Sans doute le chancelier ouest-allemand avait-il pris la précaution élémentaire d'informer ses alliés ainsi que Moscou de ses intentions. Les réactions ont été très diverses, allant de réactions négatives des autres, suffisantes cependant à montrer que le chancelier vient de briser un tabou qu'on aurait bien voulu, à l'est comme chez les Occidentaux, préserver encore quelque temps. Cette volonté d'accroître la portée d'un problème inévitable mais qui paraissait nettement posé à l'issue du fameux dîner des Douze organisé à l'Élysée le 18 novembre dernier, et à l'issue duquel M. Mitterrand avait affirmé solennellement qu'il n'avait pas été question de la réunification.

Au lieu de courir au secours politique, le chancelier Kohl ne pouvait pas rester bien longtemps dans un silence qui faisait le jeu non seulement de ses adversaires du SPD, mais aussi et surtout de la nouvelle extrême droite ouest-allemande. Comment aurait-il pu rester muet à la révolution qui secoue l'Allemagne de l'Est, face à l'ouverture du mur de Berlin et de la frontière interallemande ? Sur tout après l'appartenance partielle de la population est-allemande à un fort courant favorable à la réunification.

Les alliés de la RFA et les pays de l'Est seraient cependant très de la considérer la « réconciliation » du chancelier comme une catastrophe. M. Kohl a eu la prudence de ne fixer aucun calendrier et de ne pas préjuger de la forme juridique d'une éventuelle unité de l'Allemagne.

Son plan remplit pour l'essentiel les conditions posées par M. Mitterrand et bien d'autres à toute réunification, à savoir un processus évolutif, démocratique et pacifique. Il est regrettable en revanche que le chancelier n'ait mentionné nulle part dans son programme les droits des quatre puissances garantes en quelque sorte de cet ordre européen en train de vaciller sur ses fondations. Il pourra toujours arguer, pour justifier cette omission, du manque d'initiative en ce domaine de Washington, Paris et Londres.

« Nous ne voulons pas heurter la sensibilité allemande en rappelant trop ouvertement nos droits issus de la guerre », dit-on ici et là. La question mériterait d'être posée : le processus conduisant à une réunification du peuple allemand ne doit pas se faire par l'exaltation du chauvinisme outre-Rhin et ne doit pas prendre l'aspect d'une revanche sur l'histoire. Encore faut-il reconnaître la caractéristique indéniable du phénomène si on veut l'accompagner, le contrôler, l'inscrire dans cette nouvelle Europe en construction dont s'est heureusement réclamé le chancelier Kohl. Le pire des politiques est bien celle de l'autruche.

M 0147 - 1130 0 - 4,50 F



3790147004500 11300

Le plan sur la réunification de l'Allemagne par étapes présenté, mardi 28 novembre, par M. Kohl, suscite de l'embarras à l'Ouest et réprobation à l'Est

Le plan de M. Helmut Kohl, qui a fait l'unanimité en RFA à l'exception des Verts, a été critiqué par M. Egon Kreuz, le secrétaire général du Parti communiste est-allemand, et par certains dirigeants de l'opposition démocratique. Même chose à Varsovie. A l'Ouest, M. Bush, qui doit rencontrer M. Gorbatchev les 2 et 3 décembre au large de Malte, s'est refusé à tout commentaire. Londres et Paris n'avaient porté aucun jugement, mercredi 29 en fin de matinée, mais M. Mitterrand, qui passait la journée en Grèce dans le cadre des visites qu'il effectue en tant que président de la Communauté européenne, devait donner une conférence de presse en fin de journée.

En attendant, on précisait à l'Élysée que le chancelier avait seulement fait connaître les grandes lignes de son plan. On estimait qu'une réaction rapide de M. Mitterrand n'était pas probable, car on veut « éviter toute polémique » avec Bonn, mais on rappelait les propos tenus récemment dans la capitale fédérale par le président, concernant les responsabilités historiques de l'Union soviétique, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de la France. On estimait que le chancelier est allé « un peu loin » pour l'URSS, et on regrettait qu'il n'ait rien dit sur l'instabilité de la frontière Oder-Neisse.

M. Gorbatchev doit prononcer, jeudi soir au Capitole, un important discours, qui sera consacré à développer son concept de « maison commune européenne ». Vendredi matin, il doit s'entretenir avec Jean-Paul II, notamment de la légalisation de l'Eglise unie. Ce sera la première fois qu'un chef du Parti communiste soviétique rencontre le pape. Vendredi après-midi, M. Gorbatchev se rendra à Milan où il donnera une conférence de presse, avant de s'envoler pour Malte en compagnie de sa femme.

Lire page 3 les dix points du plan du chancelier Kohl, et pages 3 et 4 les réactions à Bonn, à Berlin-Est et à Washington

Liban, l'impensable violence

par André Fontaine

BIEN sûr, il y a la voûte islamique et la poussée du Front national à Dreux et à Marseille. Il y a Helmut Kohl et sa proposition de réunification de l'Allemagne, qui nous présente, tout récemment encore, comme inimaginable. Il y a la Tchecoslovaquie, qui retrouve, à son tour, la liberté. Et puis Gorbatchev, qui, avant d'aller s'entretenir avec George Bush, rend visite au pape...

La encore, c'est son droit, et l'on pourrait même dire son devoir. Imagine-t-on un président de la République française tolérer qu'un militaire rebelle occupe l'Élysée ?

MAIS le Liban n'est pas la France. La légitimité dont se réclame Elie Hraoui est d'une fragilité extrême, puisqu'elle résulte de son élection par un Parlement élu en 1972, et qui ne doit exister encore qu'à de successives autorisations. Et si demain, par malheur, il mettait à exécution son ultimatum à Michel Aoun, ce ne pourrait être qu'en recourant au bras séculier de l'armée syrienne. C'est pour le coup que s'imposerait l'image d'un gouvernement installé au pouvoir « dans les fourgons de l'étranger ».

On comprend, dans ces conditions, que plusieurs ministres maronites, et non des moindres, tardent à confirmer leur entrée dans le cabinet.

Lire la suite page 8

Le rejet de l'islam et l'attrait de la France

Selon un sondage IFOP, plus de deux Français sur trois ont une image très négative de l'islam et neuf musulmans sur dix jugent leur religion compatible avec l'intégration

Pour la première fois, l'IFOP a interrogé, parallèlement, un échantillon représentatif de la population française et un échantillon représentatif de la population musulmane. Ce sondage, réalisé pour le Monde, la Vie et RTL, indique que plus de deux Français sur trois ont une image très négative de l'islam. De leur côté, les musulmans manifestent un sentiment identitaire assez net, mais neuf sur dix d'entre eux estiment que leur religion est compatible avec une intégration dans la société française.

Le sondage de l'IFOP a été réalisé entre le 6 et le 13 novembre, en pleine affaire du « foulard ».

Il y a eu, de toute évidence, un « effet voile » qui se traduit par la faible proportion de non-réponses aux questions posées. Aussi bien dans l'échantillon français (qui compte environ 2,5 % de musulmans) que dans l'échantillon appelé schématiquement « musulmans » (et qui compte 26 % de personnes de nationalité française).

Premier enseignement de ce sondage : les deux groupes perçoivent l'islam de manière diamétralement opposée. Si la « deuxième religion de France » est synonyme de paix pour 84 % des musulmans, il n'y a pas un

Français sur cinq pour soutenir pareille proposition. Ce sont les termes de « fanatisme », de « retour en arrière » et de « soumission de la femme » que plus des deux tiers des Français accolent à l'islam. Cette image « irrationnelle » est particulièrement accentuée dans la population d'âge mûr, dans les classes populaires et moyennes, chez les sympathisants de l'extrême droite comme ceux du Parti communiste.

ROBERT SOLÉ et HENRI TINCO

Lire la suite page 14 - section B



PRIX FEMINA

SYLVIE GERMAIN

JOURS DE COLÈRE

roman

GALLIMARD nrf

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Francia, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 s. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 s. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Religion

Un islam associé au « fanatisme » par 71 % des Français, mais jugé « tolérant » par 62 % des musulmans.

Femmes

L'islam « protège » la femme selon 61 % des musulmans. Il la « soumet » pour 76 % des Français.

Foulards

Trois Français sur quatre, 69 % des moins de vingt-cinq ans et 45 % des musulmans sont contre le foulard à l'école.

Mosquées

38 % des Français sont opposés à la construction de mosquées, qui est souhaitée par 79 % des musulmans.

pages 14 et 15 - section B

Le Monde publiera demain et après-demain une série d'articles sur les musulmans en France.

Le congrès du FLN

Le président Chadli joue la base contre les « apparatchiks » page 8

Les élections partielles de Dreux et de Marseille

Le front commun contre l'extrême droite en voie d'éclosion page 9

CAMPUS

Les grandes écoles contraintes à l'offensive

Les classes préparatoires aux écoles d'ingénieurs et de gestion connaissent une croissance spectaculaire. Une évolution qui devrait conduire à remettre en cause leurs objectifs et leurs programmes pages 17 à 20 - section B

Un entretien avec M^{me} Claude Pompidou

A l'occasion d'un colloque, l'épouse de l'ancien président de la République évoque la mémoire de son mari page 10

La vente des « Noces de Pierrette »

On attend des records pour la vente aux enchères du tableau de Picasso. Elle a été précédée de péripéties judiciaires page 13 - section B

Une sélection d'annonces immobilières

pages 42 à 44 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

سكنا من الاجل

هكذا من الازل

DÉBATS

Il faut changer de politique européenne

par Didier Motchane

BERLIN vient d'annoncer au monde, avec la ruine des communistes, la renaissance de la nation allemande. Le mur du passé devient sous nos yeux l'écran de l'avenir. Nous savons que « la France est notre patrie, l'Europe notre avenir ». Mais quel sens donner aujourd'hui à cette belle formule ? Au moment où la France assume la présidence de la Communauté européenne, la moindre des choses que l'on doit attendre de ceux qui aiment à s'identifier à un grand dessein n'est-elle pas que l'on puisse identifier celui-ci ?

On ne s'est guère aperçu que la route que l'on suit n'est plus celle que l'on croit. Les pères fondateurs de l'Europe voulaient une communauté. Ils en avaient jeté les fondations — à la suite notamment de l'échec de la Communauté européenne de défense — sur le terrain de l'économie. Mais la dynamique des institutions européennes était explicitement politique. Maintenu contre la Grande-Bretagne et les tenants d'une communauté réduite aux acquis (un marché commun, en fait une zone de libre-échange), ce choix semblait avoir été définitivement tranché.

Qu'elle fût considérée comme le parachèvement ou la dissolution des nations qui la composent, selon que l'on entendait constituer la supranationalité en principe fondateur ou n'y chercher qu'une technique d'organisation, cette Europe-là aurait été celle des citoyens. Le discours s'en perpétue encore. Mais la relance de la construction européenne dans laquelle l'Acte unique européen a pris le relais du traité de Rome suit une tout autre démarche. Elle fonde l'intégration économique sur la désintégration politique. Le principe communautaire consistait à définir un espace européen structuré par des politiques communes. Il se réduit désormais à une politique de la concurrence, ramenée elle-même de plus en plus souvent à une mise en concurrence des politiques. Plus besoin, pour effacer les vieilles frontières, de tracer de nouvelles politiques. L'hémisphère communautaire s'aligne au 21^e niveau des marchés. Telle est la vérité de l'Europe de Jacques Delors. La Communauté est en train de se transformer sous nos yeux en une sorte de zone de basse pression politique, où l'alignement sur l'administrateur (et le percepteur) le moins-disant devient irrésistible.

Menace libérale

Ce triomphe actuel du libéralisme économique laisserait-il la France sans autre politique européenne que celle de l'autruche ? Il menace en même temps et de la même manière l'avenir de notre pays et celui de la Communauté. C'est dans une extrême indigence de pensée et de cœur que celle-ci affronte aujourd'hui les deux antinomies de sa raison historique : celle de l'Europe libérale et celle de l'Europe occidentale.

L'Europe du traité de Rome était celle d'un libéralisme bien tempéré par les exigences de la démocratie sociale. Tel était le sens du compromis schumpétéro-keynésien noué par les démocrates

sociaux et chrétiens dont l'alliance a gouverné vingt ans la politique des pays de l'Ouest européen. Il n'a pas survécu à la crise ni à l'installation d'un chômage massif et permanent qui ne cesse de nourrir désormais une dynamique de scission sociale. La financiarisation, la mondialisation et la dérégulation des économies n'ont pas seulement pour effet de rétrécir la marge de manœuvre des États : elles font imposer au fur et à mesure les tentatives de reconstitution au niveau européen le champ et les moyens d'action de la puissance publique.

L'Europe occidentale aura été, pendant la trentaine d'années qui séparent la mort de Staline (1953) de l'avènement de Gorbatchev, l'Europe du possible : Europe de la division allemande pétrifiée par celle du monde, refuge d'une poignée de démocraties rescapées et blotties dans une Communauté naissante à laquelle le plan Marshall, la réconciliation franco-allemande et le protectorat américain servaient à la fois de berceau et de bouclier. Résiduelle, finistère et atlantique, cette Europe-là est désormais celle de l'impossible.

Comment se reconstruire dans sa cave, alors que l'immense débâcle des communistes restitue tout à coup un horizon historique dont l'empan s'était rétréci de moitié ? Ni l'Europe à naître ni l'Allemagne renaissante, amputées dans leur corps et dans leur conscience, ne pourront désormais s'y résigner. N'aguer encore leur avenir n'était que l'épaulement de leur division. Elles le chercheront dans la sublimation, sinon l'effacement de celle-ci.

Mais l'Europe a-t-elle un avenir ? Libéral ? C'est celui de sa dissolution dans le marché mondial. Occidental ? Croit-on que l'on puisse oublier que le Rhin et l'Elbe sont moins larges que l'Atlantique ? Et que la République fédérale d'Allemagne, qui, à bien des égards, se trouve face à la France dans un rapport un peu comparable à celui du Japon aux États-Unis, pourrait endurer indéfiniment les charges et les responsabilités d'un choix européen qui lui apparaît comme alternatif à celui de l'Ostpolitik ?

En Allemagne, la question nationale se pose désormais avec un accent renouvelé. Fille de la guerre froide et malade du libéralisme, la Communauté dans son état actuel en intègre malaisément la fraîcheur. La politique, donc l'Allemagne, donc l'Europe, a toujours été le point aveugle de la pensée libérale. N'est-ce pas un contresens extrême que d'attendre du marché qu'il unifie l'Europe à partir d'une Communauté qui tend à s'y dissoudre ?

La ruine des communistes à l'Est, l'asservissement de la politique au marché à l'Ouest entretiennent cette illusion. Mais que serait, au degré zéro de ses régulations, la consistance d'une Europe épanouie dans son grand marché comme un nœud ? Avatar imaginaire d'un Occident réactionnaire, cette Europe libérale qui cherche naturellement ses frontières entre les montagnes Rocheuses et la Vistule demeure un lieu commun de la droite et du centre. On n'aurait pas besoin de tendre exagérément l'oreille gauche, d'ailleurs, pour

entendre dans le crépuscule, aux abords de ce cimetière, d'étranges éléphants y barir. Epave idéologique de la gauche américaine en Europe comme de la droite américaine aux États-Unis, l'Europe réduite à son Occident et dissoute dans le marché mondial est le leur d'un capitalisme qui a dépassé la dimension européenne sans s'y arrêter. Parce que, de toute manière, sa dimension est ailleurs.

Ainsi, sans dessein politique ni conscience partagée, l'Europe ne peut atteindre une unité, une consistance qu'elle n'a jamais eues. Et le dessein d'une Europe rassemblée de l'Atlantique à l'Oural autour des valeurs de la démocratie sociale et de la solidarité mondiale, seul moyen de faire de l'Europe du vingt et unième siècle une idée nécessaire, demeure à l'évidence problématique. Mais il permet de définir une politique et de structurer le champ des possibles. C'est maintenant qu'il faut opposer l'utopie européenne de demain aux alibis européens d'aujourd'hui.

Nos échecs et nos reculs

Ce n'est malheureusement pas ce qui caractérise par les temps qui courent la politique européenne de la France. Social, environnemental, audiovisuel, politique, le vide immense des bavardages dont s'enveloppe la succession ininterrompue de nos échecs et de nos reculs dans le domaine de la finance, de la fiscalité et de la monnaie devrait commencer à effrayer. On dirait que la France ne se fait avec raison l'avocat de l'Europe et de la logique politique et communautaire qu'elle implique, que pour mieux masquer la facilité avec laquelle elle y renonce en effet. Car c'est tuer dans l'œuf l'avenir de la Communauté que de consentir l'abandon ou le rétrécissement de notre souveraineté sans s'assurer des politiques communes qui devraient en être la contrepartie et la justification. C'est exposer l'esprit public à se retrouver sans crier gare aussi dangereusement anti-européen qu'il est devenu naïvement européiste. Il y a, le jour venu, d'un peu de récession et d'un peu plus de concurrence.

En juin 1988, le gouvernement de Michel Rocard s'est engagé à libérer le 1^{er} juillet 1990 les mouvements des capitaux et l'établissement des prestataires de services financiers. Sans conditions. Sauf le principe — mais non les taux et les modalités — d'une uniformisation préalable de la fiscalité de l'épargne. Défaussé de sa meilleure carte, le gouvernement élu par une majorité de gauche a donc commencé par se mettre dans la main des plus libéraux des partenaires de la France. En quelques semaines, on a vu l'épargne française — actuellement taxée à 27 % en ce qui concerne les obligations — promise à des perspectives de plus en plus riantes : 15, puis 10, désormais zéro ou presque. Nos négociateurs se battent aujourd'hui pour rendre obligatoire dans la Communauté la déclaration par les institutions financières des revenus du capital qu'elles gèrent.

C'est au marché financier — un marché financier qui ne sera européen que de nom — que nous laisse-

rons le soin de structurer l'avenir économique de la Communauté et de la France. Il est vrai que l'actuelle embellie de l'économie mondiale, avec l'aisance imprévue qu'elle procure, de même que ce dialogue sur le dialogue qui tient lieu à l'Europe d'espace social, entretient quelques instants encore l'inconscience nationale. En ce qui concerne en particulier la protection sociale, celle de l'environnement, la télévision et la monnaie, la profusion des gadgets et l'usage intempérant des placebos masquent l'échec des batailles perdues ailleurs et celui, aussi grave, des combats qui n'ont pas été livrés. Plus encore que l'Europe sociale, ou celle de l'environnement et de la culture, le projet d'une union monétaire donne lieu à des abus de langage et à des confusions de pensée qui ne peuvent déboucher que sur de douloureux mécomptes. Cette union n'est possible que si l'Allemagne y consent. Elle n'est souhaitable que si l'Allemagne accépte d'en faire le moyen de rééquilibrer en sa défaveur les charges et les bienfaits de la solidarité monétaire.

Car l'uniformisation de la politique monétaire et la renonciation aux ajustements de change qu'elle implique fixeront les écarts de compétitivité d'une manière d'autant plus rigide que dans notre Europe libérale, c'est le marché financier et rien d'autre qui déplaçera les facteurs de production. Il ne suffira pas sans doute de cesser de se dissimuler l'actuelle impuissance de la France en Europe — ce qui est une manière de s'y complaire — pour changer les rapports de forces. Cependant, la première condition pour le faire est de changer celui des convictions.

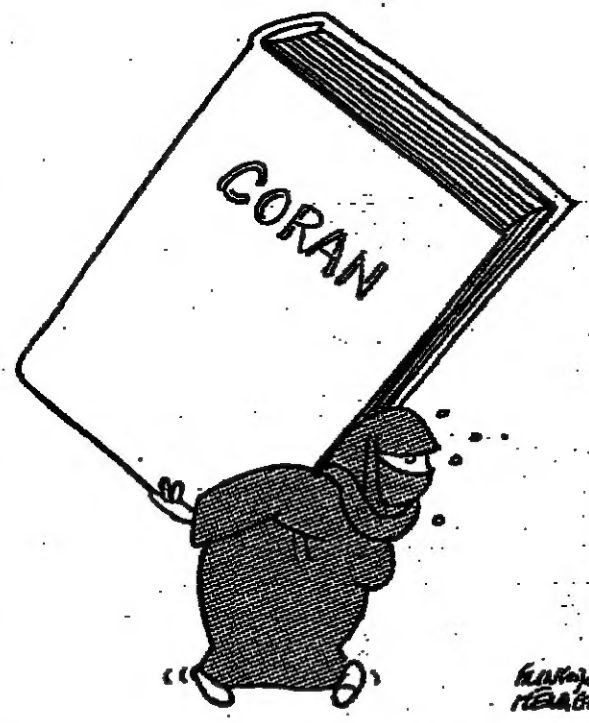
Cotisation idéologique

L'économie mixte est une formule creuse, une sorte de cotisation idéologique acquittée par le président de la République en faveur de l'histoire et de la géographie de la France, dont la presse étrangère ne se lasse pas de souligner la désuétude et d'attendre l'abandon si elle ne signifie pas que le marché et la démocratie institutionnels qui ne sont ni alternatives ni substituables l'une à l'autre, doivent être articulés de telle sorte que celle-ci prévale toujours sur celle-là. En dernier ressort quand on le peut, en premier ressort quand on le veut.

La crise actuelle de la Communauté, étant sans doute la plus inavouable et peut-être la plus grave qu'elle ait connue, ne se résoudra pas en taisant les contradictions dont elle procède mais en les faisant éclater. Contradiction entre le libéralisme et le nationalisme de Mme Thatcher, contradiction entre le socialisme poétique et le socialisme économique de François Mitterrand, contradiction entre le social-libéralisme et l'avenir européen de l'Europe. Il est vrai que la politique est un art où l'image bien souvent précède la pensée. Mais il vaut mieux qu'elle ne la remplace pas.

Didier Motchane est membre du comité directeur du Parti socialiste.

TRAIT LIBRE



Témoignage

Berlin, du bonheur à la rage

par Bertrand Girod de l'Ain

Le fleuve humain coule. Les larges trottoirs du Kurfürstendamm — les Champs-Élysées berlinois — sont recouverts par cette mer humaine. Il n'y a qu'elle à perte de vue, uniforme dans ses jeans usés et ses anoraks grisâtres. Puissance tranquille et lenteur des grands fleuves, et ce même silence qui rend immense ce brusquement du mouvement. La foule se tait, comme s'il était impossible de parler et de regarder à la fois, tant il y a à regarder.

Ce samedi de l'ouverture du mur, toutes les boutiques étaient pour l'occasion restées ouvertes et le samedi encore le dimanche. L'abondance de l'Ouest, les Allemands de l'Est le connaissent par cœur : voici des années qu'ils la regardent chaque soir à la télévision. Mais aujourd'hui, ils y sont, et cela est tout différent. Ils le disent tous :

« On marche et on y est. C'est incroyable. »
« On est fêtés. »
« C'est phénoménal. »
« Je ne trouve pas les mots pour dire ce que je ressens. C'est comme un bonheur absolu. »

Bien sûr, il y a les achats : pouvoir enfin manger des bananes ou repartir avec un magnétophone. Mais l'essentiel est ailleurs. La joie totale, physique, d'être à l'Ouest et de le regarder... Ce bœuf pour nous est prodigieux pour eux.

Comme si la grille de leurs immeubles, de leurs rues vides, de leurs magasins et si peu éclairés avait englouti leurs villes. Lieux morts que l'on traverse à la hâte entre le travail et le loisir.

« Manger des yeux. » A travers leur regard muet, on lit notre ville, sa splendeur de lumières. « Drüben » (de l'autre côté), comme on dit en Allemagne, il n'y a pas de magasins illuminés pour chasser la peur du soir.

Is étaient si fiers et si sûrs de leur supériorité, les constructeurs du socialisme : nous ferons « printemps » en fin de l'année, comme on dit en Allemagne, il n'y a pas de magasins illuminés pour chasser la peur du soir.

« Et maintenant que vous pouvez sortir et vous exprimer, que souhaitez-vous, quelle Allemagne ? »

A cette question, dix fois la même réponse :

« On y pensera demain. Etre là et regarder, cela nous suffit pour le moment. C'est trop beau. »

Le dîner a eu lieu. Et ils ont parlé aux reporters de la presse occidentale et même à ceux de leur télévision « socialiste », soucieux avant de paroles populaires. « Nous sommes des Allemands de seconde zone. »

Plus pauvres, ils le savent depuis le temps du mur. Des inférieurs parqués dans des lieux de non-vie, ils venaient d'en acquiescer la conviction et la rage.

Bertrand Girod de l'Ain est vice-président du BLD, mouvement franco-allemand.

MICHEL WIEVIORKA ET SYLVAIN TRINH

LE MODELE EDF

un essai de sociologie des organisations

Fruit d'une longue enquête au sein d'Electricité de France, cette analyse exigeante des forces et des faiblesses du 'modèle EDF' est une contribution importante à la réflexion actuelle sur les nécessaires réformes des entreprises et de la fonction publique.

"Un vrai travail de spéléologie au sein du groupe EDF."

Le Monde

"Un essai documenté qui éclaire l'intérieur d'une forteresse ébranlée."

L'Usine nouvelle

"Mieux qu'une excellente monographie d'entreprise, ce livre est une réflexion profonde sur la crise de la social démocratie à la française."

La Quinzaine littéraire

LA DÉCOUVERTE

SOUDER la Grande-Bretagne à la Communauté

L'idée d'une réunification, maintenant, réintégrer finalement la Grande-Bretagne dans la position peu glorieuse d'île off-shore ; exclure de la protection d'un marché européen, exposée aux fluctuations des taux de change, exclue de la participation à part entière de la formation de la future Europe.

Un changement radical s'impose dans la politique étrangère du Foreign Office. En accord avec ses partenaires européens, la Grande-Bretagne doit renoncer au concept archaïque d'autonomie et de souveraineté totale auquel elle tente encore désespérément de s'accrocher. Les Européens ont besoin de ses idées. Elle ne peut pas continuer à dire non. La Grande-Bretagne doit vraiment négocier avec ses partenaires, dans la conviction qu'elle contribuera ainsi à la construction d'une Europe à laquelle tous ses sujets seront fiers d'appartenir. Alors seulement la perspective d'une Allemagne réunifiée pourra être envisagée comme un espoir et non comme une menace, de bon cœur et non avec suspicion.

DEREK MILLS (Grande-Bretagne)

Le père de l'ordonnance de Villers-Cotterêts

La fameuse Ordonnance de Villers-Cotterêts (le Monde du 5 octobre) fut bien signée par le roi François I^{er} mais elle fut conçue et rédigée par Guillaume Poyet, chancelier de France de François I^{er}. Guillaume Poyet (1473-1547), dont on peut lire la biographie dans le Larousse, était né près d'Angers, d'une branche d'ascendance forézienne, — émigrée en Anjou. Il fut chancelier de France, comme son oncle, Jean du Poyet, avait été chancelier de Forez avant de mourir en 1369. Rendons à César ce qui appartient à César et à Poyet ce qui appartient à Poyet !

LUCIEN POYET (Roanne)

Le Monde

Édité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication.

Anciens directeurs : Hubert Bouvier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Galès

Administrateur général : Bernard Wozniak

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONPAR 650572 F ; Télécopier : (1) 45-23-06-81

Après les propositions du chancelier ouest-allemand sur la réunification de l'Allemagne par étapes

« M. Kohl se contredit », déclare un conseiller de M. Gorbatchev

Moscou n'avait pas réagi officiellement, mercredi 29 novembre, en début d'après-midi, aux propositions présentées la veille par M. Kohl sur le problème allemand, mais le plan du chancelier a suscité de premiers commentaires de la part de personnalités soviétiques en déplacement à l'étranger.

Ainsi, M. Vadim Zagladine, conseiller diplomatique de M. Gorbatchev, qui se trouvait à Rome dans l'attente du président soviétique, s'est déclaré « personnellement surpris par le fait que ces plans [du chancelier ouest-allemand] contredisent ce qu'il avait dit il y a peu ». « M. Kohl décide du futur d'un autre Etat qui est pourtant capable de se décider par lui-même », a-t-il précisé. « L'effacement des deux alliances militaires en Europe n'est possible que si vous avez quelque chose à leur substituer : ce n'est pas le cas aujourd'hui », a également déclaré M. Zagladine.

Un autre responsable soviétique, le germaniste Nikolai Portougalov, a estimé, pour sa part, qu'il était « possible d'envisager à long terme une forme de confédération, représentant la nation allemande, mais avec le maintien des deux Etats ». Il convient en outre, selon lui, de distinguer entre cette confédération, qui « n'est pas à l'ordre du jour », et des « structures confédérales » qui, elles, sont d'actualité pour « le développement de relations spéciales entre deux Etats allemands indépendants ».

A Paris, M. Vladimir Petrovski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a jugé « prématurées », au cours d'une rencontre, mardi, avec la presse, les déclarations de type de celui présenté à Bonn. Parlant du même jour devant l'association Communauté de la nouvelle Union soviétique, le diplomate a souligné que l'existence de deux

Allemagne était une « réalité, un facteur réel de la politique européenne » et que la RDA représentait « une garantie importante de l'équilibre européen et de la stabilité de la situation en Europe ». « Forcer les événements, pour nous, ne serait pas productif », a-t-il ajouté, tout en précisant que le retrait des troupes soviétiques des pays d'Europe de l'Est « devrait être achevé vers l'an 2000 ».

A Varsovie, le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a dit lui aussi, mardi, à l'issue d'un entretien avec M. Shimon Peres, ministre israélien des finances, que la question de la réunification allemande « n'est pas d'actualité ». Le porte-parole du gouvernement a déclaré pour sa part : « La nation allemande a un droit souverain à la réunification, mais celle-ci n'est pas une question uniquement allemande », car elle n'est possible « que si la division de l'Europe est surmontée. Les quatre puissances

(Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France) - c'est l'héritage de la seconde guerre mondiale - doivent avoir une participation décisive au processus », a-t-il affirmé, car « c'est une question qui les concerne, indépendamment de la volonté souveraine des Allemands ».

Pour sa part, M. Mitterrand a réaffirmé, dans un entretien publié mercredi par plusieurs journaux sud-coréens, qu'il ne craignait pas la réunification de l'Allemagne : « Le désir d'unification des Allemands est légitime et cette éventualité future ne m'effraie pas », a-t-il dit, étant entendu qu'elle doit se faire « par des voies démocratiques et pacifiques ».

Même réaction positive à Madrid, où le ministre espagnol des affaires étrangères a dit considérer « avec sympathie et compréhension » le plan de M. Kohl, et à

Bruxelles, où M. Eyskens, son collègue belge, a jugé la formule du chancelier « très commode, car elle permet d'une part de continuer à œuvrer pour l'union européenne, dont la RFA est un pilier dans les domaines tant monétaire et économique que politique et, d'autre part, de resserrer les liens avec la RDA ».

A Bruxelles, également, les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN, qui ont ouvert une réunion mardi, n'ont pas débattu de la réunification de l'Allemagne, mais ont entendu le secrétaire américain à la défense, M. Cheney, leur affirmer que « les Etats-Unis étaient là pour rester » en Europe. Cherchant à apaiser les inquiétudes des alliés à propos des économies de 180 milliards de dollars envisagées par le Pentagone pour les années 1991-1995, M. Cheney a précisé que les « projections » faites par le Pentagone reposent notamment sur le postulat

que des accords de désarmement auront été conclus avec l'Est sur les forces conventionnelles (CFE) et les armements nucléaires stratégiques. Toutefois, a-t-il ajouté, il serait « irréaliste » de croire que le budget militaire américain peut croître en termes réels alors que l'opinion publique suit les événements en Europe de l'Est avec sympathie.

Ce serait en outre « une erreur » pour les Européens d'en tirer la conclusion qu'il faut orienter leurs programmes militaires à la baisse, car « la conséquence pour les Européens » d'un retrait partiel américain sera d'« assumer une plus large part de la défense commune ». Les Etats-Unis déploient quelque 324 000 militaires en Europe, y compris environ 12 000 marins, qui ne sont pas concernés par les négociations CFE. (AFP.)

Les dix points du programme

Voici l'essentiel du programme en dix points pour la restauration de l'unité allemande exposé, mardi 28 novembre, par le chancelier Helmut Kohl devant le Bundestag :

1. - « Le gouvernement fédéral est prêt à accorder une aide concrète et immédiate [à la RDA], là où cette aide est maintenant nécessaire. Nous apporterons notre aide dans le domaine humanitaire et dans celui de l'assistance médicale, dans la mesure où cela sera souhaité. »

2. - « Le gouvernement fédéral poursuivra comme il l'a fait jusqu'à présent, dans tous les domaines, sa coopération avec la RDA, qui est directement profitable aux hommes des deux côtés [de la frontière inter-allemande]. »

3. - « J'ai proposé d'étendre largement notre aide et notre coopération, si un changement fondamental dans le système politique et économique de la RDA est décidé de façon contraignante et mis en route de manière irréversible. Irréversible signifie de notre point de vue que la direction de la RDA doit s'entendre avec les groupes d'opposition sur une modification de la Constitution et sur une nouvelle loi électorale. »

4. - « Nous soutenons la revendication d'élections libres, égales et secrètes en RDA, avec la participation de partis indépendants, y compris des socialistes. Le monopole du pouvoir du SED (parti communiste est-allemand) doit être levé. L'introduction de caractéristiques d'un Etat de droit signifie d'abord l'abolition du droit pénal politique. »

5. - « L'aide économique ne peut être efficace que si des réformes fondamentales du système économique sont menées à bien. (...) Ce ne sont pas des préconditions, mais des conditions objectives pour que notre aide puisse avoir l'effet. »

6. - « Nous sommes prêts à reprendre l'idée d'une communauté contractuelle proposée par le premier ministre (est-allemand) Hans Modrow dans sa déclaration gouvernementale. Cette coopération réclamera de plus en plus la création d'institutions communes. (...) Il est évident que Berlin doit être pleinement inclus dans cette coopération. »

7. - « Nous sommes prêts à entreprendre un nouveau pas décisif, en mettant en place des structures confédérales entre les deux Etats en Allemagne, avec l'objectif de créer ensuite une fédération, ce qui signifie un ordre fédéral en Allemagne. Ceci présuppose un gouvernement démocratiquement légitime en RDA. »

8. - « Peu après des élections libres, nous pourrions imaginer les institutions suivantes : une commission gouvernementale commune chargée de consultations permanentes et d'une coordination politique ; Des commissions communes spécialisées ; et un organe parlementaire commun. (...) Un tel développement commun s'inscrit dans la continuité de l'histoire allemande. L'organisation étatique en Allemagne s'est toujours appelée confédération ou fédération. (...) »

9. - « Quelle sera finalement la forme d'une Allemagne réunifiée, personne ne le sait aujourd'hui. Mais que l'unité se fasse, si les hommes en Allemagne le veulent, j'en suis certain. »

6. - « Le développement des relations interallemandes reste inscrit dans le processus global européen et dans les relations Est-Ouest. L'architecture future de l'Allemagne doit trouver sa place dans l'architecture future de l'ensemble de l'Europe. (...) »

7. - « La force d'attraction et de rayonnement de la Communauté européenne est et reste une constante du développement d'ensemble européen. Nous voulons poursuivre son renforcement. (...) »

8. - « Nous considérons le processus de restauration de l'unité allemande comme une affaire européenne. Il doit donc être vu comme en rapport avec l'intégration européenne. Dans cette optique, la Communauté européenne doit se tenir ouverte à une RDA démocratique et à d'autres Etats démocratiques d'Europe centrale et du Sud-Est. La CEE ne doit pas s'arrêter à l'Elbe [le fleuve frontalier entre la RFA et la RDA] (...). Ce n'est qu'en ce sens que la CEE peut devenir le fondement d'une unification européenne véritablement globale. »

9. - « Le processus de la CSCE [Conférence pour la coopération et la sécurité en Europe] est et reste le cœur de cette architecture globale européenne et doit être poursuivi avec énergie. (...) »

10. - « Avec cette politique d'ensemble, nous voulons créer une situation de paix en Europe dans laquelle le peuple allemand pourra retrouver son unité par l'autodétermination. La réunification, c'est-à-dire le retour à une unité étatique de l'Allemagne, reste le but politique du gouvernement fédéral. (...) »

« Nous sommes conscients que des questions particulièrement complexes, auxquelles nous n'avons pas encore aujourd'hui de réponses définitives, se posent sur la voie de l'unité allemande. La question de structures de sécurité en Europe dépassant (les structures actuelles) se pose notamment (...) »

Hormis les Verts, tous les partis politiques représentés au Bundestag ont approuvé, le mardi 28 novembre à Bonn, le plan en dix points du chancelier Kohl visant à mettre en place des structures confédérales entre la RFA et la RDA « dans le but de créer par la suite une fédération en Allemagne ».

BONN
de notre correspondant

Le consensus est quasiment parfait en RFA sur le bien-fondé de la proposition de plan de M. Kohl. Le RDA pour faire avancer d'un très grand pas la « question allemande », laissée en suspens, par l'absence d'un traité de paix, depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

« A quoi ressemblera finalement une Allemagne réunifiée, personne ne le sait aujourd'hui. Mais que l'unité arrive, si les hommes en Allemagne le veulent, j'en suis certain », a déclaré le chancelier, fréquemment interrompu par des applaudissements, très sourd, pendant la lecture de son discours.

Le plan Kohl ne fixe aucune échéance précise, sauf dans le premier point où il est dit que la RDA doit « rapidement » supprimer le change obligatoire (85 francs par jour et par personne) et l'oblige-

tion faite aux Allemands de l'Ouest d'avoir un visa pour se rendre en RDA.

L'essentiel du plan Kohl figure dans le cinquième point qui prévoit la mise en place, sous réserve d'élections libres en RDA et de l'existence d'un gouvernement légitime, de « structures confédérales » et donne comme exemples : « une commission gouvernementale commune chargée de la consultation permanente et de la coordination politique » ; « des commissions communes spécialisées » et un « organe parlementaire commun ».

Le chancelier a par ailleurs souligné que son plan s'inscrivait dans le double cadre de l'intégration européenne (« la CEE ne s'arrête pas à l'Elbe »), a-t-il dit en substance, et de rapports Est-Ouest. A cet égard, Helmut Kohl a souhaité une « accélération » du processus de désarmement et du contrôle des armements.

En présentant son plan, le chancelier, dont le silence depuis l'ouverture du mur de Berlin, le 9 novembre, avait donné lieu à de vives critiques, a enfin levé l'ambiguïté contenue dans la loi fondamentale du 23 mai 1949, qui dans son préambule se parle pas explicitement de « réunification », mais stipule que « le peuple allemand est convié à parachever l'unité et la liberté de l'Allemagne ».

« La réunification, c'est-à-dire la restauration de l'unité étatique

de l'Allemagne, demeure le but politique du gouvernement », a indiqué le chancelier qui a habilement attendu que les manifestants de Leipzig scandent des slogans favorables à l'unité allemande pour proposer son plan.

« Ce que nous faisons, c'est un investissement dans notre propre avenir, un avenir dans la paix et la liberté », a déclaré le ministre fédéral des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. Pour l'opposition social-démocrate, le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, a dit : « Qui veut l'unité allemande ne doit pas donner la priorité à la division des forces politiques ». En revanche, le député des Verts, M. Jutta Oesterle-Schwerin, a marqué l'hostilité de son parti par ces mots : « Nous sommes pour une politique laissant la place à deux Etats allemands, sans restriction. »

Thème électoral

Le plan Kohl ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le plan de la politique intérieure, à un an des élections générales, et à une proclamation de foi en une réunification étatique devrait normalement faire revenir dans le giron de la CDU-CSU les brebis sensibles aux thèmes nationaux et qui s'étaient de ce fait égarées dans la mouvance des Républicains d'extrême droite.

Déjà, la presse ouest-allemande considère que la politique allemande sera le thème central des élections générales de décembre 1990 en RFA.

Habiletés supplémentaires du chancelier : il a laissé entendre qu'il se rendra finalement « avant Noël » en RDA, sans doute le 19 décembre, donc à la veille de la visite du président Mitterrand à Berlin-Est. Et dans son discours, il a, d'une part, omis de mentionner les quatre vainqueurs de 1945, qui sont toujours garants de l'Allemagne dans son ensemble, et, d'autre part, il les a mis avec ce plan devant leurs responsabilités. Déjà en décembre 1967, a-t-il rappelé, l'OTAN affirmait que « aucun règlement durable et stable en Europe n'était possible sans une solution à la question allemande qui constitue le noyau des tensions actuelles en Europe ».

Selon des sources gouvernementales, la chancelier a obtenu le soutien des alliés à son plan et il en a informé le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev durant son élaboration. Devant les députés, M. Kohl a déclaré que ses propositions s'inscrivaient dans la ligne politique définie dans la déclaration commune germano-soviétique signée pendant la visite de Gorbatchev en RFA, en juin dernier. (Interim.)

La réunification pose plus de problèmes à l'Est qu'à l'Ouest, déclare M. Giscard d'Estaing

Le plan visant à la réunification des deux Allemagnes « pose plus de problèmes à l'Est qu'à l'Ouest », a déclaré, mardi 28 novembre, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'occasion d'un débat organisé à Joux-et-Joux par le club germanique de l'école HEC (Hautes Etudes commerciales) sur le thème de l'union économique et monétaire européenne. L'ancien président de la République estime que la réunification est une perspective « probablement inacceptable pour la direction

soviétique actuelle » et que, en tout état de cause, « deux conditions techniques ne sont pas remplies » : il n'y a pas encore d'élections libres en RDA, et les deux Allemagnes doivent travailler « pour créer quelque chose en commun ».

M. Helmut Schmidt, l'ancien chancelier ouest-allemand, qui participait au débat, s'est déclaré « contre la réunification », même s'il juge que les deux Allemagnes doivent travailler « pour créer quelque chose en commun ». M. Schmidt estime que la réunification telle qu'elle est proposée par M. Kohl serait en contradiction « avec les intérêts stratégiques de l'Union soviétique ».

Interrogés sur les conséquences des événements en Europe de l'Est sur la construction européenne, l'un et l'autre ont souligné la nécessité de poursuivre l'intégration au sein de la CEE, notamment en matière monétaire. A propos de la réunion prochaine du Conseil européen à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a déclaré que « le gouvernement de la RFA devra y manifester clairement sa volonté politique », en faveur de l'union monétaire. M. Schmidt estime, pour sa part, qu'« il ne sert à rien d'attendre la Grande-Bretagne ».

« Si le nouveau système monétaire européen fonctionne, a-t-il ajouté, on peut être sûr que le Royaume-Uni finira par y adhérer ». Pour inciter les Britanniques à accepter la mise en œuvre du rapport Delors, M. Giscard d'Estaing pense qu'une proposition pourrait leur être faite : « Si la Grande-Bretagne y participe, il pourrait être décidé que le premier gouverneur du système européen de banque centrale sera un Britannique. »

« Réunification » et Constitution

La Loi fondamentale (Constitution) de la RFA ne fait pas référence à la « réunification » de l'Allemagne mais stipule dans son préambule que, « afin de donner un ordre nouveau à la vie politique durant une période transitoire, (...) le peuple allemand dans son ensemble, disposant librement de lui-même, reste convié à parachever l'unité et la liberté de l'Allemagne ».

Le 8 mai 1949, le Conseil constituant a adopté à Chiemsee (Bavière) un texte solemnellement appelé Loi fondamentale pour souligner le caractère provisoire du document et, partant, de la RFA.

Selon l'article 146, « la Loi cessera d'avoir effet le jour où entrera en vigueur la Constitu-

tion adoptée par le peuple allemand, libre de ses décisions ». Par ailleurs, la RFA a recouru par les accords de Paris du 23 octobre 1954 l'ensemble de ses responsabilités diplomatiques mais ne dispose toujours pas du plein exercice de sa souveraineté en vertu des articles 2 et 8 dudit accord.

Le premier stipule : « En raison de la situation internationale qui, jusqu'à ce jour, empêche la réunification de l'Allemagne et la conclusion d'un traité de paix, les trois puissances se réservent les droits et les responsabilités antérieurement exercés ou détenus par elles en ce qui concerne Berlin et l'Allemagne ». La réunification de l'Allemagne et un règlement de paix.

POUVOIRS

1989

51

télévision

histoire
télés privées
la hiérarchie
cathodique
le 20 heures
l'animateur
télés locales
international
typologie
la culture
dialogue : simone veif et jean-louis missika

jean-bourdon
jean-françois lacan
monique dagnaud
dominique mehl
christine ockrent
dominique pasquier
sabine chavron-demersay
jean-paul lafrance
jean-paul simon
nicolas tenzer
jean-philippe reboul
nathalie coste-cerdan
alain le diberder
dominique wolton

Publié avec le concours du C.N.R.S.

puf

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

51

DIPLOMATIE

Après les propositions du chancelier Kohl sur la réunification de l'Allemagne par étapes

Réactions prudentes et contradictoires en RDA

Le « plan Kohl » a suscité des réactions contradictoires en Allemagne de l'Est, alors que le débat sur l'avenir des relations avec l'Allemagne fédérale ne fait que commencer.

Berlin-Est

de notre correspondant

Dans un geste solennel, des intellectuels et des artistes de renom, appartenant aussi bien à la frange des réformateurs du Parti communiste qu'à l'opposition, ont diffusé, mardi 28 novembre, à Berlin-Est un appel à ne pas brader la RDA et à lui donner une chance de développer, face à la RFA, son propre modèle de société socialiste et solidaire. Parmi les signataires de cet appel, on relève les noms d'écrivains comme Stefan Heym et Christa Wolf, aussi bien que celui du maire de Dresde, M. Berghofer.

Il est probable en revanche que les propositions du chancelier ne paraîtront pas aller assez vite à tous ceux qui, au cours des manifestations et dans les discussions publiques de ces derniers jours, se sont exprimés ouvertement en faveur d'une réunification rapide, convaincus que seule une intervention massive de la RFA pourrait leur permettre de rattraper rapidement les retards accumulés par quatre décennies de gestion socialiste.

Une situation ambiguë

La réaction du gouvernement traduit assez bien l'ambiguïté de la situation. Ainsi son porte-parole, M. Wolfgang Meyer a-t-il à la fois affirmé que les propos du chancelier étaient une atteinte à la souveraineté de la RDA et que la réunification n'était pas à l'ordre du jour. Mais il a également trouvé, en ce qui concerne les possibilités de coopération, c'est-à-dire sur le terrain concret, « des points de départ encourageants pour des négociations ».

Bien conscient que rien ne se fera sans la RFA, le nouveau premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, avait lui-même proposé, lors de sa déclaration gouvernementale le 17 novembre, de mettre sur pied une « communauté contractuelle » (*Vertragsgemeinschaft*) allant bien au-delà du traité fondamental et des autres traités encore existants entre les deux États. M. Meyer a notamment estimé que la constitution de commissions communes suggérée par le chancelier allait tout à fait dans le sens de cette « communauté contractuelle » telle que la voyaient les Allemands de l'Est.

« Communauté contractuelle »

Le ministre à la chancellerie onest-allemand, M. Seifert, peut donc revenir début décembre comme prévu à Berlin-Est pour préparer la visite du chancelier Kohl avant Noël : il sera le bienvenu. Qu'il y ait dans l'énoncé des objectifs à plus long terme, des tonalités différentes ne surprendra personne. Les uns et les autres ont des engagements à respecter vis-à-vis de leur opinion publique, de leur Constitution ou de leurs alliés. La vision du chancelier Kohl d'une Allemagne réunifiée, sous une forme dont il affirme d'ailleurs qu'elle reste à préciser, ne va pas au-delà de ce que tout chancelier qui se respecte rappelle tous les ans lors du discours sur l'état de la nation devant le Bundestag.

La première étape proposée par Helmut Kohl — mise en place de structures confédérales — n'a rien en soi de choquant pour Berlin-Est. Le terme de confédération lui-même a été employé ces derniers jours, aussi bien par le secrétaire général du Parti communiste, M. Egon Krenz, que par le maire de Dresde, comme objectif possible. Il renoue avec l'idée d'une grande Allemagne socialiste et désarmée dans les années 60, l'objectif de la confédération faisait partie de la doctrine officielle.

Il est inscrit en toutes lettres dans le « document national » de 1962 comme étape provisoire, en attendant la réunification, aux conditions, bien sûr à l'époque, du SED et de... Moscou.

La réaction négative des intellectuels et artistes signataires de l'appel de mardi à Berlin-Est ne prend pas en compte les précautions de style du chancelier dans son discours. Elle est surtout une réponse à une attitude considérée comme arrogante de la part des Allemands de l'Ouest ces dernières semaines. Beaucoup de ces intellectuels ont été choqués par le côté « donneur de leçons » des hommes politiques de la RFA, tout particulièrement du chancelier Kohl. Ces intellectuels, qui s'accrochent encore à l'espoir de sauver ce que l'expérience d'une Allemagne socialiste a eu de bon, n'écartent pas forcément un débat à terme sur la question nationale allemande, mais dans le meilleur des cas ils estiment qu'il vient trop tôt, et ils souhaitent auparavant réussir une « révolution » dont ils sont particulièrement fiers.

L'influence de ces intellectuels est importante dans les nouveaux mouvements politiques qui ont vu le jour ces deux derniers mois en Allemagne de l'Est, et qui vont participer à partir du 7 décembre à la table ronde prévue entre l'opposition et les partis du bloc national. L'ouverture du mur, la possibilité de comparer directement la situation d'un côté et de l'autre, la découverte simultanée d'une situation économique beaucoup plus difficile qu'on ne se l'imaginait jusque-là, ont bouleversé les esprits. Le sentiment national d'appartenance à un même monde joue finalement dans l'affaire un rôle secondaire par rapport à la crainte d'être balayés économiquement et au sentiment d'être sans ressources face à l'immensité des questions à résoudre en RDA. Découragés à l'avance, et très peu habitués à se prendre en charge eux-mêmes, beaucoup d'Allemands de l'Est voient dans une réunification, ou quelque chose d'approchant, une solution qui permettrait de résoudre leurs problèmes à meilleur compte.

HENRI DE BRÉSSON

Washington: M. Bush « attend de savoir de quoi il s'agit »

WASHINGTON

de notre correspondant

Les manœuvres de positionnement, avant le sommet de Malte, se poursuivent à Washington. Mardi 28 novembre, c'est M. Bush lui-même qui a donné le ton en affirmant avec la plus grande assurance : « Il n'y aura pas de surprise ». Le président américain parlait avant tout du désarmement, et il avait ostensiblement le souci de rassurer à l'avance les alliés des États-Unis : « Je suis prêt à discuter de tout ce dont M. Gorbatchev voudra parler. Mais il n'y aura pas d'accord [de désarmement] qui constituerait une surprise pour nos alliés ».

En fait, en dénonçant devant quelques journalistes amenés dans son bureau, et sur le ton de l'irri-

taité que la Maison Blanche avait pris ses dispositions pour faire face à d'éventuelles « surprises » venues de M. Gorbatchev...

Et puis, conformément à une tradition d'avant-sommet, généralement respectée à Washington tout autant qu'à Moscou, les États-Unis ont parachevé leur « positionnement » en employant un langage de fermeté. Dans le cas de M. Bush, l'occasion en a été fournie par l'Amérique centrale, et l'interception récente d'armes sophistiquées destinées aux rebelles salvadoriens. « Très préoccupé » par la situation sur place, le président américain a fait part de son intention de « presser M. Gorbatchev de faire ce que [l'URSS] aurait dû faire depuis longtemps : cesser d'apporter son appui à ceux qui poussent à la

un test de son sérieux et de ses bonnes intentions.

M. Bush pour sa part a répété — en réponse à ceux qui l'accusent d'inertie — qu'il n'avait aucun désir de prendre la direction des événements en Europe de l'Est. Ce sont « les peuples » de la région qui ont pris la tête du changement, a noté le président américain, pour s'en féliciter.

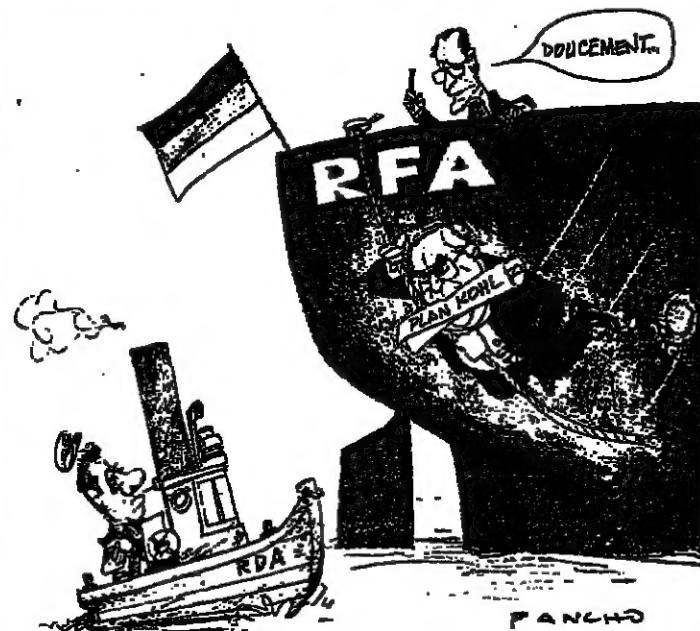
L'aide à l'Est

Le même jour, M. Bush a approuvé sa signature sous le texte de la loi récemment votée par le Congrès et qui attribue une aide de 846,5 millions de dollars à la Pologne, et de 91,5 millions de dollars à la Hongrie pour les trois prochaines années — soit deux fois plus que ce que la Maison Blanche avait proposé en dernier ressort, et près de huit fois plus que le premier projet présenté par M. Bush lors de sa visite en Pologne et en Hongrie en juillet dernier, à une époque où il est vrai qu'il les communistes paraissent encore solidement aux commandes dans ces deux pays.

M. Bush a refusé de commenter le projet de « confédération allemande », tel qu'il avait été exposé le jour même par M. Kohl. « Je préfère attendre de savoir exactement de quoi il s'agit », a simplement déclaré le président américain, après avoir rappelé qu'il aurait l'occasion de parler très prochainement avec le chancelier (les deux hommes dîneront ensemble à Bruxelles dimanche soir).

Si la réaction d'attente de M. Bush a paru singulièrement dénuée d'enthousiasme, celle du département d'État a été un peu plus favorable, mais à travers une interprétation assez restrictive. Selon le porte-parole du département d'État, il s'agit là « non d'un projet de réunification de l'Allemagne, mais plutôt d'une réaction cohérente aux rapides changements en Europe de l'Est dans ses rapports avec l'Allemagne fédérale ». Le secrétaire d'État James Baker avait lui-même déclaré il y a une quinzaine de jours que parler de réunification de l'Allemagne était « prématuré ».

JAN KRAUZE



tion, les « folles spéculations » ou les « attentes euphoriques ». M. Bush paraissait également très soucieux de montrer à l'opinion américaine que lui-même savait où il allait, et qu'il n'allait pas s'en laisser conter. Dans le même temps, et pour plus de sûreté encore, un responsable de l'administration pré-

révision et l'exportation ». Les responsables américains, qui ont clairement affirmé ces derniers jours leur mécontentement à propos de l'attitude des protégés de l'URSS que sont Cuba et le Nicaragua, semblent déterminés à considérer la réponse que voudra bien apporter M. Gorbatchev à ce sujet comme

Les nouveaux atouts de M. Gorbatchev

En accélérant les changements à l'Est, le numéro un soviétique contraint les Occidentaux à négocier avec lui une nouvelle organisation de l'Europe et du monde

ROME

de notre envoyé spécial

Tout commençant le soir, une fois consommée la fatigue, mieux la vaut remettre à plus tard, car, à s'échouer alors sur vous, à exiger la dispersion de vos biens et le renouveau immédiat de vos dettes, vos créanciers se conteraient aussi. Cela pourrait s'appeler la force des faibles, et c'est fort de la faillite du communisme que M. Gorbatchev bénéficie aujourd'hui d'un soutien international aussi massif. Car cet homme qui peut susciter en l'espace de trois jours un choc des dirigeants européens, que l'Italie et le pape reçoivent cette semaine avant que le président américain n'aille jusqu'à Malte le rencontrer, cet homme que M. Mitterrand va revoir ensuite, après l'avoir vu en juillet, qu'a-t-il donc pour mobiliser ainsi les grands de ce monde ?

« Rien », dit sans doute répliqua Staline, qui jouait de la papauté au nombre de ses divisions, et, à cette aune-là, il n'aurait pas vraiment eu tort. Si l'Union soviétique demeure le plus vaste pays du monde et peut toujours, en termes d'armement, pulvériser la planète, cette superpuissance n'en est, en fait, plus une.

Pourtant n'est-ce que provisoire. Peut-être l'actuelle entreprise de réformes la conduira-t-elle, au contraire, à une renaissance, désormais fondée sur la capacité de créer et non plus d'annexer. Tel est, en tout cas, l'espoir de M. Gorbatchev, mais, pour l'heure, l'URSS reflue. Ce n'est pas seulement qu'elle ait renoncé à étendre sa sphère d'influence par la force depuis qu'elle a décidé, il y a quatre ans, de négocier son retrait d'Afghanistan. C'est surtout qu'elle a pris son parti de l'irréversible aspiration de l'Europe centrale à la démocratie et que, non contente de laisser jusqu'en Allemagne s'écrouler les régimes qu'elle avait imposés, elle a précipité leur chute — comme on abat un mur branlant avant qu'il ne vous tombe sur la tête.

Pour une faillite, ce n'est une. Mais reste, dira-t-on, l'armée, et elle demeure, en effet, imposante. Si tous les gouvernements du monde considéraient pourtant que la menace militaire soviétique a au moins décliné, si le Pentagone, à son tour, réévalue cette menace à la baisse, c'est avant tout que la force militaire dépend beaucoup moins de la taille des arsenaux que de la volonté nationale,

L'armée, c'est le pays, et l'URSS est aujourd'hui celui du doute universel, un pays dans lequel a sauté le dernier des tabous parce qu'on y débat, et jusque dans les colonnes de la *Pravda*, du bien-fondé même de la révolution d'Octobre. Mais ne peut-on imaginer qu'après un échec de l'équipe Gorbatchev, de nouveaux dirigeants voudraient tenter l'aventure militaire comme diversion extérieure ?

On le peut parfaitement. La junte argentine s'y était, en son temps, essayée, mais cette nouvelle équipe devrait alors compter avec l'économie et la volonté d'indépendance des Républiques périphériques. La première est dans un tel état que les seuls remèdes proposés sont la patience, l'audace pragmatique et le sang-froid. Quant à la seconde, elle est si forte que l'état-major s'est résolu à réorganiser les casernes pour limiter l'ampleur des rixes nationalistes et multiplier les déclarations alarmistes sur le développement du refus de la conscription dans les pays baltes et le Caucase.

La peur du vide

Mais si ce reflux a non pas réduit mais singulièrement accru la présence soviétique sur la scène internationale, si le monde entier scrute l'URSS et interroge M. Gorbatchev sur les meilleurs moyens de l'aider, c'est que, découvrant la défaite du totalitarisme, l'Occident découvre aussi qu'il a eu l'avantage d'être garant d'un statu quo. Maintenant qu'il s'efface, la peur du vide saisit les gouvernements, car, en se levant sur l'autre Europe, le rideau de fer démode d'un coup tout le théâtre d'après-guerre.

Riches, heureux et libres, les Occidentaux avaient fini par penser vivre dans un monde achevé où le malheur de l'Est et le malheur du Sud seraient aussi éternels que leur triomphe. Ce n'était pas inconfortable, mais c'est révolu, car tout maintenant est à repenser.

Hier, on savait par exemple d'où pouvait venir le danger et contre qui, pour avoir la paix, préparer la guerre. Est-il aujourd'hui certain que la principale menace pour la France vienne de l'URSS ? Réponse : non, n'en sait rien et il est, en revanche, évident que l'Allemagne de l'Est n'est plus une menace pour celle de l'Ouest et que les connivences et hostilités géographiques

balayaient déjà les restes de frontière idéologique. Sous nos yeux, une sorte d'Austrie-Hongrie se constituait. A l'instar, M. Cauter, vient de rappeler que la Moldavie soviétique a autrefois été la Bessarabie roumaine. Et même avant que ne se réveillent vraiment les Balkans, nous avons déjà réappris entre autres l'existence d'un Caucase, d'une Transylvanie, des pays Baltes, d'Allemands de Pologne, de Polonais de Lituanie... C'est l'Europe de 1914 qui resurgit, celle qui avait recouvert les deux continents de la première défaite allemande, de l'essor du nazisme, puis de son écrasement par l'alliance du communisme et des démocraties. C'est de cette victoire commune d'adversaires que la guerre seule avait pu réunir et que la paix laissait face à face qu'était sortie la coupure de l'Europe et du monde en deux.

Si cet artifice était pourtant parvenu à se faire passer pour la réalité, ce n'était pas qu'il l'était devenu à l'Est. C'est au contraire qu'il avait, à l'Ouest, conduit les démocraties à s'unir contre l'expansionnisme soviétique et que cette union n'a pas seulement permis de stopper la progression du totalitarisme. Elle a aussi façonné, de l'Espagne à la Norvège et des États-Unis à la Turquie, un ensemble toujours plus cohérent, créé une culture, érodé des antagonismes et favorisé un exceptionnel dynamisme économique.

Négocier les étapes

L'écroulement du communisme est en ce sens son coup de pied de l'âne puisque c'est en mourant qu'il déstabilise l'Ouest comme il n'y était jamais parvenu auparavant, et ébranle même les fondements de l'alliance atlantique, ainsi victime de sa propre victoire. La voilà non seulement condamnée à évoluer, mais aussi à errer, puisqu'il ne sera pas possible, tant qu'on n'aura pas entrevu l'Europe et le monde du post-communisme, de définir les besoins de défense de demain. Les démocraties occidentales sont en fait contraintes de se risquer dans l'inconnu en tentant seulement de canaliser le changement et d'en négocier les étapes — avec le Kremlin bien sûr.

Ce qui est vrai de la défense l'est de l'économie (quelles seront les conséquences sociales, industrielles et commerciales de la levée du rideau de fer ?) ; des frontières (finiront-elles ou non par bouger ?) ; des grands équilibres (de quel poids pèseront sur

l'Europe communautaire la démocratisation de l'Europe centrale et le processus de réunification allemande ?) ou encore du tiers monde qui avait plus profité que pitié de la bipolarisation du Nord.

Et à peine voit-on se poser toutes ces questions qu'on réalise aussi que les dangers sont virtuellement immédiats puisqu'une plongée de l'URSS dans l'anarchie précipiterait automatiquement une réunification allemande...

Tout depuis deux ans, ne cesse, et de plus en plus fort, de tanguer. Mais lorsque est devenu proche en juillet le basculement de la Pologne et de la Hongrie, qu'on a compris à l'Ouest ce que serait l'onde de choc, on a vu M. Bush devenir demandeur — le crâancier se faire prudent.

Avant, c'était M. Gorbatchev qui voulait un sommet pour que ne se réalisât pas l'entreprise de désarmement dont le bloc soviétique a tant besoin. Circonspect, M. Bush avait longtemps fait la sourde oreille. Et soudain, c'est de la Maison Blanche qu'est venue la proposition de préparer deux sommets d'un coup : informel à Malte, puis officiel au printemps prochain à Washington.

Deux repères

Les faits avaient imposé l'urgence de la concertation, et un haut responsable gorbachevien pouvait déclarer la semaine dernière, légèrement goguenard, que, si l'initiative avait été cette fois-ci américaine, les causes en étaient « l'accélération inattendue du processus anti-européen, les incertitudes sur le sort de la perestroïka, et l'absence de préparation de l'Occident à une situation dont il ne sait s'il doit la qualifier de défi ou de défaite de Gorbatchev ».

Il est entendu que la défaite peut prendre la forme d'un défi, ajoutait-il avant d'expliquer que, vu de Moscou, l'objectif de M. Bush était de « s'assurer que Gorbatchev sait où il va et que l'Occident ne sera pas mis face à une nouvelle situation à laquelle ni l'Est ni l'Ouest ne seraient préparés ». Toutes les assurances seront données, poursuivait-il en substance, et cette sérénité aurait pu paraître présumée si ce haut responsable, bien loin de prétendre à plus de muscle que n'en a l'URSS, n'avait énoncé dans le même souffle « la question que Gorbatchev aura droit, lui, de poser en retour ». Elle est de savoir, disait-il, « quels termes de

l'alternative choisit l'Occident » : ou bien se donner comme objectif l'écroulement du socialisme et vouloir attendre sa capitulation politique, économique et idéologique ; ou bien agir de manière constructive, dans un esprit de partenariat, et favoriser l'évolution démocratique de l'Est en acceptant que, dans l'incertitude sur les perspectives et les objectifs, il suive sa propre voie.

L'offre est claire : chercher à instaurer un climat de confiance réciproque dans lequel M. Gorbatchev et l'Occident pourraient s'échapper d'événements majeurs ; naviguer à vue mais de conserve ; procéder à une redéfinition de l'équilibre européen. Pour un monde qui se croyait fini, c'est un beau retour de l'histoire.

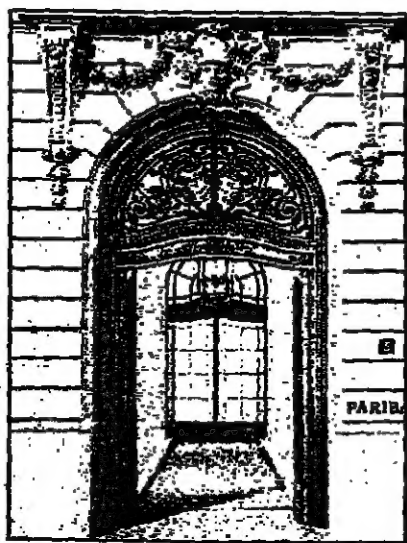
Deux repères, disent cependant les hommes de M. Gorbatchev, balisent la route. Le premier est le poids politique acquis par l'Europe occidentale, car il interdirait toute tentative de décider de l'avenir du continent par le seul dialogue soviéto-américain : « L'Europe, disent-ils, est revenue dans la vision soviétique du monde et ne y restera, car, l'adaptation de cette partie du continent ayant été beaucoup plus rapide qu'on ne le pensait, on va pouvoir avancer plus vite aussi dans la construction d'une maison commune européenne ».

L'adaptation, autre question, désigne évidemment la démocratisation de l'Europe centrale, et le second repère est ainsi la volonté de poursuivre les deux processus dont elle est, dit-on à Moscou, issue. Le premier, c'est la perestroïka et le second, la réalisation « concrète » des accords d'Helsinki « qui fait aujourd'hui entrer dans la loi soviétique une interprétation commune des libertés et des droits de l'homme ».

Les accords d'Helsinki, ce n'est pas seulement les droits de l'homme, c'est aussi la reconnaissance des frontières d'après-guerre. La stratégie soviétique est ainsi de chercher à instaurer la confiance nécessaire aux évolutions ultérieures, en proposant que soient réciproquement et parallèlement garanties la poursuite des réformes démocratiques à l'Est et le maintien de l'actuel équilibre européen.

La stabilité, mais dans la marche vers la démocratie ? L'offre vaut bien quelques sommets, mais avant d'en examiner tenants et aboutissants, la question est de savoir s'il n'est pas vain de vouloir aider M. Gorbatchev. La réponse, on le verra, est que ce serait d'autant plus vain qu'on tarderait à le faire.

BERNARD GUETTA



1887 F

**Madame, Monsieur,
Actionnaires de la Navigation Mixte,
Paribas vous offre la possibilité de réaliser
une plus-value de 87 %.**

C'est dans l'espace européen et international que s'inscrivent la performance et le développement des groupes industriels et financiers. C'est vrai pour Paribas, c'est vrai pour la Compagnie de Navigation Mixte. Pour tirer le meilleur parti de la compétition mondiale, il faut additionner les forces et s'appuyer sur de grandes alliances.

C'est le projet que Paribas vous propose ; un projet qui vous permet de valoriser au mieux votre investissement ; un projet qui vous fait participer à la construction d'un grand ensemble industriel et financier dont l'ambition est d'être l'un des premiers dans le monde.

**Madame, Monsieur,
Actionnaires de la Navigation Mixte,
Paribas vous offre**

- soit d'acquiescer vos titres au prix de 1887 francs pour les actions ordinaires (et au prix de 1836 francs pour les actions nouvelles) ;

- soit d'échanger vos titres contre des actions Paribas à raison d'1 action Compagnie de Navigation Mixte contre 3 actions Paribas (jouissance du 1^{er} janvier 1990). Cette offre d'échange vise au maximum la moitié des titres présentés à l'OPA et à l'OPE. Les actions excédentaires, du fait de ce plafond, seraient automatiquement reportées sur l'OPA.

L'offre de Paribas porte sur la totalité des actions de la Compagnie de Navigation Mixte.

Vous avez, au plus tard, jusqu'au 30 novembre pour répondre à cette offre.

Les modalités complètes de cette opération sont contenues dans les Notes d'Information visées par la Commission des Opérations de Bourse.

Ces documents sont disponibles sans frais sur simple demande auprès de votre intermédiaire financier ou de la Banque Paribas - 3, rue d'Antin, 75002 Paris (référence 221) - tél. 42.98.17.88.

Comment présenter vos titres à l'offre

- Prenez contact avec votre intermédiaire financier habituel (banquier, Société de Bourse...). Celui-ci tient à votre disposition l'ordre de vente et/ou d'échange-pouvoir que vous devrez signer au plus tard le jeudi 30 novembre 1989.

- Si vous détenez des obligations convertibles Compagnie de Navigation Mixte, vous pouvez répondre à l'offre en demandant immédiatement la conversion de vos obligations en actions (1,17 action pour 1 obligation) auprès de votre intermédiaire financier.

**Madame, Monsieur,
Actionnaires de la Navigation Mixte,**

Pourquoi présenter vos titres

• à l'OPA

- Le prix de 1887 F pour l'action ordinaire de la Compagnie de Navigation Mixte représente une prime de 87 % par rapport à son cours moyen ajusté de l'année 1989. De janvier à août 1989, ce cours de bourse ajusté a varié entre un plus bas de 849 francs et un plus haut de 1158 francs ;

- la vente étant effective courant janvier 1990, l'impôt éventuel sur les plus-values dégagées ne sera acquitté qu'en 1991 ;

- les frais de l'opération seront pris en charge par Paribas dans les conditions précisées par l'avis de la Société des Bourses Françaises du 8 novembre 1989.

• à l'OPE

- En investissant dans le Groupe Paribas, vous investissez dans la croissance : le résultat net consolidé de la Compagnie Financière de Paribas devrait augmenter d'environ 30 % en 1989. Il aura alors doublé en deux ans ;

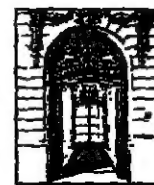
- l'échange de vos actions Compagnie de Navigation Mixte contre des actions Paribas ne donne lieu à aucun impôt ;

- l'opération d'échange ne donne lieu à aucun frais.

Notes d'information visées par la COB N° 89-478 et 89-492 disponibles sans frais auprès des intermédiaires financiers et de Paribas.

Notre offre est la seule. Vous avez jusqu'au 30 novembre pour y répondre.

PARIBAS



Paribas, 3, rue d'Antin 75002 Paris. Tél. : (1) 42.98.17.88. Minitel 36.15 ECO A2.

5511111111

سكنا من الامم

DIPLOMATIE

Avant la rencontre entre Jean-Paul II et M. Gorbatchev

La normalisation entre le Saint-Siège et Moscou « ne peut être que graduelle »

déclare-t-on au Vatican

ROME

de notre correspondant

Qui, de Jean-Paul II ou de Mikhaïl Gorbatchev, a fait le premier pas ? Lequel est à l'origine de l'historique rencontre prévue pour vendredi matin 1^{er} décembre au Vatican ? Réponse de M. Joachim Navarro-Valls, porte-parole du Saint-Siège : « La providence ». Inutile d'insister, les chroniqueurs n'apprendront rien de plus sur ce chapitre avant longtemps.

On sait en revanche un peu plus précisément ce que le chef de l'Eglise catholique attend de son hôte soviétique. D'abord, et ce n'est pas une surprise, le pape souhaite que les deux millions de

catholiques d'URSS — quatre à cinq millions d'uniates compris en Ukraine — puissent être conduits par une hiérarchie librement choisie par Rome. Pour ce faire, il faut commencer par légaliser l'Eglise d'Ukraine de rite gréco-byzantin.

Ni hymnes ni oriflammes

Reçu lundi 27 novembre en audience par Jean-Paul II, le métropolitain Juvénal, vicaire de Mgr Pimen, patriarche orthodoxe de toutes les Russies, ne s'est engagé sur rien de concret, mais il a montré une certaine disponibilité à la négociation. « La seule

manière de sortir du problème, a-t-il dit, est de dialoguer. »

Nul doute que l'héritier du trône de saint Pierre attende de M. Gorbatchev qu'il encourage plus avant les apparences, bonnes grâces du patriarche, notamment en ce qui concerne la restitution aux uniates de leurs églises confisquées. Dans un premier temps, seuls les édifices les plus importants pourraient être rendus aux Ukrainiens, à deux conditions : d'abord, que soit offerte à Rome la possibilité d'ouvrir un séminaire, puis celle de bâtir de nouveaux lieux de culte. En tout état de cause, a laissé

entendre M. Navarro Valls, « tant qu'il n'y aura pas une loi — garantissant la liberté de conscience et de religion au Union soviétique, rien de solide ne pourra être reconstruit dans ce domaine. Mais les négociations sont ouvertes, et pour qu'elles puissent se développer il faut établir « un contact permanent » entre Moscou et le Saint-Siège.

« On peut discuter de relations diplomatiques (rompues depuis 1917), a précisé M. Navarro Valls, mais le processus ne peut être que graduel. » En attendant, on peut

imaginer la mise en place d'une « délégation de contacts stables », voire « d'une seule personne désignée à cet effet, un envoyé spécial personnel », sur le modèle mis en place pendant une dizaine d'années par les Américains. Bref, la politique des petits pas se poursuit. Un peu plus rapidement qu'auparavant, certes, mais il ne faut pas s'attendre à un bouleversement spectaculaire.

« La visite de M. Gorbatchev, a précisé le porte-parole, est officielle et non d'Etat. » En clair, cela veut dire qu'il n'y aura pour l'entrée du chef de l'Etat soviétique place Saint-Pierre ni oriflammes ni hymnes nationaux. Surtout, contrairement à celle d'Etat, la

réception « officielle simple », si l'on peut dire, n'implique pas automatiquement que la politesse soit rendue. Le désir de Jean-Paul II exprimé publiquement en 1984, de se rendre en URSS, « est intact », a affirmé M. Navarro-Valls, mais la question ne sera pas posée vendredi. En tout cas pas officiellement.

Cet, pour savoir ce que les deux hommes se diront vraiment, en russe et en tête à tête dans le bureau privé du pape, les mille cinq cents journalistes présents à Rome pour l'occasion n'auront qu'une seule ressource : s'en remettre à la divine providence.

PATRICE CLAUDE

L'ostpolitik de Jean-Paul II

La rencontre avec M. Gorbatchev succède à des signes spectaculaires de détente dans la situation des Eglises d'Europe de l'Est

ROME

de notre envoyé spécial

Les plus érudits du Vatican assurent que le premier à avoir jamais employé l'expression de « maison commune européenne » est l'ancien maître de Florence, M. Giorgio La Pira, haute figure du catholicisme italien canonisé de son vivant, qui, devant Krouchtchev en 1960, avait eu cette formule : « Il n'y aura pas de vraie maison commune pour l'homme en Europe, s'il n'y a pas aussi, dans votre cité, de maison pour Dieu. »

Jugement prophétique, dit-on aujourd'hui à Rome : la question de Dieu n'est plus taboue dans le bloc communiste de l'Est. Président de l'Institut supérieur des études d'athéisme à Moscou, M. Viktor Garadja vient de déclarer à une délégation du Saint-Siège chargée du dialogue avec les non-croyants : « Le marxisme exclut Dieu, mais il n'est pas contre lui. Dire que l'homme est le but suprême n'entraîne pas qu'il faille rejeter Dieu. » Paraphrasant Dostoevski, il ajoutait même : « Si Dieu n'existe pas, l'homme doit se conduire comme s'il existait. »

En 1975, Paul VI décidait, malgré un entourage hostile, de faire participer le Saint-Siège à la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. La question des droits de l'homme et de la liberté religieuse devait y être traitée, pour la première fois sur le Vieux Continent. Ce fut l'un des premiers succès de la nouvelle Ostpolitik du Vatican, à laquelle l'élection d'un pape polonais, en 1978, allait donner un coup de fouet aussi vigoureux qu'inédit.

Toute l'action et la pensée européennes de Jean-Paul II sont tendues vers cet unique but : l'élargissement de la conscience historique d'une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural, de la Scandinavie à la Méditerranée, et le rappel d'un patrimoine, commun à tout le Vieux Continent, de racines et de valeurs chrétiennes.

Ainsi, quand Paul VI et le cardinal Casaroli déployaient des trésors de patience, négociant sans relâche, et non sans succès, avec les pays communistes pour soulever le couvercle pesant sur l'Eglise catholique, Karol Wojtyla, devenu Jean-Paul II, soutenait le combat frontal par des prélats à la foi intrépidement, pétris par les aspirations de leur peuple et souffrant, jusqu'à la prison, avec lui : Wyszyński en Pologne, Slipyi en Ukraine, Mindszenty à Budapest, Beran, puis Tomasek à Prague, etc.

Dans les Eglises occidentales, certains s'inquiétaient d'un retour en arrière par rapport à l'Ostpolitik inaugurée par Paul VI. La rumeur courait de désaccords entre Jean-Paul II et le cardinal Casaroli, son secrétaire d'Etat, plus porté au compromis. Ce choc de David contre Goliath communiste semblait, sans issue pour l'Eglise. Une

telles défense des chrétiens persécutés, de Budapest à Moscou, en passant par Prague et Varsovie, allait tisser la légende d'un pape polonais et réactionnaire.

La sortie des catacombes

Or, aujourd'hui, que se passe-t-il ? La lecture officielle de l'Histoire en Pologne fait désormais sa place à l'ancien primat de Pologne, le cardinal Wyszyński. Primat de Hongrie, le cardinal Mindszenty, réfugié en 1956 dans l'ambassade américaine, est en voie de réhabilitation. La cause des grecs-catholiques ukrainiens (les uniates), dont le cardinal Slipyi était le héros, sera vendredi au centre des entretiens entre M. Gorbatchev et Jean-Paul II. Maintenu à quatre-vingt-dix ans comme archevêque de Prague, le cardinal Tomasek est l'un des porte-paroles les plus populaires de l'opposition démocratique en Tchécoslovaquie.

Si la fermeté de Jean-Paul II, qui n'a jamais fermé la porte de la négociation, semble aujourd'hui payante, bien sûr rien n'aurait été possible sans le coup de main — providentiel — de M. Gorbatchev.

L'URSS compte au total 12 millions de catholiques de rite latin (Rome). En Lituanie, la hiérarchie épiscopale a pu être reconstituée quelques mois seulement après la rencontre Casaroli-Gorbatchev de juin 1988 à Moscou. Des prélats qui depuis la guerre étaient en pri-

son ou en résidence surveillée ont retrouvé une totale juridiction sur leur diocèse. Administrateur apostolique de Minsk (Biélorussie) depuis mai dernier, Mgr Kondrusevitch est même le premier évêque, depuis 1917, que le Vatican a pu nommer sur le territoire soviétique.

De nouvelles facilités ont été offertes pour la circulation des prêtres, l'enseignement religieux, la formation des séminaristes. Un deuxième séminaire catholique vient d'être ouvert en Lituanie et le *numerus clausus* de ceux de Kaunas (Lituanie) et Riga (Lettonie) a été levé. Il reste que nombre d'anciens diocèses d'Union soviétique restent vides, comme au Kazakhstan ou en Géorgie, où vivent un million et demi de catholiques, la plupart d'origine allemande, animés par des prêtres itinérants et âgés. Beaucoup d'Eglises sont encore fermées, des congrégations interdites, les publications religieuses introuvables, etc.

Le point le plus noir des relations entre Rome et Moscou demeure l'interdiction de l'Eglise catholique d'Ukraine, la fameuse Eglise uniate de rite oriental, rattachée de force à l'Eglise orthodoxe en 1946 par Staline. Environ quatre millions de catholiques vivent en Ukraine — avec quelques évêques et des centaines de prêtres ordonnés clandestinement — espèrent la rencontre Jean-Paul II-Gorbatchev une légalisation de leur Eglise.

En dehors du cas très particulier de la Pologne, avec laquelle le Vatican a rétabli des relations diplomatiques le 17 juillet 1989, la Hongrie est le seul pays où la situation épiscopale est parfaitement claire. Tous les sièges sont pourvus. A Budapest, l'office des cultes, présidé par M. Imre Miklos, longtemps la bête noire des chrétiens hongrois, a été supprimé au printemps dernier. Le décret de 1950 éliminant les ordres religieux, à l'exception de quatre d'entre eux (1), a été levé.

Même en Tchécoslovaquie...

La Tchécoslovaquie a été pendant longtemps la principale zone d'ombre de l'Ostpolitik : vacance de sièges due à l'opposition du régime aux évêques proposés par Rome, persécution contre l'Eglise souterraine, quotas sévères à l'entrée dans les séminaires, forte minorité de prêtres collaborateurs (association Pacem in terra), interdiction de tout enseignement religieux. Mais des signes de changement commencent à apparaître avant même la « révolution » du 24 novembre.

Pour la première fois, huit mille Tchécoslovaques avaient pu se rendre à Rome à l'occasion de la canonisation, le 12 novembre dernier, d'Agnes de Bohême, accompagnés par une délégation gouvernementale. Du jamais vu : des passages entiers de cette cérémonie avaient été retransmis à la télévision. Trois sièges épiscopaux ont été pourvus au printemps dernier, mais sept (sur treize) sont toujours vacants.

Ces Eglises sont convoiées aujourd'hui à réorienter leur rôle. Avec des nuances selon le pays, elles ont été pendant longtemps les seules forces à échapper à l'idéologie officielle et, quoique surveil-

lées, à attirer des opposants. Que ce soit en Allemagne de l'Est, où les manifestants remplissent les lieux de culte, notamment ceux de l'Eglise évangélique, en Pologne, en Lituanie, en Hongrie et aujourd'hui en Tchécoslovaquie, les Eglises ont favorisé ce qu'on appelle à Rome « la révolution pacifique dans la révolution » qui se déroule dans l'Est de l'Europe.

Si Solidarité est sorti (au moins pour partie) de l'Eglise en Pologne, le catholicisme en Tchécoslovaquie a été longtemps effacé, culpabilisé par son alliance d'autrefois avec les Habsbourg, et absent du « printemps de Prague » en 1968. Le cardinal Tomasek lui-même a été long à épouser le combat de l'opposition démocratique, et au début des années 80 encore se déclarait comme « un général sans armée ».

Le spectre du Québec

Comment le catholicisme, dans ces pays, va-t-il traverser l'actuelle phase de transition démocratique ? Le choix est entre la restauration d'un passé où ces Eglises avaient une rôle parfois dominant dans la société et l'acceptation du jeu pluraliste interne qui est celui des Eglises d'Occident, si souvent décriées.

Aucune réponse globale n'est aujourd'hui possible. En Hongrie, l'Eglise catholique retrouve son patrimoine immobilier (convents, écoles). Les ordres religieux res-

trent, mais certains craignent déjà le retour à un modèle homogène de catholicisme, fondé sur l'encadrement cléricale et la dévotion populaire. Des interrogations naissent aussi en Tchécoslovaquie.

En Pologne, dans un contexte historique et politique totalement différent, l'Eglise est appelée aussi à une reconversion. Plus qu'ailleurs, au risque de provoquer des réactions dont le cardinal Glemp a fait bruyamment l'écho, elle est traversée par des tendances qui mettent en cause son monolithisme, le caractère autoritaire de son clergé. Est-il possible de plaider pendant si longtemps en faveur de la démocratie à l'extérieur et de la refuser à l'intérieur ? Des observateurs de retour de Pologne y voient des « signes nouveaux d'antichristianisme » et n'excluent pas « six affrontements à la québécoise du catholicisme ».

Si l'action de Jean-Paul II n'a pas été étrangère, loin de là, au réveil de la démocratie et à l'ouverture des frontières à l'Est, la confrontation de l'Eglise avec le pluralisme de la société ne pourra pas être évitée dans ce « pannon oriental » de l'Europe qui lui est si cher.

HENRI TINCO

OCÉAN INDIEN

COMORES : L'assassinat du président Abdallah

D'insistantes rumeurs mettent en cause le mercenaire Bob Denard

Qui a tué le président Ahmed Abdallah ? Trois jours après son assassinat, un épais mystère continue d'entourer les circonstances de la mort de l'ancien chef de l'Etat comorien.

Une première hypothèse, émise dès l'annonce du meurtre lundi 27 novembre au matin, mettait en cause le commandant Ahmed Mohamed, ancien commandant en chef de l'armée. Ce dernier avait démissionné de ses fonctions fin septembre à la suite d'un différend avec le président. Connu comme un « homme inculte » et « très violent » cet ancien sergent de la coloniale était surnommé par ses hommes « Papa Bok » (en référence à l'ancien empereur centrafricain Bokassa).

Mais une seconde hypothèse circule avec de plus en plus d'insistance dans les milieux comoriens de Paris en majorité liés à l'opposition. Elle met directement en cause le mercenaire d'origine belge Bob Denard, chef de la garde présidentielle (GP), sorte d'armée parallèle d'environ 650 hommes constitués autour d'un noyau d'une trentaine de mercenaires belges et français.

Bob Denard avait contribué en 1978 à réinstaller au pouvoir le président Abdallah après l'avoir ren-

versé quelques années plus tôt. Depuis, il était devenu l'âme damnée du chef de l'Etat et le véritable maître du pays. Mais ces dernières semaines, les relations entre les deux hommes se seraient gravement détériorées. Il semble en effet que le président Abdallah ait nourri le dessein de marginaliser les mercenaires en intégrant la GP au sein de l'armée régulière comorienne.

Selon la seconde version des événements, Bob Denard, furieux des projets du président, se serait rendu chez ce dernier dimanche peu avant minuit (les deux hommes habitent à Moroni des villas voisines).

Dimanche soir Denard aurait tué le président Abdallah. Selon certaines sources, il aurait tiré au RPG 7 sur la fenêtre blindée de la chambre à coucher du président, le tuant sur le coup. Il aurait ensuite, dans un premier temps, essayé de faire croire, notamment aux autorités françaises présentes à Moroni, que le président avait été victime d'une attaque à la grenade conduite par des militaires rebelles.

Pour étayer cette version, il aurait été cherché de force le commandant Ahmed Mohamed à l'archipel, l'aurait malmené et placé ensuite en résidence très surveillée à Moroni, où celui-ci se trouverait

toujours. Plusieurs témoins affirment d'ailleurs avoir vu le commandant Ahmed à Anjouan, quelques heures avant le crime, ce qui semble disculper ce dernier de toute participation directe à l'assassinat. Devant l'invraisemblance de la version de l'attaque à la grenade, telle qu'il la présentait, Denard aurait ensuite tenté de déguiser le meurtre en accident. Mais l'ambassade de France à Moroni, encore moins convaincue par ce second récit, aurait, dès lundi soir, fait savoir à Paris qu'elle croyait en la culpabilité de Denard.

Mercredi, la situation était calme dans l'archipel. Denard a été vu lundi à la Grande-Comore. Le commandant Marqués se trouvait, lui, mardi à Anjouan, où ont eu lieu, le même jour, les obsèques du président assassiné. Une chose est sûre : les journalistes étrangers ne sont pas les bienvenus dans l'archipel. Six d'entre eux — tous français — ont été consignés depuis lundi à leur hôtel à Anjouan.

M. Mitterrand a adressé mardi un message de condoléances à la famille du chef de l'Etat, où il se dit « douloureusement attristé » de la disparition d'un homme qui « a cessé d'exister au renforcement des liens d'amitié entre les Comores et la France ».

J.-P. L.

ASIE

INDE : conséquence des élections

M. Rajiv Gandhi a démissionné

M. Rajiv Gandhi a remis, mercredi 29 novembre en fin de matinée, sa démission au président Venkataraman, qui lui a demandé d'« expédier les affaires courantes » jusqu'à la désignation d'un nouveau premier ministre.

NEW-DELHI

de notre correspondant

En principe, toutes les options demeurent ouvertes ; y compris le rappel au pouvoir de M. Gandhi, président du Congrès-I, qui demeure le premier parti représenté à la Chambre des députés. Politiquement, en revanche, une telle solution n'est guère envisageable. Si le Front national, dont la principale composante est le parti Janata Dal, qui dirige M. V.P. Singh, n'a pas la majorité absolue des sièges, il l'obtient avec le concours de ses alliés électoraux, le BJP (Bharatiya Janata Party, droite hindouiste) et les deux partis communistes. Le Congrès, qui devrait reconduire M. Gandhi dans ses fonctions de leader parlementaire mercredi, a, en effet, fait savoir qu'il acceptait « avec humilité le verdict des

urnes » et qu'il était prêt à siéger sur les bancs de l'opposition.

Dans les rangs de la nouvelle majorité la situation n'est pas encore clarifiée : Le Front national doit se réunir pour désigner M. V.P. Singh comme chef de la majorité parlementaire et donc comme candidat au poste de premier ministre. Certains leaders de l'opposition, comme M. Chandra Shekhar, ancien président du parti Janata (au pouvoir de 1977 à 1980), tentent cependant une manœuvre de dernière heure pour éviter un consensus en faveur de M. Singh. D'autre part, si les partis communistes ont fait allégeance sans condition à un futur gouvernement du Front national, la position de BJP est plus conditionnelle : la formation hindouiste exige que le premier ministre respecte intégralement son manifeste électoral. Or de sérieuses divergences persistent entre M. Singh et le BJP, la plus grave étant la volonté de ce dernier de continuer à mener campagne pour le renouveau de l'hindouisme, au détriment de la paix entre communautés religieuses.

LAURENT ZECCHINI

(Lire également page 38 : « L'économie indienne après les années Rajiv ».

EUROPE

TCHECOSLOVAQUIE : nouveau gouvernement le 3 décembre

« Il serait prématuré de célébrer la victoire » déclare le porte-parole du Forum civique

Pour ceux qui en doutaient encore après les événements de ces derniers jours, il était clair, mardi soir 28 novembre, que le Parti communiste tchécoslovaque avait perdu le monopole du pouvoir et que s'il en détenait encore les instruments, il était uniquement parce que, en face de lui, l'opposition ne s'était pas préparée à un dénouement aussi rapide.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Fondé il y a dix jours pour rassembler sous une seule bannière tous les mouvements d'opposition, le Forum civique non seulement conserve l'initiative, mais après la grève générale de lundi se sent désormais suffisamment fort pour imposer au pouvoir un calendrier de revendications et poser des ultimatum.

Au cours du troisième round de négociations particulièrement tendues, mardi, entre une délégation présidée par le chef du gouvernement, M. Ladislav Adamc, et des représentants du Forum civique conduits par M. Vaclav Havel, le premier ministre s'est engagé à former d'ici au dimanche 3 décembre un nouveau gouvernement dont la composition s'élargira à des personnalités extérieures au PCT et à des experts. Le Forum civique lui-même n'a pas demandé à faire partie de ce gouvernement, qui devra donner « le plus rapidement possible », a demandé l'opposition, des assurances claires de sa volonté de créer les conditions nécessaires à l'organisation d'élections libres, d'instaurer les libertés d'association, d'expression, d'information et de culte, la démocratisation du système judiciaire, d'abolir la milice populaire et de liquider les cellules du PCT dans les entreprises.

« Nous attendons des actes concrets aussi rapidement que possible », a averti le Forum dans une déclaration, faite de quoi, « si la population n'est pas satisfaite, le Forum civique demandera la démission du gouvernement et la nomination d'un nouveau premier ministre ».

Un journal pour l'opposition

M. Adamc a également promis qu'un projet de modification de la Constitution serait soumis dès ce mercredi à l'Assemblée fédérale (Parlement) afin d'en éliminer trois articles : les dispositions qui garantissent un rôle dirigeant au Parti communiste ; celles prévoyant que la participation aux élections se fait dans le cadre du Front national (mouvement regroupant les organisations du régime) ; celles, enfin, imposant le

marxisme-léninisme comme idéologie d'Etat et base de l'enseignement.

Le Forum civique a obtenu, toujours pendant la même séance de négociations, l'attribution de locaux par la municipalité de Prague. Il devait donc s'installer dès mercredi dans le monumental palais de la culture. Il est aussi autorisé à publier un quotidien, *Lidové Noviny*, qui va donc renouer avec une vieille tradition de presse indépendante après avoir reparu il y a près de deux ans sous forme d'un mensuel édité en samizdat. La tâche risque d'être rude cependant pour *Lidové Noviny*, puisque l'il s'agit véritablement de créer un quotidien à partir de rien.

Sur sa lancée, le Forum civique a décidé d'écrire mercredi au président de la République, M. Gustav Husak, pour lui demander de démissionner « pas plus tard que le 10 décembre », la Journée internationale des droits de l'homme, date à laquelle est aussi réclamée la libération de tous les prisonniers politiques.

Négociations tendues et « dramatiques »

Dans leur lettre à M. Husak, que Vaclav Havel a notamment signée, les représentants de l'opposition font valoir qu'en acceptant de se retirer le chef de l'Etat « contribuerait à apaiser la situation dans le pays ». Ancien secrétaire général du PCT, impliqué dans l'intervention soviétique de 1968, M. Husak a été exclu du bureau politique vendredi dernier.

Comme les responsables du Forum n'avaient pas l'intention de s'arrêter là, ils ont encore obtenu la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les violences policières du 17 novembre, avec l'assurance que des étudiants et des membres du Forum civique participeraient aux travaux de la commission.

Enfin, le Forum civique a adressé un appel aux Parlements d'Union soviétique, de Bulgarie et de RDA pour qu'ils condamnent « immédiatement l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie », qui, le 21 août 1968, mettaient fin brutalement au printemps de Prague. Les Assemblées de Hongrie et de Pologne se sont déjà dissociées de cet acte de cette intervention.

Il suffisait de regarder les visages des dirigeants du Forum civique qui tenaient, mardi soir, la conférence de presse quotidienne pour comprendre que cette journée resterait longtemps dans leurs mémoires comme celle d'un autre pas laborieux vers la victoire. Epuisé, harassé par le poids psychologique de ses responsabilités et par la tension des négociations, qu'il qualifie même de « dramatiques par moments », Vaclav Havel

s'est montré très irrité par ceux qui demandaient quelles garanties concrètes ils avaient obtenues, en particulier sur la question des élections libres. « Vous voulez savoir à quel point la démocratie en Tchécoslovaquie alors que nous n'avons eu que deux heures d'entretien avec le premier ministre ? s'est-il scandalisé. Après vingt ans hors du temps, nous allons maintenant à une allure vertigineuse. Ne nous demandez pas plus que ce que nous sommes capables de produire ».

Le Père Vaclav Malý, jeune prêtre membre de la Charta 77, interdit de sacerdoce par le pouvoir et qui s'est trouvé à la pointe du combat de ces derniers jours, avait sur le visage une expression d'extase qui ne le quittait pas, comme si lui-même avait du mal à y croire. Jiri Dienstbier, qui a renoncé à aller travailler à son poste de chauffagiste depuis mardi, souriait aux anges. On parlait aussi des exils de 1968 revenus pour la première fois au pays : MM. Zdenek Mlynar, Pavel Kohout, Pavel Landowski, Jan Kavan.

La population reste vigilante, continue d'allumer des bougies, comme pour un pèlerinage, aux endroits où furent matraqués les étudiants le 17 novembre ; elle continue de s'agglutiner autour des tracts affichés sur toutes les vitrines, reste debout des heures,

dans la rue et le froid, pour regarder la retransmission d'une vidéo tournée par le Forum civique sur les événements de ces derniers jours. Il y a une ferveur politique en ce moment à Prague que ni Varsovie ni Budapest n'ont connue cette année, car les Hongrois comme les Polonais étaient déjà un peu plus libres. Ils avaient une notion de liberté d'expression et d'activité politique que les Tchèques avaient totalement perdue depuis vingt ans.

« Il serait prématuré de célébrer la victoire », avertissait, mardi soir, Vaclav Malý. Nous avons une longue et difficile route devant nous. « Car si le vent et la population poussaient le Forum civique, en face, au PCT, tout n'est pas joué, et, malgré le malaise profond qui a envahi la base, certains résistent encore. « Il ne faut pas oublier qu'il y a 230 000 policiers dans ce pays, souligne un journaliste du quotidien socialiste *Svobodné Slovo*, lui aussi à la pointe du combat démocratique. Interrogé sur l'autorité dont était investi M. Adamc pour négocier, alors qu'il n'est plus membre du bureau politique depuis vendredi, Vaclav Malý a répondu qu'il n'en savait rien.

C'est en effet un autre mystère puisque aucun haut responsable du parti ne figurait dans la délégation de M. Adamc. Qu'en pense la direction du PCT ?

SYLVIE KAUFFMANN

URSS

Le Soviet suprême prévoit de supprimer le comité d'administration spéciale du Haut-Karabakh

Moscou (AFP). — Le Parlement soviétique a adopté, mardi 28 novembre, un arrêté prévoyant de supprimer le comité d'administration spéciale, mis en place au début de l'année, dans le Haut-Karabakh — cette enclave à majorité arménienne en territoire azérbaidjanais — et qui relevait directement de Moscou.

Les Arméniens, ainsi que les Azéris, réclamaient la suppression de ce comité d'administration spéciale mis en place par un décret du présidium du Soviet suprême le 12 janvier dernier. Sa mission n'était pas moins d'assurer un minimum de protection aux Arméniens, littéralement encerclés par les Azerbaïdjanais.

L'arrêté du Soviet suprême adopté, mardi, prévoit de rétablir l'Assemblée locale, ainsi que son comité exécutif, dont les activités avaient été suspendues, en raison de la création du comité d'administration spéciale. Le texte demande toutefois que les Arméniens et les Azéris soient représentés proportionnellement à leur nombre dans les organes de direction locaux rétablis dans leurs fonctions.

Les Arméniens réclamaient le rattachement de la région autonome du Haut-Karabakh à l'Arménie, ce dont ne veulent pas entendre parler les Azéris.

Le Soviet suprême prévoit de créer au Haut-Karabakh et « sur des bases paritaires » un comité d'organisation républicain et se borne à demander aux organes du pouvoir locaux rétablis dans leurs fonctions d'élaborer en l'espace de deux mois « une nouvelle loi sur le statut du Haut-Karabakh ». Cette nouvelle loi doit être élaborée avec le Soviet suprême d'Azerbaïdjan. Celui-ci reçoit également comme recommandation d'adopter « dans les meilleurs délais » les lois permettant au Haut-Karabakh de bénéficier d'une « véritable autonomie ».

Le Parlement soviétique a toutefois décidé de former une commission fédérale de contrôle et de surveillance, relevant du Soviet suprême et chargée d'octroyer une aide éventuelle au Haut-Karabakh en attendant « la stabilisation de la situation ». Les troupes du ministère soviétique de l'Intérieur dans la République autonome dépendront de cette commission de contrôle.

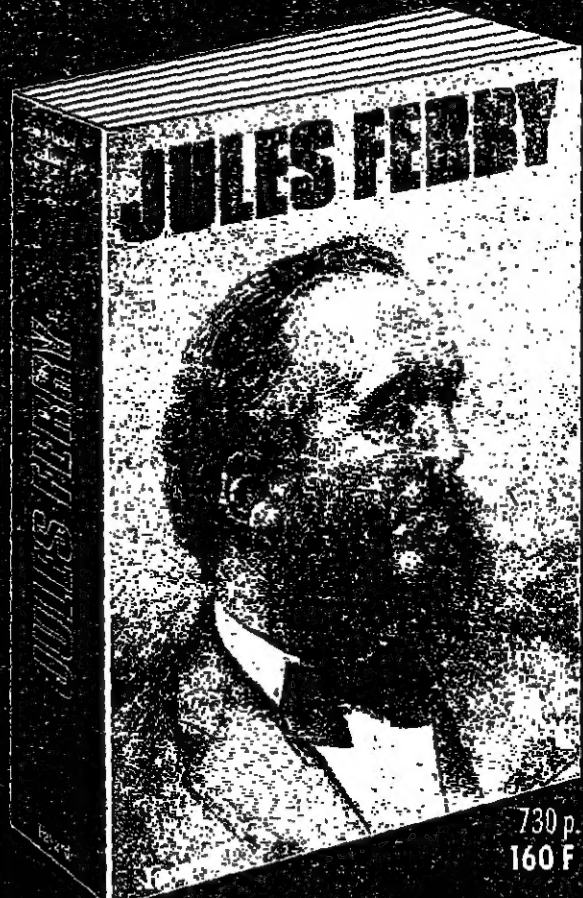
□ Amnistie des criminels de guerre d'Afghanistan. — A l'issue d'un débat chargé d'émotion, les députés soviétiques ont voté à la quasi-unanimité l'amnistie inconditionnelle de tous les anciens combattants d'Afghanistan coupables de délits ou de crimes. L'écrasante majorité des élus — dont le Prix Nobel de la paix, Andreï Sakharov, et le maréchal Sergueï Akhromiev, proche conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, — a même obtenu que l'amnistie concerne aussi les combattants coupables d'assassinats hors des conditions de combat. Cette amnistie est notamment destinée à favoriser le retour des déserteurs qui ne sont pas rentrés en URSS après la fin de la guerre par crainte de poursuites. L'URSS s'est, par ailleurs, félicitée de la récente libération de deux prisonniers de guerre soviétiques détenus par la résistance afghane (le Monde du 28 novembre).

□ Sergueï Kouznetsov condamné à trois ans de camp. — Sergueï Kouznetsov, le journaliste soviétique récemment arrêté à Moscou, a été condamné mardi 28 novembre à trois ans de camp de travail pour « avoir diffamé » le KGB et des responsables du PC soviétique à Sverdlovsk (Oural), a déclaré sa femme à l'AFP. M. Kouznetsov, qui a entamé une grève de la faim depuis quarante et un jours, est extrêmement faible et a des problèmes cardiaques, a-t-elle précisé. Le journaliste est correspondant des journaux indépendants *Glasnost* et *Express-Khronika* et éditeur d'un journal local, *Slovo Urala* (« la Voix de l'Oural »).

JULES FERRY

Le grand mérite du livre de Jean-Michel Gaillard est de redonner à l'idole ses fraîches couleurs, d'exhumer le vivant sous le vénéré... Dans cette « bio » de riche facture classique, il y a quelques chapitres d'une rude actualité...

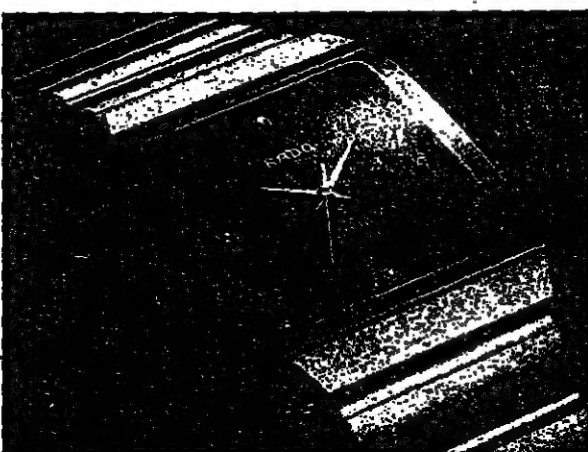
Jean-Pierre Rioux, *Le Monde*



l'Histoire
chez
FAYARD

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
15, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 dameco

Rado: inventeurs de la montre inrayable.



Expression d'une personnalité.

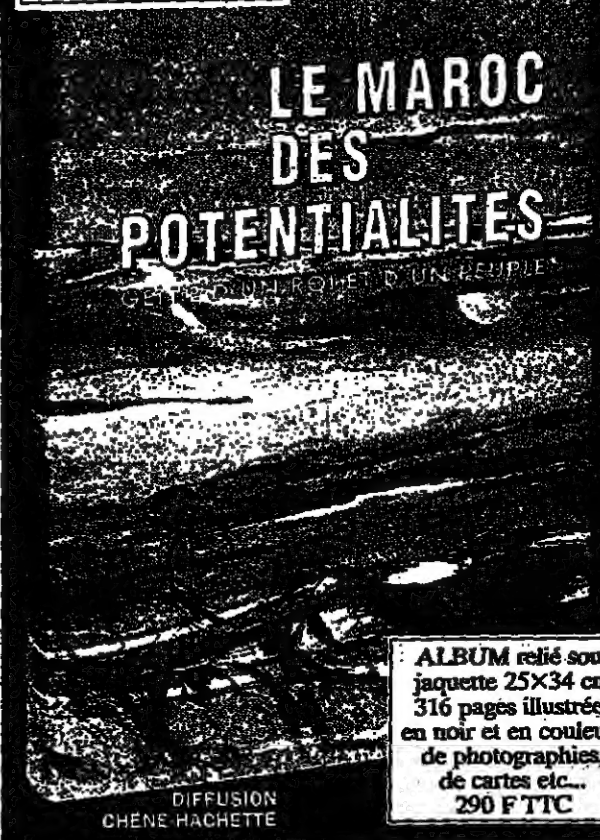
Rado a toujours su utiliser les matières les plus dures et les plus résistantes pour créer des montres d'une élégance exceptionnelle et d'une beauté qui défie le temps. En particulier la Rado Diastar Anatom, d'une extrême minceur et de forme anatomique. Elle épouse si étroitement votre poignet que vous la sentez physiquement comme une partie de vous-même.

RADO
Switzerland

ARFAN - 35, avenue des Capucines 75002 PARIS
ROYAL QUARTZ - 10, rue Royale 75008 PARIS
Jean MICK - 100 rue de la Boétie 75008 PARIS
WOLLNER - 4, avenue de Wagram 75008 PARIS
GLEZES - 97, rue St. Lazare 75008 PARIS

LE GÉNIE D'UN ROI ET D'UN PEUPLE

VIENT DE PARAÎTRE



60 ans d'Histoire de l'Existence du ROI HASSAN II se confondent avec 60 années du MAROC et du devenir du peuple marocain. Un hymne à la jeunesse, un magnifique ouvrage qui a pour ambition d'offrir un panorama sur les expressions et les multiples réalisations du génie national du MAROC.

ALBUM relié sous jaquette 25x34 cm 316 pages illustrées en noir et en couleurs de photographies, de cartes etc... 290 FTTC

Sous la direction de :
DRISS BASRI, JACQUES CHABAN DELMAS, MAURICE BRUON, JEAN-RENÉ DUPUY, M.Z.A. EL-ALAOUI, H. EL MALKI, M.J. ESSAID, MICHEL ROBERT, A. LAROUI, A. RADI.

5021 من الاموال

AFRIQUE

ALGÉRIE : pour imposer son réformisme au congrès du FLN

Le président Chadli joue la base contre les apparatchiks

Les réformateurs sont rassurés. Le président Chadli est sorti à son avantage de la première journée du congrès extraordinaire du FLN, qui réunit plus de cinq mille délégués sous la coupole du stade olympique du 5-Juillet, aux portes d'Alger, depuis mardi 28 novembre.

ALGER

de notre correspondant

Le chef de l'Etat, également président du Front de libération nationale, a été longuement ovationné à son arrivée dans l'immense salle, en compagnie du secrétaire général du comité central, M. Abdelhamid Mehri.

De la tribune, surmontée d'un drapeau géant et flanquée de deux flammes stylisées, symbole du FLN, et — pour la première fois — en l'absence de portraits du président, M. Mehri a présenté aux congressistes un ordre du jour en quatre points : rapport moral du comité central, programme politique, amendement des statuts et élection des membres du CC. Ce dernier point a déclenché un lourd brouhaha. Un délégué s'est immédiatement levé pour clamer : « Personne ne remet en cause le président, mais les militants exigent le départ de tous les membres du comité central ». De nombreux congressistes ont alors imité, réclamant à leur tour le renouvellement complet du CC, à l'exception du président du Front, par un vote à bulletin secret.

Le chahut a duré trois bons quarts d'heure. M. Abdelhamid Mehri eut beau s'écarter, rappelant qu'il s'agissait d'un congrès extraordinaire non habilité à se prononcer sur le changement du comité central, il ne réussit pas à ramener le calme. Sa proposition d'élargir le CC en augmentant le nombre de ses membres de 130 à 220, compte tenu de la démission globale des militaires, au printemps dernier, n'eut pas, non plus, l'effet calmant escompté.

Les délégués s'interpellaient d'un bout à l'autre de la salle sous les yoyous de quelques femmes disséminées dans l'assemblée, jusqu'au moment où le président Chadli intervint. Le chef du parti a

réaffirmé « la souveraineté du congrès » et proposé, sous des salves nourries d'applaudissements, « l'élection du comité central après amendement des statuts du FLN ».

Le silence à peine rétabli, M. Mehri déclenchait à nouveau la confusion en remerciant les représentants des partis politiques récemment agréés d'avoir accepté — à l'exception du Front islamique du salut (FIS) — de venir assister en observateurs à la séance inaugurale du congrès. Le secrétaire général du CC présentait alors son rapport moral, largement axé sur l'histoire et la légitimité du Front. Dans l'après-midi, avant que les commissions ne se réunissent, les représentants des quatorze avant-congrès régionaux ont présenté leurs rapports que les journalistes de la radio algérienne ont trouvés assez différents des « discours tenus lors des avant-congrès ».

Les « boumediénistes » écartés

« L'effet soporifique » de la lecture de ces textes était « garanti », selon Radio-Chaîne-3, qui relève toutefois que les congressistes furent sortis de leur torpeur par les approbations qui fusèrent ici et là lorsque l'orateur de Blida demanda « à terme l'interdiction de la mixité », lorsque le représentant de Batna réclama « l'application de la charia » (loi islamique) ou lorsqu'un autre délégué régional recommanda de « substituer une langue moderne et scientifique, l'anglais, au français, langue du colonisateur ».

Le président Chadli a joué la base contre les apparatchiks. Les derniers recrutements d'avant-congrès ont été payants. Et la perspective de voir se profiler à nouveau dans les instances du FLN d'anciens hauts responsables boumediénistes semblait mardi soir écartée. Le débat général de mercredi 29 novembre et surtout l'élection à bulletin secret d'un comité central entièrement renouvelé déterminaient si, oui, ou non, le président Chadli a réussi son OPA sur le FLN. Une opération indispensable pour le chef de l'Etat en quête depuis un an d'un parti présidentiel.

FREDERIC FRITSCHER

AFRIQUE DU SUD : annoncée par le président De Klerk

La refonte du système de sécurité réduira le rôle de l'armée et de la police

Deux mois après son installation à la tête de l'Etat, le président Frederik De Klerk a annoncé une réforme du système de sécurité qui a pour but de réduire le rôle des militaires et des policiers et d'accroître celui du pouvoir civil.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dans un discours prononcé, mardi 28 novembre, à l'académie de police à Pretoria, M. De Klerk a fait part de son intention de supprimer le National Management System (NMS), de limiter le rôle du conseil de sécurité de l'Etat (SSC) et de confier cette tâche au cabinet ministériel.

Un changement fondamental par rapport à la politique de son prédécesseur, M. Pieter Botha, qui avait accentué la militarisation du régime. L'ancien chef de l'Etat était à l'origine du NMS, créé en août 1979, cette gigantesque toile d'araignée, armée de la contre-révolution, qui étendait ses ramifications sur tout le territoire, jusque dans la moindre township (banlieue noire). Une sorte d'administration parallèle dont le but était de contrôler et de prévenir les troubles. Une pyramide coiffée à son sommet par le conseil de sécurité de l'Etat (le Monde daté 11-12 juin 1989).

Le NMS est donc appelé à disparaître. Il sera remplacé par des centres de coordination placés directement sous l'autorité des ministres. Pour justifier sa décision, M. De Klerk a expliqué que « les circonstances avaient changé et que certains ajustements étaient devenus nécessaires ». Il a néanmoins tenu à préciser que cette réforme ne signifiait pas que « la sécurité était moins importante » et que la refonte envisagée avait

« le soutien total des états-majors de la défense et de la police, ainsi que des ministres concernés ».

Il n'empêche que la disparition du NMS, largement contrôlé par les militaires, et le rôle consultatif auquel est ramené le conseil de sécurité de l'Etat constituent une diminution importante de l'influence de l'appareil sécuritaire.

En démantelant ce système, sorte de chien de garde du régime, M. De Klerk se débarrasse d'un « empire de l'ombre » qui avait trop de poids à ses yeux et qui était de plus en plus critiqué en raison du secret qui entourait son fonctionnement. M. Helen Suzman, ancien député libéral, avait même parlé à son sujet de « coup d'Etat rampant ». Ce faisant, M. De Klerk ne risque-t-il pas de « aliéner l'establishment » sécuritaire dont l'appui lui est nécessaire ? Le Parti conservateur a estimé, dans un commentaire de son responsable pour la défense, M. Van der Merwe, que la décision du président « était partiellement le résultat d'une tension entre M. De Klerk et le général Magnus Malan, ministre de la Défense, pour qui c'est un revers personnel ».

MICHEL BOLE-RICHARD

حکذا من الاحول

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après la destitution du général Aoun

Les risques d'une attaque syrienne sèment la panique à Beyrouth

Alors que le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, effectuait une mission à Beyrouth et à Damas, le général Michel Aoun a invité, mercredi 29 novembre, dans un entretien à Europe 1, la France à effectuer une médiation visant à obtenir « un résultat qui sauvegarderait le minimum de droits fondamentaux du peuple libanais ». Mardi, sur TF 1, il avait appelé « toutes les nations, spécialement la France », à faire « pression sur les forces d'occupation afin qu'elles ne continuent pas leur agression contre le Liban ».

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Guerre psychologique ou réels préparatifs pour une intervention future contre le palais présidentiel de Baabda, siège du général Aoun dans la banlieue chrétienne de Beyrouth ? Une très vive tension règne dans la capitale libanaise, où l'inquiétude de la population confine à la panique. En vingt-quatre heures, nombre de Beyrouthins ont commencé à reprendre le chemin de l'exode, retiré leur argent des banques ou stocké des vivres, pour ceux qui attendent encore.

Cette panique s'est aussi nourrie des nombreux et très visibles mouvements de troupes plus aguerries le long des fronts et des chars en quantité substantielle dans la banlieue sud, faisant face à la région de Baabda, tout en répandant complaisamment des avertissements à la population sur l'imminence d'une attaque. En alerte depuis vendredi, c'est-à-dire depuis le jour de l'élection du président Hraoui, les brigades de l'armée libanaise fidèles au général Michel Aoun ont aussi procédé à des mouvements sur les fronts du « pays chrétien », et des réunions d'état-major ont eu lieu en coordination avec la milice chrétienne des Forces libanaises.

Depuis les déclarations du président Elias Hraoui, dimanche soir, évoquant une éventuelle attaque-éclair contre le palais de Baabda, sans jamais toutefois parler d'un ultimatum de quarante-huit heures, le spectre de la reprise des hostilités est repassé au premier plan de l'actualité, mais comme si chacun des adversaires en présence s'en servait pour ses propres buts.

En reprenant immédiatement la balle au bond, affirmant qu'il était « prêt à se défendre », le général Aoun a incontestablement remobilisé ses partisans, qui étaient environ trente mille, mardi 28 novembre en milieu de journée, dans le « pays chrétien » — où la grave avait été décrétée et respectée — à lui manifester leur soutien autour du palais de Baabda, y maintenant un sit-in permanent. La seule évocation par le général Aoun d'une

attaque syrienne a plus ou moins ressoudé la population sans toutefois modifier le comportement des responsables politiques du camp chrétien qui continuent à prêcher le dialogue et à chercher une issue honorable au « cas Aoun », pour ne pas se trouver entraînés dans sa chute ou tout perdre s'il devait se maintenir, même au prix de la partition.

En proclamant d'emblée la menace d'une intervention militaire, le nouveau président a sans doute voulu à la fois faire montre de sa détermination mais aussi, peut-être, alerter la communauté internationale pour la convaincre d'exercer plus de pressions sur le général Aoun pour l'amener à se démettre. Si tel était son but, il a réussi, les rumeurs alarmistes de Beyrouth, dont on ne peut certes pas exclure qu'elles deviennent à court ou moyen terme réalité, ayant déclenché une inquiétude certaine dans les chancelleries. C'est sans doute dans cette optique que le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, qui s'est rendu à Beyrouth, où il était arrivé par l'aéroport international, sous contrôle syrien, à Chitara voir le président Hraoui puis à Damas.

Eviter

un bain de sang

En demandant, dans un communiqué du Quai d'Orsay, « aux autorités libanaises qui viennent d'être mises en place et qui représentent la légalité de ne rien faire qui puisse compromettre l'adhésion nécessaire de l'ensemble de la population à leur difficile mission », et en précisant que « la France ne sera pas aux côtés de ceux qui assumeront la responsabilité d'une reprise des violences », Paris réaffirme certes son soutien au nouveau président mais en lui demandant en quelque sorte un délai pour résoudre le « problème » représenté par le général Aoun, condamnant par avance toute opération militaire à ce stade.

On peut penser que M. Scheer a tenu le même langage au chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk El Charaf, avec lequel il s'est entretenu dans la soirée, une décision d'attaque relevant tout autant de Damas que de Beyrouth. D'autant plus qu'une trentaine de parlementaires français d'opposition (parmi lesquels MM. François Léotard, Gérard Longuet, Jean-François Deniau, Bernard Stasi, Jacques Barrot et Philippe de Villiers) sont arrivés, mercredi matin 29 novembre, à Beyrouth pour apporter leur soutien au général Aoun.

Dans un communiqué beaucoup plus brutal et explicite, Washington, pour sa part, tout en appelant « toutes les parties à faire preuve de retenue », a demandé « au général Aoun et à ses partisans de laisser de côté leurs animosités personnelles et d'obtenir au soutien du gouvernement mis en place constitutionnellement ».

LIBYE

Abou Nidal, malade ou en résidence surveillée ?

En résidence surveillée près de Tripoli, comme l'assure le New York Times (le Monde du 29 novembre) ou enfin d'un cancer en phase finale, selon un médecin algérien de retour de Libye.

De source libyenne à Paris, on privilégie la thèse de la mise en résidence surveillée d'Abou Nidal, dont l'élimination — au moins politique — pourrait être décidée dans un proche avenir par les dirigeants de sa propre formation, au sein de laquelle il s'est récemment livré à des « purges » expéditives qui ont fait de très nombreuses victimes.

Arresté, Abou Nidal serait soigné dans un hôpital militaire libyen pour un cancer en phase finale, selon un médecin algérien de retour de Libye.

Ce souhait, le gouvernement de M. Selim Hoss l'a clairement manifesté mardi en nommant comme nouveau commandant en chef de l'armée, à la place du général Aoun, « remis à la disposition du ministre de la Défense », le général Emile Lahoud, cinquante-trois ans (nos dernières éditions du 29 novembre).

Le nom de cet officier maronite, intègre, discret, très respecté dans l'armée — il appartient à une famille de militaires — courait sur toutes les lèvres depuis deux semaines déjà et faisait partie des choix envisagés par le président assassiné, René Moawad. Officier d'état-major plus que de terrain, il occupait jusqu'à l'été dernier un poste de directeur de cabinet au ministère de la Défense dont il avait été démis. Le général Lahoud avait, depuis le déclenchement de la « guerre de libération », le 14 mars, pris ses distances avec le général Aoun en ne se rendant plus à son bureau, à Yarzé.

Peu après sa nomination, jugée par le général Aoun « inexistante car émanant d'un pouvoir fictif », le général Lahoud, sur qui reposent beaucoup des espoirs du gouvernement pour rallier à lui nombre d'officiers, a, dans son premier ordre du jour, appelé « tous les militaires à faire acte d'allégeance à la légalité et à obéir à ses ordres ». « C'est sur votre comportement aujourd'hui et votre choix entre l'unité et la partition, entre la soumission et la rébellion que s'arrête et se décide, à-t-il notamment souligné, le choix de paix fait par le gouvernement d'union nationale ». « Où que vous soyez, a-t-il

encore dit, répondez à l'appel du devoir et rejoignez la légalité, rejoignez votre nouveau commandant et la marche vers la paix, l'unité et la souveraineté qui a commencé ».

Cet appel sera-t-il entendu et comment pourra-t-il se manifester ? C'est une des questions essentielles à l'ordre du jour et l'on comprendrait donc mal qu'un minimum de temps ne soit pas donné, à la fois au général Lahoud et aux brigades fidèles au général Aoun, pour se décider avant toute attaque.

La deuxième décision prise par le gouvernement, qui a encore séjourné en l'absence de trois ministres, MM. Georges Saade, Michel Sassine (du camp chrétien) et le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berr, a été la nomination au poste de secrétaire général du ministère des affaires étrangères de M. Souheil Chammas, ambassadeur du Liban à Bonn, en remplacement de M. Farouk Abihamra, un proche du général Aoun qui a affirmé, toutefois, qu'« il continuerait à exercer ses fonctions » à Beyrouth-Est (chrétien).

En prenant très vite ces mesures, le gouvernement de M. Hoss entend bien que l'appel de la légalité joue et que, petit à petit, l'écroulement du général Aoun s'accroisse au point de renverser la situation dans l'opinion chrétienne et sur le terrain. Pour cela, il lui faut toutefois un délai : l'agitation armée qui se manifeste peut, à ce stade — mais pour combien de temps ? — n'être qu'une pression de plus pour faire réfléchir les hésitants.

FRANÇOISE CHIPAUD

L'impensable violence

Suite de la première page

On se félicite que la France ait délégué à Beyrouth le secrétaire général du Quai d'Orsay pour dire à Elias Hraoui qu'elle ne serait pas « du côté de ceux qui relanceraient la violence ». On comprend que des milliers de partisans de Michel Aoun se soient rassemblés autour de Baabda pour empêcher l'armée d'occupation d'accomplir sa sale besogne, et que des députés de l'opposition française se soient rendus sur place pour les encourager. On comprend moins bien George Bush, qui, après avoir publiquement conseillé au général Aoun de s'écarter, se garde bien de dire, au moins publiquement, à Hafez El Assad et à Elias Hraoui que, même dans cette partie du monde, il y a des choses qui ne se font pas.

A l'heure du grand dégel Est-Ouest, alors que l'URSS vient de donner des conseils de modération au régime de Damas, qui, en toute hypothèse, dépend étroitement, pour ses fins de mois, du bon vouloir de l'Arabie saoudite, la communauté internationale devrait trouver les moyens d'éviter la reprise des combats à Beyrouth.

Aoun sait qu'il ne peut l'emporter militairement. Hraoui sait que son titre de président serait vidé de toute autorité réelle s'il ne devait d'exercer son mandat qu'au massacre par les Syriens de nombre de ses compatriotes, chrétiens comme lui. Cette double évidence montre qu'il devrait y avoir place pour une négociation. Elle crée, pour tous les gouvernements amis du Liban le devoir de tout faire pour la rendre possible.

ANDRÉ FONTAINE

AMÉRIQUES

SALVADOR

Assassinat d'un dirigeant de droite

Un dirigeant de la droite salvadorienne, Francisco José Guerrero, ancien président de la Cour suprême et ancien candidat à la présidence, a été assassiné, mardi 28 novembre, à San-Salvador. La victime de l'attentat avait dans un premier temps été identifiée comme étant José Francisco Guerrero, un des plus proches collaborateurs du président Alfredo Cristiani, mais le ministère des affaires étrangères a « confirmé qu'il s'agis-

sait d'une erreur due à une homonymie presque parfaite ».

Selon la police, l'ancien candidat à la présidence a été abattu par au moins deux hommes armés, qui ont ouvert le feu à l'arme automatique sur sa voiture, en plein centre de la capitale. L'assassinat a eu lieu après une nouvelle nuit de combats entre l'armée gouvernementale et les forces du Front Farabundo Martí (FMLN), qui avait déclenché une offensive d'envergure le 11 novembre. — (Reuters.)



"Londres, pour faire son shopping, c'est formidable ! Mais croyez-vous qu'on y trouve des bonnets en cashmere rouge ?"

25

Après le premier tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille

Après ce premier tour, dans un premier mouvement unanime, le PCF, M. Chirac et le PS eurent appelé à voter contre le Front national au second tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille (c'est-à-dire en faveur des candidats RPR et UDF qui affrontent l'extrême droite), certains socialistes et les dirigeants du RPR ont été saisis, mardi 28 novembre, par le doute.

Bien que M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, ait confirmé mardi la position de son parti en appelant au « rassemblement de tous les démocrates pour barrer la route aux idéologies d'exclusion », le candidat socialiste de Dreux, M. Mespoulet, éliminé à l'issue du

premier tour, a indiqué qu'il refusait de choisir « entre la peste et le choléra ». M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, ministre d'« ouverture », s'est rendu à Dreux pour demander aux « républicains et démocrates » de voter en faveur du candidat RPR. M. Stoléru a dit qu'il s'exprimait au nom du gouvernement. Dans le même temps, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, indiquait que « l'union sacrée » le fait penser à « une sauve-qui-peut », et les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, expriment leur scepticisme sur l'idée d'un « large front humaniste ».

Le trouble a gagné les députés socialistes qui, au terme d'un débat qui les a réunis mardi à l'Assemblée nationale, sont apparus profondément divisés. Le bureau exécutif du PS devait se saisir de cette question mercredi 29 novembre.

Le Parti communiste a proposé « une manifestation unitaire de riposte » au cours d'une réunion qui s'est tenue mardi au siège de cette formation et qui a rassemblé des représentants du PS, de la CGT, du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), de SOS-Racisme et de la Ligue des droits de l'homme (la FEN et la CFDT n'avaient pas répondu à l'invitation).

Selon l'Humanité, les socialistes ont émis de sérieuses réserves. Le quotidien communiste accuse, dans son édition de mercredi, le candidat socialiste de Dreux de faire « le jeu de Le Pen ».

A droite, l'affaire n'est pas beaucoup plus claire. Si l'UDF n'a pas changé d'avis, MM. Juppé, secrétaire général du RPR, et Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, ont nuancé mardi l'appel à tous les « républicains » lancé la veille par M. Chirac, en affirmant qu'il n'est pas question pour eux d'« entrer dans un processus d'alliance contre nature avec le PS et le PC ».

Le « front commun » contre l'extrême droite provoque des tensions au PS et dans l'opposition

Après le vote coranique, Dreux et Marseille. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, les députés étaient, mardi 28 novembre, dans tous leurs états. Au groupe socialiste, les querelles du dogme se heurtaient à une nouvelle fois aux pragmatismes. Au sein de l'opposition, le RPR refusait « les alliances contre nature », tandis que les centristes et l'UDF étaient disposés à rejoindre le front « anti-Front ».

As PS, après le choc des résultats de dimanche et le sursaut républicain suscité tant par le premier ministre, M. Michel Rocard, que par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS — qui appelait mardi « au rassemblement de tous les démocrates pour barrer la route au FN » — le temps du doute était venu. Les élections partielles sont perdues pour la gauche, constatait-on. Faudrait-il, en plus, perdre son âme en appelant à voter pour des candidats de droite qui ne prendraient pas position explicitement contre le Front national ?

« On ne répondra pas aux ravages du consensus par un nouveau consensus ! », estimait M. Julien Dray (PS, Essonne),

qui, mardi, en réunion de groupe, s'était fait applaudir en refusant le principe du front républicain sans garantie. « Il faut que les candidats de droite clarifient leur position, en affirmant sans ambiguïté le caractère raciste du FN », a ajouté l'ancien dirigeant de SOS-Racisme. « Si j'étais à Dreux ou à Marseille, je resterais chez moi », lançait M. André Labarrière (PS, Pyrénées-Atlantiques), tandis que M. Charles Heron (PS, Rhône) regrettait que le PS n'ait pas songé, avant toute chose, « à poser ses conditions avant d'appeler à voter pour les candidats du RPR et de l'UDF ». M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne) dénonçait, devant les caméras de télévision, la décision de la direction du PS.

A Dreux, M. François Loeche, fabriquier (PS, Eure), ne cachait pas sa colère : « Notre candidat a été traité à Dreux de « méteux » par le candidat RPR. On ne peut pas voter pour des FN déguisés en RPR. Notre élection ne percevait déjà pas la différence entre la droite et la gauche, le premier ministre accentue cette confusion en appelant à voter pour la droite ».

Des accusations réfutées par le député rocardien Bernard Schreiner (Yvelines), qui déclarait, au contraire, que « l'image du gouvernement dans l'opinion publique est claire. On ne peut pas en dire autant du PS, qui paye ses surenchères en vue du congrès ».

« L'union sacrée fait penser à une sorte de sauve-qui-peut », affirmait M. Jean Poperen. Pour le ministre chargé des relations avec le Parlement, la poussée du FN « est probablement l'effet de trop de confusions de trop d'insistance sur des problèmes importants » et de l'absence « de stratégie du PS face au problème de l'aggravation des inégalités ». Quant à M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, il estimait qu'il fallait faire un barrage, mais qui « ne soit pas de papier ». Un barrage « de valeurs républicaines, comme la lutte contre le racisme, l'exclusion, le dégoût de la République tolérante et laïque ».

« Pas d'états d'âme devant l'urgence », estimait, au contraire, d'autres députés PS qui se veulent pragmatiques à quelques jours du second tour. « L'ennemi principal reste le Front national. Cela fait

cinquante ans que nous le combattons. Il faut être logique avec notre discours », observait M. François Hollande (PS, Corrèze). Au stade où nous en sommes, il faut barrer la route au FN sans se faire beaucoup d'illusions sur le résultat final », expliquait pour sa part M. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort), tandis que M. Sébastien Royal (PS, Deux-Sèvres), favorable au « front républicain », exprimait ses regrets que « la classe politique ait raté une occasion d'être unanime ».

RPR : le « polgaud » socialiste

L'opposition, elle aussi, était loin d'être unanime. « C'est courageux de la part du PS de mettre ainsi ses actes en rapport avec ses paroles », affirmait M. Bruno Durieux (UDC, Nord), tandis que le RPR, par les voix conjuguées et officielles de MM. Alain Juppé, secrétaire général de RPR, et Bernard Pons, président du groupe, déclinaient sèchement les offres socialistes. « Nous refusons la main tendue lorsqu'il y a un polgaud dans l'autre main. (...) Il n'est pas question pour nous de conclure une alliance contre nature par le PS et le PCF. Il y a des décennies que nous combattons leurs idées, nous n'avons pas l'intention de trahir notre histoire et nos convictions », déclarait M. Juppé, venu exceptionnellement assister au point de presse du groupe RPR. Quant à M. Bernard Pons, il estimait « scandaleux de voir aujourd'hui les pyromanes se transformer en pompiers. (...) Nous ne rejetons aucun électeur, mais nous disons non merci au PS et au PCF ».

Dreux-1989 ne saurait faire oublier Dreux-1983. M. Bernard Stasi (UDC, Marne) a de la mémoire. « Si, en 1983, certains avaient dit non au FN, nous n'en serions pas là. Les complaisances de certains ont rendu le vote Le Pen banal et anodin », expliquait-il en évoquant l'alliance locale conclue à l'époque entre la droite classique et le Front national. « Nous avons tous une part de responsabilité dans le succès du FN », confessait de son côté le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie. Au-delà du problème

électoral, les députés centristes souhaitent que l'opposition et la majorité soient capables de se retrouver autour d'une même table pour travailler sur le dossier de l'immigration. « Il faudrait des politiques très fines. Nous payons très cher la concentration de familles immigrées dans certaines régions », observait M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire).

Dépassant encore un peu plus l'enjeu purement électoral de dimanche prochain, le président du groupe UDF, M. Charles Millon constatait : « La montée d'une inquiétude nationale dans le pays » face aux évolutions internes et externes. Une inquiétude que le Front national parvient, selon lui, à récupérer par un discours simpliste, tandis que la classe politique traditionnelle semble aujourd'hui sans repère. Soucieux de relativiser les choses, M. Millon ajoutait que son groupe avait consacré l'essentiel de sa réunion de mardi aux bouleversements à l'Est et à la question de la réunification allemande.

PASCAL ROBERT-DIARD et PIERRE SERVANT

Le scrutin cantonal de Salon-de-Provence

Zizanie au RPR

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le RPR a du mal à accorder ses violons dans les Bouches-du-Rhône, pour le deuxième tour de l'élection cantonale partielle de Salon-de-Provence. Au premier tour de scrutin, son candidat, M. Antoine Toral, maire de Lançon-de-Provence, arrivé en troisième position, avec 21 % des suffrages exprimés, derrière ceux du Front national, M. Philippe Adam (23,22 %) et de la majorité présidentielle, M. Maurice Mérindol, maire (PS) d'Aubours (23,03 %), a été éliminé. Dès l'annonce des résultats, il déclarait qu'il laissait ses électeurs « s'exprimer en leur âme et conscience », mais ajoutait : « Pour moi, l'adversaire reste le socialisme ». A l'inverse, un autre élu RPR, M. Julien Vignoli, conseiller municipal de Salon-de-Provence, se prononçait, « à titre personnel », en faveur de M. Mérindol. Le lendemain, le comité départemental du RPR, dans un communiqué de M. Toral « à se débattre en leur âme et conscience ». Enfin, le secrétaire RPR de la circonscription des Bouches-du-Rhône, M. Hervé Liberman, y est allé, lui aussi, de son communiqué le mardi 28 novembre pour « condamner fermement » la position prise par M. Vignoli. Ce dernier a cependant confirmé ses premières déclarations, tout en s'estimant « fidèle aux positions de Jacques Chirac et d'Alain Juppé ». « Je ne peux que voter contre le FN dimanche, a-t-il réaffirmé. Quand on est un homme public, le silence est une absence de courage ».

G. P.

Al Palais du Luxembourg

Les sénateurs adoptent une partie du budget de l'agriculture

Le Sénat a examiné, mardi 28 novembre, le budget annexe des prestations sociales agricoles (SAPSA) et celui de l'agriculture et des forêts. Le premier a été adopté et le second repoussé en partie. Seuls les titres consacrés aux dépenses nouvelles et aux crédits de paiement ont été votés par une majorité de sénateurs socialistes, RDE et RI.

Il y a plus de quarante, au Palais du Luxembourg, à revendiquer leur appartenance au monde agricole. Bénévoles, vicaux, éleveurs ou exploitants forestiers, sans compter les administrateurs de la banque verte ou les vétérinaires, au total, un bon sixième du Sénat exerce une activité liée à l'agriculture. L'ensemble des crédits de ce ministère est ainsi l'occasion de battre tous les records : cinq rapporteurs, trente-trois orateurs et neuf heures de débats.

Mardi, chacun a plaidé comme de coutume pour sa paroisse. M. Désiré Drieuval (app. RPR, Pas-de-Calais) y est allé de son couplet sur « la taxe sur la betterave » pendant que M. Bernard Hugo (RPR, Ardèche) se faisait le champion de « la chaîne ardoise-choix ».

Devant cet auditoire attentif, le ministre a déposé avec rigueur les contrastes de son département ministériel. Le dernier rapport du CERC, a-t-il souligné, montre que « les agriculteurs sont fort bien représentés dans la catégorie étendue des professions non salariales (...) ». Les chiffres nous rappellent aussi que, dans leur ensemble, les agriculteurs ont vu depuis 1975 le niveau relatif de leurs revenus se dégrader par rapport à la majorité de leurs concitoyens. « Autre para-

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mardi matin 28 novembre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le président de la République avait jugé « importante » la communication de M. Pierre Arpaillange sur la réforme des professions juridiques et judiciaires. Il a également rapporté que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait, au terme de la communication de M. Thierry de Beaucue sur l'information scientifique et technique à l'étranger, qualifié le projet d'« ambitieux ». Le service de presse de l'Elysée a rendu public un communiqué dont nous publions les extraits suivants :

● Propriétés industrielles

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la propriété industrielle.

1. — Le régime des brevets d'invention sera adapté.

Le projet de loi permet, en contrepartie de la protection accordée à l'inventeur, d'assurer une meilleure diffusion des connaissances techniques contenues dans les brevets, en particulier grâce à l'utilisation des nouvelles possibilités offertes par l'informatique et la télématique.

Il adapte les procédures à l'environnement international, et notamment européen, selon les besoins des inventeurs (...).

Il assouplit les conditions dans lesquelles les titulaires de brevets, victimes de contrefaçon, peuvent

obtenir du juge des mesures conservatoires.

2. — L'efficacité des interventions publiques et privées sera renforcée.

Le projet de loi accroît le rôle de l'Institut national de la propriété industrielle pour diffuser les informations techniques contenues dans les brevets et pour sensibiliser les inventeurs à l'intérêt que représente le dépôt de brevets.

Il simplifie le fonctionnement administratif et financier de cet établissement public.

Il organise enfin la profession de « conseil en propriété industrielle », pour lui permettre de mieux aider les inventeurs et lui donne les moyens d'être compétitive par rapport à ses homologues étrangers.

● La réforme des professions juridiques et judiciaires

Deux projets de loi ont été élaborés, qui s'inspirent notamment des propositions faites en juin 1989 par la mission d'études créée par la garde des sceaux et le ministre des affaires européennes. Ces textes répondent à trois objectifs : rapprocher les professions d'avocat et de conseil juridique ; réglementer l'activité de droit ; faciliter l'exercice des professions libérales sous forme sociétaire (Le Monde du 29 novembre).

Les professions intéressées vont être consultées sur ces projets de loi qui pourront être discutés au Parlement au cours de la session de printemps 1990.

Cette réforme sera complétée par la refonte de l'aide judiciaire.

● Le bilan de la lutte contre le sida

1. — La prévention et l'éducation pour la santé.

Deux campagnes d'information destinées au grand public et trois autres sur le préservatif masculin ont été réalisées.

En 1990, 120 millions de francs seront consacrés aux campagnes d'information. Un plan de deux ans, à mener de concert avec les associations, sera élaboré d'ici la fin de l'année.

D'autres actions d'information et de formation s'adressent aux élèves, aux étudiants, aux militaires et à des groupes particulièrement vulnérables ainsi qu'à des professions susceptibles de diffuser l'information, médecins, travailleurs sociaux, policiers.

La vente libre des seringues est maintenue.

2. — La prise en charge.

L'expertise des médicaments susceptibles d'être utilisés pour le traitement de la maladie est désormais plus rapide.

En 1990, le budget supplémentaire consacré au traitement du sida dans les hôpitaux sera de 550 millions de francs pour la création de postes et les dépenses médicales.

Les soins à domicile seront encouragés.

Les collectivités locales, l'Etat et la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés conjugueront leurs efforts pour mieux répondre aux problèmes sociaux posés par la maladie.

3. — La recherche.

En 1989, l'Agence nationale de recherches contre le sida a financé 229 recherches et 47 bourses d'études. En 1990, son budget passera de 150 à 180 millions de francs.

4. — Les relations internationales.

A l'initiative du président de la République, la première réunion du Comité international d'éthique sur le sida s'est tenue à Paris en mai dernier.

Le conseil des ministres européen de la santé a adopté, le 13 novembre 1989, une résolution tendant à la mise en place d'un programme communautaire de lutte contre le sida.

La France organise cette semaine, avec l'Organisation mondiale de la santé, une réunion internationale sur le sida chez la mère et l'enfant.

● Mesure d'ordre individuel. — Le conseil des ministres a adopté la mesure individuelle suivante : sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, M. André Dubreton, ingénieur général de l'armement, est nommé directeur des programmes aéronautiques civils.

125 F* L'Angleterre
2 jours à pied ou en voiture.

* Prix A.R. par pers., base 1 pers. ou 4 pers. en voiture.

SEALINK

BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

سكيا في البحر

POLITIQUE

L'Assemblée nationale approuve l'amnistie totale en Nouvelle-Calédonie

La fin d'un « miracle »...

L'opposition s'est retrouvée unie, mardi soir 28 novembre, à l'Assemblée nationale, pour contester l'opportunité du projet de loi visant à amnistier totalement les violences survenues en Nouvelle-Calédonie avant le 20 août 1988, date de la signature des accords de la rue Oudinot, qui ont parachevé les accords de Matignon. Les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre le texte gouvernemental qui a, toutefois, été adopté par 305 voix contre 260, les communistes ayant joint leurs voix à celles des socialistes.

Le projet initial a été amendé, à l'initiative du gouvernement, pour permettre que certaines nouvelles demandes d'indemnisation présentées par les victimes des infractions amnistées puissent être prises en considération, à condition d'être adressées au haut-commissaire de la République en poste à Nouméa avant le 1^{er} janvier 1990.

M. Jacques Lafleur avait préféré ne pas assister à ce débat. En tant que signataire des accords de Matignon et artisan majeur de la restauration de la paix en Nouvelle-Calédonie, il avait déjà tout dit, au moment du dépôt du projet du gouvernement, pour justifier cette amnistie totale promise, en juin 1988, avec son assentiment, à son principal partenaire d'alors, Jean-Marie Tjibaou : « L'amnistie, je l'avais acceptée, non pas clandestinement, comme on l'a dit, mais comme l'une des conditions qui m'étaient posées pour la signature des accords de Matignon ». Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) avait lui-même mis en garde ses propres amis politiques de cette amnistie avalisée par la grande majorité des Calédoniens : « Jouer avec le sang des autres, c'est prendre le risque de voir d'autres victimes tomber un jour ». Il avait préféré rester chez lui, comme son compère mélanésien Maurice Néhou-Pwataho, parce qu'il savait sans doute, par

expérience, que son jugement ne suffirait pas à empêcher cette fatalité « hexagonale » qui veut que la question calédonienne devienne toujours, au Parlement, un enjeu passionné de politique intérieure.

M. Lafleur n'avait pas tort. Le débat qui s'est déroulé au Palais-Bourbon, dans l'après-midi et la soirée du mardi 28 novembre, a donné lieu à l'une de ces traditionnelles empoignades franco-françaises qui viennent confirmer, à intervalles réguliers, que les hommes politiques ont facilement la mémoire courte. Plus calédoniens que les Calédoniens eux-mêmes, les députés de l'opposition firent grief au gouvernement de sa clemence en faisant semblant de ne pas entendre M. Lafleur. On vit ainsi les orateurs du RPR sonner la charge avec allégresse, en se montrant amnésiques sur les responsabilités du gouvernement de M. Jacques Chirac dans les causes des violences survenues sur le territoire de mai 1986 à juin 1988, et ceux de l'UDF et de l'UDC leur emboîter le pas sans sourcilier, en sortant

de la réserve qu'ils cultivaient naguère sur ce terrain glissant. La trêve politique engendrée par le « miracle » des accords de Matignon n'aura duré que deux étés et deux automnes.

Au nom du RPR, M. Pierre Mazeaud (Haute-Savoie), reprocha au gouvernement de « contredire le peuple français souverain », en prévoyant aujourd'hui une amnistie totale — dans un projet de loi simple — après avoir exclu du champ de l'amnistie les « auteurs directs et personnels du crime d'assassinat » dans la loi référendaire du 9 novembre 1988, laquelle constitue à ses yeux « une loi spéciale », investie d'un « primat démocratique ». M. Jean-Louis Debré (Eure), s'exprima en invoquant « l'état de droit et sa primauté sur le fait du prince ou

la raison d'Etat » pour mieux accuser le gouvernement de se livrer, en la circonstance, à « une tromperie parfaitement orchestrée » et de vouloir « maquiller la vérité » en « mépris » des familles des victimes, en particulier dans l'affaire d'Orléans.

Au nom de l'UDF, M. Pierre-André Wiltzer (Essonne) jugea cette nouvelle amnistie prématurée : « Amnistier très vite des faits très graves est un encouragement à recourir à la violence pour faire prévaloir des revendications, dit-il. C'est aussi un affaiblissement des autorités nationales devant certains chantages exercés de l'extérieur pour faire échapper à la justice, par exemple, les auteurs d'attentats ». M. Georges Darnaud (Drôme) dénonça « une sorte de dérive institutionnelle qui conduit

à une banalisation de l'amnistie et par là même à une négation de la justice ».

Porte-parole de l'UDC, M. Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne), réaffirma soutien de son groupe aux accords de Matignon, mais jugea lui aussi ce projet de loi « ni indispensable ni justifié » et demanda pas au Parlement, lança-t-il, de couvrir certains crimes !

Dialogue de sourds

Le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, ne manquait pas d'arguments pour plaider en faveur du grand pardon souhaité par les principaux intéressés, et il le fit en rappelant que, dans l'affaire d'Orléans, tout tendait à confirmer que les assassins des quatre gendarmes tués le 22 avril 1988 à la brigade de Faysan étaient « morts à Gossannah lors de l'assaut de la grotte », donc que, de toute façon, cette affaire ne serait pas tombée dans le champ de l'amnistie si l'information judiciaire avait été poursuivie. « La présente amnistie vient effacer tous ces faits parce que, aujourd'hui, au point du processus politique de règlement où nous nous trouvons, l'avenir doit prendre un pas décisif sur le passé, dit-il. Chacun doit conserver en mémoire le prix de pareilles tragédies pour en prévenir le retour. Mais si nous ressuscitons, par de spectaculaires procès, la haine et les antagonismes que tant de volonté et d'effort ont permis de surmonter (...) les hommes et les femmes qui vivent en Nouvelle-Calédonie, qui veulent la paix et la démocratie pour eux-mêmes et leurs enfants peuvent tout perdre ».

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, eut beau jeu d'insister sur la « naïveté faite » de l'opposition en rappelant, pour sa part, que « tous ont été clairement dits » sur l'ampleur de l'amnistie finale lors de la signature des accords de Matignon. Les orateurs socialistes, MM. Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), François Colcombet (Allier), René Desbrier (Aisne), Robert Le Fol (Seine-et-Marne), et le porte-parole communiste, M. Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine), n'eurent, eux non plus, aucun mal à contrer l'argumentation d'une opposition redevenue manichéenne. Et ce fut de nouveau un parfait dialogue de sourds.

Le Conseil constitutionnel tranchera peut-être la controverse juridique soulevée par le RPR. La vérité ne sera sans doute jamais totalement faite sur l'affaire d'Orléans mais qui s'en plaindra vraiment ? Qui oserait soutenir par exemple qu'une reconstitution de l'attaque de la brigade de Faysan suivie de celle de l'assaut contre la grotte de Gossannah, puis d'un procès à grand spectacle ramenant le souvenir de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yvéné Yéwéné servirait la cause de la paix en Nouvelle-Calédonie ?

Vision tristement symbolique : entre les bancs de la gauche et ceux de la droite, mardi soir, au Palais-Bourbon, la distance semblait encore plus grande que celle qui séparait, dans les tribunes réservées au public, d'un côté les veuves des gendarmes tués à Faysan, de l'autre les jeunes Camarques venus suivre ce débat où l'Assemblée nationale était censée parler d'abord de l'avenir de leur terre natale.

ALAIN ROLLAT

L'analyse du scrutin

Cinq députés RPR n'ont pas respecté la consigne de leur groupe : M. Jean Charbonnel (Corrèze) s'est abstenu ; M. Michel Carriat (Aube), Jean-Pierre Luppi (Isère), Claude Miquou (Hautes-Pyrénées), Alexis Pota (la Réunion), Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), Emile Vermeulen (Polynésie), Aloyse Warhouver (Moselle). Six ont voté contre : M. Léon Bertrand (Guyane), Serge Franchis (Yonne), Jean Royer (Indre-et-Loire), Maurice Serghien (Nord), Christian Spiller (Vosges), André Thier-Ah-Koon (la Réunion). M. Alexandre Léontieff (Polynésie) s'est abstenu et M. Elie Hoarau (la Réunion) n'a pas participé au scrutin.

Les députés non inscrits se sont partagés. Sept d'entre eux ont approuvé le projet : MM. Michel Carriat (Aube), Jean-Pierre Luppi (Isère), Claude Miquou (Hautes-Pyrénées), Alexis Pota (la Réunion), Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), Emile Vermeulen (Polynésie), Aloyse Warhouver (Moselle). Six ont voté contre : M. Léon Bertrand (Guyane), Serge Franchis (Yonne), Jean Royer (Indre-et-Loire), Maurice Serghien (Nord), Christian Spiller (Vosges), André Thier-Ah-Koon (la Réunion). M. Alexandre Léontieff (Polynésie) s'est abstenu et M. Elie Hoarau (la Réunion) n'a pas participé au scrutin.

Un entretien avec M^{me} Claude Pompidou

Entre de Gaulle et Mitterrand, Pompidou a été effacé

Un colloque « Georges Pompidou, hier et aujourd'hui » est organisé les jeudi 30 novembre et vendredi 1^{er} décembre, à l'initiative de M^{me} Claude Pompidou, au Centre national de la recherche scientifique, 15, quai Anatole-France, à Paris. D'anciens ministres et d'anciens proches de Georges Pompidou retraceront la carrière et l'action de celui qui fut le collaborateur du général de Gaulle après la Libération, puis son directeur de cabinet en 1958, membre du Conseil constitutionnel en 1959 avant de devenir premier ministre de 1962 à 1968, puis président de la République du 15 juin 1969 à son décès le 2 avril 1974. M^{me} Claude Pompidou a répondu à nos questions.

« En organisant ce colloque, souhaitez-vous réparer une injustice qui viendrait du fait que la mémoire de Georges Pompidou serait trop passée sous silence ?

— Oui, en quelque sorte. Mais on ne peut pas dire que le souvenir de mon mari s'efface dans la mémoire des Français. Tout le monde vient me déclarer que c'était un temps formidable et qu'on était protégés. Ce qui m'a surpris, c'est que les médias n'en parlaient pas, et les hommes politiques non plus. Il y a donc une brèche entre les Français et les hommes politiques.

— Est-ce que certaines des grandes réalisations de Georges Pompidou ont été abandonnées ou trahies par ses successeurs ?

— Non. Trahies, je ne le crois pas. Je pense que ses successeurs, et notamment l'actuel, les respectent. — On a dit parfois qu'il y avait du Pompidou dans Mitterrand. Cette comparaison vous semble-t-elle justifiée ?

— Il y a sûrement des ressemblances en raison de leurs origines et de leur culture. Tous deux sont provinciaux, de familles où la culture comptait, et eux-mêmes étaient très cultivés. Ils avaient surtout beaucoup lu. Ils sont tous deux des littéraires. Je ne connais pas assez M. Mitterrand pour pouvoir comparer. Il y a sûrement des différences. On voit bien que l'expression n'est pas la même. Mais ils ont des points communs : une sorte de calme.

— Ils ont pourtant été des adversaires politiques très résolus.

— Oui, mais je crois qu'ils se sont toujours respectés mutuellement. Ça, c'est la politique ! C'est effrayant qu'on soit obligés de se disputer alors qu'on fonde on est à peu près semblables.

— Etes-vous retournée à l'Elysée depuis 1974 ?

— Non, jamais. Je n'ai pas aimé cette maison. Je n'ai pas aimé y entrer et je n'ai pas envie d'y retourner.

« Marcelin dit n'importe quoi »

— Vous n'aviez pas souhaité que Georges Pompidou devienne président de la République ?

— Ah non ! Pas du tout. C'est arrivé vraiment par le destin. Ceux qui pensent qu'il cherchait à prendre la place du général de Gaulle, qu'ils sachent que c'est absolument faux !

— Pourtant, il y a des différences d'interprétation. M. Marcelin, son ancien ministre de l'Intérieur, a déclaré dans le Quotidien du 21 novembre que votre mari avait pensé à l'Elysée au lendemain de l'élection présidentielle de 1965.

— Marcelin dit n'importe quoi. Il a rêvé. C'est absolument faux, et je le lui dirai.

— Mais votre fils, le professeur Alain Pompidou, a dit dans le même journal que son père avait pensé dès janvier 1969, succéder à de Gaulle.

— Il n'a pas su s'exprimer. Quand le général de Gaulle lui a dit, place de l'Etoile, en 1959, de monter à côté de lui dans sa voiture, mon mari a eu un choc. C'était une marque extraordinaire de distinction. Mon mari s'est dit : « Il veut me garder, me mettre en vedette ». Il a été touché, et je peux vous dire que cela a fait beaucoup de jaloux dans l'entourage. Mais je pense que mon fils a voulu dire que le général voulait que mon mari se fasse connaître. D'ailleurs, le général lui disait souvent : « Montrez-vous, Pompidou ! »

— A quel moment a-t-il donc pensé à la présidence de la République ?

— C'était après mai 1968, pas avant. On en a un peu parlé entre nous. Je n'étais pas favorable du tout. Lui disait : « Je dois le faire », et il pensait que c'était son destin. C'était pour lui une chose inéluctable et inévitable.

— Vous vous êtes donc résignée ?

— L'Elysée m'a beaucoup coûté. On perd toute indépendance. C'est une maison qui n'est pas agréable.

— Et les autres femmes de président, ont-elles aimé l'Elysée ?

— M^{me} de Gaulle, qui était moins difficile que moi, n'appréciait pas beaucoup. Il paraît que M^{me} Mitterrand n'aime pas la maison Elysée. Quant à M^{me} Giscard d'Estaing, je crois qu'elle n'y a pas habité.

— Vous attendiez-vous à la candidature de M. Giscard d'Estaing en 1974 ?

— A la disparition de mon mari, j'étais tellement perdue que je ne

m'attendais à rien du tout. Je crois que Giscard a dû se précipiter, Chaban aussi. Moi, j'étais « H.S. ».

« M^{me} Mitterrand est une militante »

— Avez-vous des relations avec M^{me} Mitterrand ?

— Je ne la connaissais pas du tout avant. Depuis, je l'ai revue chez moi avec son mari. Elle est très réservée. Elle doit être très intelligente et cultivée, mais elle parle très peu.

— Quel rôle, selon vous, doit avoir la femme du président de la République ?

— Elle n'a pas de rôle officiel. Il faut faire ce qu'il faut pour aider son mari. Le président pourrait très bien être célibataire.

AVERTISSEMENT

ÉTUDIANTS*

LA BOURSE

Le 1

AUX STAGES

LE BULLETIN RÉPONSE PARAITRA DANS LE MONDE DU SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1989

(numéro daté dimanche 3 / lundi 4 décembre 1989)

*Bac + 3 minimum obtenu courant 1989

En raison d'impératifs techniques, il nous est impossible de publier comme prévu, le bulletin de participation : LA BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS le mercredi 29 novembre 1989. Sa publication est reportée au samedi 2 décembre 1989 (LE MONDE daté dimanche 3 / lundi 4 décembre 1989).

Nous vous remercions qu'il est également possible d'obtenir ce bulletin de participation en écrivant à l'adresse suivante (**):

Le Monde
CAMPUS
et EUROPE 1

LA BOURSE AUX STAGES
DU MONDE CAMPUS
BP 152
93261 LES LILAS CEDEX

**timbre remboursé sur simple demande



bourd échec. Je crois que toute la campagne présidentielle a été orientée par rapport au gaullisme, et cela a effacé Pompidou. Entre de Gaulle et le président François Mitterrand, qui est là pour son deuxième septennat, cela fait deux monuments. Jacques Chirac met beaucoup en avant le général de Gaulle, il — ou on — a pas pensé que ce n'était pas du tout incompatible avec Pompidou.

— Mais Jacques Chirac, dans presque tous ses discours, fait des références à Georges Pompidou...

— Oui, mais dans sa campagne électorale présidentielle, il ne s'en est pas servi. Il s'en est servi, parce que ça lui aurait été utile. Cela m'aurait fait plaisir à moi, mais surtout ça l'aurait servi.

— Georges Pompidou a eu une action importante en matière culturelle. Pensez-vous que celle-ci soit poursuivie ?

— Lang a beaucoup fait. Par moments, il est un peu trop bouillonnant et pas assez concentré, mais il a beaucoup d'idées. Il est imaginatif.

— Comment jugez-vous les réalisations architecturales depuis 1981 ?

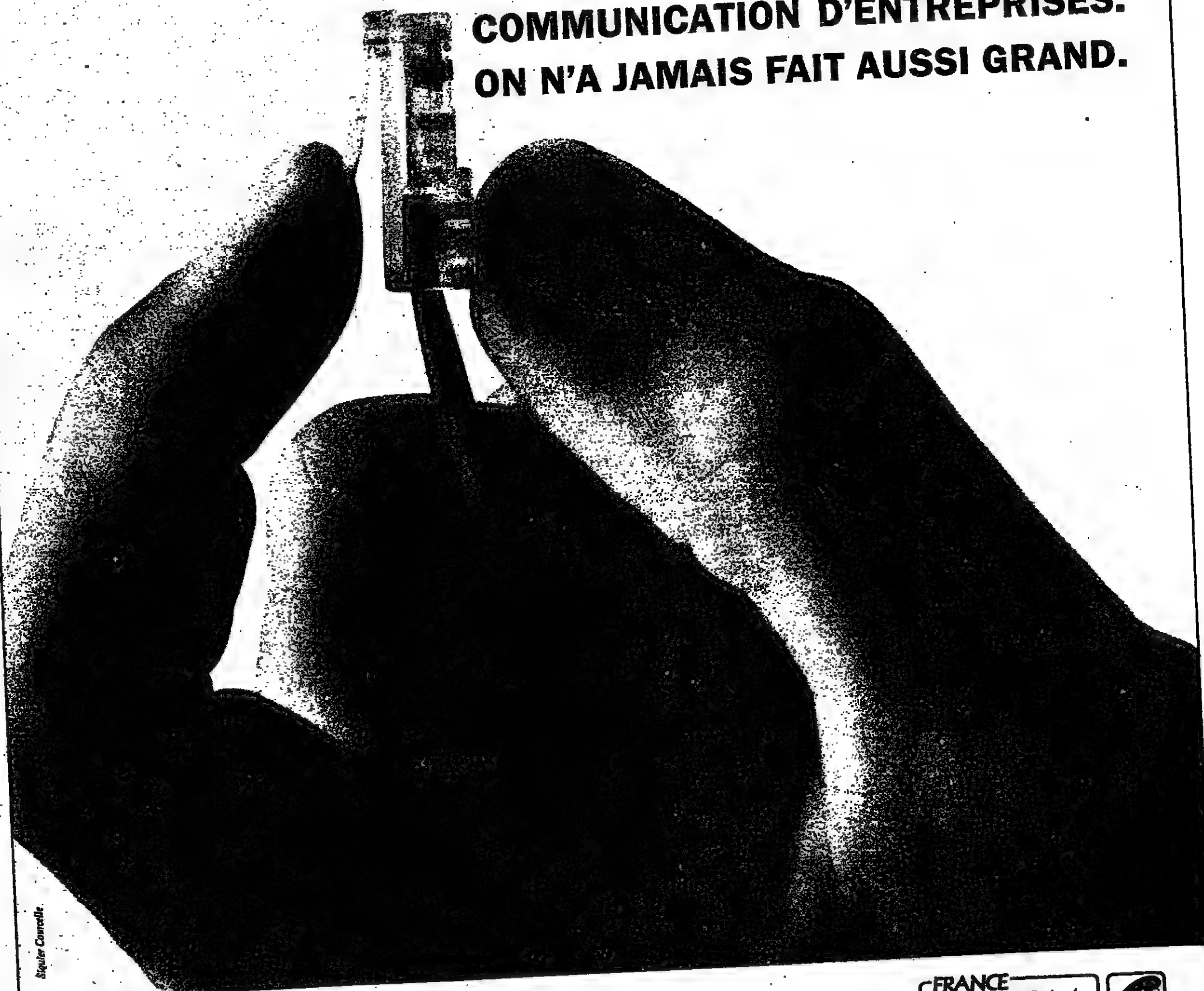
— La Pyramide du Louvre, je suis tout à fait pour : ça arrange cet endroit qui était sinistre, c'est beau et ça sera utile. Les Colonnades de Buren, je les ai défendues mais je ne dis pas que ce soit extraordinaire. L'Opéra de la Bastille, c'est navrant, désolant. C'est vraiment triste que Barenboim et Chéreau n'y soient pas restés. Tout a été cassé.

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON

NUMERIS, C'EST COMMUNIQUER MIEUX ET PLUS SIMPLEMENT.

Après Rennes et Paris, le nouveau réseau numérique national de FRANCE TELECOM s'étend aujourd'hui à Lyon, Marseille, Lille. Fin 90, **NUMERIS** sera accessible sur l'ensemble du territoire. Pour les entreprises françaises, c'est un événement dont l'importance est inversement proportionnelle à la taille de la prise **NUMERIS**. En effet, **NUMERIS** permet, sur le même réseau, l'échange simultané de la voix, des données, des textes et des images. Avec **NUMERIS** on fait dialoguer les ordinateurs, on transfère des documents 10 fois plus vite, on consulte et transmet plans et photos... Se raccorder à **NUMERIS** c'est aussi bénéficier des nouveaux services du téléphone avec en plus la qualité du son numérique. En intégrant l'informatique et les télécommunications, **NUMERIS** augmente les performances de toutes les entreprises.

COMMUNICATION D'ENTREPRISES.
ON N'A JAMAIS FAIT AUSSI GRAND.



Stéphane Cornille

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

هكذا من الوصل

هكذا من الاصل

ACTIONNAIRES DE LA NAVIGATION MIXTE, VOICI CE QUI POURRAIT DEMAIN NE PLUS ETRE A VOUS.



Avec tous nos actionnaires nous avons construit un groupe à vocation mondiale de plus en plus convoité.

Les raisons en sont simples:

- une capitalisation boursière passée en 20 ans de 12 millions à 25 milliards de francs
- en 1989 un capital de 7122 F pour une somme de 100 F investie par un actionnaire dans la Mixte en 1969
- 4,7 milliards de bénéfice net prévu pour cette année.

Certains vous font une offre aujourd'hui. La nôtre: rester actionnaire. Pour continuer à investir, continuer à se développer, continuer à valoriser un patrimoine. Ensemble.

COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE



Posez vos questions sur Minitel: 36.15 CD MIXTE.

les No

Le vag

14 Le sondage IFOP sur l'islam en France
publié par Le Monde • RTL et la Vie

16 Le dépistage du virus de l'hépatite C
l'affaire Tournier

22 Le retour du pianiste Bashkirtov
24 Tennis : Tournoi des Maîtres à New-York

Contestations autour de la propriété du tableau de Picasso

Ombres sur « les Noces de Pierrette »

Le tableau de Picasso, *les Noces de Pierrette*, estimé à près de 400 millions de francs, sera la pièce maîtresse de la vente aux enchères organisée jeudi 30 novembre à la salle Drouot-Montaigne, à Paris, par M. Jean-Claude Binoche, commissaire-priseur.

Cette vente fait l'objet de contestations judiciaires. Les conditions dans lesquelles le vendeur, M. Frédéric Ross, un homme d'affaires suédois, a acquis cette toile il y a deux ans ont été évoquées lundi 27 novembre devant le tribunal de grande instance de Paris, suite à une requête en référé de M. Valérie de Sarrac, sœur de M. Bernard de Sarrac, l'avocat parisien qui, par héritage, était entré en possession des *Noces de Pierrette* et avait vendu en 1987 ce tableau à M. Ross.

Le tribunal de grande instance de Paris ayant rejeté sa demande, M. de Sarrac a fait appel. La cour d'appel de Paris devait se prononcer, mercredi soir 29 novembre, sur la légitimité de sa demande d'opposition à la vente aux enchères.

Origine douteuse ? Titre de propriété contestable ? Circonstances fiscales et douaniers étonnantes ? Autant de questions sacrilèges posées, lundi 27 novembre, au palais de justice de Paris à propos des *Noces de Pierrette*, ce tableau de Picasso de 1905 dont la vente aux enchères, jeudi 30 novembre, à Drouot-Montaigne, par l'étude

Binoche et Godeau sera un événement mondial. Il s'agit d'une œuvre d'art d'exception dont l'enjeu n'est rien moins que la suspension de cette vente ou, à défaut, le séquestre de son produit financier, d'ores et déjà estimé à un minimum de 400 millions de francs. Faisant droit aux arguments de M. Frédéric Ross, propriétaire suédois du tableau, M. Gérard Phylippe, vice-président du tribunal de Paris, a mis fin à l'incident en décidant qu'il n'y avait pas lieu à référé.

Vente médiatique, justice confidentielle. Il y aura sans nul doute, jeudi, grande affluence et beau monde dans les salles de Drouot-Montaigne, à 10 heures à Paris, et dans celles du Boukamura Shibuya, à 18 heures (locales) à Tokyo, pour ces enchères par satellite, où la place de Paris assure jouer sa réputation mondiale. Il n'y avait guère que quinze personnes, dont trois journalistes et pas moins de huit avocats, lundi, dans une petite salle-bibliothèque, dite « salle du cercle », du tribunal civil pour les dernières campagnes de conflits.

Une discussion entre gens de robe, où Damier n'aurait pas été de trop, puisque l'honneur d'un avocat ancien membre du conseil de l'ordre était en jeu, celui de M. Bernard Baque de Sarrac, avant-dernier propriétaire des *Noces de Pierrette* qu'il revendait, il y a un an et demi, en juin 1988, à M. Ross. Or l'un de ses deux sœurs, Mme Valérie Goulet, conteste, depuis deux ans, ses droits sur ce tableau inestimable, hérité de leur oncle, Bernard Baque de Sarrac, avocat lui aussi et parait homonyme de son neveu. C'est à ce titre qu'elle assignait en référé M. Ross et le commissaire-priseur Jean-Claude Binoche.

Nul doute que ceux-ci auraient préféré éviter cet incident, forcément public tant leurs avocats insistèrent sur ses « conséquences dévalorisantes » pour la vente, au point d'appeler la presse à « être responsable ». Le fait est là cependant : au cœur de la réapparition

publique de ce tableau de Picasso se trouve un héritage disputé, dont le sort final est, depuis le 19 décembre 1988, entre les mains des magistrats de la Cour de cassation.

« Défaut de capacité »

Le 20 novembre 1986, Bernard Baque de Sarrac meurt, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine. Riche et collectionneur avisé, il avait, par un testament olographe daté du 4 septembre 1983, fait de son neveu et homonyme son légataire universel. En avril 1987, sa sœur Valérie s'inquiète du sort des *Noces de Pierrette*, pièce maîtresse de la collection de l'oncle défunt. Son frère lui répond en lui annonçant qu'il vient de déposer plainte contre X... pour abus de confiance. Et c'est le premier mystère : en 1986, quelques mois avant son décès, l'oncle aurait cédé pour un prix dérisoire (200 000 dollars, soit de nos jours 1,2 million de francs) le tableau à un marchand italien, Claudio S... Confiée à Mme Marie-Paule Moracchini, l'instruction se poursuit, le 23 juin 1988, par un non-lieu. Entre-temps, le tableau a été restitué à l'amiable à M. Bernard Baque de Sarrac.

Parallèlement, Mme Valérie Goulet s'emploie à contester les droits de son frère comme unique héritier, en s'appuyant sur les mêmes arguments que celui-ci invoquait pour faire annuler l'escapade amoureuse du Picasso : le testateur aurait été atteint d'un « défaut de capacité », c'est-à-dire, en termes moins juridiques et plus crus, qu'il ne jouissait plus de toutes ses facultés mentales. Les arguments de Mme Goulet n'ont pas convaincu les juges de première instance ni ceux de l'appel : déboutée de ses demandes, elle s'est donc pourvue, il y a un an, en cassation.

Mais — et ce serait la seconde énigme — le tableau a entre-temps changé de propriétaire. Fin juin 1988, à peine rendu le non-lieu



de Mme Moracchini, M. Bernard Baque de Sarrac vend les *Noces de Pierrette* à M. Frédéric Ross, riche Suédois résidant en Suisse et disposant d'un appartement place des Vosges à Paris.

Selon les déclarations du commissaire-priseur, M. Binoche, le prix de la transaction aurait été de 25 millions de francs, une somme bien faible comparée aux estimations actuelles. Un an plus tard, M. Ross remet en vente le tableau auquel le ministre de la culture accorde une autorisation de sortie de France, en échange de l'achat pour 100 millions de francs et du don aux musées nationaux par le même M. Ross d'un autre Picasso de la période bleue, la *Cybine* (lire dans notre supplément *Arts et spectacles*, page 35, section C, l'article d'Emmanuel de Roux : *L'art du truc*).

Pour les avocats de Mme Goulet, M. Frédéric de La Rochefoucauld et Francis Szpiner, toute cette histoire n'est pas claire. Trop d'ombres, trop de va-et-vient, des sommes trop basses... Faisant état de soupçons et d'hypothèses plutôt que de preuves, ils s'étonnent que, dans le luxueux catalogue de 56 pages consacré par M. Binoche

aux *Noces de Pierrette*, il n'y ait pas une ligne sur l'origine du tableau, son histoire, ses propriétaires et expossants successifs.

« Un tableau litigieux qui dépend d'une succession contestée et dont M. Ross n'est que le propriétaire apparent », résume M. de La Rochefoucauld. « Où est le titre de propriété ? », renchérit-il, laissant entendre que la clé de l'énigme serait « une opération maîtresse d'évasion fiscale au point de vue successoral ». « A quelle date ? à quel prix ? M. Ross a-t-il acheté ce tableau, insiste M. Szpiner. « On nous répond par la théorie de l'apparence : la meilleure preuve, c'est qu'il est à moi. Les campagnes de presse et la présence du ministre de la culture ne suffisent pas encore à donner son titre de propriété. »

« Possession vaut titre »

En vain. Défenseur de M. Ross, M. Sauveur Vaisse refusera de donner ces précisions à ses adversaires. Tempérant, tapant du poing sur la table, il s'en prend à ces « avocats transformés en inquisiteurs fiscaux », stigmatisant « le désespoir des convoitises qui n'ont pu qu'inspirer une telle action », dénonce « la mise en cause directe et grave d'un confrère respecté ». Présentant M. Ross comme « le plus important collectionneur au monde d'art contemporain », M. Vaisse cite, pour preuve de sa bonne foi, les autorisations de sortie données par le ministère de la culture et l'administration des

douanes à son client, « légitime propriétaire », pour une exposition du tableau à Stockholm d'octobre 1988 à janvier 1989. « Il est ridicule de contester ce titre de propriété alors qu'il a été reconnu devant la presse mondiale par M. Jack Lang », affirme-t-il en versant au dossier les photographies immortalisant la poignée de main de M. Ross et du ministre devant la *Cybine*.

Défenseur de M. Bernard Baque de Sarrac, le bâtonnier Philippe Lafarge dira, lui aussi, son étonnement devant « une affabulation caractérisée ». Et les deux avocats se retrancheront derrière l'article 2279 du code civil — « en fait de meubles, possession vaut titre » — pour affirmer qu'il est « légitime que Mme Goulet ne sache rien, qu'on ne lui donne rien et qu'on ne lui réponde pas ».

Représentant le ministère public, M. Jean-Claude Lantier, tout en estimant que Mme Goulet « a parfaitement intérêt à agir », estime qu'il n'y a pas lieu à faire droit à sa demande de suspension de la vente, mais laissera ouverte la question d'un éventuel séquestre de son produit, en l'attente du verdict final de la Cour de cassation sur la succession contestée. M. Phylippe ne le suivra pas sur ce point, déboutant de leurs demandes M. de La Rochefoucauld et Szpiner. Au passage, on aura appris que M. Bernard Baque de Sarrac a, lui aussi, fait don d'un tableau, mais à l'ordre des avocats de Paris : un portrait par Bonnat d'un ancien bâtonnier...

EDWY PLENEL

Le vague à l'âme des experts français

Le marché de l'art n'attend pas. Quelles que soient les conclusions du rapport de contre-expertise dans l'affaire Utrillo (Le Monde du 15 septembre), M. Jean Fabris, légataire universel de la veuve du peintre de Montmartre, a d'ores et déjà gagné son titre d'expert. Titre réservé jusqu'ici à M. Paul Péridès, ancien marchand de l'artiste. Depuis quelques mois, les rares œuvres qui passent encore en ventes publiques en France sont certifiées à la fois par MM. Péridès et Fabris. Seuls quelques commissaires-priseurs français (M. Loudmer en tête) et les « auctioneers » anglosaxons refusent de suivre.

Jean Fabris se défend d'être expert, mais agit en tant que tel. Il distribue des certificats d'authenticité, en prétendant vouloir égarer le marché des faux Utrillo. Des faux qui, toujours selon lui, « auraient été certifiés vrais par M. Péridès et répertoriés dans son catalogue raisonné ». M. Robert Hellebrant, expert en tableaux modernes, nommé par le tribunal de grande instance de Paris pour authentifier sept toiles attribuées à Utrillo et saisies chez M. Loudmer (à la requête de M. Jean Fabris), va encore plus loin. Selon lui, « sur cinq à six mille toiles d'Utrillo actuellement sur le marché, près de la moitié seraient des faux répertoriés dans le catalogue raisonné de Péridès ». Lorsque l'on sait que la valeur moyenne d'un Utrillo approche du million de francs, on comprend l'enjeu d'une telle bataille.

Qui peut se targuer du titre d'expert ? Théoriquement, personne. Pratiquement, n'importe qui. La raison en est simple.

Aucun règlement ou loi ne définit ni ne régit la profession.

Les cabinets généralistes fleurissent, depuis que les compagnies d'assurances exigent une expertise préalable avant la délivrance d'un contrat. Un même individu sera amené à examiner un diamant, aussi bien qu'une cornue de Louis XV. Cette solution, économique pour les assureurs, est loin de satisfaire le Syndicat français des experts professionnels en œuvres d'art.

Faire rapidement de l'argent

Théoriquement, l'expert devrait pouvoir vivre uniquement de son travail auprès des commissaires-priseurs, des particuliers ou des compagnies d'assurances. Pratiquement, cela relève du vœu pieux. La tentation de faire rapidement de l'argent est souvent la plus forte, surtout en l'absence de garde-fou. Le problème ne se pose pourtant pas de la même façon, que l'on se spécialise en peinture moderne ou en cartes postales. « Dans mon domaine », explique M. Alain Weil, qui s'occupe de numismatique, il est impossible de vivre sur les commissions des ventes aux enchères. Le prix d'une pièce rare est en moyenne de 3 500 F avec une commission entre 3 % et 8 %. Nous sommes donc dans le domaine marchand, et nous achetons pour revendre », M. Alain Weil fait partie du Syndicat français des experts professionnels en œuvres d'art. Constitué à 90 % d'experts non marchands, ce syndicat s'était jusqu'à présent élevé contre le cumul. A l'approche du marché unique de

1993, les considérations « morales » ont été sacrifiées aux enjeux économiques.

Premier geste significatif de cette nouvelle orientation, le 1er janvier, des trois principaux syndicats (dont la Chambre nationale des experts spécialisés à Nice qui regroupe antiquaires et marchands de province) en une Confédération européenne des experts d'art. Sa première tâche consistera sans doute à faire faire un état exhaustif des lieux au moment où la relation avec les commissaires-priseurs évolue.

Jusqu'à dans le milieu des années 70, l'essentiel de l'activité d'un commissaire-priseur se résolvait à des ventes de succession, ou à des liquidations judiciaires. Son statut d'officier ministériel lui interdisait toute démarche commerciale auprès de vendeurs éventuels, il laissait à l'expert le soin de trouver et de ramener de la marchandise à l'étude. Ce scénario parfaitement rodé par des années de pratique connaît ses dernières heures.

Les particuliers, sensibles à la publicité faite autour des ventes aux enchères, s'adressent de plus en plus fréquemment au commissaire-priseur. Ce dernier, par souci d'économie et de compétitivité face à ses rivaux anglosaxons, se passe volontiers des services de l'expert, même s'il continue de garantir aux yeux du collectionneur le sérieux de sa vente. Il n'est plus rare de voir le catalogue élaboré en grande partie par le vendeur lui-même, bombardé du titre d'expert pour l'occasion.

Il y a trois ans, la chancellerie supprimait la liste sur laquelle les

commissaires-priseurs étaient tenus de choisir un expert. Certains ne cachent pas leur satisfaction. « Si j'ai une statue de Bourdelle signée dont la description figure dans le catalogue raisonné, demande l'un d'entre eux, pourquoi aller plus loin ? » et d'ajouter : « Je préfère encore utiliser des rabatteurs. » Qui se font généralement régler de la main à la main.

Les conservateurs de musée s'en mêlent. Il leur est bien sûr interdit de détenir des expertises. Mais comment doit-on considérer les catalogues exhaustifs d'une œuvre dont les professionnels du marché ne manqueront pas de s'inspirer ? Que doit-on penser du conservateur qui n'hésite pas à cautionner une vente aux enchères en préfacant le catalogue ? Ou de celui qui donnera son avis à un « ami » venu le consulter ? Enfin, ne se conduisent-ils pas en experts lorsqu'ils achètent pour leur musée ?

Quel est l'avenir des Français ? Il passe sans doute par une réglementation plus rigoureuse de la profession en harmonie avec celle de la Communauté européenne. Ou, à n'en pas douter, les « auctioneers » anglosaxons, qui font généralement appel à des universitaires ou à d'anciens conservateurs de musée, boudent les Français formés sur le tas : « Je suis pour l'indépendance », proclame pourtant M. Roberto Perazzone, spécialiste des tableaux et sculptures modernes. Car si les commissaires-priseurs se contentent en société, sur le modèle anglo-saxon, nous le perdons et c'est la mort de l'expertise. »

ALICE SEDAR

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Ballett
Frankfurt

William Forsythe

6, 7, 8, 9 et 16 décembre 20h30
17 décembre 15h00
Impressing the Czar

Potemkins Unterschrift
In the Middle Somewhat Elevated
La Maison de Mezzo-Prezzo
Bongo Bongo Nageela
Mr Pnut Goes to the Big Top

14 et 15 décembre 20h30
Die Befragung des Robert Scott
Enemy in the Figure
Pretty Ugly (Amanda Miller)

40.28.28.00

5021 من الاموال

SOCIÉTÉ

Un sondage IFOP pour « le Monde »-RTL

« L'intégration suppose que soit brisée la logique communautaire »

nous déclare M. Gilles Kepel, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

M. Gilles Kepel, chercheur au CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques, auteur des *Banlieues de l'islam*, estime, dans l'entretien ci-dessous, que l'intégration des musulmans ne peut être qu'individuelle et n'est pas compatible avec une logique communautaire.

« Peut-on encore parler d'un islam de France ? Ce sondage ne confirme-t-il pas la diversité voire l'éclatement de la communauté musulmane ? »

« Les personnes d'origine musulmane vivant en France forment un ensemble de populations assez diversifiées que l'on évalue d'ordinaire entre 2,5 et 3 millions d'individus. Leur diversité vient d'abord de leur appartenance nationale, majoritairement étrangère (maghrébine, turque, africaine, etc.), mais française de façon croissante, par le jeu des naissances sur le sol français, des naturalisations et, dans une faible mesure, des conversions. Plus encore, cette diversité est due aux nombreuses manières possibles de concevoir son rapport à l'islam dans un pays où la liberté de conscience est complète. »

« Le sondage confirme que l'on ne peut considérer les personnes d'origine musulmane en France comme une communauté monolithique, qu'il s'agisse de la croyance ou de l'incroyance, de la pratique culturelle ou de son absence, des positions prises sur tels problèmes concrets, les musulmans forment une population aussi hétérogène que les « catholiques ». 45 % des musulmans interrogés se disent opposés au port du voile à l'école publique. »

« En revanche, il existe d'importantes spécificités sociales qui distinguent de l'ensemble des Français la majorité des populations maghrébines, turques ou africaines : une plus forte fécondité des femmes, des classes d'âge plus jeunes, un taux beaucoup plus important d'ouvriers et de chômeurs, et d'autres caractéristiques communes aux immigrés récents — qui se trouvent être surtout musulmans aujourd'hui. On a là, de façon récurrente, un échec de difficultés qui se traduisent par la déstabilisation, la marginalité, parfois la déviance

sociale, et qui sont contemporaines de l'apparition, depuis le milieu des années 70, d'un grand nombre de mouvements et d'associations qui entendent s'attaquer à ces problèmes en y apportant — ce qui est nouveau en France — une « solution islamique ». »

« L'islam ne souffre-t-il pas de cette prolifération d'associations ? »

« Il existe aujourd'hui plusieurs centaines d'associations islamiques en France, la plupart sont de taille réduite, et divers regroupements ont eu lieu, autour de deux pôles principaux qui sont la Mosquée de Paris, dont le recteur est nommé par l'Etat algérien, et la Fédération nationale des musulmans de France, dans laquelle s'expriment des sensibilités très différentes, depuis les mouvements islamistes radicaux jusqu'aux groupes piétistes, mais qui ont en commun leur opposition à l'influence d'Alger. »

« Les conflits souvent aigus entre ces multiples associations rendent très difficile la recherche de « représentants de l'islam en France » qui puissent être les interlocuteurs de l'Etat pour les questions qui relèvent du culte. Mais, en tout état de cause, la nébuleuse des associations ne saurait avoir vocation à représenter l'ensemble des personnes d'origine musulmane, qui ne font pas toutes de leur rapport à la religion la référence exclusive et univoque de leur identité dans la France d'aujourd'hui. »

« Les groupes islamistes radicaux sortent-ils renforcés de la polémique sur le port du foulard à l'école ? »

« Cette affaire, où ont été accusées les maladroites et les erreurs d'appréciation, a permis à des associations islamistes extrémement minoritaires de se faire passer, temporairement, pour les porte-parole d'un sentiment de malaise qui a été ressenti bien au-delà de leur mouvance habituelle, et d'acquiescer une légitimité insoupçonnée. Une fois que divers mouvements « antiracistes » ont cru bon de transformer la crise mystique d'une adolescence en pomme de discorde nationale, les mouvements islamistes se sont engouffrés dans la brèche ainsi ouverte, que les premières déclarations de M. Lionel Jospin n'ont pas refermée, pour promouvoir leur pro-

pre conception de l'islam, en la faisant passer pour le sentiment de toutes les personnes d'origine musulmane vivant en France. »

« Ce courant islamiste très minoritaire ne peut manquer d'en tirer prestige, ce qui renforcera son crédit auprès de ses bienfaiteurs dans la péninsule arabe. Il y a deux grands bénéficiaires dans l'affaire du voile, qui recroissent dans un climat de tension et de peur : les groupes islamistes d'un côté, le Front national de l'autre. Ils ne cessent de se renforcer mutuellement. »

« Cela étant, un véritable problème a été posé — à chaud et dans de mauvaises conditions : par-delà le cas individuel des trois adolescentes de Creil, assistons-nous, en particulier chez des jeunes d'origine musulmane, au développement d'attitudes de rupture, au nom de l'islam, par rapport aux valeurs de référence traditionnelles d'une société française qui se veut laïque et se rêve homogène ? Oui — et le paradoxe est que ce phénomène de radicalisation se produit en même temps qu'une laïcisation accrue d'autres jeunes et moins jeunes appartenant à la même population. Celle-ci se diversifie et continuera sans doute à le faire. »

Le refus de la société séculière

« Quelle est l'ampoule exacte de ces attitudes de rupture ? »

« Cette « rupture islamique », même si elle n'a pas pour l'instant de caractère massif, ne se réduit pas aux groupes islamistes au sens strict. Ceux-ci veulent atteindre leur objectif — la soumission de la société aux règles de la charia puisées dans les textes sacrés de l'islam — en multipliant les pressions sur le pouvoir et, à terme, en s'en emparant. Il s'agit d'une islamisation « par le haut » qui a obtenu des succès politiques dans certains pays musulmans, mais qui, dans l'Europe d'aujourd'hui, devenue dans cette vision du monde la « nouvelle frontière » de l'islam, n'apparaît pas très réaliste à court terme. »

« En revanche, un phénomène parallèle, bien plus important, d'islamisation « par le bas » touche un



nombre croissant de jeunes « beurs » entre l'adolescence et l'entrée — malaisée — sur le marché du travail. L'objectif ultime de ce mouvement est que la société se règle, un jour, sur les injonctions de la charia, mais, sans attendre, il appartient à chaque musulman de rompre, dans la vie quotidienne, avec les logiques séculières, « impies », de la société globale, en prenant à la lettre les commandements des textes sacrés, par l'imitation minutieuse des moindres agissements de la vie du prophète Mahomet et le respect scrupuleux de ses dits. Porter la barbe et la djellaba blanche qu'il affectionnait, voiler les femmes comme il le faisait pour les sœurs, etc., et construire un *homo islamicus* total dans tous les aspects de la vie sociale et l'ensemble des habitudes corporelles, jusqu'aux plus triviales.

« Ce mouvement, qui a d'abord touché le milieu des années 70 des ouvriers maghrébins immigrés, frappés par le chômage et les restructurations industrielles de l'époque, se répand aujourd'hui chez des jeunes d'origine musulmane, nés en France, et qui sont, pour beaucoup, et faute de qualification, les précaires de la société post-industrielle. L'intégration dans une société française qui n'aurait de place pour eux que dans les marges

de sa pauvreté est un vain mot. En vivant l'utopie quotidienne d'une communauté islamique piétiste qui leur permet de s'abstraire de l'univers du chômage, de la toxicomanie qui sont le lot des pauvres de notre temps, et où ils ressentent un peu de la dignité qui leur est refusée par ailleurs, ils témoignent d'une impasse sociale qu'il ne faudrait pas ignorer trop longtemps. »

Le contre-exemple britannique

« Dans ces conditions, que signifie l'intégration et y a-t-il une alternative ? »

« L'alternative est entre une société relativement homogène, dans laquelle l'adhésion à des valeurs communes prime sur des appartenances confessionnelles ou ethniques, reléguées dans la sphère privée, et une société fragmentée, où les différentes communautés gèrent une part importante de la vie sociale de leurs membres, dans le respect du « droit à la différence », qui est la différence des droits, c'est-à-dire l'inégalité juridique des individus. »

« Les deux options présentent des avantages et des inconvénients selon la philosophie de la société qu'a chacun. L'insertion de communautés structurées comme celles d'Israël, en Angleterre les jeunes filles d'origine pakistanaise portent le voile à l'école, et la pression communautaire rend la vie difficile à celles qui ne le portent pas. Sortir de la logique communautaire, comme l'a fait Salman Rushdie, c'est s'exposer à un anathème dont on a vu les conséquences. »

« La juxtaposition des communautés est vaine avec l'avantage pour tout une pensée libérale, notamment anglo-saxonne, qui consacre la liberté comme l'Etat. Elle est en œuvre aux Etats-Unis, et trouve son aboutissement dans la persistance des ghettos, noirs en particulier, dans les périphéries urbaines. Le ghetto, à sa manière, protège ses habitants, mais il veille à les y maintenir. »

« L'intégration « à la française » entraîne cependant des conflits... »

« Oui, l'intégration suppose que soit brisée la logique communautaire.

Cela ne peut se faire uniquement par la répression couplée avec le rappel incantatoire des principes « sacrés » de la laïcité. Il faut aussi rechercher les causes de la constitution de pôles communautaires comme le mouvement piétiste islamique, voire à quels maux de notre société ils prétendent répondre, et en proposer une thérapie plus efficace si l'on veut promouvoir une société où l'intégration et la laïcité ne soient pas seulement une ritournelle pour les intellectuels des beaux quartiers. Cela signifie des interventions volontaristes et coûteuses de l'Etat, qui ne cadrent pas avec la logique libérale. Le problème est rendu plus difficile du fait que les grandes machines à intégrer les immigrés qu'étaient autrefois le Parti communiste ou les syndicats sont aujourd'hui en défection et que c'est sur l'école que repose l'essentiel de la tâche. »

« Mais l'islam peut-il jouer le jeu de l'intégration ? Est-il compatible avec la laïcité ? »

« L'islam est ce que les musulmans en font — au moins avant qu'il ne soit ce qui définit les musulmans. Le mode de sa présence dans l'Europe d'aujourd'hui est un événement inédit dans l'histoire des sociétés musulmanes comme européennes. Les logiques de rupture, qui veulent « islamiser la modernité et non moderniser l'islam », selon la formule en vogue dans certaines mosquées, traduisent la frustration de ceux qui se sentent tenus à l'écart de cette modernité, qui passe hors de leur portée en ne leur laissant que ses déchets. Il ne faut pas confondre la cause et l'effet : le sondage indique bien que cette logique de rupture n'est pas majoritaire dans les populations d'origine musulmane interrogées. La France a d'autres ressources, économiques et démocratiques, que les dictatures du tiers monde dans la foule desquelles se sont dressés les mouvements islamistes radicaux. C'est la poursuite de l'intégration, beaucoup plus avancée qu'on ne le croit souvent, des musulmans qui vivent en France, leur accès au bien-être et leur jouissance de la liberté, qui dissiperont les tentations islamistes ou communautaires, et feront de l'islam en France une religion... intégrée. »

Receuilis par ROBERT SOLÉ et HENRI TINCQ

Le rejet de l'islam et l'attrait de la France

Suite de la première page

L'islam est assimilé au « fanatisme » par 84 % des cadres supérieurs et professions libérales, et par 82 % des sympathisants de droite. Ce sont, finalement, les catholiques pratiquants qui se montrent les moins sévères à son égard.

Il existe ainsi un profond malentendu entre les deux populations interrogées, malentendu qui n'est pas étranger au caractère passionné des débats de l'année 1989 sur le livre de Salman Rushdie, la construction de mosquées et le port de foulards à l'école publique. L'échantillon musulman présente volontiers l'islam comme une religion de « tolérance » (62 %), de « progrès » (64 %), de « protection de la femme » (61 %). Cela dit, un bon tiers de la population musulmane — indifférente, non croyante ou assimilée — pense le contraire. Sur la question très controversée de leur statut, les femmes musulmanes ne sont que 56 % à parler de l'islam comme d'une religion qui les « protège ». Et ce sont les jeunes qui craignent le plus, dans l'islam, un « retour en arrière... »

Rerendications Identitaires

Le deuxième enseignement de ce sondage est l'émergence d'un islam communautaire qui pourrait bien être, selon M. Remy Leveau, chercheur à l'Institut d'études politiques de Paris, la conséquence du « regard hostile de la société française ». Dans l'échantillon musulman, on rencontre en effet des

majorités très favorables à des propositions identitaires aussi précises et variées que la construction de mosquées (90 % de réponses positives), l'aménagement de cantines scolaires respectant les obligations alimentaires rituelles (87 %), la transformation en jours fériés de fêtes religieuses musulmanes (73 %), la participation des étrangers non européens aux élections locales (75 %) ou le droit à des représentants qualifiés comme interlocuteurs des pouvoirs publics.

Une volonté de s'intégrer

Sur chacune de ces propositions, des écarts sensibles se manifestent, une fois de plus, avec l'opinion française. Deux Français sur trois sont hostiles au droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. L'opposition à la construction de mosquées est affichée par plus d'un tiers des Français (38 %). Elle croît avec la visibilité de la mosquée (hauteur du minaret) et sa nuisance sonore supposée (appels extérieurs à la prière). La France tolère l'islam, à condition qu'il reste caché et silencieux...

Deux Français sur trois contestent le droit pour les musulmans d'avoir des écoles privées islamiques. Et même la question, apparemment sans grande conséquence sociale, des menus différenciés dans les cantines pour motif religieux donne 56 % de réponses négatives. Quant au port du foulard islamique à l'école, il est refusé par 75 % des Français (69 % des moins de vingt-cinq ans).

Les musulmans manifestent malgré tout — et c'est le troisième enseignement de ce sondage — un souhait d'intégration, allant jusqu'à l'acceptation des valeurs et des règles du jeu français, voire à une « privatisation » de la religion. La

notion de laïcité de l'Etat paraît, en effet, partiellement intériorisée. Deux musulmans sur trois ne souhaitent pas bénéficier de lois particulières, conformes à leur religion, pour le mariage, le divorce et la garde des enfants. Les avis sont également très partagés sur la question des écoles privées islamiques, que 36 % des musulmans interrogés affirment ne pas souhaiter. L'école publique française garde un réel pouvoir d'attraction.

Si la volonté d'intégration politique semble très petite, allant jusqu'au souhait d'un président français musulman, la création éventuelle de partis et de syndicats islamiques ne recueille que des taux d'adhésion très faibles. Cela confirme sans doute une certaine répugnance pour des formules répondant dans les pays musulmans et une intériorisation des règles du jeu politique et syndical en France. Ainsi, bien qu'ils soient très majoritairement favorables à des représentants qualifiés pour parler en leur nom, les musulmans interrogés dans cette enquête ne souhaitent pas que le choix de ces porte-parole se fasse sur des critères nationaux.

A ce souci d'indépendance s'ajoute une volonté de privatisation de la religion qui, pour 95 % des musulmans interrogés, paraît conciliable avec une intégration dans le cadre français. C'est particulièrement vrai pour les moins de trente-cinq ans et pour ceux qui ont été scolarisés. Pas d'islam qui puisse choquer la population française : plus d'un musulman sur deux refuse l'appel à la prière à l'extérieur des mosquées. Et trois sur quatre s'affirment prêts à respecter le libre choix d'un proche parent qui abandonnerait sa religion.

Au total, si ce sondage révèle un glissement de l'opinion française vers une opposition à l'islam, qui dépasse singulièrement les scores nationaux du Front national, il confirme l'existence en France d'un islam majoritairement modéré et tranquille. Un islam qui cherche à la fois à affirmer son identité et à s'intégrer, malgré les efforts de ses extrémistes pour occuper le devant de la scène.

R. S. et H. T.

« La laïcité n'est pas seulement une affaire de religion » déclare M. Michel Rocard

Inaugurant les nouveaux locaux du secrétariat d'Etat aux droits des femmes, à Paris, M. Michel Rocard a déclaré, mardi 28 novembre, à propos du foulard islamique :

« Le Conseil d'Etat a dit le droit et, pour le droit, il n'est pas imaginable qu'un élément vestimentaire puisse empêcher par sa signification l'exclusion de l'école. Le droit étant dit, il reste au gouvernement de rappeler les principes qui reposent sur la laïcité de l'école. Cette laïcité est plus exigeante que celle de l'Etat. La laïcité de l'Etat exige une ouverture à tous, un droit à tous de vivre à l'intérieur des frontières de la République française avec ses coutumes, ses traditions, ses vêtements... »

« L'école se veut un lieu de conquête du savoir, à l'écoute de tous, ou nul n'est provocant. Les différences doivent s'effacer devant la volonté commune de conquérir un savoir enseigné de manière neutre (...). L'école laïque ne peut s'accom-

moder d'un choix par les élèves des cours auxquels ils ne veulent pas assister (qu'il s'agisse de gymnastique ou de biologie) ou du choix du calendrier scolaire (les cours du samedi doivent être respectés). Il est bon de le rappeler (...). »

« En disant cela, je me sens renforcé dans mes responsabilités de premier ministre pour faire jouer mieux encore à l'école son rôle intégrateur. Et nous sommes tous d'accord au sein du gouvernement pour dire que le recours à la violence ne va pas de soi. Exclusion des enfants, surtout des filles qui seront mères, éducatrices, et donc portuses de modèles culturels — plus encore que les pères, — n'est pas ce que l'on peut faire de mieux du point de vue de l'intégration (...). »

« C'est sur le premier ministre, le ministre de l'éducation nationale, les recteurs, tous les chefs d'établissement et tous les enseignants, ren-

forcés dans leurs convictions laïques, que va reposer la dynamique de notre système scolaire, notre capacité à reprendre une fois de plus un très grand défi historique (...). »

Il y a un autre aspect de la laïcité dont il faut parler car il s'agit actuellement de jeunes filles. La communauté française a ses règles, et dans ses règles est inscrit le combat pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. L'ensemble de la collectivité française, son système législatif, ses autorités publiques, s'accrochent plus sur le sol français des signes de domination de l'homme sur les femmes.

« A ce titre-là aussi, l'école doit être laïque. La laïcité n'est pas seulement une affaire de religion mais aussi une neutralité, une manière de penser les rapports entre les hommes et les femmes. A ce titre-là également, le port du foulard ne peut qu'être très fermement dissuadé. »

Une réunion à la Mutualité

« Le drapeau de l'intégrisme »

Un petit millier de personnes ont assisté, mardi 28 novembre, au palais de la Mutualité à Paris, à une réunion « pour la défense de la laïcité » et « pour la dignité des femmes ». Il s'agissait, pour les organisateurs de la soirée — l'association France Plus (M. Arezki Dahmani), le club des Egaux (M. Patrick Kessel) et le mouvement Choisir (M. Gisèle Halimi), de manifester leur opposition au port du foulard islamique dans les établissements scolaires publics — M^{me} Ariane Mnouchkine l'a comparé à un « apartheid des femmes » — et de rappeler le gouvernement, et singulièrement M. Lionel Jospin, à certains principes que, selon eux, ils oublient actuellement. Les principaux orateurs ont donc fait part de leurs certitudes à une salle dans laquelle quelques « perturbateurs » ont été gentiment mais fermement écartés ou expulsés des lieux.

Ancien ambassadeur de France auprès de l'UNESCO et ancienne députée de l'Isère (1986-1988), M^{me} Gisèle Halimi a été longuement et chaleureusement applaudie après avoir affirmé que « la voile ne peut entrer à l'école laïque (car) c'est le drapeau de la religion musulmane, c'est le drapeau de l'intégrisme, c'est le drapeau de l'infériorisation de la femme ». Elle s'est appliquée à rappeler qu'une circulaire du 15 mai 1937 interdisait « tout prosélytisme » religieux ou politique à l'école, ce qui, à ses yeux, donne une petite dimension à la démarche du ministre de l'éducation nationale auprès du Conseil d'Etat.

Il y a lieu de constituer un front républicain contre l'intégrisme politique, a dit M. Dahmani en faisant référence au Front national, mais également un front contre l'intégrisme religieux, tous les intégrismes religieux. Considérant que l'immigration est avant tout un problème social, le président de France Plus

s'est prononcé contre un « ministère de l'intégration », car il serait un « ministère papaballe » ou un « ministère pour placer les petits copains pour services rendus ». Avant lui, M. Jean Brocas, du club des Egaux, avait affirmé : « L'Europe ne se fera qu'au tour des valeurs qui réunissent, celles de la République laïque. »

Pour sa part M. Alain Finkielkraut n'a pas hésité à faire un parallèle entre l'affaire du voile et l'affaire Dreyfus, en soulignant que « jamais l'expression « ennemi intime » n'a été aussi justifiée qu'aujourd'hui ». L'étranger, qui s'oppose sévèrement aux institutions juives coupables, selon lui, d'avoir organisé récemment au Bourget « les Galeries Lafayette du judaïsme pur et dur », a engagé son auditoire à « combattre d'un seul tenant l'intégrisme et l'antijudaïsme ».

O. B.

Le Monde publiera demain et après-demain une série d'articles et de reportages sur l'islam et les musulmans en France.

SOCIÉTÉ

et « la Vie » sur l'islam en France

L'image de l'islam

● Entre les deux mots suivants, quel est celui qui correspond le mieux pour vous à l'islam ?

	Français (%)	Musulmans (%)
- Paix	19	84
- Violence	80	9
- Ne se prononce pas	1	7
- Retour en arrière	66	21
- Progrès	12	64
- Ne se prononce pas	22	15
- Protection de la femme	12	61
- Soumission de la femme	76	28
- Ne se prononce pas	12	11
- Féminisme	71	18
- Tolérance	15	62
- Ne se prononce pas	14	20
	100	100

Les musulmans ont, en majorité, une perception positive de leur religion, alors que les non-musulmans perçoivent l'islam comme un facteur d'obscurantisme, d'intolérance et de violence. A noter tout de même que l'islam apparaît comme un retour en arrière à une personne d'origine musulmane sur cinq. Pour ce qui concerne les femmes, les réponses sont plus ambiguës : « soumission » n'est pas forcément négatif pour tous les interviewés...

La participation politique

● Seriez-vous hostile ou non à...

	Français (%)	Musulmans (%)
● L'élection en France d'un président de la République d'origine musulmane :		
- Hostile	73	31
- Pas hostile	18	54
- Ne se prononce pas	9	15
● L'élection d'une personne d'origine musulmane comme maire de la commune où vous habitez :		
- Hostile	63	19
- Pas hostile	28	71
- Ne se prononce pas	9	10
● L'existence de partis politiques ou de syndicats se référant à l'islam :		
- Hostile	68	41
- Pas hostile	21	43
- Ne se prononce pas	11	16
● Le droit de vote aux élections locales pour les étrangers non européens résidents en France :		
- Hostile	66	17
- Pas hostile	27	73
- Ne se prononce pas	7	10
	100	100

Les écarts entre les réponses venant de la population musulmane et celles des Français sont, sur chaque proposition, très prononcées. Deux Français sur trois sont hostiles au droit de vote pour les étrangers. 94 % des sympathisants du Front national sont dans ce cas, mais aussi 85 % de ceux des partis de droite. Du côté musulman, on note que des revendications touchant au droit de participer aux élections locales et d'y avoir des élus musulmans sont plus populaires que celle qui touche, par exemple, au droit d'avoir des partis politiques et des syndicats à références islamiques.

La représentation

● Pensez-vous que les musulmans de France devraient avoir ou non, au niveau national, des représentants pour parler en leur nom ?

	Français (%)	Musulmans (%)
- Oui	45	72
- Non	44	17
- Ne se prononce pas	11	11
	100	100

● Ces représentants devraient-ils être élus ?

	Français (%)	Musulmans (%)
- Choisis par les croyants musulmans de nationalité française	45	21
- Choisis par les croyants musulmans résidents en France quelle que soit leur nationalité	44	60
- Nommés par les autorités des principaux pays musulmans	4	13
- Ne se prononce pas	7	6
	100	100

Contesté par près d'un Français sur deux, le droit à une représentation de l'islam en France s'exprime fortement dans la population musulmane, surtout parmi les jeunes. Des porte-parole autorisés sont souhaités par plus des trois quarts des musulmans âgés de vingt-cinq ans, et davantage par les musulmans étrangers que par les Français. Mais 60 % des musulmans interrogés ne veulent pas qu'ils soient choisis selon un critère de nationalité, et une méfiance s'exprime à l'égard des pressions des pays musulmans.

Deux échantillons

Le sondage de l'IFOP a été réalisé, entre le 6 et le 13 novembre, auprès de deux populations différentes : les Français adultes et les résidents en France d'origine musulmane.

Le premier échantillon, constitué de 948 personnes, représentatif des Français âgés de dix-huit ans et plus, a été construit selon la méthode des quotas. Les interviews ont été effectuées en face à face au domicile des personnes interrogées.

Le deuxième échantillon comprend 518 personnes âgées de seize ans ou plus qui ont déclaré appartenir à une famille d'origine musulmane. L'étude a été menée dans toute la France, à l'exception de la façade adriatique où vivent très peu de musulmans, dans des agglomérations d'au moins 20 000 habitants. Pour les hommes, les interviews ont été réalisées à domicile, pour les

femmes, selon les cas, elles ont pu l'être à la sortie des écoles ou dans un lieu public, quand il n'était pas possible de le faire à domicile, hors de la présence d'une tierce personne (mar, enfant ou sœur).

Le questionnaire a été mis au point avec la collaboration de Rémy Laveau, Gilles Kapel, chercheurs et enseignants à la Fondation nationale des sciences politiques, spécialistes des questions islamiques, et de Jean-Luc Parodi, conseiller pour les études politiques de l'IFOP.

● Dans nos tableaux, la colonne « Français » correspond à l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population française (qui comprend des musulmans) ; la colonne « Musulmans » correspond à la population française et étrangère qui se déclare musulmane et d'origine musulmane et réside en France.

L'intégration

● Pour chacune des phrases suivantes, dites-moi si vous êtes d'accord ou pas d'accord.

	Français %	Musulmans %
● Plus on est intégré à la société française, moins on est musulman :		
- D'accord	52	33
- Pas d'accord	30	60
- Ne se prononce pas	18	7
● On peut parfaitement être intégré à la société française et pratiquer la religion musulmane en privé :		
- D'accord	82	93
- Pas d'accord	11	4
- Ne se prononce pas	7	3
● On doit pouvoir vivre en France en respectant toutes les prescriptions de l'islam :		
- D'accord	41	71
- Pas d'accord	42	21
- Ne se prononce pas	17	8
	100	100

Derrière le caractère un peu contradictoire de ces réponses apparaît une nette distinction entre la sphère publique et la sphère privée : si, pour une surprenante majorité des personnes interrogées, la pratique privée de la religion musulmane semble compatible avec l'intégration, les avis sont beaucoup plus partagés quand les questions deviennent plus générales.

Les mosquées

● Seriez-vous favorable, opposé ou indifférent à l'édification de mosquées en France lorsque des croyants musulmans le demandent ?

	Français %	Musulmans %
- Favorable	33	79
- Indifférent	26	11
- Opposé	38	8
- Ne se prononce pas	3	2
	100	100

● Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous y seriez favorable, opposé ou indifférent ?

	Français %	Musulmans %
● Les minarets devraient être aussi visibles que les clochers des églises :		
- Favorable	20	31
- Indifférent	27	23
- Opposé	46	18
- Ne se prononce pas	7	8
	100	100

● Un appel à la prière musulmane devrait pouvoir être fait dans la journée par haut-parleurs :

	Français %	Musulmans %
- Favorable	4	34
- Indifférent	7	13
- Opposé	86	49
- Ne se prononce pas	3	4
	100	100

Face à un soutien massivement exprimé dans la population musulmane, plus d'un tiers des Français se déclarent opposés à l'édification des mosquées. Cette hostilité est encore plus marquée si le minaret est trop élevé ou si les appels à la prière sont retransmis à l'extérieur. L'opposition aux mosquées croît avec l'âge. 74,1 % des sympathisants du Front national et 49,6 % des sympathisants communistes expriment leur hostilité à la construction de mosquées, ainsi que 55 % de catholiques pratiquants si le minaret devient aussi visible que le clocher d'une église.

Les prénoms des enfants

● Faut-il permettre ou non que les enfants d'origine musulmane nés en France soient inscrits à l'état civil sous un prénom musulman ?

	Français %	Musulmans %
- Oui	62	90
- Non	25	5
- Ne se prononce pas	13	5
	100	100

Près de deux Français sur trois ne sont pas hostiles au droit pour les enfants musulmans d'avoir un prénom musulman, cette tolérance prônant sans doute peu de conséquence sur la vie collective. Les hommes y sont plus favorables que les femmes (65 % contre 59 %). Les catholiques pratiquants répondent aussi positivement à cette question (70 %).

Les écoles privées

● Pour les enfants d'origine musulmane en France, estimez-vous ou non que...

	Français %	Musulmans %
● Il faudrait créer des écoles privées islamiques :		
- Oui	27	57
- Non	63	36
- Ne se prononce pas	10	7
● Il faudrait mettre en place une structure équivalente à celle des écoles catholiques dans les lycées publics :		
- Oui	30	47
- Non	54	33
- Ne se prononce pas	16	20
	100	100

Si près de deux Français sur trois sont opposés au droit pour les musulmans d'avoir leurs écoles, la question des établissements privés musulmans suscite des réponses contrastées au sein de la population musulmane elle-même, dont le taux d'adhésion à une telle proposition est plutôt moins élevé que pour d'autres droits spécifiques. La demande est moins forte chez les femmes musulmanes (42,3 %) que chez les hommes, chez les jeunes de moins de vingt-cinq ans que dans les tranches d'âge plus élevées, chez les musulmans français (49 %) sont contre que chez les étrangers.

Le foulard

● Êtes-vous favorable, opposé ou indifférent au port du voile ou du foulard par les musulmanes dans les classes des écoles publiques ? Et dans la rue ?

	Français		Musulmans	
	A l'école	Dans la rue	A l'école	Dans la rue
- Favorable	6	12	30	45
- Opposé	73	31	45	23
- Indifférent	17	53	22	29
- Ne se prononce pas	2	2	3	1
	100	100	100	100

La polémique sur le foulard islamique déborde le cadre de l'école, comme le montrent les réponses contrastées à propos des femmes qui se voilent dans la rue : un Français sur trois et un musulman sur quatre y sont opposés, probablement pour des raisons différentes. A propos du port du foulard à l'école, les musulmans se partagent presque à égalité. En revanche, les trois quarts de la population française sont hostiles à cet emblème religieux. L'opposition, massive chez les plus de trente-cinq ans, est encore très nette chez les moins de vingt-cinq ans : 69 % des jeunes sont contre le voile à l'école. Les sympathisants socialistes ne se distinguent guère, sur ce point, de la majorité des Français. Chez les musulmans, les femmes (48,8 %) sont plus opposées que les hommes (42,8 %) au port du foulard à l'école. Le refus de cet emblème augmente, curieusement, avec l'âge : 66,7 % des musulmans de plus de soixante-cinq ans y sont opposés, alors que la proportion est de 43,6 % seulement chez les moins de vingt-cinq ans. Les réponses des musulmans varient beaucoup selon leur nationalité, les plus fortes oppositions au foulard à l'école se manifestant chez les Turcs et les plus faibles chez les Tunisiens. Enfin, seul un musulman croyant pratiquant sur trois s'y déclare opposé.

Croyances et pratiques de la population d'origine musulmane

● Diriez-vous que vous êtes vous-même...

	%
- Musulman croyant et pratiquant	37
- Musulman croyant	38
- D'origine musulmane	20
- Autre religion	1
- Sans religion	4
- Ne se prononce pas	-

● Pour chacune des situations suivantes, dites-moi si elle correspond ou non à ce que vous faites ou avez fait ?

	OUI %	NON %	Ne sait pas %
- Cette année, vous avez jeûné pendant tout le Ramadan	60	40	-
- Vous avez jeûné quelques jours pendant le Ramadan	21	73	6
- Vous allez généralement à la mosquée le vendredi	16	83	1
- Vous priez chaque jour	51	39	-
- Il vous arrive de boire de l'alcool	35	65	-

Les cantines

● A votre avis, faut-il servir dans les cantines scolaires des écoles publiques des menus respectant les interdits alimentaires de l'islam et les parents concernés le demandent ?

	Français %	Musulmans %
- Oui	36	87
- Non	56	10
- Ne se prononce pas	8	3
	100	100

L'opposition est également nette entre les Français et les musulmans. A noter que les plus favorables chez les Français sont les jeunes de moins de vingt-cinq ans (avec 54 %).

Les fêtes chômées

● Seriez-vous d'accord ou non pour que les deux principales fêtes religieuses musulmanes soient officiellement chômées pour les musulmans ? Et pour tout le monde ?

	Français %	Musulmans %
● Pour les musulmans :		
- D'accord	32	73
- Pas d'accord	56	18
- Ne se prononce pas	12	9
● Pour tout le monde :		
- D'accord	14	44
- Pas d'accord	73	44
- Ne se prononce pas	13	12
	100	100

Dans la population musulmane interrogée, on note des clivages : les moins favorables sont les jeunes et les Français musulmans. Les plus nettement favorables sont évidemment les croyants pratiquants (77 %).

Les lois

● Selon vous, les musulmans devraient-ils bénéficier en France d'un statut propre à leur religion pour le mariage, le divorce et la garde des enfants ou bien les lois doivent-elles être les mêmes pour tous ?

	Français %	Musulmans %
- Oui, un statut propre	11	27
- Non, pas de statut propre	82	66
- Ne se prononce pas	7	7
	100	100

Quatre Français sur cinq et — ce qui est plus frappant — deux musulmans sur trois sont opposés au principe de lois particulières conformes à la religion. Parmi les Français, ce sont les sympathisants du Front national qui apparaissent comme les plus opposés (76,6 %) à un statut propre aux musulmans. On trouve également 23,4 % de juifs pour soutenir que les musulmans bénéficient de ce statut particulier.

Les mariages mixtes

● Seriez-vous hostile ou non à ce qu'un de vos proches parents (frère, sœur, enfant) épouse une personne d'origine musulmane ?

	Français %
- Hostile	37
- Pas hostile	49
- Ne se prononce pas	14
	100

● Seriez-vous hostile ou non à ce qu'un de vos proches parents (frère, sœur, enfant) épouse une personne non musulmane ?

	Musulmans %
- Hostile	26
- Pas hostile	70
- Ne se prononce pas	4
	100

Pour les mariages mixtes, les musulmans semblent être plus tolérants que l'ensemble de la population française. Mais le parallélisme est difficile à établir dans la mesure où l'épouse d'un musulman devient automatiquement musulmane. Quelle aurait été la réponse à une question ainsi formulée : « Accepteriez-vous que votre sœur épouse un non-musulman ? »

● Si l'un de vos proches parents abandonnait la religion musulmane, quelle serait votre réaction ?

	%
- Vous cherchiez à le ramener à la religion par tous les moyens possibles	24
- Vous cesseriez de le voir	2
- Vous continueriez à le voir en le laissant libre de son choix	72
- Ne se prononce pas	2

● De laquelle des formations politiques suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

	%
- Extrême gauche	3
- Parti communiste	5
- Parti socialiste	37
- Ecologistes	6
- UDF	1
- RPR	1
- Front national	1
- Ne se prononce pas	45

الاسلام

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La condamnation à perpétuité de Pascal Le Gac pour deux meurtres

Une cour d'assises prononce pour la première fois la peine de sûreté maximale de trente ans

La cour d'assises de Haute-Savoie a condamné, mardi 28 novembre, Pascal Le Gac à la réclusion criminelle à perpétuité et, par délibération spéciale, cette sanction sera exécutée avec une période de sûreté de trente années. C'est la première fois que cette peine est prononcée. Agé de vingt-quatre ans, Pascal Le Gac comparait depuis le lundi 27 novembre pour répondre de deux crimes commis en moins de deux mois. Le 1^{er} février 1988 à Filings, il avait fracassé la tête d'une femme âgée de quatre-vingt-quatre ans avant de lui dérober 39 712 francs. Le 20 mars suivant, il avait enlevé le d'un responsable de l'Intermarché de Gaillard et obtenu une rançon de 400 000 francs. Le lendemain, le corps de l'otage était découvert dans un chemin de terre. Le jeune homme de dix-neuf ans avait été tué de deux balles de 22 long rifle.

ANNÉCY

de notre envoyé spécial

« Nous sommes saisis par le grand décalage qui existe entre la présentation de Pascal Le Gac et l'impressionnante liste de ses délits et des crimes qu'on lui reproche. » Cette phrase est prononcée par les experts psychiatres, protégés par profession du pié qui consiste à s'étonner qu'un criminel n'ait pas le faciès d'un monstre et une attitude révélant sa violence. Les propos des spécialistes se situent bien au-delà de ce cliché et, traduisant leur étonnement, ils ajoutent : « M. Le Gac se présente comme un jeune adulte poli, bien élevé. »

A l'audience, le public qui remplit totalement la grande salle de la cour d'assises d'Annecy a pu faire la même constatation. Le Gac donne l'impression d'un étudiant un peu timide, toujours courtois, jamais agressif et répondant avec précision aux questions du président Jacques Nunez. Fils d'un brigadier de police, il a arrêté ses études à seize ans sans avoir obtenu le moindre diplôme. De ses parents, aujourd'hui divorcés, il dit : « Ils étaient toujours en train de se chamailler. »

Puis ce sont les petits détails — manœuvre, barman, manutentionnaire — et les sociétés d'intérim. Dans la même période, il commet des petits vols et des cambriolages mais ses employeurs

Appel de la mère d'Anis Naccache à M. François Mitterrand

M^{me} Hayat Naccache, la mère du Libanais Anis Naccache condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en France, a lancé, mardi 28 novembre, un appel à M. François Mitterrand pour que celui-ci « sauve son fils » qui, en prison, observe une grève de la faim depuis quatre-vingt-un jours. M^{me} Naccache, faisant référence « au sens humanitaire » du président de la République, écrit dans cet appel : « Il est temps, Monsieur le président, de prendre votre sage décision et de tourner la page, surtout en cette période de normalisation des relations entre la France et une large partie des pays de l'islam. »

La mère d'Anis Naccache a adressé une requête dans le même sens au président iranien, M. Hachemi Rafsanjani, afin que celui-ci « intervienne la plus rapidement possible pour sauver son fils ». « Je demande cette intervention parce qu'elle est conforme à l'esprit de l'islam et à sa sollicitude particulière pour les captifs musulmans, et parce qu'elle est conforme aussi aux engagements pris par le gouvernement français de M. Chirac de libérer nos fils. »

Selon M^{me} Jacques Vergès, avocat de Naccache, l'état de santé de son client serait très préoccupant. Ce dernier, depuis le début de sa grève de la faim, aurait perdu 25 kilos.

le décrivent comme « assidu, travailleur, toujours propre ». C'est ainsi qu'il est réceptionniste à l'Intermarché de Gaillard et que, en septembre 1985, il travaille chez M. Ducret, négociant en vins à Filings, où il donne entière satisfaction. Il quitte pourtant cet emploi en juillet 1986, et peu après il est écroué à Lorient pour une escroquerie à la carte de crédit.

Vingt mois plus tard, à sa sortie, il a besoin d'argent et se souvient du négociant en vins : « Je pensais faire un cambriolage, raconte Le Gac. Avec un bâton, j'ai cassé une vitre et je suis entré. Je ne m'attendais pas à ce qu'il y ait quelqu'un. M^{me} Ducret s'est avancée vers moi en criant. J'ai frappé un coup et après j'ai continué à frapper. » Un rayon de soleil traverse une baie vitrée de la cour d'assises et éclaire uniquement Le Gac, qui cligne des yeux pour dire : « Deux ans plus tôt, je m'attendais bien avec elle. Elle m'appelait pour boire le café. Je pense qu'elle m'aimait bien. »

Appelé à la barre, M. Ducret se souvient de son ancien employé et sans le regarder, déclare : « Il était pratiquement parfait. Nous étions presque des copains. Pour ma belle-mère, c'était comme une mère avec son fils. Mais aussitôt, il ajoute : « Cet homme est revenu pour tuer ! Il savait très bien

qu'elle était là. » Effondré, il soupire : « C'est pas possible qu'un homme devienne une bête à ce point. »

« Ni curable ni réadaptable »

Son deuxième crime, Le Gac le reconnaît en citant des détails précis, mais sans pour autant lui donner une explication rationnelle. Le 20 mars 1988, il avait enlevé Hervé Tondou, fils du directeur du magasin Intermarché de Gaillard, et dans la même journée il était parvenu à se faire remettre une rançon de près de 400 000 francs. Il ne lui restait plus qu'à libérer son otage et, dans ce but, il s'était arrêté en pleine campagne « suffisamment loin d'un pont téléphonique ». Le Gac affirme avoir remis au jeune Hervé cent francs pour prendre le train. Mais, dès cet instant, son récit devient surréaliste : « Il ne voulait pas partir, j'ai tiré à côté de lui. Il est tombé comme si je l'avais touché. Il sanglotait, il disait qu'il m'avait reconnu, il parlait, parlait. C'est là que j'ai rechargé l'arme et que j'ai tiré. » Le Gac a rechargé à nouveau son pistolet pour tirer une troisième fois. Seule certitude : le corps du jeune homme portait les marques de deux impacts, l'un dans la tempe, l'autre dans l'œil. Sans la

moindre émotion apparente, Le Gac explique : « Ce que je voulais, c'est qu'il se taise. »

Dans leur déposition à la barre, les experts psychiatres rangent Le Gac dans la catégorie des « meurtriers » passagèrement psychotiques « auteurs de crimes paroxystiques ». Tout en le déclarant responsable de ses actes, ils parlent d'« état limite » en observant chez le jeune homme « une violence pulsionnelle intense susceptible de faire voler le contrôle en éclats et d'être à l'origine de passages à l'acte ». Mais les psychiatres semblent avoir un sens aigu du paradoxe car, s'ils estiment que Le Gac « est parfaitement accessible à une sanction pénale », ils déclarent ensuite : « Nous serions tentés de dire que Le Gac n'est ni curable ni réadaptable. » Cependant, ils ajoutent : « Un tel tableau clinique peut être modifié par une longue psychothérapie psychanalytique. »

Le droit à la défense

En l'état actuel de la législation, les jurés ne pouvaient tenir compte des hésitations des psychiatres. L'avocat général Luc Fontaine a d'ailleurs en une lecture très difficile de leurs rapports en relevant que Le Gac « présente un état grave de déviance » et que les spécialistes lui attribuent « une froideur extrême ». Aussi, le magistrat demanda, d'emblée, la réclusion criminelle à perpétuité et s'attacha ensuite à démontrer que l'accusé entrait dans le cadre de l'article 720-2 du code de procédure pénale prévoyant l'application d'une « période de sûreté » de trente ans pendant laquelle le condamné ne peut, notamment, pas bénéficier des dispositions concernant les permissions de sortir, de la semi-liberté ni de la libération conditionnelle. Le texte prévoit, en effet, son application éventuelle à ceux qui sont rendus coupables de meurtre sur une personne âgée de plus de soixante-dix ans et d'enlèvement ayant entraîné la mort.

« Je prends la parole pour celui dont je me demande s'il a le droit à la défense », s'inquiéta M^{me} Bernard Rippert, en demandant aux jurés : « Si vous n'êtes pas absolument certains que c'est un monstre ou un salaud qui a voulu tuer, vous luierez une petite place à l'espoir à côté de la réclusion nécessaire. »

Les jurés de Haute-Savoie ne l'ont pas entendu, et la décision a été prise sans entraine de longues discussions car il ne leur a fallu qu'un peu plus d'une heure, pour prononcer une sanction que M^{me} Rippert avait assimilée à « une élimination ».

MAURICE PEYROT

Un substitut à la peine de mort

ANNÉCY

de notre envoyé spécial

Rarement requise, la période de sûreté de trente ans n'a pas été prononcée pour des faits particulièrement graves tels que les attentats terroristes ou des crimes accompagnés d'actes de torture ou de barbarie.

La loi du 9 septembre 1986 prévoit d'appliquer cette mesure d'exécution de la peine de réclusion criminelle à perpétuité pour : « L'homicide volontaire accompagné de tortures ou de plus de soixante-dix ans, ou hors d'état de se protéger elle-même, ou sur un magistrat, un juré, un agent de la force publique ou de l'administration dans l'exercice de leurs fonctions, ou concomitant à un autre crime, ou commis en état de récidive, ainsi que l'enlèvement ou séquestration ayant entraîné la mort ou accompagné de torture, les attentats terroristes, les détournements de trans-

ports collectifs ayant entraîné la mort. »

Considérée par certains comme un substitut à la peine de mort, l'application de la période de sûreté de trente ans va renforcer le caractère sélectif des verdicts de cours d'assises dont les décisions ne peuvent être encadrées par aucune jurisprudence. Rendus par un jury populaire qui se détermine sans références, les arrêts de la juridiction criminelle varient tellement d'un département à l'autre qu'aucune échelle de peine, même approximative, ne peut être établie.

Dès lors, il serait aussi imprudent de comparer des sanctions que d'établir une graduation entre des crimes considérant que certains seraient moins odieux que d'autres. La peine de sûreté de dix-huit ans a déjà été appliquée à des auteurs de crimes apparemment « irrésonnés » décrits comme « dangereux et non réadaptables », par des experts psychiatres qui, cependant, ne se prononçaient pas clairement sur leur état mental.

M. P.

L'affaire Touvier

Le procureur général de Paris souhaite que l'instruction soit conduite exclusivement à Lyon

Paul Touvier, ancien chef milicien durant l'Occupation, pourrait bientôt avoir à faire à un seul juge d'instruction : celui de Lyon. C'est, en tout cas, le sens de la requête auprès de la Cour de cassation du procureur général près la cour d'appel. Cette nouvelle initiative intervient après l'ouverture du dossier de grâce de Paul Touvier au juge d'instruction parisien (le Monde du 29 novembre).

Lyon serait-il tout près d'obtenir la maîtrise du dossier d'instruction de l'affaire Touvier ? Il apparaît que tel est le souhait des plus hautes autorités judiciaires à Paris. Le procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Pierre Truche, vient, en effet, de présenter à son collègue procureur général près la Cour de cassation, M. Pierre Bezio, une requête visant à obtenir la réinjection à Lyon des deux dossiers Touvier, l'un étant instruit à Paris depuis plusieurs années, l'autre à Lyon depuis quatre semaines.

Cette requête était attendue par les milieux judiciaires depuis un mois. Elle a, néanmoins, surpris nombre de magistrats et d'avocats par la prise de position qu'elle manifeste. Le procureur général près la cour d'appel aurait pu lais-

ser le soin au procureur général près la Cour de cassation de se saisir lui-même de ce dossier. L'article 662 du code de procédure pénale prévoit, de fait, en son alinéa 2 : « La requête aux fins de renvoi peut être présentée soit par le procureur général près la Cour de cassation, soit par le ministère public établi près la juridiction saisie, soit par l'accusé, soit par la partie civile. »

Une contradiction

En l'occurrence, M. Truche, qui fut procureur général à Lyon et qui fut responsable de requérir contre Klaus Barbie, a rédigé une requête défavorable au maintien de l'instruction à Paris, dirigée par M. Jean-Pierre Gatti. Peut-être est-ce là le signe que la chancellerie et M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, souhaitent le dessaisissement de M. Gatti ? Mais, en ce cas, pourquoi la place Vendôme ne serait-elle pas tout simplement intervenue, directement, auprès de la Cour de cassation ? « (...) Il est admis que le procureur général près la Cour de cassation, agissant d'ordre du garde des sceaux, peut toujours et en toute matière introduire une demande en règlement de juges », prévoit la jurisprudence.

L'intervention de la chancellerie dans ce débat n'aurait pas autre-

ment surpris, puisque M. Arpaillange, en octobre dernier, au cours d'une brève visite à Lyon, n'avait pas écarté la possibilité que le dossier Touvier soit retiré au juge Gatti au profit du doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy. Cette préférence du ministère de la justice s'était déjà manifestée au début de l'été (le Monde du 26 août).

Pour autant, personne ne peut préjuger la décision de la Cour de cassation. Si son procureur général prend en considération la requête de M. Truche, il lui faudra le signifier « à toutes les parties intéressées », ces dernières disposant d'un délai de dix jours pour déposer un mémoire au greffe de la Cour de cassation.

La brutale accélération judiciaire que l'on peut noter dans la gestion du dossier Touvier laisse apparaître toutefois une contradiction de taille. Lundi, M. Arpaillange laissait la possibilité au juge d'instruction parisien de prendre possession du dossier de grâce de Paul Touvier, après s'être formellement opposé depuis 1988. Le même jour, dans la décision qui convient à la justice, le procureur général près la cour d'appel adressait la requête que l'on sait, favorable au juge d'instruction de Lyon.

LAURENT GRIELSAMEN et DANIEL SCHNEIDERMAN

MÉDECINE

Grâce à la mise au point d'un test

Le virus de l'hépatite C sera systématiquement dépisté dans les dons de sang

Un test de dépistage du virus de l'hépatite C a été mis au point. Il permettra de prévenir la transmission de la cause la plus fréquente des maladies posttransfusionnelles.

Tout est allé très vite. Le 21 avril dernier, une équipe de chercheurs américains appartenant au centre de recherche de la firme de biotechnologie californienne Chiron Corporation révélait, dans la revue scientifique *Science* qu'elle avait réussi à identifier le virus de l'hépatite C, responsable à lui seul de plus de 80 % des hépatites transfusionnelles dues au virus A et au virus B (le Monde du 21 avril).

Quelques mois plus tard, c'est au tour de la société Ortho Diagnostic Systems une filiale du groupe américain Johnson and Johnson d'annoncer la mise au point d'un test de dépistage des anticorps dirigés contre le virus de l'hépatite C. Ce test vient de recevoir l'agrément du ministère français de la santé et devrait être très vite mis à la disposition des centres de transfusion sanguine (la commission consultative de la transfusion sanguine doit se réunir mercredi 29 novembre pour décider de l'instauration d'un dépistage systématique du virus C dans les dons de sang).

Ainsi donc se trouve complété l'arsenal préventif des spécialistes de la transfusion. Après la syphilis, l'hépatite B et le sida, ce sera au tour de l'hépatite C d'être systématiquement dépistée. Du point de vue de l'innocuité des transfusions sanguines, le progrès est important.

ENVIRONNEMENT

Création d'une agence européenne

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le projet d'agence européenne pour l'environnement prend forme. Le conseil des ministres des Douze a, abouti, mardi 28 novembre, à un compromis sur le fonctionnement du futur organisme communautaire. Composée de quatorze membres (un désigné par chaque Etat membre et deux par la Commission européenne), le conseil d'administration prendra ses décisions à la majorité des deux tiers.

La création de « centres thématiques » chargés de réaliser des recherches (pluies acides, pollution de l'eau, etc.) sera toutefois décidée à l'unanimité au sein du conseil d'administration. Les relations à établir avec les pays tiers — pouvant aller de la simple association à l'adhésion — devront faire l'objet d'accords internationaux conclus entre la CEE et les gouvernements des Etats intéressés.

S'agissant du siège de l'agence, la Commission a été chargée d'étudier la quarantaine de candidatures. Berlin est la ville la plus souvent citée dans les milieux communautaires. Selon le souhait de M. François Mitterrand, l'ensemble du dossier sera examiné par le conseil européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre.

M. S.

Une station de ski dans le parc national des Pyrénées. — Fort d'une lettre de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, datée du 4 octobre, le nouveau président du parc national des Pyrénées, M. Jean Lassalle, a annoncé le 23 novembre qu'il était autorisé à déclasser une partie du parc pour créer une station de ski au col du Somport.

En réalité, cette lettre confirme une position bien connue du ministère de l'environnement : l'Etat n'accepte de céder un territoire du parc que si son conseil d'administration propose en échange un espace intéressant à préserver, d'une surface équivalente. En outre, l'Etat demande la création d'un territoire protégé pour l'ours, même en dehors du parc.

Toxicomanes et hémophiles

La gravité de cette affection tient à son passage, dans 50 % des cas, à la chronicité. En cela, ce n'est pas tant d'ailleurs l'hépatite C chronique qui est grave — son tableau clinique est souvent asymptomatique, et l'on note parfois seulement une élévation du taux de certaines enzymes sécrétées par le foie, les transaminases — que le risque de sa transformation en cirrhose ou même en cancer du foie. Une étude, réalisée par des chercheurs italiens et américains, publiée récemment dans l'épidémiologie *The Lancet* (daté du 28 octobre) a montré que plus de 70 % des patients atteints de cirrhose hépatique ou de cirrhose étaient porteurs du virus C. On peut estimer que 20 à 30 % des personnes atteintes d'hépatite C chronique développeront, cinq à quinze ans après avoir été contaminées, une cirrhose du foie. C'est dire tout l'intérêt d'un tel test de dépistage sachant, en outre, que l'hépatite C sévit à l'état endémique parmi les toxicomanes et les hémophiles.

FRANCK NOUÛE

Procréation médicalement assistée

Le tribunal administratif annule une décision du ministère de la santé

Le tribunal administratif de Limoges a annulé mardi 29 novembre pour « excès de pouvoir » le refus opposé en novembre 1988 par le ministre de la santé M. Claude Evain à quatre cliniques de la région qui désiraient continuer à pratiquer la procréation médicalement assistée. « La décision [du ministre], qui ne comporte aucune précision sur les besoins et les équipements existants et autorisés ni sur l'insuffisance alléguée des garanties offertes par les cliniques, est excessivement succincte et rédigée en termes généraux et mérotypiques », écrit dans ses considérants M. François Gourdon, le président du tribunal, avant de conclure à « l'excès de pouvoir » ministériel.

Le refus opposé par le ministre de la santé à ces établissements privés — deux cliniques de Limoges, une de Brive-la-Gaillarde et une de Châteauroux — faisait suite à la publication d'un décret posant le principe d'une autorisation préalable à toute ouverture de centre de procréation médicalement assistée. Seul le CHU de Limoges avait été autorisé à pratiquer cette technique.

ÉDUCATION

La faculté des lettres d'Aix, occupée. — Les étudiants aixois de l'université de Provence (Aix-Marseille-I) ont décidé d'occuper les locaux de la faculté des lettres du mercredi 29 novembre au vendredi 1^{er} décembre. Ils entendent ainsi protester contre le manque de moyens (16 000 étudiants en lettres pour 8 000 places) la vétusté de certaines installations, la dégradation des taux d'encadrement et la réduction du personnel administratif au cours des dernières années. Cette exaspération avait déjà conduit le président de l'université M. Jean-Claude Bouvier, à fermer symboliquement le 15 novembre, les portes des différentes facultés pour réclamer davantage de moyens en personnel et en matériel.

Le Monde CAMPUS

Les grandes écoles contraintes à l'offensive

Les classes préparatoires aux écoles d'ingénieurs et de gestion connaissent une croissance spectaculaire. Une évolution qui devrait conduire à remettre en cause leurs objectifs et leurs programmes.

LES grandes écoles sont à la veille d'une profonde mutation. Et, avec elles, les classes préparatoires, qui restent la voie royale pour entrer à Polytechnique ou à HEC, à Centrale ou à Normale sup. Longtemps à l'abri des turbulences universitaires, bien protégées par leur recrutement très sévère et leurs redoutables concours, n'accueillant, par principe, que la crème des bacheliers, « prépas » et grandes écoles ont pu, au fil des années, confirmer leur quasi-monopole sur la formation des cadres supérieurs, ingénieurs et managers des entreprises comme des administrations françaises.

Combien de temps encore pourront-elles continuer à afficher cette superbe assurance ? Impensable il y a quelques années, la question se pose aujourd'hui. C'est en effet tout le paysage de la formation des élites qui est en train de se transformer : de nouveaux acteurs apparaissent, les bases des entreprises évoluent et se diversifient, des filières de formation originales, ou longtemps négligées, commencent à s'imposer. Bref, si la force des grandes écoles n'est pas menacée dans l'immédiat, elle va devoir adapter sa stratégie. Et passer d'une guerre de position, où elle excellait jusqu'alors, à une guerre de mouvement, plus imaginative mais plus aléatoire.

Le premier défi auquel sont confrontées les classes préparatoires aux grandes écoles est celui de l'enseignement de masse, qui s'impose aujourd'hui dans les lycées et se répète dans les classes d'enseignement supérieur. Or tous les chiffres montrent, depuis quelques années, que, malgré leur système de recrutement hyper-sélectif, les prépas ne sont plus à l'abri de cette pression des bacheliers. Pour la première fois cette année, elles vont accueillir plus de 60 000 élèves - soit près de 15 000 de plus qu'en 1985... En quatre ans, leurs effectifs auront augmenté autant que pendant les quinze années précédentes. Spectaculaire accélération !

Cette bonnitude aux portes des « prépas » est d'autant plus sensible qu'elle est inégalement répartie. Ainsi les classes littéraires (hypokhâgne et khâgne préparant aux concours des écoles normales supérieures) se sont rapidement étoffées depuis 1986, après une longue période de stagnation. Mais cela ne porte que sur quelque 8 500 « préparationsnaires ». De même les

classes préparatoires « bio », et plus encore « véto », qui débouchent respectivement sur les concours de l'« agro » et des écoles vétérinaires, ont vu leurs effectifs plafonner à 5 700 élèves environ au cours des dernières années. En revanche, deux secteurs ont connu une véritable explosion. Les préparations aux écoles de commerce, tout d'abord. Cette année encore, et pour les seuls lycées publics, vingt et une nouvelles « prépas HEC » ont ouvert leurs portes : comme en 1988 et en 1987. Le cap des dix mille élèves (dont six mille quatre cents dans les établissements publics) a été franchi en 1988-1989, à quoi il convient d'ajouter plus de trois mille élèves provenant des « prépas » des chambres de commerce et qui s'orientent principalement vers les Sup de co provinciales. Rien de bien étonnant, dira-t-on, dans cet engouement : le développement du secteur tertiaire et des services, comme le rôle croissant des « managers » dans les entreprises, imposent le développement accéléré des formations commerciales.

Le verrou à sauter

Mais que dire des préparations (maths sup et maths spé) aux grandes écoles d'ingénieurs, qui ont accueilli, en 1988-1989, quelque 31 000 étudiants, soit près de 3 000 de plus que l'année précédente. Cette augmentation spectaculaire a toutes les chances de se poursuivre cette année : dans les seuls établissements publics dépendant du ministère de l'Éducation, on a ouvert, à la rentrée 1989, 24 nouvelles maths sup et 19 maths spé supplémentaires. Si l'on y ajoute les « prépas » techniques (maths sup, T, TA, TB), 54 nouvelles classes ont été créées cette année. Et en trois ans cela porte à 130 le nombre de créations de « prépas » scientifiques dans les lycées publics, contre une cinquantaine seulement pendant les dix années précédentes.

Cette brusque crue des élèves de classes préparatoires - scientifiques et commerciales - devrait logiquement se poursuivre. Pendant longtemps, en effet, le malathisme des « prépas » s'est trouvé justifié par l'étriquet du vivier privilégié dans lequel elles puisent : celui des bacheliers de la série C (à dominante mathématique). Or, depuis trois ans, ce verrou à sauter. La politique vocation-



liste engagée par le ministère de l'Éducation pour développer les sections scientifiques des lycées et du baccalauréat commence à peser de tout son poids : entre le bac de 1987 et celui de 1989, le nombre de bacheliers est passé de 35 900 à 47 900, alors qu'il avait mis auparavant plus de vingt-cinq ans pour progresser de 17 000 à 34 000. Quant à l'ensemble des bacheliers scientifiques (séries C, D et E), il a augmenté de près de 20 000 en trois ans (83 700 en 1987, 107 800 en 1989). Et ce n'est pas fini : à la rentrée de 1989, on compte plus de 54 000 élèves en terminale C, soit une augmentation de 19 % par rapport à l'année dernière !

Sauf résultats anormalement faibles au baccalauréat, on s'attend donc, au ministère de l'Éducation, à une nouvelle poussée des bacheliers scientifiques et à une pression accrue sur les classes préparatoires. Selon le document de synthèse des « schémas de développement concerté de formation post-baccalauréat », établis par chaque rectorat pour la période 1988-1993, l'augmentation annuelle des flux d'élèves entrant dans les « prépas »

serait de l'ordre de 7 % par an dans les prochaines années, avec une augmentation particulièrement importante dans les classes scientifiques.

La crédibilité par la sélection

Voilà donc les « prépas » sous pression. Placées entre l'arbre et l'écorce. D'un côté, le flot montante des bacheliers et des candidats, soutenu par le prestige des classes préparatoires auprès des familles et par la volonté manifeste des collectivités locales de bénéficier de ces pépinières réputées. De l'autre côté, les « prépas » baignent sur des écoles d'ingénieurs, et à un moindre degré de managers, très réticentes à l'idée d'augmenter considérablement leurs formations. Il y va en effet de l'avenir d'un système dont la crédibilité auprès des entreprises et futurs recruteurs repose précisément sur une sélectivité draconienne. Deux exemples illustrent bien cette crainte des écoles d'être désabitées, si elles ouvrent trop largement leurs portes. Celui d'HEC tout d'abord, qui après avoir un instant envisagé de doubler ses promotions d'ici à 1992, a finalement opté pour une croissance beaucoup moins audacieuse de ses effectifs (+ 10 % en 1989-1990). Celui du rapport Decomps sur la formation des ingénieurs d'autre part.

Malgré le manque d'ingénieurs dans l'industrie française, mis en lumière par de nombreuses études depuis deux ans, la commission présidée par Bernard Decomps a présenté des recommandations prudentes, entravées par le ministère de l'Éducation (Le Monde du 26 octobre).

Si le rapport Decomps souligne « le problème de l'insuffisance de la population des classes préparatoires scientifiques », malgré la reprise de ces dernières années, ce n'est pas du système « prépas » grandes écoles classiques que Bernard Decomps attend l'indispensable augmentation des flux de jeunes ingénieurs : il propose en effet « le maintien de la croissance actuelle des ingénieurs classiques (environ 3 % par an) » et préfère confier à de nouvelles filières la formation massive de nouveaux ingénieurs.

C'est donc une brèche très large qui est ainsi ouverte dans le quasi-monopole dont bénéficiaient, jusqu'à présent, les grandes écoles d'ingénieurs. Certes, les universités avaient peu à peu créé, depuis une quinzaine d'années, des filières d'ingénieurs qui regroupent aujourd'hui 5 000 étudiants, soit 10 % de la population totale des grandes écoles. Certes, la multiplication des recrutements parallèles, en dehors des concours ouverts aux élèves de « prépas », a permis aux écoles de diversifier leur recrutement et d'accueillir un nombre croissant d'étudiants ayant suivi des études supérieures universi-

taires (diplômes universitaires de technologie, DEUG, licences ou maîtrises de sciences). Dans certaines écoles, cette proportion atteint déjà près de 50 % des effectifs. Mais l'ouverture prochaine et massive de nouvelles formations d'ingénieurs, en particulier par la formation continue, va considérablement accentuer la concurrence avec les écoles.

La même évolution est perceptible dans les écoles de commerce. Constitué à l'initiative de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI), plusieurs groupes de travail réfléchissent, depuis juin dernier, à l'avenir des formations de managers. Leur constat est clair : la reprise économique de ces dernières années et la « tertiarisation » de l'économie française ont entraîné une véritable explosion de la demande des employeurs, dont témoigne notamment, au cours des derniers mois, le développement spectaculaire du marché des petites annonces. Malgré leur croissance rapide, les grandes écoles, à encore, ne parviennent plus à répondre aux besoins. Et la concurrence d'autres formations se fait de plus en plus vive : formations universitaires (maîtrises de sciences de la gestion, diplômes de troisième cycle professionnalisés ou magistères), mais aussi écoles privées, qui se développent à vive allure. A quoi s'ajoutera, demain, la concurrence de formations européennes.

Un vivier trop homogène

Le défi n'est pas seulement quantitatif. Du côté des ingénieurs comme des gestionnaires, tout le monde admet que le vivier des classes préparatoires n'est pas seulement insuffisant. Il est également trop homogène, trop centré sur la préparation aux concours et l'abstraction mathématique. Le développement des passerelles d'admission parallèles dans les écoles d'ingénieurs a permis une première diversification des profils d'élèves. Si elles suivent les recommandations qui seront prochainement formulées par l'APCCI, les écoles de commerce vont être conduites à adopter la même attitude pour casser un peu, de l'intérieur, le moule des élèves issus des « prépas ».

Mais il ne faut aucun doute qu'il faudra aller plus loin et transformer peu à peu l'esprit même des classes préparatoires. Les idées, en la matière, ne sont pas vraiment nouvelles, et des groupes de réflexion planchent, depuis un certain temps, sur la nécessaire mutation des « prépas » : du côté de l'Union des professeurs de spéciales pour les classes scientifiques ou de la FNEGE (Fédération nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) pour les « prépas » commerciales.

La diversification des contenus et des programmes de maths sup et de maths spé, le développement des activités de recherche personnelle et plus autonome des élèves, l'allongement à deux ans des classes préparatoires commerciales ou la refonte des « prépas » « bio » et « véto » qui devrait résulter des projets du ministère de l'Agriculture (Le Monde du 10 novembre) sont autant de transformations de nature à bousculer en profondeur le paysage des « prépas ». Éternels vœux pieux ? Peut-être. A moins que l'ensemble des acteurs, à commencer par le ministère de l'Éducation nationale, ne soient désormais décidés à faire évoluer un système qui a vieilli. Cela semble être aujourd'hui le cas.

GÉRARD COURTOIS

Les « prépas HEC » loin de l'entreprise

Les élèves des classes préparatoires aux écoles de gestion connaissent peu l'univers professionnel auquel ils se destinent. C'est ce que montre un sondage pour l'Institut supérieur du commerce.

LES élèves des classes préparatoires aux écoles de commerce attendent de ces études une formation générale, leur permettant de trouver rapidement un emploi intéressant et bien rémunéré mais dont la nature exacte est assez vague à leurs yeux. Ils connaissent peu l'entreprise et les fonctions qu'on y exerce. Leur choix répond plus à des préoccupations d'efficacité, de prestige et de réussite personnelle qu'à une vocation à caractère professionnel. Tel est le sentiment qui se dégage des résultats d'un sondage effectué parmi eux par RES, pour l'Institut supérieur du commerce (ISC).

L'origine sociale de ces élèves est fortement déterminée, puisque 70 % d'entre eux viennent des milieux aisés (cadres dirigeants, cadres supérieurs, professions libérales), soit une proportion bien plus élevée que dans les autres classes préparatoires, scientifiques ou littéraires. On trouve 6 % seulement de fils d'ouvriers. Pour M. Claude Riahi,

directeur de l'ISC, cette situation est particulièrement préoccupante, non seulement pour des raisons de justice sociale, mais aussi parce qu'il n'est pas sûr que ce type de recrutement corresponde vraiment aux besoins des entreprises. « On peut se demander, estime-t-il, si la volonté de réussir, de gagner, de se dépasser n'est pas plus grande chez les jeunes d'origine modeste. Au moment où, avec l'ouverture des frontières, la France a impérieusement besoin de vendeurs pour décrocher des marchés, il est dommage de se priver de ceux qui, parce qu'ils veulent « en sortir », possèdent une énergie qu'ils utiliseront à la fois pour leur propre réussite et celle de leur entreprise. La dynamique de cette population complèterait l'ouverture vers le monde des entreprises des jeunes issus de milieux plus favorisés ».

La décision de faire une « prépa » HEC correspond inévitablement à une vocation précoce. La moitié des élèves ne l'ont prise qu'en terminale, 68 % seulement, (chiffre

relativement faible) affirment que c'est un choix personnel. Les autres ont suivi les conseils de leurs parents, de leurs professeurs ou éventuellement d'amis.

Il est vrai que leur connaissance de l'entreprise est fort limitée, puisque 75 % d'entre eux sont incapables d'imaginer le travail qu'ils y feront. 20 % n'ont aucune idée de la fonction qu'ils souhaiteraient y exercer. Ceux qui peuvent répondre à cette question citent, en priorité, le marketing et la finance, le commerce venant ensuite. Les autres fonctions (communication, personnel, publicité, création d'entreprise) sont très peu évoquées.

Pour M. Claude Riahi, il serait important de développer, dans l'enseignement secondaire, la connaissance de l'entreprise, à la fois pour éviter de mauvaises orientations et pour attirer dans ces carrières des jeunes qui n'y sont pas poussés par leur milieu familial.

FREDÉRIC GAUSSEN
Lire la suite page 18

Imaginez-vous d'ores et déjà comment sera votre travail dans l'entreprise ?

Oui	24,6 %
Non	74,6 %
Ne savent pas	0,8 %

À votre avis, quel sera pour vous l'apport principal d'une école de commerce ?

Une formation permettant de bien s'intégrer dans l'entreprise	34,1 %
La garantie d'intégrer l'entreprise à un bon niveau	32,6 %
Un apprentissage de l'entreprise	22,7 %
Une formation technique	9,1 %
Ne sait pas	1,5 %

DU 4 AU 20 DÉCEMBRE 1989

CAMPUS
A L'OREILLE

les universités franciliennes en musique

Concerts, conférences, débats, rencontres, animations musicales... la musique s'installe sur le campus de huit grandes écoles et universités de la Région Ile-de-France.

Marc Coppey, Augustin Dumay, Maria-João Pires, Michel Portal, Martial Solal... au total une vingtaine de musiciens réunis pour cette première édition de Campus à l'Oreille.

RENSEIGNEMENTS : 42 65 07 22

Polytechnique
ESCP
Univ. Paris II
Dauphine - Paris IX

Villeneuve - Paris VIII
Clermont - Paris III
Saints - Paris
Nantes - Paris I

CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE

Le Monde
CAMPUS

CROUS

سكول في الادب

صحة من الاجل

CAMPUS

Les grandes écoles et l'évolution des professions

Les « prépas HEC » loin de l'entreprise

Suite de la page 17

Si le monde professionnel paraît lointain aux élèves de prépa, connaissent-ils mieux les écoles de commerce où ils seront dans un an ou deux ? Là encore, tout n'est pas clair à leurs yeux, puisque 27 % d'entre eux ne savent pas quelle matière y sont enseignées — ce qui semble beaucoup pour des gens qui se préparent avec tant d'acharnement à y entrer... 60 % estiment que l'information dont ils disposent sur ces écoles est insuffisante. Face à cette carence, 43 % seulement se disent prêts à aller chercher pour eux-mêmes la documentation qui leur manque, la majorité attendant qu'elle leur parvienne.

« Une parisienne ou rien »

Mais on peut se demander si l'information la plus importante à leurs yeux leur fait vraiment défaut. La majorité, en effet, affirme choisir une école en fonction de sa renommée plutôt qu'en considération de leur futur métier ou de l'ouverture sur l'entreprise. Or leur connaissance de la renommée des différentes écoles paraît excellente, à voir le classement qu'ils établissent des écoles « répondant idéalement à leurs objectifs ». On retrouve le palmarès répertorié de façon quasi

immuable dans les médias, avec HEC, ESSEC, ESC Lyon, ESCP, en première ligne. Puis un peloton de tête comprenant les écoles réunies dans ECRICOM (EDHEC, ICN, ESCAE Reims et Rouen), des établissements un peu originaux comme l'EAP ou l'ISC et les ESCAE de province qui ont le vent en poupe, comme Toulouse, Tours, Marseille ou Bordeaux.

Les questions plus précises sur les caractéristiques des écoles montrent qu'ils ont parfaitement intégré l'image que cherche à se donner chacun de ces établissements, HEC venant en tête pour la sélectivité, le dynamisme de sa direction, ses activités parascolaires ; l'ESSEC pour la qualité de la formation, la stimulation de l'esprit d'entreprise, l'activité des juniors-entreprises ; l'ESC Lyon pour la rapidité de son expansion ; l'EDHEC et l'ESCA Toulouse pour l'efficacité de leurs campagnes de publicité, HEC est en première ou deuxième position sur tous les critères... sauf un — celui de la plus forte expansion au cours des trois dernières années — ce qui traduit la difficulté d'occuper la position de leader.

Cette bonne connaissance de la cote des établissements entraîne un réalisme évident dans le choix des écoles visées. 30 % seulement ont

une idée arrêtée de l'établissement où ils veulent entrer (dont 8 % qui ont décidé que ce serait « une parisienne ou rien »). Les autres iront là où ils seront reçus, après avoir réparti leurs chances en présentant des écoles de niveaux différents.

Autre sujet sur lequel les élèves de prépa semblent fort bien renseignés : les salaires d'embauche auxquels ils pourront prétendre. La majorité d'entre eux pense que celui-ci se situera autour de 12 000 F par mois — ce qui correspond, à peu près, à la réalité — les 15 % qui se voient gagner plus de 14 000 F correspondant à la proportion de ceux qui intégreront les écoles les plus prestigieuses. Quant aux 14 % qui s'évaluent à moins de 10 000 F, ou ils sont mal informés, ou ils manquent vraiment d'ambition.

Mieux gérer son temps

Ces perspectives séduisantes concernant l'avenir professionnel expliquent que les élèves de prépa soient déterminés à tenter leur chance jusqu'au bout. 88 % des élèves de première année disent qu'ils en feront une deuxième s'ils échouent aux concours et... 27 % de ceux de deuxième année sont prêts, dans ce cas, à en faire une troisième, tandis que 23 % intégreraient une école ne nécessitant pas de préparation. 31 % iraient à l'université et 13 % changeraient complètement d'orientation.

La majorité (63 %) considère qu'il n'est pas nécessaire de faire la prépa en deux ans. Mais la possibilité de faire une deuxième année leur apparaît comme une sécurité et comme une possibilité de mieux « gérer son temps ». Curieusement, si la deuxième année leur semble une éventualité qu'il vaut mieux éviter si on le peut, la satisfaction des élèves est beaucoup plus forte en deuxième année qu'en première. Que ce soit pour les conditions de travail, la qualité de l'enseignement ou les relations avec les professeurs, les taux de satisfaction font un bond de plus de 20 points d'une année à l'autre. Ainsi la satisfaction de l'enseignement passe de 56 % à 98 % de première en deuxième année.

Ce score observé en première année est particulièrement faible — très inférieur par exemple à ceux qu'on peut trouver en premier cycle universitaire, quelle que soit la discipline. On peut s'étonner que des élèves admis dans des prépa-

Quelle est l'école qui répondrait idéalement à vos objectifs ?

1	HEC
2	ESSEC
3	ESC Lyon
4	ESCP
5	EDHEC
6	EAP
7	ESCAE Toulouse
8	ISC
9	ESCAE Tours
10	ICN
11	ESCAE Marseille
12	ESCAE Reims
	Astres

Connaissez-vous les matières qui sont enseignées dans les écoles de commerce ?

Oui	72,2 %
Non	27 %
Ne savent pas	0,8 %

tions aussi recherchées et aux débouchés aussi prometteurs soient si peu satisfaits de l'enseignement qui leur est dispensé. Ces résultats — qui demanderaient à être approfondis — posent crûment la question de la qualité de l'équipement pédagogique et du corps professoral offerts aux élèves de première année. C'est bien l'enseignement dispersé qui semble contesté et non les programmes, puisque la très grande majorité des étudiants de première année trouvent ceux-ci intéressants. On peut se demander si cette situation n'est pas la conséquence de la politique suivie par de nombreux lycées, qui concentrent les meilleurs enseignants en deuxième année, considérant que c'est là que se font les choses sérieuses. Ce déséquilibre diminue les chances réelles qu'ont les élèves de réussir en un an. Mais il conduit aussi à s'interroger sur les capacités de nombreux établissements à assurer un enseignement de qualité sur deux ans.

Les « bizuts » ont toutefois un motif de consolation : l'ambiance est nettement plus agréable en première année qu'en deuxième. La perspective des concours contribue manifestement à gâcher l'atmosphère.

FREDERIC GAUSSIN

Êtes-vous satisfaits... des conditions de travail en prépa HEC :

	1 ^{re} ANNÉE (%)	2 ^e ANNÉE (%)	TOTAL (%)
Très satisfaits	2,6	18,3	4,9
Satisfaits	54,3	67,7	58,3
Peu satisfaits	35,1	21	30,9
Pas du tout satisfaits	8	0,5	5,7
Ne savent pas	—	0,5	0,2

... de l'enseignement :

	1 ^{re} ANNÉE (%)	2 ^e ANNÉE (%)	TOTAL (%)
Très satisfaits	12,4	28,8	17,3
Satisfaits	43,8	68,8	51,3
Peu satisfaits	43,8	2,4	31,4
Pas du tout satisfaits	—	—	—

... de l'ambiance :

	1 ^{re} ANNÉE (%)	2 ^e ANNÉE (%)	TOTAL (%)
Très satisfaits	26,3	18,6	24
Satisfaits	59,9	30,4	51
Peu satisfaits	1,3	45,3	14,5
Pas du tout satisfaits	12,6	—	8,8
Ne savent pas	—	5,7	1,7

... des relations avec vos professeurs :

	1 ^{re} ANNÉE (%)	2 ^e ANNÉE (%)	TOTAL (%)
Très satisfaits	9,1	20	12,4
Satisfaits	52,6	65,9	56,6
Peu satisfaits	31	6,9	23,8
Pas du tout satisfaits	7,3	7,3	7,3
Ne savent pas	—	—	—

Le Monde
CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale,
culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

Former des cadres imaginatifs

Comment former des cadres ayant le sens de l'innovation et de la créativité ? Le comité pour le développement des grandes écoles propose des réponses.

DANS le contexte extrêmement évolutif qu'elles connaissent, les entreprises ont besoin de cadres imaginatifs. La formation donnée dans les grandes écoles répond-elle à cette nécessité ? Le comité national pour le développement des grandes écoles s'est posé la question et a chargé un de ses groupes de travail d'étudier les moyens de « favoriser le sens de l'innovation et la créativité chez les élèves des grandes écoles ».

L'enquête qu'a réalisée ce groupe dans quinze écoles (douze d'ingénieurs, trois de gestion) l'a plutôt rassuré. Toutes ont pris, depuis quelques années, des initiatives pour tenter de stimuler l'initiative et l'ouverture d'esprit des élèves : création d'enseignements sur la conception de produits nouveaux ou sur la communication, multiplication des cours optionnels, accent mis sur la culture générale (économie, sciences humaines, langues et civilisation étrangères...), développement du travail en groupe, des stages, des travaux pratiques, des échanges avec l'étranger, des activités associatives et sportives.

Cette évolution positive, si elle est saluée par le groupe de travail, conduit parfois les responsables d'écoles et les élèves à une autosatisfaction qui lui paraît un peu excessive. Les auteurs de l'étude soupçonnent les élèves d'être plus sensibles au prestige des diplômes et aux vertus de la sélection, qu'à la valeur de l'enseignement. « Dans l'ensemble la modestie n'est pas le trait dominant qui ressort des entretiens, écrivent-ils. Le groupe a cru percevoir par endroits une ambition trop grande d'accéder rapidement à des postes de président et, en revanche, l'absence de toute considération sur la nécessité pour y parvenir, de faire preuve de créativité et de faculté d'innovation ».

C'est pourquoi, mettant de côté ce qui allait bien, le groupe a cherché surtout à voir ce qui pouvait être amélioré sans remettre naturellement en cause le principe même des grandes écoles.

Des concours plus ouverts

Les grandes écoles dépendent évidemment largement de leur mode de recrutement, c'est-à-dire des classes préparatoires et des concours. Or si ceux-ci permettent de sélectionner de brillants esprits, ils encouragent plus la ténacité et le conformisme que l'originalité. Les élèves qui parviennent dans les écoles sont « certes très travailleurs, mais ont trop eu l'habitude de travailler en solitaires, de consommer des connaissances et d'apprendre à trouver la solution unique à un problème bien formulé ».

C'est pourquoi le groupe souhaiterait que la forme des concours soit modifiée « en proposant des épreuves qui soient moins fondées sur des figures imposées, en utilisant par exemple des énoncés ouverts et des problèmes qui ne soient pas caractérisés par l'unicité des solutions ».

Il suggère une présélection sur dossier qui permettrait « d'éviter les candidatures mal adaptées et sans réelle chance de succès ». Et qu'une plus grande place soit faite à l'oral et aux entretiens de motivation.

Une fois le concours passé, le groupe considère que l'école doit marquer une rupture plus nette avec la pédagogie des classes préparatoires. « Il faut avertir les élèves qu'ils auront dorénavant à construire eux-mêmes une partie de leur formation et qu'ils seront jugés en conséquence. A cet égard il convient de les initier au recueil et au maniement de l'information scientifique et technique, leur apprendre à utiliser les nouveaux médias et à ne pas hésiter à recourir à la consultation bibliographique informatique ».

La part des projets personnels et de la recherche doit être développée. Les enseignements doivent s'ouvrir davantage encore à l'économie et à la gestion, aux sciences sociales et cognitives, aux techniques de communication et d'animation, à la gestion des ressources humaines. La pédagogie doit développer le travail en équipe et le tutorat.

Enfin le groupe souhaite que chaque école définisse clairement son projet pédagogique et « se pose la question de savoir quel type d'ingénieur ou de gestionnaire elle veut former pour quel type d'entreprise, compte tenu du marché national, de l'internationalisation croissante et des remises en cause que provoqueront probablement les échanges européens ». Cette réflexion collective doit permettre notamment d'éclairer les arbitrages entre les disciplines à enseigner, le choix des méthodes pédagogiques, les coopérations entre établissements de spécialités et de pays différents.

Changer le comportement des entreprises

Les grandes écoles n'évolueront que si elles y sont encouragées par les demandes et les comportements des entreprises. Le groupe souhaite que celles-ci valorisent davantage les capacités créatrices des jeunes embauchés, en leur confiant d'emblée des postes où ils pourront les mettre en œuvre, en créant des systèmes d'incitation dans le déroulement des carrières (primes, prix...), en développant la fonction de recherche, en allégeant les structures hiérarchiques, en favorisant la mobilité.

Le développement de l'esprit d'innovation passe par une évolution des structures et des valeurs des entreprises : mise en place de petites unités légères, autonomes et responsables ; meilleure écoute des besoins de la clientèle ; souci de la création quotidienne dans la production et la distribution ; recherche d'une plus grande cohésion au sein de l'entreprise ; importance accordée à la formation et à l'internationalisation.

« Comment attirer et garder les jeunes gens à haut potentiel créatif ailleurs que dans les cabinets de consultants ou la finance, qui en accaparent une bonne partie pour des raisons de prestige, de rémunération, d'importance accordée dans les médias ou plus simplement par non-choix (si ce n'est celui de la carte de visite) de la part des candidats ? »

« Les entreprises d'hier sont des entreprises bureaucratiques, à côté de fonctionnement élevé, peu adaptées à la compétition des marchés. Leur défi aujourd'hui n'est pas seulement de travailler mieux, mais de travailler différemment. »

F.G.

LE LYCÉE SUPÉRIEUR SAINTE-GENEVIÈVE
classes post-baccalauréat
A 30 minutes de Paris - Possibilité internat
vous propose une formation de haut niveau
● CLASSE D'INITIATION AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES
Réorientation - Préparation Sciences-Po et Université
● HYPOKHAGNE - KHAGNE
Renseignements : (1) 64-33-01-71 et 60-25-10-12
64, RUE SAINT-FARON, 77100 MEAUX

L'Ecole hors limites
ICN
ICN forme chaque année des managers de haut niveau par la « Formation par l'action ». A la base : une solide formation généraliste dans tous les domaines de la gestion, plus une expérience acquise sur le terrain (tiers temps) et cinq filières de spécialisation : Direction des ventes-marketing, Commerce international, Finance, Expertise comptable-audit, Systèmes d'information et organisation. Au-delà, l'Ecole inclut ses élèves à cultiver leur goût de la découverte, de l'effort et de l'action par une véritable ouverture pluridisciplinaire et internationale.
ICN a été classé 3^{ème} Ecole de Commerce française pour la formation à l'International (Moniteur du Commerce International 1989). Elle propose entre autres une immersion totale de 6 à 12 mois à l'étranger (en 3^{ème} année). ICN est en France la Grande Ecole de Commerce de statut universitaire. Elle est ouverte aux Prépas, DEUG, DUT, BTS, (licences, maîtrises, ingénieurs : en 2^{ème} année). Le concours d'entrée est national (en collaboration avec d'autres Ecoles au sein d'ECRICOM). Il ouvre la porte des grandes réussites. Vite demandez la brochure ICN par le bon ci-dessous.
DECOUVREZ L'ICN
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____
ICN, 4, rue de la Ravinelle
Case officielle n° 26
54035 NANCY CEDEX
Téléphone : 83.35.22.52
INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY
UNIVERSITÉ DE NANCY II

TROIS ANS — TROIS PAYS
Paris-Oxford-Berlin ou Oxford-Madrid-Paris
(1)
EAP
Ecole Européenne des Affaires
(1)
108, bd Maiesherbes, 75017 - Tél. : (1) 47-54-65-00
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Concerts à l'Université

L'opération Campus à l'oreille va permettre d'organiser une série de manifestations musicales dans huit facultés et grandes écoles de la région parisienne.

Découvrir étudiants musiciens

Siences-Po envisage déjà un mini-festival de jazz, Nanterre une gigantesque fête de la musique, et Censier veut enquêter au préalable

Maria-Joao Pires et l'universel

Alors qu'elle donne désormais près de cent cinquante concerts chaque année, dans les salles les plus prestigieuses d'Europe, du Japon et des Etats-Unis, Maria-João Pires a accepté de retrouver un public de non-initiés dans le cadre de Campus à l'oreille. « J'aime la musique dans ce qu'elle a de vivant, de pur, d'intact, de divin. Cette part essentielle touche à l'universel et peut donc être perçue au-delà de toute connaissance, de toute théorie. Au-delà même de la pensée humaine. »

Boutmy, à l'Institut d'études politiques, sera descellée de son socle pour l'occasion.

L'œuvre partenaire de Campus à l'Orléans, ce sont évidemment les étudiants. Dans chaque établissement concerné, cinq à dix d'entre eux, souvent passionnés de musique, ont accepté de créer une association loi 1901 qui prend en charge la communication et l'organisation locale, la billetterie, l'assurance technique et la programmation des animations. Cette « initiation à la gestion d'une entreprise culturelle » est, dans certains cas, prise en compte dans une unité de valeur. C'est le cas à Villeneuve, où s'est ouverte à la

sur les goûts musicaux des étudiants. La musique classique tiendra-t-elle le choc de base ?

Les étudiants qui participent aux associations n'ignorent rien des difficultés qui les attendent. « Les sacs sont inhumains, elles ont été conçues pour que les étudiants fuient », souligne Valérie Meyer, en licence d'animation culturelle et sociale à Censier. C'est une gageure d'y faire entrer des choses quand les étudiants n'ont qu'une envie : en sortir. « L'organisation des journées nous a permis de découvrir qu'il y avait parmi nous des étudiants musiciens, ce que nous ignorions », ajoute Frédéric

Les joies de Marc Coppey

« Tant de musiciens ont joué avec moi ! » Marc Coppey ferait ressusciter l'âme de tous les grands maîtres du violoncelle pour mieux vous rassurer et vous convaincre : non, il n'est pas un « petit prodige » de la musique, et ce n'est pas là sa quête. Le cliché du virtuose précoce, tout entier dédié à son art, semblait pourtant à portée de la main.



tique régulière et quotidienne d'un instrument de musique. « Il m'a ouvert sur d'autres mondes, comme la littérature, qui enrichissent la musique, explique-t-il. Car les mondes communiquent ! »

« Un moment très précieux »

[illegible]

Marc Coppey vit aujourd'hui sur l'immense campus de Bloomington, aux Etats-Unis, qui dépend de l'université d'Indiana. Il suit les cours du grand violoncelliste Janos Starker dans une école de musique « ouverte » au monde extérieur. Lorsqu'il jouera à Dauphine le 12 décembre, et à Orsay le jour suivant, on verra bien que « l'image de la musique classique est poussièreuse, les musiciens eux, ne le sont pas ! ».

Une question d'équilibre

A la sortie du Conservatoire, il se présente dans deux concours internationaux : premier à Florence, primé au concours Parisot-Starker organisé au Brésil, et encore premier prt. au concours international Jean-Sébastien Bach de Leipzig. Meni Coppy a également été membre pendant deux ans de l'Orchestre des jeunes de Communauté européenne et participé aux dernières Semaines musicales d'Evian : il vient aussi à peine.

Les choristes du COGE

Né de l'union en 1983 des chorales de Polytechnique et d'HEC, la grande école (COGE) regroupe aujourd'hui quelque trois cents choristes et soixante instrumentistes, tous évidemment issus du séral des grandes écoles. Le chœur se compose de dix chorales qui répètent séparément, et se retrouvent deux fois par mois pour travailler sous la direction d'Olivier Lefèvre, élève de l'Ecole normale de musique de Paris et de l'ESSEC. Une chorale classique de quarante chanteurs a été créée cette année, qui représentera notamment le COGE dans le cadre de Campus à l'oreille.

L'orchestre se réunit une fois par semaine sous la direction du jeune chef Benoît Girault, premier prix d'analyse du Conservatoire national supérieur de Paris et créateur de l'ensemble des jeunes solistes français. Le COGE a interprété depuis sa création les plus grandes œuvres du répertoire de musique sacrée, de la *Messe* de saint Nicolas de Haydn ou *Requiem* allemand de Brahms. Il donne huit concerts par an dont deux à la salle Pleyel et deux dans des villes de province.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1990 : 14, 15, 16 mars 1990.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 janvier 1990.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00
ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

Sortir du carré.

Dépassez les schémas acquis
et vivez à plein l'international.



L'École de Management Européen forme les cadres créatifs qu'attendent aujourd'hui les entreprises : des responsables qui face aux mutations sont capables de gérer les réponses, de faire face aux situations imprévisibles et de "sortir du cadre" des habitudes. D'où l'importance donnée à la personnalité et à la curiosité, dès le concours d'entrée où la sélection prend en compte le potentiel créatif des candidats. Et tout au long des études, l'ouverture sur l'international est totale : séminaires européens, une année complète dans une université étrangère, 3 langues vivantes, présence permanente à l'École d'intervenants et d'étudiants étrangers. Trois filières de spécialisation sont proposées aux élèves : vente-marketing, logistique-production, comptabilité-finance. Avec l'opportunité de bénéficier d'un fort bagage culturel européen, dans une ville chère mais où l'art de vivre est un talent !

**ECOLE DE MANAGEMENT EUROPEEN
STRASBOURG**
47, AVENUE DE LA FORET NOIRE, 67000 STRASBOURG TEL. 88 41 77 40

LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES

ÉCOLE D'ADMINISTRATION		Admissions		4 ^e Année	
Options		1 ^{re} année		1 ^{re} année	
Finance		Debutant / non débutant		USA, MBA / non MBA	
Contrôle de gestion		2 ^e année		USA / Global / International	
Marketing		DEUX ^e / sélection		Allemagne	
Comptabilité / Pub / P.R.		3 ^e année		Long Term	
Commerce international		Étudiants du monde / sélection		2 ^e année	
Inform. Syst.		Suivant		BA2 Enseignement obligatoire plus	

Demandez notre documentation

76 112 So. 1st
 70240 Painesville, OH
 440 32297155

مكتبة من الأهل

صلى الله عليه وسلم

CONCOURS
9 et 10 mai 90
Tél. : 76 51 14 53

Le choix des managers

ESCO

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE ET D'ORGANISATION

European School of Business and Management

Grenoble 15, rue de Tour-de-Tour
38400 ST-MARTIN-D'HERES

Paris 11, av. Ferdinand-Buisson
75016 PARIS
Etablissements privés

Bordeaux 73, rue de Naxos
33000 BORDEAUX

Les états généraux de la culture scientifique, technique et industrielle

LES FRANÇAIS ET LA SCIENCE

LE REVEIL DE 89

Le mouvement des Etats Généraux de la culture scientifique, technique et industrielle, lancé il y a un an dans les 26 régions françaises a déclenché une multitude d'initiatives locales destinées à sensibiliser le public aux changements amorcés par les progrès scientifiques et techniques.

La connaissance scientifique fait partie de la culture. Mesurer les enjeux de société et l'impact du progrès scientifique sur la démocratie, élargir le cercle des acteurs qui œuvrent déjà dans ce domaine, tels sont quelques-uns des objectifs du Colloque National de la Culture Scientifique et Technique.

CERTAINS PENSENT ENCORE QUE LA SCIENCE, CE N'EST PAS DE LA CULTURE, LA FAUTE A QUI?

LES SCIENTIFIQUES SAVENT-ILS NOUS PARLER? SAVONS-NOUS LES ENTENDRE?

L'ECOLE AIME-T-ELLE LA SCIENCE?

LA PLACE DE LA SCIENCE DANS LES MEDIAS: SIÈGE OU STRAPONTIN? POURTANT, BIEN EXPLIQUÉ C'EST CAPTIVANT.

ALORS POURQUOI PAS A LA TÉLÉ?

ET SI LA CULTURE SCIENTIFIQUE ÉTAIT EUROPÉENNE?



Pour répondre à ces questions: des carrefours, des ateliers, un plateau forum télévisé de clôture

les ministres: Jack Lang, Hubert Curien, Jacques Chérèque, Robert Chapuis, et: Hélène Ahrweiler, Yves Coppens, Michel Crozier, Pierre Desgraupes, Paolo Fasella, Philippe Guilhaume, Odile Jacob, Patrick Le Lay, Bernard Maitenaz, René Monory, Joël de Rosnay...

Colloque National de la Culture Scientifique et Technique.

les 4, 5 et 6 décembre 1989 Cité des Sciences et de l'Industrie

Organisé par les ministères chargés de la Recherche, de la Culture, de l'Industrie, de l'Education Nationale et de la Jeunesse, et la cité des Sciences et de l'Industrie.

CAMPUS

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDT, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au: (1) 47-35-43-43.

GESTION

Lieu: Rouen (76). Date: immédiat. Durée: 24 mois. Profil: bac + 3 gestion + marketing. Ind.: solde militaire + avantages. Mission: poste d'objecteur (2 ans). Assistant technico-économique. Etude de marché, communication. 11 562.

Lieu: Les Ulis. Date: immédiat. Durée: 1 mois. Ind.: à définir. Profil: bac + 2. Mission: s'occuper des mouvements de stocks, connaissances de tableurs et informatique. 11 561.

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 6 mois. Ind.: à définir. Profil: bac + 1. Mission: mise à jour d'un service et développement d'un

service télématique pour PME. 11 558.

Lieu: Levallois. Date: décembre. Durée: 4 mois et +. Profil: bac + 3. Ind.: 3 000 F. Mission: affecté au service des formations, de l'emploi et des définitions de poste et participation au recrutement. 13 555.

Lieu: Puteaux. Date: immédiat. Durée: 1 mois. Profil: bac + 2. Mission: gestion du personnel. Connaissance comptable. Très bonne présentation. 13 554.

Lieu: Paris. Date: décembre. Durée: à définir. Profil: bac + 4 école de commerce. Ind.: à définir. Mission: prospection commerciale, mailings phoning, dynamisme et bonne présentation. 15 599.

MARKETING

Lieu: Nanterre. Date: décembre. Durée: 1 mois. Profil: bac + 2. Mission: étude des intervenants extérieurs de la communication. 14 617.

Lieu: Levallois. Date: décembre. Durée: 3 mois. Ind.: 3 000 F ou +. Profil: bac + 3 mark. Mission: recherche au niveau des fichiers existants afin de dégager des tendances sur le secteur des différents supports. 14 616.

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 3 à 6 mois. Ind.: 1 500 F. Profil: bac + 2. Mission: relations clientèle, marketing direct, suivi d'opérations. Bonne élocution. 14 615.

Lieu: Chaville. Date: immédiat. Durée: 15 jours. Profil: BTS. IUT informatique ou commercial. Mission: marketing sur une gamme de produits informatiques. Questionnaires à suivre. 14 614.

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: ind. Ind.: 8 000 F par mois avec embauche possible. Profil: bac + 2. Mission: assurer le fonctionnement d'un lien de communication et sa bonne organisation. Esprit pratique et dynamique. 14 613.

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: jusqu'au 30.06.90. Profil: bac + 4, maîtrise d'économie. Mission: conférencier à la Bourse de Paris. Excellente tenue et très bonne élocution. 14 612.

Lieu: Puteaux. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: 180 à 200 F

par jour. Mission: télémarketing, relance, participation. Tour de France. Profil: Bac + 2. 14 611.

Lieu: Les Ulis. Date: immédiat. Durée: 3 mois mini. Profil: bac + 3. Mission: commercial marketing sur micros - Word Multiplan et Excel. 14 595.

Lieu: Paris. Date: décembre. Durée: 3 mois mini. Profil: bac + 3. Ind.: 3 000 F. Mission: stage marketing et vente, étude de marché, plan marketing, vente produits d'imprimerie. Formation commerce international souhaitée. 15 604.

Lieu: Aguessac (12). Date: immédiat. Durée: 2 à 3 mois. Ind.: 3 000 F/mois. Profil: bac + 3. Mission: suivi d'un ou plusieurs projets de sponsoring dans une agence de sponsoring. Promotion du produit. Relations presse. 15 604.

Lieu: Paris. Date: 27.11. Durée: 1 mois. Profil: bac. Ind.: 5 700 F + %. Mission: vente de livres de fin d'année dans un grand magasin parisien. 16 598.

INFORMATIQUE

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 6 mois. Ind.: intéressante. Profil: bac + 2. Programmation sur Digital VAX VMS, en Basic et Fortran. 17 643.

Lieu: Paris. Date: décembre. Durée: 2 mois. Profil: bac + 2. Ind.: à définir. Mission: programmation en C, Turbo Pascal. 17 647.

Lieu: Lyon. Date: décembre. Durée: 3 jours. Ind.: 600 F net par jour. Profil: bac + 3. Mission: présenter et utiliser les logiciels Microsoft, Word, Excel. 17 646.

Lieu: Courbevoie. Date: janvier. Durée: 3 mois. Ind.: 4 000 F net. Profil: bac + 4. Mission: suivi et conception de programmes informatiques sur les profils hydrauliques. 17 645.

Lieu: Massy (91). Date: immédiat. Durée: 4 mois. Ind.: 5 000 F/mois. Mission: création d'une base de données SQL et Oracle, gestion à partir de micros. 17 644.

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 1 mois/2 mois. Ind.: 3 500/4 800 F par mois. Profil: bac + 2. Mission: connaissances en D-Base III pour modifier et enrichir une application lourde. 17 594.

COMMUNICATION

Lieu: Levallois. Date: décembre. Durée: 3 mois. Ind.: 3 000 F/mois. Profil: bac + 2. Mission: assister à la préparation d'un Salon. Suivi des exposants et des conférences. Bonne aisance au téléphone. 18 615.

Lieu: Nanterre. Date: immédiat. Durée: 1 mois. Profil: bac + 2. Ind.: frais. Mission: liaison dossiers clients fournisseurs. 18 614.

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: à déterminer. Profil: bac + 2. Mission: relations presse. Conception et réalisation d'une plaquette sur le partenariat entreprises-communes-artistes. 18 618.

Lieu: Madrid (Espagne). Date: janvier 90. Durée: 2 à 3 mois. Ind.: à négocier. Profil: bac + 2 + espagnol. Mission: création design et publicité sur les lieux de vente. 18 611.

Lieu: Paris. Date: immédiat. Durée: 3 mois avec embauche éventuelle. Profil: bac + 4. Ind.: à négocier. Mission: chef de pub. 18 610.

Lieu: Labège (Toulouse). Date: immédiat. Durée: 6 mois. Ind.: à définir. Mission: graphiste PAO. 18 613.

Lieu: Montreuil. Date: janvier 90. Durée: 3 à 6 mois avec embauche possible. Mission: chargé de production d'un film institutionnel et publicitaire. Une petite expérience dans l'audiovisuel souhaitée. 18 617.

DIVERS

Lieu: Issy-les-Moulineaux. Date: immédiat. Durée: 2 mois. Ind.: à définir. Profil: infographie. Mission: composition de pages vidéo-texte et création graphique sur palette. Formation assurée. 25 547.

et de nombreux autres stages sur minitel

3615 JOBSTAGE

ou au

47-35-43-43

CDTE: 110, av. A.-Briand 92120 Montrouge.

Préparez les musées de demain

Vous avez d'excellentes connaissances en histoire de l'art, en archéologie, en ethnologie ou en histoire des sciences et techniques. Vous aimez les œuvres d'art et le patrimoine. Vous avez un grand sens de l'accueil. Vous aimez la connaissance à la sensibilité. La recherche est pour vous une passion. Age de moins de 35 ans, vous êtes titulaire d'une licence.

Conservateur de musée A la fois chercheur et homme d'action, vous enrichirez les collections dont vous serez chargé. Vous organiserez des expositions. Vous serez le médiateur entre le public et les œuvres. Gestionnaire, vous aurez la responsabilité d'une véritable entreprise culturelle et animeriez une équipe (personnel d'accueil, de sécurité, restaurateurs, conférenciers, animateurs d'ateliers pour enfants, etc.). Bâtisseur, vous serez chargé de l'accrochage d'une collection, de la muséographie, de l'architecture intérieure. Homme de communication, vous saurez accueillir les visiteurs, drainer des publics nouveaux, attirer des partenaires et des mécènes...

PREPAREZ LES CONCOURS DE L'AUTOMNE 1990

Conservateur des musées des villes, des départements, des associations vous suivrez, à l'issue d'un concours, 18 mois de formation à l'Ecole du Patrimoine (conservation des œuvres, législation, gestion, administration, pratique du marché, informatique documentaire, architecture et scénographie, communication), comportant trois stages et un voyage d'étude, puis vous pourrez rejoindre l'un des 1 000 musées de France.

Conservateur des musées nationaux, vous suivrez, à l'issue du concours, une formation similaire à l'Ecole du Patrimoine, puis rejoindrez les équipes des musées du Louvre, d'Orsay, de Versailles et des 31 autres musées nationaux ou deviendrez l'adjoint du conservateur en chef d'un grand musée de province.

Vous pouvez préparer et passer parallèlement les concours

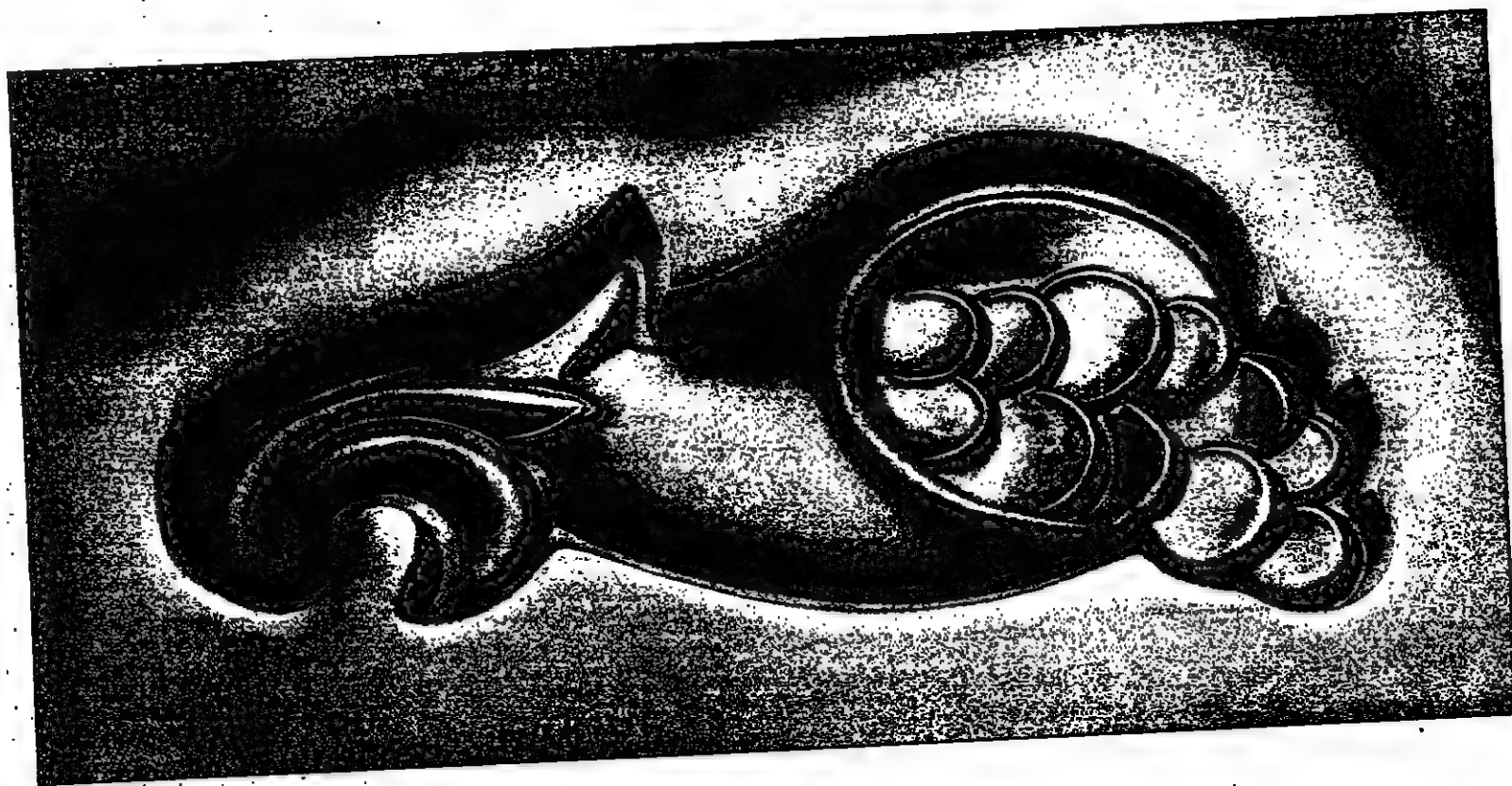
Musées nationaux, musées des villes, des départements, des associations, musées de la ville de Paris, l'Ecole du Louvre et plusieurs universités, à Paris et en province, proposent des préparations distinctes au janvier 1990. A Paris: Ecole du Louvre, 34, Quai du Louvre, 75001 Paris. Paris 12: UER d'archéologie et d'histoire de l'art; 3, rue Michalef 75006 Paris; Paris 13: UER d'histoire et d'ethnologie, 200, avenue de la République, 92000 Nanterre. En région: Lyon et Mulhouse, notamment.

L'inscription aux concours aura lieu durant l'été 1990.

Renseignements par courrier à l'Ecole du Patrimoine, 4, Avenue Marceau, 75008 Paris.

Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire.

Le poinçon de Maître de la Monnaie
garantit l'authenticité de cette page, et celle
de tous nos objets d'art.

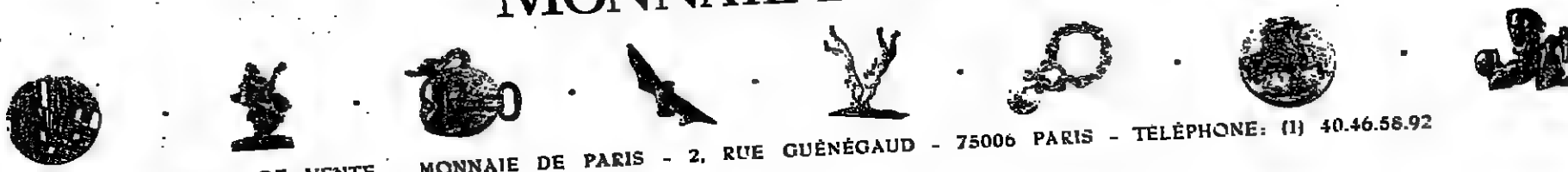


Il est des noms connus de tous, des
noms évocateurs d'un passé, d'une histoire...
des noms de bronze, d'argent et d'or... des
noms prestigieux comme "Monnaie de Paris".
"Monnaie de Paris", plusieurs siècles
d'histoire, de savoir-faire, de tradition.
Médailles d'art, bronzes d'art, bijoux,
en sont les différentes expressions.
Sur tous une seule et même signature,
le poinçon de Maître de la Monnaie, gage
d'authenticité et de qualité.
Nos fondeurs et nos graveurs sont les
artisans d'une si constante réussite; le poin-
çon vient signer leur travail unique.

Depuis 1585, la Monnaie de Paris
signe l'exception...



MONNAIE DE PARIS



GALERIE DE VENTE - MONNAIE DE PARIS - 2, RUE GUÉNÉGAUD - 75006 PARIS - TÉLÉPHONE: (1) 40.46.58.92

هكذا من الاعمال

CULTURE

MUSIQUES

Le retour triomphal de Bashkirov

Après trois concerts à Cholet, Nantes et Tours
le pianiste Dmitri Bashkirov a fait sa rentrée à Paris

Pianiste a-t-il jamais posé ses mains avec tant de délicatesse sur le clavier ? Pianiste a-t-il jamais joué avec tant d'insinuant douceur les terribles difficultés accumulées par Liszt dans ses transcriptions des Lieders de Schubert ?

Dmitri Bashkirov, qui rejoignait, le 28 novembre, à Paris, salle Gaveau, pour la première fois depuis trente ans devait certes être tenté par le trac, mais passé l'impression en un mineur op. 90, de Schubert, il s'en est libéré, trouvant jusqu'à dans les pianissimos les plus impalpables des couleurs irisées, lançant des phrases longues avec tant de légèreté que l'impossible est arrivé : faire oublier que le piano est un instrument à percussion. Ces Schubert-Liszt avaient trouvé autrefois en Vladimir Sofronitski un interprète de rêve. Bashkirov suit son glorieux aîné sur ces chemins de douleur qui tarissent l'âme. Le plus admirable dans son jeu, ce qui frappe et retient l'attention, réside peut-être dans un art des enchaînements aussi fabuleux qu'invisible. Comme Cortot autrefois, Bashkirov sait fonder les épousées les uns dans les autres sans donner l'impression que son interprétation résulte d'une savante mise au point. L'art cache l'art, et son piano retrouve le naturel des inflexions d'un grand chanteur de ténor. Il ne surjoue jamais. La musique se suffit à elle-même, semble-t-il nous dire.

Il joue la *Sonate en fa mineur* de Brahms en deuxième partie, une œuvre longue et passablement difficile à mener de bout en bout sans chute de tension. Il n'en connaît pas, hormis dans les dernières

pages où un trou de mémoire (à moins que ce ne soit une perte de contrôle du clavier) lui fait passer à l'improviste un discours tout entier soumis à un geste instrumental d'une totale liberté. Mais ces petites fautes n'ont



aucune importance, elles rappellent simplement que tout artiste est faillible et qu'un Guilels, un Richter, un Cortot, pianistes à hauts risques, ont pu parfois se planter magistralement.

Car il ne faut pas se tromper, Dmitri Bashkirov est un pianiste, un musicien ! — de leur trempe, dont on n'a pas fini de parler.

A. L. O.
► A écouter : *Sonate en fa mineur*, *Rhapsodie*, *Intermezzo* de Brahms. Une cassette ou un microfilm Harmonia Mundi.

Au piano, il faut oser dire « je »

Ce n'est un secret pour personne, l'Union soviétique regorge de pianistes plus talentueux les uns que les autres, et chaque vague d'émigration nous fait découvrir de nouveaux talents plus prometteurs les uns que les autres. Hélas ! après quelques années, ces pianistes — jeunes pour la plupart — perdent leurs belles qualités, et leur talent sombre dans l'indifférence générale. Ceux qui restent ont souvent des difficultés pour sortir de leur pays.

Dmitri Bashkirov était l'un de ces malchanceux, fêtés dans leur pays, admirés par leurs plus éminents confrères et pratiquement inconnus à l'Ouest. Glasnost oblige, il a été autorisé à sortir l'été dernier de son pays pour jouer, à l'invitation de Sviatoslav Richter, à la Grange de Meslay, le festival créé au début des années 60 par le pianiste, près de Tours.

C'est la première fois que le retour à Paris depuis mon prix au concours Marguerite-Long, il y a trente ans. Aujourd'hui, j'ai cinquante-huit ans et ma carrière recommence. Pendant sept ou huit ans, je n'ai pu voyager à l'étranger. Pour moi, il s'agit d'installer à Paris où elle vivait avec un musicien dont elle avait des enfants. Mais comment rattrapper tout ce temps perdu ? Psychologiquement, c'est très difficile de reprendre une carrière de professeur, qui n'a si longtemps tenu éloigné des estrades. Cela dit, je n'ai aucune intention d'abandonner mon travail de pédagogue. Je veux absolument me partager équitablement entre mes élèves et mes concerts. Les pianistes d'aujourd'hui considèrent que l'enseignement est une perte de temps : ils veulent se consacrer entièrement à la pratique du piano et à l'accroissement de leur réputation. Pourtant, il me semble qu'enseigner apporte beaucoup, car pour transmettre il faut avoir une connaissance approfondie des textes. J'ai reçu mes premières leçons d'une élève d'Anna Esipova, ensuite j'ai travaillé avec Alexandre Goldenweiser qui était un homme d'une grande culture, un grand musicien représentant la grande école russe du piano. Dans son enfance, il était condisciple de Rachmaninov qui lui a dédié sa Première Suite pour piano. Il était aussi grand ami de Tost-

Cette grande école de piano russe existe-t-elle encore ? — Autrefois, répond Dmitri Bashkirov, les écoles étaient très différentes, aujourd'hui, elles le sont moins. Les pianistes français étaient gracieux, élégants, les Allemands plus sentimentaux, les Russes dramatiques, les Américains étaient proches des Russes ; grâce à l'influence de Rachmaninov, Hoffmann, Lhevinne, Horowitz, ils avaient su adapter le style russe à la sensibilité américaine. Mais il faut prendre garde à ne pas généraliser. Richter et Guilels étaient tellement différents ! Ces classifications sont très simplistes et l'on ne peut que rattacher les musiciens d'un niveau moyen à ces écoles traditionnelles.

Sofronitski appartenait à quelle école ? Il était le plus grand Russe, l'Ouest ne le connaît presque pas, et pourtant son talent est universel. Ce qui me paraît contestable chez les jeunes pianistes, c'est qu'ils n'osent pas affirmer une personnalité trop voyante. Ils s'en tiennent généralement à une moyenne du style des grands pianistes. Leur Beethoven ressemble à celui de Daniel Barenboim croisé avec celui de Brendel ou de Kempff. Il y a peu de pianistes qui osent s'exprimer ; ils ont trop peur des réactions de la critique et du public. Michelangelo joue comme il l'entend. Gould faisait cela aussi. Le risque avec de telles personnalités vient de ce que le public et les musiciens perdent tout sens critique et acceptent d'eux ce qu'ils refusent à des pianistes plus jeunes, moins reconnus.

Il n'y a pas longtemps, je discutais avec un ami musicien des interprétations beethoveniennes de Glenn Gould. A mon avis, son Opus 110 de Beethoven est une grande réussite, mais son Appassionata ou son Opus 111 sont des erreurs. Cet ami prétendait qu'elles étaient géniales parce que Gould l'est. Mais comment imaginer qu'un grand artiste connaisse les mêmes réussites dans tout le répertoire ? Je n'aime pas les interprètes pour cette raison. Pour jouer des œuvres dont je ne me sens pas proche ? Un artiste ne devrait jouer que les textes qu'il aime.

Propos recueillis par ALAIN LOMPECH

CARNET DU Monde

Décès

— M. et M^{me} Roger Bessis, M. et M^{me} André Dana, ses enfants, Stéphane et Laurence Dana, ses petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès de

Lois BESSIS,

survenu à Tunis le 19 novembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 21 novembre.

— M^{me} Marie-Claude Schéhade, M. et M^{me} Pierre Michaud, M. Jean-François Michaud, Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcelle SCHÉHADE,

survenue dans sa quatre-vingt-dixième année, le 27 novembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1^{er} décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, avenue Daumesnil, 75007 Paris.

— Françoise Wintrebert, son épouse, Jean Wintrebert, Marie-Odile et Georges Wintrebert, Anne-Marie et Marc Chabert, Claire Bolomey et Philippe Verrier, France et Paul Petré, Anne et Gilles Wintrebert, ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Antoinette Pinon, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Léon WINTREBERT,

officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, survenue à Boulogne-sur-Seine, le 27 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1^{er} décembre, à 14 heures, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne-sur-Seine, sa paroisse, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Boulogne, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

82, rue Denfert-Rochereau, 92100 Boulogne-sur-Seine.

Remerciements

— Le président de l'université Sorbonne nouvelle Paris-III, Le président de l'université Lille-III, présentent leurs sincères remerciements à tous ceux qui ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès du

professeur Patrick RAFROIDI,

président honoraire de l'université Lille-III, professeur à la Sorbonne nouvelle.

Anniversaires

— Ayez ces jours une pensée en souvenir de

Isabelle GALINÉ,

née Edouard.

— Le 30 novembre 1988,

Pierre GRECO

nous quitte.

« Heureux des à présent les amis qui meurent dans le Seigneur... afin qu'ils se reposent de leurs travaux car leurs œuvres les suivent. »

Apol. de Jean, XIII, 13.

— Il y a seize ans, le 30 novembre 1973, disparaissait

Pierre LAMBERT.

Que tous ceux qui ont connu le socialiste, le résistant, le préfet ou simplement l'homme aient une pensée pour lui.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les livraisons du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Jeu 30-11-1989

de 18 h à 20 h

JEAN VAUTRIN

PRIX GONCOURT 1989

dédicacera

UN GRAND PAS

VERS LE BON DIEU.

(Grasset)

à la librairie ÉPIGRAMME

28, rue Saint-Antoine, PARIS (4^e)

Tél. : 42-72-61-76

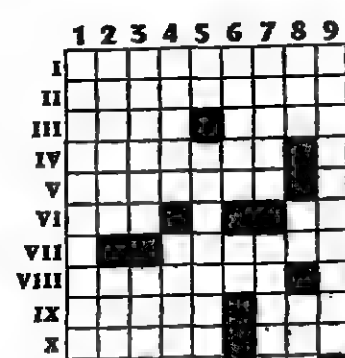
AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5142

VERTICALEMENT

1. Ses conseils sont méprisés par les adversaires du régime. — 2. Difficile à cacher. Travaille peut-être pour des prunes. — 3. Pièce de thermostat. N'admet pas. — 4. Animal. Un débauché peut s'y trainer. — 5. Conjonction. Un homme qu'on peut trouver près du « ballon ». — 6. Se rince d'un bon coup. Fin de bail. — 7. Rendement le résultat imprévisible. Un mal qui peut s'étendre. — 8. Instruments du hasard. Article étranger. Plus dans le coup. — 9. Qualifie un chirurgien qui coupe beaucoup d'appendices.



HORIZONTALEMENT

I. N'est pas une belle retraite. — II. Des lettres qui peuvent former un chiffre. — III. Ne manquait pas de souffler. Jeté pour remonter. — IV. Quand il est grand, on en jette. — V. En pleine confusion. — VI. Utile pour un joueur. Lie. — VII. Un homme qui peut-être avait de trop lourdes charges. — VIII. Un petit cercle. — IX. Dans un département d'outre-mer. On peut dire que sa vie ne tient parfois qu'à un cheveu. — X. Au dernier, c'est parfois un comble. Fournit des scènes pittoresques. — XI. Apparu. La moitié de rien. Conjonction.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 NOVEMBRE

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louvre (Tourisme culturel).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réaumur du pôle).

« De la rue du Sentier au quai de la Bourse », 14 h 30, 93, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, boulevard du Palais, devant les grilles (C. Merle).

« Le Musée Nissim-de-Camondo ou le bonheur de vivre au dix-huitième siècle », 14 h 30, 63, rue de Montcau (Aux Arts et Caspary).

« Rodin et Camille Claudel », 15 heures, métro Varanville (H. Houlier).

« Exposition David au Louvre », 16 heures, devant les grilles du Conseil d'Etat, métro Palais-Royal (M. Pohlner).

« Le Marais sud, ses hôtels et jardins », 10 heures, métro Saint-Paul (E. Bourdieu).

« Les chefs-d'œuvre du Musée d'Orsay : d'Ingres aux impressionnistes », 13 h 15, 1, rue de la Harpe, sous l'éléphant (E. Roman).

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

« 2. Fête de la Révolution à nos jours », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet (M^{me} Duhamel).

« L'église Sainte-Marguerite et la tombe de Louis XVII », 15 heures, 38, rue Saint-Bernard (M^{me} Garnier-Aubriot).

« Les curiosités du Musée du tabac », 15 heures, 12, rue Surcouf (M^{me} Huiot).

« La tenture de la vie seigneuriale », 12 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny, 6, place Paul-Painlevé.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

« 2. Fête de la Révolution à nos jours », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet (M^{me} Duhamel).

« L'église Sainte-Marguerite et la tombe de Louis XVII », 15 heures, 38, rue Saint-Bernard (M^{me} Garnier-Aubriot).

« Les curiosités du Musée du tabac », 15 heures, 12, rue Surcouf (M^{me} Huiot).

« La tenture de la vie seigneuriale », 12 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny, 6, place Paul-Painlevé.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

« 2. Fête de la Révolution à nos jours », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet (M^{me} Duhamel).

« L'église Sainte-Marguerite et la tombe de Louis XVII », 15 heures, 38, rue Saint-Bernard (M^{me} Garnier-Aubriot).

« Les curiosités du Musée du tabac », 15 heures, 12, rue Surcouf (M^{me} Huiot).

« La tenture de la vie seigneuriale », 12 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny, 6, place Paul-Painlevé.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

« 2. Fête de la Révolution à nos jours », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet (M^{me} Duhamel).

« L'église Sainte-Marguerite et la tombe de Louis XVII », 15 heures, 38, rue Saint-Bernard (M^{me} Garnier-Aubriot).

« Les curiosités du Musée du tabac », 15 heures, 12, rue Surcouf (M^{me} Huiot).

« La tenture de la vie seigneuriale », 12 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny, 6, place Paul-Painlevé.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

« 2. Fête de la Révolution à nos jours », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet (M^{me} Duhamel).

« L'église Sainte-Marguerite et la tombe de Louis XVII », 15 heures, 38, rue Saint-Bernard (M^{me} Garnier-Aubriot).

« Les curiosités du Musée du tabac », 15 heures, 12, rue Surcouf (M^{me} Huiot).

« La tenture de la vie seigneuriale », 12 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny, 6, place Paul-Painlevé.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

« 2. Fête de la Révolution à nos jours », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet (M^{me} Duhamel).

« L'église Sainte-Marguerite et la tombe de Louis XVII », 15 heures, 38, rue Saint-Bernard (M^{me} Garnier-Aubriot).

« Les curiosités du Musée du tabac », 15 heures, 12, rue Surcouf (M^{me} Huiot).

« La tenture de la vie seigneuriale », 12 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny, 6, place Paul-Painlevé.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

« 2. Fête de la Révolution à nos jours », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet (M^{me} Duhamel).

« L'église Sainte-Marguerite et la tombe de Louis XVII », 15 heures, 38, rue Saint-Bernard (M^{me} Garnier-Aubriot).

« Les curiosités du Musée du tabac », 15 heures, 12, rue Surcouf (M^{me} Huiot).

« La tenture de la vie seigneuriale », 12 h 30, Musée national des thermes et de l'hôtel de Clugny, 6, place Paul-Painlevé.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les pertes hautes de Saint-Germain-l'Auxerrois, spécialement ouvertes », 14 h 45, métro Louvre (temple de poche). (M. Baudouin).

AUTOMOBILE

La Citroën XM est élue voiture de l'année

Le titre de voiture de l'année a été attribué pour 1989 à la XM de Citroën. La berline haut de gamme de la marque aux chevrons précède dans le palmarès le nouveau cabriolet de Mercedes, la Ford Fiesta de nouvelle génération, et la Honda Accord. La 323 de Mazda, également de nouvelle

Solution du problème n° 5141

Horizontalement

I. Forçure. — II. Acarbe. Us. — III. Co. Pamr. — IV. Harnacem. — V. En. Roua. — VI. Volant. — VII. Isolé. — VIII. Sommeil. — IX. Gai. Oc. — X. Crainte. — XI. Aisé. Esse.

Verticalement

1. Fâcherie. Co. — 2. Océan. Cri. — 3. Ré. Vos. As. — 4. Erpétologie. — 5. Ubac. Léman. — 6. Rémo. Mita. — 7. Monde. Es. — 8. Ur. Ut. lo. — 9. Os. Dé. Aloé.

GUY BROUTY

Les Uno prennent du profil

La Uno, que les Français ont découverte en mars 1983, a été produite à ce jour à 4 millions d'exemplaires, dans ses différentes versions. La plupart des marchés ont donc fait bon accueil à ce petit modèle « familial » que le constructeur italien Fiat a, dans la tradition de la marque, su bien construire. En France et en sept ans ou presque, 310 000 Uno ont été vendus.

Pour autant, la concurrence aidant (et de plus en plus virulente), la firme de Turin se devait de prendre quelques mesures dans la bataille qui l'oppose à Peugeot, Renault, Opel et Ford, essentiellement, pour la maîtrise du créneau. C'est chose faite.

A regarder de près les nouvelles Uno, distribuées en France depuis quelques jours, l'évolution est à chercher dans le plus grand des domaines qui font l'ensemble d'une voiture.

A l'extérieur, le ligne, et donc le profil, a quelque peu changé : capot et ailes plus inclinées, calandre réduite, hayon arrondi. Du coup le CX (coefficient de pénétration dans l'air) marque des points (0,30 contre 0,34).

Pour la mécanique (six moteurs à essence et trois à gazole), il faut surtout s'intéresser au nouveau 1 100 centimètres cubes Fire à essence (sans plomb). Avec ses 57 chevaux au moteur, pour 5 CV fiscaux et plus de 9,1 mg/kg de couple (effort de traction), à moins de 3 000 tours, ce groupe installé déjà dans la Tipo de base (un modèle plus grand), apparaît à la route alerte dans les rapports intermédiaires et vaillant en quatrième et cinquième vitesses. On s'en félicite tant en circulation urbaine, dans le premier cas, que sur la route, dans le second.

Un autre aspect des choses tout aussi important concerne le confort de conduite, notamment sur mauvais revêtement. On constate de sérieux progrès à ce propos, dans la suspension. L'amortissement est beaucoup moins sec, et ne favorise plus, avec autant de générosité, les bruits dont les précédentes versions nous aggravaient. Mais malgré le souci mis par la marque dans sa chasse aux grincements intempestifs, la finition a, dans ce domaine, des efforts à faire. Ce constat peut être élargi à la

boîte de vitesses qui se distingue par des difficultés, déjà enregistrées, d'enclenchement. On les trouvera fantaisistes si l'on est de bonne humeur au volant, et insupportables si l'on est pressé et nerveux.

La version 1 400 centimètres cubes des nouvelles Uno aura, assure la marque, une tringlerie de boîte retouchée. Acceptons-en l'augure. On le vérifiera. Quel qu'il en soit, ces détails freinent l'enthousiasme.

C. L.

► Prix de 42 600 F à 73 300 F. Prix de la Uno 60 S (1 100 centimètres cubes) 52 900 F (pour la 3 portes), 53 300 F (pour la 5 portes).

Le Palais des congrès, porte Maillot à Paris, donne à nouveau rendez-vous le 8 décembre (à 19 h 30) aux amateurs de voitures de collection. Au programme des enchères qui s'y dérouleront, de grandes dames d'avant guerre, dont une Bugatti qui a beaucoup souffert des bombardements de 1940... et une superbe Aston Martin à châssis court de 1930. Une bonne vingtaine de Ferrari, des Maserati de la bonne époque, des Lamborghini, des Jaguar, mais aussi des engins militaires seront de la fête.

► M^{me} Hervé Poullin et Rémy Le Fur, commissaires-priseurs, 70, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

50 MVS Venturi venues de France et de Suisse ont paré le 25 novembre, sur le parvis de la Grande Arche de la Défense, à Paris. Une manifestation qui célébrerait à la fois le deuxième anniversaire de la marque et l'ouverture de son premier magasin de vente (58, boulevard Murat, 75016 Paris. Tél. : 46-51-57-00). 250 voitures ont été vendues en deux ans en France et à l'étranger, principalement en Suisse. Depuis juin dernier, le groupe financier, pour partie helvétique, Priminvest, est d'ailleurs venu renforcer le capital de la marque française. MVS doit en effet faire face à un « succès », qui, pour ce type de véhicule, ne se mesure pas de la même façon que pour les marques à grande diffusion. MVS Venturi étouffe sa gamme et propose désormais une version de 260 chevaux du moteur Renault V 6 PRV à manetons décalés, 2,8 litres (de 451 000 F à 473 500 F pour le cabriolet).



C'est pratique, c'est efficace...
c'est l'Aspirine du Rhône.

Ceci est un médicament contre les maux de tête. Lire attentivement la notice.

PRIPAR

1989 01 11 01

SPORTS

TENNIS : Tournoi des maîtres

Le message de Lendl

Ridiculisé par Michael Chang lors des Internationaux de France, Ivan Lendl a fait mardi 28 novembre, à l'occasion d'un match de classement du Tournoi des maîtres, la mise au point musclée qu'imposait son rang de numéro un mondial.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Il faut comparer ce qui est comparable. Un tournoi du Grand Chelem, avec cent vingt-huit joueurs qui s'affrontent au meilleur des cinq sets pendant deux semaines, n'a pas beaucoup de points communs avec un tournoi réservé à huit joueurs, fussent-ils les meilleurs du monde. En clair, les Internationaux de France ne sont pas les Masters, et Roland-Garros n'est pas le Madison Square Garden. Il serait donc abusif d'écrire qu'Ivan Lendl a pris, mardi 28 novembre, dans le stade de la 6^e avenue, à l'occasion d'un match de classement, une revanche sur Michael Chang, qui l'avait battu en huitième de finale à la porte d'Auteuil.

La tentation était pourtant forte de faire un rapprochement entre les deux événements, car l'Américano-Tchécoslovaque et le Sino-Américain se retrouvaient dans un contexte qui n'était pas sans analogie avec le précédent. Pendant que Michael Chang faisait, sur la place rouge d'Auteuil, la démonstration d'une opiniâtreté séculaire, à des milliers de kilomètres de là, des étudiants chinois manifestaient sur la place Tiananmen pour un supplément de liberté et de démocratie dans leur pays. Quand Ivan Lendl est parti à la conquête d'un sixième titre à New-York, à des milliers de kilomètres de là également, les rues de Prague débordaient du flot de Tchécoslovaques en quête d'un supplément de liberté et de démocratie.

Trouble du sort ? En tout cas, le vent de l'histoire soufflait mardi soir en faveur d'Ivan Lendl. Presque trop fort ! Le Tchécoslovaque a joué avec une puissance et une détermination qui ont extirpé de la

partie tout suspense, toute émotion. Il a perdu une fois son service au premier jeu de la seconde manche, mais surtout il ne laisse Chang gagner le sien que trois fois. D'énormes accélérations de coups droits, quelques volées amorties et de bons passing-shots de revers réduisent le jeune Américain à la défensive de bout en bout. « Il est certain que le revêtement synthétique sur lequel nous jouons ici me donnait un avantage puisque le rebond est plus bas et la vitesse de la balle plus grande », a noté Ivan Lendl, en sortant du court où il n'était pas resté plus d'une heure dix.

Une sorte de jubilation

A-t-il trouvé la solution aux problèmes que lui avait posé Chang à Roland-Garros et devant lesquels il était resté sans réponses ? « A Paris j'avais fini la partie sans force dans les bras, je n'arrivais plus à faire avancer la balle. Ce n'a pas été le cas ici. » Manifestement, Lendl a pris la mesure de cet adversaire qu'il découvrait alors, il a digéré la défaite, il se sent en mesure de le battre à sa convenance. Et il y avait une sorte de jubilation dans la manière dont il l'exposait de façon clinique sur le tapis bleu du Madison Square Garden. Car, en battant Chang, ce n'était décidément pas une revan-

che qu'il prenait. C'était un message qu'il faisait passer.

En substance, il disait haut et clair : je suis toujours le numéro un, c'est encore moi le champion du monde. La mise au point s'imposait. Battu par un joueur qui avait servi à la culture et qui avait retourné à cloche-pied, Lendl n'avait qu'un tournoi du Grand Chelem à son palmarès de l'année, alors que Boris Becker s'était imposé à Wimbledon et à Flushing Meadows. L'Allemand de l'Ouest était donc passé en tête du classement, sinon dans les faits, du moins dans l'esprit de beaucoup.

Et cela, Lendl, qui a été en tête des classements ces cinq dernières années, excepté pendant quinze semaines fin 1988, l'a sans doute beaucoup moins bien supporté que la défaite de Roland-Garros. Il a, en effet, réussi sa meilleure saison depuis 1985 en gagnant onze tournois sur les seize dans lesquels il s'était engagé. Il a obtenu ces victoires sur les quatre surfaces de jeu (moquette, terre battue, herbe et ciment) pour la première fois de sa carrière. Dans ces conditions, il n'a pas compris que sa première place ait pu lui être contestée. Mardi, Ivan Lendl a donc fait comprendre qu'en dépit de son mariage récent et de sa paternité prochaine il n'était pas le moins du monde « ramolli » à la veille de sa trentième année.

ALAIN GIRAUDO

Les huit meilleurs de l'année

Le Tournoi des maîtres réunit les huit joueurs qui ont totalisé le plus de points au terme des soixante-dix-sept tournois du Grand Prix disputés dans vingt-trois pays.

Le tournoi est organisé en deux temps : une phase qualificative où les joueurs répartis dans des groupes de quatre — d'une part Lendl, McEnroe, Chang et Krickstein, d'autre part Becker, Edberg, Agassi et Gilbert — puis une phase d'élimination directe entre les deux premiers de chaque groupe. La dotation de l'épreuve est de 750 000 dollars, le gagnant pouvant recevoir 350 000 dollars s'il est vainqueur dans la phase qualificative et 285 000 dollars s'il a subi une défaite.

Imaginé en 1970 par Jack Kramer, l'un des pionniers du tennis open, cette compétition est disputée depuis le Grand Prix de 1977 au Madison Square Garden de New-York.

Au cours des douze éditions qui ont eu lieu sur la célèbre moquette bleue, cinq champions seulement furent couronnés : Jimmy Connors (1977), Boris Becker (1988), Björn Borg (1979, 1980), John McEnroe (1978, 1983, 1984), et Ivan Lendl (1981, 1982, 1985, 1986, 1987). Cette treizième édition au Madison Square Garden sera la dernière. L'Association des joueurs professionnels (ATP) qui va prendre le contrôle du jeu en 1990 a décidé d'organiser le Tournoi des maîtres à Francfort (RFA) à partir de l'année prochaine et pour au moins trois ans (le Monde du 8 septembre). Pour compenser cette perte, le promoteur des Masters au Madison Square Garden, Gene Scott, envisage de créer un challenge entre l'Amérique et l'Europe sur le modèle de la Ryder Cup en golf.

A. G.

VOILE : la course autour du monde

Des pilotes automatiques... intelligents

Loïc Peyron était, mercredi 29 novembre, en tête des treize navigateurs du Vendée Globe Challenge, la course autour du monde en solitaire. Jean-François Coste était reparti, mercredi matin, des Sables-d'Olonne, après avoir réparé son pilote automatique.

Au large des côtes espagnoles, les navigateurs du Tour du monde en solitaire ont passé leur troisième nuit de veille dans une zone de trafic très dense où se croisent cargos et flottes de pêche. Loïc Peyron (Lada-Poch), Titouan Lamazou (Ecurie d'Aquitaine) et Alain Gauthier (Général-Concorde) qui avait dû manœuvrer en catastrophe pour éviter un cargo passé à 3 mètres de son étrave, avaient, semble-t-il, pris la meilleure option, en naviguant le plus à l'ouest, où ils bénéficiaient de vents plus soutenus.

Ces vents qui soufflaient à 30-35 nœuds dans les premières heures de course, avaient déjà provoqué quelques dégâts. Jean-Luc Van den Heede (36-15-Met) avait endommagé la voile de son mat d'artimon. Philippe Jeantot (Crédit-agricole) avait dû effectuer une réparation de fortune avec des cordages après avoir cassé le vit de mûlet qui relie la bôme au mat.

Jean-François Coste (Cacharel) était retourné aux Sables-d'Olonne, mardi 28 novembre à 1 h 30, pour réparer ses réservoirs de fuel devenus poreux et, surtout, son pilote automatique hydraulique. Il avait pu repartir mercredi matin à 8 heures, avec quelque quatre cents milles de retard sur les douze autres concurrents. Depuis la mise au point, il y a une dizaine d'années, de pilotes électriques

pour les barres franches puis à roue, le pilote automatique est, en effet, devenu l'équipier de bord indispensable pour les courses en solitaire.

« Sur les catamarans, je ne lâchais pratiquement pas la barre, explique Loïc Peyron. Sur les trimarans, je barrais un peu moins mais sur ce monocoque bien équilibré, je navigue 95 % du temps sous pilote automatique pour mieux me consacrer aux réglages de voile et à la navigation ». Le rôle de cet équipier est devenu si important pour un solitaire que le jeune navigateur baulois a baptisé tous ceux qu'il utilise. « Mon préféré, c'est Dédé, dit-il. C'est le plus expérimenté. Nous avons traversé quatre fois l'Atlantique ensemble ». Il est vrai qu'avec la mise au point et le développement depuis quatre ou cinq ans de microprocesseurs, les pilotes automatiques de la dernière génération sont devenus « intelligents ».

Un pilote automatique se compose de quatre éléments essentiels : un compas, un amplificateur, un moteur et un système de transmission entre le moteur et la barre. Sur les premiers pilotes, l'amplificateur était un boîtier électronique sans fil. Le navigateur devait afficher le cap du bateau puis effectuer tous les réglages du boîtier électronique.

Désormais, le compas enregistre le cap souhaité et le transmet au microprocesseur qui possède une mémoire. Les informations, traitées par le microprocesseur, sont expédiées au moteur qui peut modifier l'angle de barre.

Mais le rôle du microprocesseur ne se limite pas à l'enregistrement du cap à suivre. Il intègre l'état de la mer, la direction du vent, les réactions du bateau et gère les

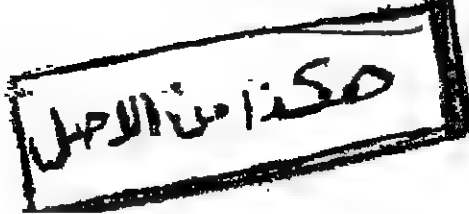
alarmes qui préviennent le navigateur si l'un des systèmes ne fonctionne pas à un pourcentage fixé par ce dernier. A la demande du skipper, le pilote automatique peut effectuer un virage de bord et placer le bateau à l'angle symétrique par rapport à l'axe du vent.

Au près, le handicap de vitesse d'un pilote automatique par rapport à un bon barreur peut être estimé à 3 %, indique Loïc Peyron. Fournier-Foch de Plastimo. Son point faible reste les aléas portuaires sous spi. Dans les grands surfs, il ne peut pas anticiper sur les vagues comme le barreur. C'est aussi à ces aléas que le moteur subit le plus de contraintes.

Malgré tous les progrès techniques, le pilote automatique reste un équipier plus fragile que le navigateur. Outre la nécessité d'être alimenté en permanence en électricité, il peut refuser de rendre tout service pour des problèmes mécaniques (moteur) ou électroniques (microprocesseur). Pour éviter d'être confronté à une vraie navigation solitaire qui le contraindrait à passer tout son temps à la barre, et donc à l'abandon à court terme, chaque concurrent a embarqué une douzaine de pilotes automatiques.

Dans l'espoir de pouvoir remédier à la plupart des pannes, Jean-Luc Van den Heede, un professeur de mathématiques et d'électrotechniques, a effectué avant le

GÉRARD ALBOUY



COMMUNICATION

La prochaine augmentation de capital

Une nouvelle étape du développement international d'Avenir Havas Média

Avenir Havas Média, nouveau nom de Havas Média Régions (HMR), vient de décider d'augmenter son capital et de se donner ainsi les moyens de poursuivre son développement européen et international. M. Philippe Santini, PDG d'Avenir Havas Média et directeur général d'Havas, nous a expliqué les grandes lignes de sa stratégie.

Il y a juste un mois, Havas Média Régions (HMR), le pôle regroupant les activités d'affichage, de régie de presse quotidienne, de presse gratuite et d'hébergement des aéroports, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Malaisie, à Hongkong et à Singapour où le groupe est déjà implanté, mais aussi aux États-Unis où il vient de faire des offres.

L'année 1990 devrait aussi être celle du développement international de la presse gratuite. Grâce à la Comareg, qui doit être introduite en Bourse l'an prochain, Avenir Havas Média possède déjà de solides bases aux États-Unis (avec Penny Savers), en Espagne et en Italie. En Grande-Bretagne, la nouvelle entité envisage de développer ses « gratuits thématiques » (comme l'immobilier). Mais surtout, Avenir Havas Média veut attaquer l'Asie du Sud-Est « en profitant de l'expérience que nous avons acquise là-bas », note M. Santini.

Il reste la presse locale. Le PDG d'Avenir Havas Média ne croit

fédérale. « Nous sommes en quête d'un partenaire dans un Land ouest-allemand, indique M. Santini. Comme en Grande-Bretagne ou en Espagne, nous croyons à la vertu du partenariat. Il ne s'agit pas pour nous d'aller avec un maître châtiment pour engager des bénéfices mais aussi pour acquérir une expertise ».

Outre l'Allemagne de l'Ouest, Avenir Havas Média a l'intention de consolider sa présence dans l'affichage des aéroports, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Malaisie, à Hongkong et à Singapour où le groupe est déjà implanté, mais aussi aux États-Unis où il vient de faire des offres.

L'année 1990 devrait aussi être celle du développement international de la presse gratuite. Grâce à la Comareg, qui doit être introduite en Bourse l'an prochain, Avenir Havas Média possède déjà de solides bases aux États-Unis (avec Penny Savers), en Espagne et en Italie. En Grande-Bretagne, la nouvelle entité envisage de développer ses « gratuits thématiques » (comme l'immobilier). Mais surtout, Avenir Havas Média veut attaquer l'Asie du Sud-Est « en profitant de l'expérience que nous avons acquise là-bas », note M. Santini.

Il reste la presse locale. Le PDG d'Avenir Havas Média ne croit

guère à la prise de participation dans la presse étrangère. Sa stratégie est réservée à l'Hexagone. Il est vrai qu'avec Havas Régie, premier régisseur de presse quotidienne régionale en France, Avenir Havas Média est en position d'observateur privilégié et de partenaire potentiel. « En apportant à la presse régionale des recettes croissantes, Havas Régie concourt à maintenir l'indépendance de celle-ci, assure M. Santini. En cas de problème, nous pouvons jouer le rôle de « chevalier blanc », aux côtés d'un titre, afin de le défendre contre les « prédateurs naturels » que sont les grands groupes de presse. Mais notre prise de participation ne peut excéder 10 %. Prendre 100 % d'un quotidien ne nous intéresse pas ».

En revanche, Avenir Havas Média s'est tournée vers la presse hebdomadaire locale, en prenant le contrôle et Toutes les Nouvelles de Versailles, du Républicain (Corbeil) et du tri-hebdomadaire l'Aine Nouvelle, en alliance avec la Voix du Nord. « C'est un secteur intéressant, note M. Santini. C'est aussi une conséquence de la privatisation d'Havas en mai 1987. Sous l'impulsion de son président, Pierre Daucier, Havas peut, grâce à Avenir Havas Média, s'intéresser à la presse locale, un domaine qui lui était interdit lorsque le groupe était contrôlé par l'Etat ».

YVES-MARIE LABÉ

La restructuration financière du groupe Expansion Communication

M. Jean-Louis Servan-Schreiber entend poursuivre son développement européen

M. Jean-Louis Servan-Schreiber, président de l'Expansion a présenté, mardi 28 novembre, la restructuration financière de son groupe. L'objectif est de lui permettre de garder le contrôle de l'ensemble tout en poursuivant son développement européen au travers d'Eurexpansion. Pour cela, une société holding Ponex SA coiffant la totalité des activités est constituée. Elle est contrôlée à 62 %, par M. Servan-Schreiber et par les managers du groupe. Les 38 % restants sont entre les mains d'un « actionariat diversifié » parmi lesquels figurent les porteurs de parts actuels (Dow-Jones, Rothschild, Indosuez, AGF et CDC).

Ponex SA possèdera des participations dans deux sous-holdings — Agéfi Développement (51 %) et Groupe Expansion SA (25,5 %) — qui auront entre elles des intérêts croisés plus ou moins directement. Agéfi Développement détient 25,8 % de Groupe Expansion SA, laquelle via une de ses filiales (Expansion Finances) aura 16 % d'Agéfi Développement.

Ce montage complexe a pour but, tout en renforçant le contrôle de M. Servan-Schreiber et de ses managers, de rapprocher les différents actionnaires de la maison mère (Ponex SA), d'augmenter ses parts dans ses filiales, mais aussi de pouvoir désendetter le groupe. Le holding au cœur du système —

Groupe Expansion SA — qui détient l'ensemble des intérêts dans les différentes branches d'activités procède en juin 1990 à une augmentation de 150 millions de francs de ses fonds propres. Elle sera souscrite par les actionnaires actuels. Le principe est ensuite d'introduire en Bourse Groupe Expansion SA en 1991.

Cette transformation des structures s'effectuera de manière progressive, et sera totalement réalisée en juin prochain. Dans un premier temps, Ponex SA va acquérir 51 % du capital d'Agéfi Développement, cotée sur le second marché, participation jusqu'alors détenue par une autre filiale du groupe. Elle retirera par ailleurs la Dafsa, filiale à 97 % d'Agéfi Développement du marché boursier pour la transférer vers le holding Groupe Expansion SA.

Dans le cadre du développement d'Eurexpansion, premier réseau européen d'informations économiques et financières, M. Servan-Schreiber a, d'autre part, annoncé que cette filiale avait lancé en Irlande un hebdomadaire financier The Sunday Business Post. Enfin, « à titre amical », et pour une part personnelle, il n'a pas exclu de participer de façon modeste à l'actionariat de l'Événement du Jeudi.

D. G.

EN BREF

■ ACP : M. Rocard « attaché à l'existence d'une deuxième source d'information ». — En réponse aux inquiétudes de M. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot sur le sort de l'Agence centrale de presse, le premier ministre, M. Michel Rocard, vient d'écrire à ces deux parlementaires que son gouvernement « est attaché à l'existence d'une deuxième source d'information adaptée à la spécificité des besoins de la presse de province ». Espérant que le dialogue entamé entre les parties prenantes « débouche sur des propositions concrètes assurant un redémarrage rapide de l'Agence », M. Rocard dit son gouvernement « prêt à examiner avec l'ensemble des partenaires les mesures d'accompagnement qu'il pourrait prendre afin que soit maintenue la pluralité des sources d'information en France ».

■ M. Francis Brun-Buisson prend la direction des activités de la Lyonnaise des eaux dans la communication. — Ancien directeur général de la SFP et directeur général adjoint d'Antenne 2 depuis 1988, M. Francis Brun-Buisson rejoint le groupe Lyonnaise des eaux comme responsable des activités du secteur communication. Il prend également la direction de

Lyonnaise communications (la filiale du groupe dans ce domaine) en remplacement de M. Bernard Prades, directeur général adjoint du groupe, qui continuera à suivre ces questions au niveau de la direction générale.

■ « Reporterre » suspend sa parution. — Après neuf numéros, dont le dernier est paru en octobre, le mensuel Reporterre suspend sa parution. Ce journal de l'écologie, fondé en janvier 1989 par Hervé Kempf, avait pourtant réussi sa percée, porté par une année fertile en événements sur le front de l'environnement. Tiré à 80 000 exemplaires, il diffusait en moyenne 35 000 exemplaires chaque mois. L'équipe rédactionnelle, réduite à trois journalistes permanents, avait dû faire des prodiges pour produire un journal de qualité, vendu 20 francs, qui se distinguait effectivement des habituelles publications militantes diffusées par le réseau associatif. Journal indépendant de toute association ou groupe de presse, Reporterre n'a pas les moyens financiers susceptibles d'assurer son avenir. Hervé Kempf a cependant bon espoir de trouver un partenaire pour relancer le titre au printemps prochain.

■ Inauguration du réseau câblé de Versailles. — Le réseau de télévision par câble de la région de Versailles, qui compte 1 450 abonnés sur les 15 000 prises déjà installées, a été inauguré le mardi 28 novembre. Géré par Téléservice (groupe Générale des eaux), ce réseau comptera à terme 75 000 prises sur douze communes de la région versaillaise. Il permet la réception de dix-huit chaînes de télévision pour 139 F d'abonnement mensuel.

■ « Profession politique » restructure son capital. — L'hebdomadaire Profession politique, lancé en septembre 1988, vient de boucler une augmentation de capital au terme de laquelle le groupe PMV (dirigé par M. Pierre-Marie Vidal) contrôle 53,9 % des parts. Entrant à cette occasion dans le capital : le Crédit national, le groupe Francom et M. Jacques Defforey. Les fondateurs du journal (L'UEI, Lazard SA et M. Nicolas Crespel) conservent dans l'immédiat 21,6 % des actions. M. Vidal, qui déclare une diffusion de six mille exemplaires pour son titre, compte sur un plan de relance de quinze mois pour l'amener à l'équilibre, avec un chiffre d'affaires publicitaire de 10,5 millions de francs en 1990.

Le Monde

ARTS SPECTACLES

FESTIVAL D'AUTOMNE
CINÉMA



Toshiro Mifune dans « L'Ange Ivre ».

DES SANGLOTS ARGENTINS AUX INQUIÉTUDES POLONAISES

Invitations au voyage

Un grand acteur japonais et une star latino-américaine — hommages à Toshiro Mifune et à Libertad Lamarque. Plus le cinéaste polonais le plus éclatant du moment et un Brésilien à découvrir — le *Décadence* de Kieslowski, et la rétrospective Carlos Alberto Prates Correia. Plus l'intégrale des films de Jean-Daniel Pollet, plus un choix d'œuvres de réalisateurs venus de partout, qui pourraient être ses frères, c'est-à-dire qui travaillent discrètement, et témoignent du monde à travers l'insolite de la sensibilité.

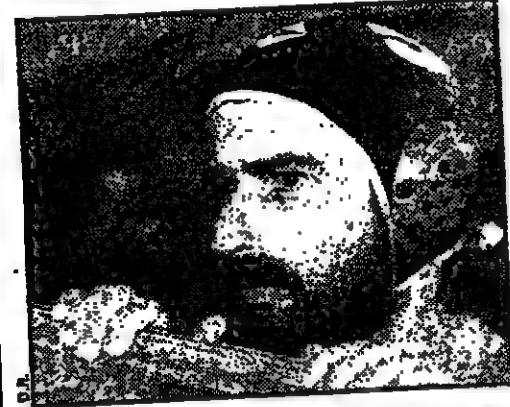
Flamboiements des mélés argentins, grincement de l'harmonie très noir, lyrisme des légendes, sourires et larmes de la tendresse lucide... Voyages en terres exotiques. Exotisme du passé, du lointain, de l'inconnu. Au Festival d'automne, le programme de cinéma s'élaboré dans le même esprit que celui de la musique et du théâtre. Ce que l'on pourrait appeler une pédagogie fondée sur les élans du cœur. Les choix sont singuliers, ils sont personnels, seulement limités par les contraintes de temps, d'argent, et parfois de bureaucratie.

Mais l'univers cinématographique est tellement vaste, divers, touffu que le voyage de cette fin d'automne, même amputé du tour complet prévu chez John Cassavetes (il y a juste une étape le 5 décembre à la cinémathèque) s'annonce de nature à nourrir bien des rêves, à faire danser l'imagination. Nous vivons la civilisation de l'image, comme dit la sagesse populaire, mais le cinéma c'est autre chose, c'est la vie même, comme dit la publicité... (Lire nos articles pages 26 à 28.)

COLETTE GODARD

CINÉMA
Jeter le PCI
avec l'eau du bain.

29



Le plus marginal des cinéastes italiens reconnus, le plus amer des satiriques, le plus froid des colériques, le plus paranoïde des timides : Nanni Moretti. Avec son dernier film, présenté par la Semaine de la critique à Venise, *Palombella Rossa*, où il joue son propre rôle : un joueur de water-polo communiste.

THÉÂTRE
Jean-Marie Villégier
et « l'avant-Molière »

31



Le grand succès d'*Arys*, de Lully, précédé pour une œuvre lyrique du XVIII^e siècle, a propulsé Jean-Marie Villégier au sommet du classement des meilleurs metteurs en scène français. Cet arpenteur du théâtre « pré-classique », label qu'il préfère à « baroque », nous revient à Gémier avec une œuvre inconnue de Pierre de Larivey, *le Fidèle*, pour une nouvelle variation sur « l'avant-Molière ».

ARTS
« La Célestine »
au Musée Picasso

35



Le 30 novembre prochain, le grand public pourra découvrir au Musée Picasso, à Paris, la désormais fameuse *Célestine*, toile peinte par le maître en 1904. Les amateurs d'art pourront juger sur pièce de la beauté de l'œuvre et, au-delà, s'interroger sur les difficultés de la défense du patrimoine en période de spéculation sur le marché de l'art.

هكذا من الراحل

هكذا من الاصل

FESTIVAL D'AUTOMNE

RÉTROSPECTIVE JEAN-DANIEL POLLET

Le Lazare heureux

Ce cadet de la nouvelle vague a réalisé une adaptation du *Horla* de Maupassant, histoire d'un rêveur professionnel dévoré par son double. Cette mésaventure a bien failli arriver à Pollet, presque dévoré à une époque par son acteur Claude Melki. Il s'en est sorti...

« Je ne crois pas du tout, mais alors pas du tout, à l'artiste maudit. » L'homme qui dit cela ne sait pas ce qu'il dit, bon enfant. Il est artiste, c'est évident, et tout de même assez maudit depuis longtemps. Le Festival d'Automne lui consacre une rétrospective. Jean-Daniel Pollet, depuis trente ans, dépose des images dans certaines mémoires. Et ces images ne s'en vont plus. Un temple grec, un danseur de tango, le regard mort d'un lépreux souriant, des films longs, des films courts, qui sortent, ne sortent pas, qu'on reconnaît plus tard, et Jean-Daniel Pollet, lui aussi, disparaît, revient, ne fait pas carrière, on le voit bien, mais bâtit une œuvre secrète, vivante.

Vivante comme lui, qui devrait être mort. Lorsqu'on va chez lui, une vieille maison presque de village, à Neuilly, on voit d'abord la porte constellée d'autocollants, dont l'un proclame : « *Interdit aux plus de 18 ans* ». Son fils, Boris, a seize ans. C'est un adolescent maigre et beau. A l'intérieur, un très vieux chien, un dalmatien, amphysémateux et démonstratif, vous reçoit, et un chaton sauvage trouvé dans une grange du sud de la France, qui sent encore le foin. Sur le mur, une immense carte d'état-major, une région provençale, piquetée de repères, de balises, une photo de fenêtre, une autre d'oiseau de nuit.

Jean-Daniel Pollet est là. C'est un Lazare heureux. Il y a six mois, dans le Midi, la caméra sur l'épaule, il effectuait des repérages près d'une voie ferrée. Il filma ce qu'il voyait, la campagne et le ciel. C'est pour quoi il n'a pas entendu le train. Le train a frappé la caméra, et lui après. Trente-cinq fractures dont cinq ouvertes, le bras, la jambe. Aujourd'hui, le bras est réparé, la jambe encore piquée de broches comme une pelote de laine d'aiguilles.

Surtout, qu'on ne le plaigne pas. Se plaint-il, lui ? Il dit, il répète : « Je ne suis pas maudit. J'ai des difficultés, oui. Mais le poissonnier qui doit trouver du poisson frais tous les matins a aussi des difficultés. Je travaille comme je peux. Je ne fais pas un cas particulier du cinéma, de l'art », entre guillemets. Il y a des gens qu'on ne connaît pas, ils ne savent pas écrire un scénario de film, mais ils font tellement mieux, ils écrivent un scénario de vie. »

Jean-Daniel Pollet se dit « un cadet de la nouvelle vague ». Un cadet un peu décalé qui n'a pas profité vraiment de la grande marée. En 1958, dans son premier court métrage, *Pourvu qu'on ait l'ivresse*, il « invente » un acteur, mieux : un personnage. Claude Melki est apprenti tailleur dans le Sentier, il a dix-huit ans, et va devenir Léon, un héros impassible et

velléitaire. Un Buster Keaton de banlieue, d'une grande tristesse et d'une grande agilité, qu'on retrouvera, toujours désirant les filles et se battant contre les objets, dans un sketch de *Paris vu par*, dans *L'amour c'est gai, l'amour c'est triste*, dans *l'Acrobate*, en 1976, qui marquera l'apothéose et le terme de l'association Pollet-Melki.

« Notre assemblage était très particulier, dit Pollet. Une alliance improbable. Moi, j'avais fait *Sciences-Po* ; lui, ses parents avaient fait Auschwitz. »

« Après l'Acrobate, des producteurs m'ont dit : « Reprenez ça, faites du Melki, ça marche. » Je n'avais plus de projets, et ça, c'est la mort du cinéaste. J'étais incapable de profiter de cette embellie économique. Incapable de faire mieux que l'Acrobate. Melki, c'était fini. Un chapitre fermé douloureusement. Comme quand on s'arrête d'aimer quelqu'un. Sauf que je l'aimais encore. »

Maintenant, Jean-Daniel Pollet en a un peu assez qu'on l'imagine seulement guinchant, mélancolique et drôle, du côté de Joinville-le-Pont. Il voudrait qu'on se souvienne — la rétrospective est là pour ça — de ses autres travaux. *Le Horla*, par exemple, adapté de la nouvelle de Maupassant pour le département cinéma des Laboratoires Sandoz, avec Laurent Terzieff. L'histoire d'une névrose, et le fantasme qui naît sans stratagème... Ou encore ses « essais », documentaires de commande parfois, eux aussi, mais qui portent très fort sa marque, l'originalité et l'obstination de sa démarche solitaire.

On verra ainsi un inédit, dont le titre pourrait être porté comme signe particulier sur la carte d'identité de Jean-Daniel Pollet : *Contretemps*. « Il y a quelque temps, j'ai voulu faire le point. Reprendre, mettre à plat et remonter six de mes films anciens. *Méditerranée*, qui date de 1963, l'Ordre, la Femme aux cent visages, les Morutiers, Bassae. Pour mémoire. Certains duraient neuf minutes, d'autres presque une heure. Que pouvaient-ils avoir en commun les lépreux et le forgeron, le morutier et la jeune fille grecque ? Je ne le savais pas avant de commencer à travailler avec Françoise Geissler, ma monteuse, ma femme... Dans un premier temps, nous nous sommes aperçus que tout s'effritait. Que les moments forts, au lieu de se renforcer, s'annulaient. C'était dans leur durée originelle que ces films existaient. On a recréé le tir en faisant appel à Philippe Sollers, qui est venu là, sur l'écran. A Julia Kristeva, qui est venue aussi et qu'on voit sur l'écran. Comme Antoine Duhamel, qui a écrit la partition de *Contretemps*. Un film nouveau s'est alors recomposé avec les anciens, dont, soudain, il apparaissait qu'ils avaient tous quelque chose à voir avec l'intolérable, l'impossible, le songe : les cent visages de femmes captifs par la peinture occidentale de Botticelli à Modigliani ; les poissons évanescents par les morutiers ; le temple dédié à un dieu inconnu, temple grec abandonné sur les hauteurs de Bassae, dernière œuvre de Phidias, l'architecte du Parthénon ; l'usine mourante, la forge, sacrifiant Pour mémoire à un



En 1963, Jean-Daniel Pollet filma « Méditerranée ».

dieu du feu dont le règne, réinventé au dix-neuvième siècle, décroît aujourd'hui et s'achève, l'antique civilisation méditerranéenne ; enfin, les corps pourris de ces excelsus immémoriaux de l'Ordre, ceux de la maladie la plus ancienne et la plus terrifiante, la lépre... »

Contretemps existe donc, désormais, comme un nouveau tremplin aux rêves de Pollet. Mais il avoue sans honte que, lorsqu'il l'a entrepris, il n'avait « plus un centime, plus que les copies de [ses] vieux films entre les mains ».

Il venait aussi de se voir à deux reprises refuser l'avance sur recettes. Pour une adaptation par Pascal Bonitzer du Tunc de Lawrence Durrell et pour une autre adaptation, celle des *Folies françaises* de Philippe Sollers. « Ces refus, on met une grande semaine à s'en remettre », dit Pollet. Mais j'ai fait partie de l'avance sur recettes pendant deux ans. Des gens qui râlent, j'en ai connu des paquets, je ne ferai pas partie de ceux-là. La commission est souveraine. »

Pollet admet d'ailleurs que cette souveraine commission a pu être irritée à juste titre par la présentation du scénario de *Folies françaises*. Pas à proprement parler un scénario, justement, mais le livre de Sollers, photocopié, illustré de sublimes photos. Un peu insuffisant, pour imaginer le film à venir. Pollet va donc s'y remettre ; Sollers jouerait son propre rôle dans cette histoire sensuelle et gracieuse. Une jeune fille débarque chez lui, disant : « Je m'appelle France et je suis ta fille. » « On est au dix-huitième siècle », dit Pollet, ça me convient, musique baroque, promenades à Versailles. Initiation à la littérature, à l'amour, inceste vaguement évoqué... »

Si le financement — modeste — de *Folies françaises* est trouvé, Pollet tournera peut-être en vidéo : « *Légo*

reté, liberté. Avec la vidéo, on dépasse complètement cet archaïsme qu'est le 35mm. » Manière pudique, une fois encore, de dire que l'argent ne fait pas le bonheur... N'est-il pas fatigué, tout de même, de n'avoir jamais, depuis trente ans, sauf pour l'Acrobate été gratifié financièrement ? Jean-Daniel Pollet répond très vite. Cet homme blessé qui n'arrête pas de filmer dans sa tête comme un oiseau chante dans sa cage a manifestement eu le temps de réfléchir à la question : « Le succès, c'est quoi, en matière de cinéma ? Si un film récupère ses fonds, on peut envisager, d'un point de vue économique, de faire un autre film. Mais, si ces conditions-là ne sont pas remplies, si les gens qui ont investi ne touchent pas de bénéfices de l'opération, on peut avoir, pour sa part, un autre bénéfice, celui de toucher, d'intéresser un certain nombre de gens. Et, bien entendu, une fois que le critère économique n'est plus prépondérant, le critère quantitatif devient totalement indifférent. »

Pollet, en attendant que sa jambe droite oublie le train, prépare une émission pour « Océaniques » sur un « poète qui écrit en provençal rimé, depuis vingt-cinq ans ». « Il me dit : Moi, je suis lu par cinq cents personnes et je suis content. Mais il est aussi très content de passer bientôt à la télévision... »

Lucide, mais refusant l'amertume avec l'urgence de l'espoir, Jean-Daniel Pollet assimile le cinéma à un cirque, le metteur en scène, au funambule : « Si on tombe et s'il y a un filet, on se fait moins mal. Le filet, c'est les projets qu'on a. Moi, j'en ai trois. »

DANIELE HEYMANN

* « L'Acrobate » (1975) est projeté vendredi 1^{er} décembre, à 21 heures, au cinéma L'Entrepre, en présence du réalisateur. Tél. : 45-43-41-63.



Libertad Lamarque.

L'ange de mon quartier

par Jorge Lavelli

C'est sous des voiles mystérieux que, pendant les années 30, les stars de cinéma jouaient de leur séduction. Libertad Lamarque, dont la filmographie parcourt cette décennie et celle des années 40, traversant un chemin de croix sans fin, domine de sa naïveté bouleversante le cinéma argentin de l'époque. Derrière ses voiles, son regard profond, chaleureux, ne dissimule pas sa fragilité. L'impact de ce regard clair dans la pureté du visage ovale promet toujours un bonheur sublimé d'où le mal est exclu. Son personnage ne s'accorde pas avec les projets vengeurs, les stratégies malfaisantes de femmes fatales. Son regard, ce regard cristallin, évoque une idée paradisiaque de l'amour, où règnent vertu et fidélité.

Libertad était l'anti-vamp. La femme-enfant prête à tous les sacrifices, à tous les renoncements. Si Marlene Dietrich, filmée par von Sternberg, incarnait la séductrice dangereuse qui tient les âmes au bord de l'abîme, Libertad, dans sa singulière innocence, ne pouvait que générer la bonté et le bien. Hâles ! Le monde de ses films n'était peuplé que de femmes jalouses, d'hommes vengeurs et méchants. La place exemplaire de la vertu se payait toujours trop cher.

Ses films sont un océan de larmes et de frustrations. Elle, si frêle, si pure, si intégrale, ne parvenait à faire reconnaître ses droits et ses qualités que lorsque la mort venait faucher sa dernière chance. Tant de beauté, de dévotion, d'humilité, tant de réserve spirituelle de loyauté, de générosité, ne rencontrent dans la vie que le bonheur éphémère et cruel d'un personnage de temps.

Ce n'est pas un hasard si Libertad Lamarque a trouvé dans le chignon en général, et le tango en particulier, une autre manière d'offrir son talent. Contrairement à tous les cas

connus, et à la tradition qui donne la préférence aux voix graves, rauques, enfumées, déchirantes, Libertad impose une voix aigüe, suave et tendre, mélodieuse, indissociable de son regard mélancolique. Au tango, elle ajoute un parfum de chèvre-feuille.

Lorsque j'étais enfant, j'habitais un quartier modeste dans l'ouest de Buenos-Aires, qui portait le beau nom de « Flores ». Dans l'une des artères les plus belles — la rue Directorio — qui relie deux parcs magnifiques, Libertad Lamarque occupait une somptueuse maison ancienne. Sa présence discrète faisait planer sur tout le quartier quelque chose de son prestige, comme des traces de sa vie aventureuse. Une de ses filles avait étudié, un temps, dans la même école que ma sœur aînée. Leurs destins d'étudiantes s'étaient croisés. Le nom de la star appartenait à la mythologie de mon adolescence.

Libertad Lamarque a mené une vie passionnante, inattendue. Les mélodrames de ses films s'y sont mêlés. Montée à Buenos Aires de son Rosario natal, à l'âge où les enfants jouent, elle débute au théâtre — elle a quinze ans — danse, chante, manifeste fiévreusement son goût immodéré des planches. Elle connaît également l'exil involontaire, pour des raisons politiques ; pendant un tournage, elle avait giflé l'actrice Eva Duarte, qui n'était pas encore Eva Peron, mais était rancunière.

C'était l'un des premiers exils d'une longue liste. Il a duré quarante ans. Pourtant, l'irrésistible plaisir de l'écriture et de jouer a conduit Libertad Lamarque au Mexique, où elle a continué sa carrière, où elle a acquis une notoriété internationale. Comme Gardel, elle a des origines françaises. Pour quelque raison que j'ai du mal à définir, cela me fait plaisir.

* « El Fin de la Noche » d'Alberto De Zavalía (1944) est projeté le 7 décembre, à 21 heures, au cinéma Les Trois Balcons, en présence de Libertad Lamarque (Tél. : 45-61-10-60).

Le Polo

FESTIVAL D'AUTOMNE

DES INÉDITS DE BIETTE, DAVILA, GRANDPERRET

La quarantaine rougissante



Jean-Claude Biette.



Jacques Davila.

Réunir les budgets nécessaires pour tourner un film qui ait une chance de sortir dans les grands circuits de distribution est difficile. Air connu. Mais, depuis quinze ans, des cinéastes choisissent de faire du cinéma avec des bouts de ficelle. Le Festival d'automne présentent leurs inédits.

Il ont entre quarante-huit et quarante-trois ans, mais on les considère toujours comme de « jeunes auteurs ». Pas marginaux. Plutôt « à tirage limité ». Plus connus des cinéastes et des critiques que du grand public. Ils sont apparus, dans les années 70 ou tout au début des années 80, bien décidés à être auteurs de films sans se laisser déborder par le système. Ce système de production qui, après avoir plus ou moins récupéré la nouvelle vague des années 60, n'avait pas très envie d'encourager de nouveaux francs-tireurs. Ils tournaient peu, mais chacun de leurs films est comme un premier film. Ils ne forment pas une école, un groupe, tout juste une famille d'esprit. Trois d'entre eux, Jacques Davila, Jean-Claude Biette et Patrick Grandperret, présentent leur petit dernier, un film inédit, au Festival d'automne. Jean-Claude Guiguet manque à l'appel. Depuis *Fabourg Saint-Martin*, en 1986, il attend de pouvoir réaliser un nouveau film.

Jacques Davila est né en 1941, à Oran. Il a fait des études de lettres à Paris. Il a été, à la télévision, assistant pour *Cinéma de notre temps*, de Janine Bazin et André S. Labarthe : toute une époque... Et puis, toujours pour la télévision, réalisateur de courts métrages. En 1975, il entreprend son premier long

métrage, *Certaines nouvelles*, coproduit par la petite société Dovidis, de Pierre Neurisse, et la SFP. La sortie du film est entravée par des difficultés financières. Il ne sort que fin 1979, mais reçoit le prix Jean-Vigo. Encore que, bien entendu, il n'y ait pas de grand circuit de distribution pour une œuvre de ce genre.

Certaines nouvelles est l'histoire d'une famille de Français d'Algérie qui, du côté d'Oran, vivent, en 1961, les illusions et les périls d'un dernier été. Il y a là-dedans beaucoup de souvenirs personnels. L'écriture cinématographique se modèle sur la durée romanesque pour traduire la réalité d'un quotidien où mûrissent les tensions d'une société en train de basculer. Le film est, sur un autre plan, construit sur les comportements de plusieurs couples, ce qui va rester, chez Davila, une constante : sa nouvelle, *Remue-ménage*, pour le film collectif *Archipel des amours* (neuf histoires, neuf auteurs), en 1982, montre un jeune couple en pleine crise conjugale aux prises avec une logeuse encombrante.

Quatre ans passent avant *Qui trop embrasse* (1986), produit par Gérard Vaugeois (Les Films de l'Atlantide). Le budget réduit impose à Davila de s'en tenir à une mise en scène d'une simplicité rigoureuse. Il traite de l'amour moderne et de ses difficultés, selon des réactions en chaîne et de petites histoires assez roses. Deux ans après, Jacques Davila réussit à monter la *Campagne de Clocron* grâce au financement du Fonds d'intervention pour le cinéma et l'audiovisuel de la région Languedoc-Roussillon. Il a écrit et tourné dans les Corbières. Ce « voleur d'anecdotes », qui a des dans pour l'écriture littéraire, place trois couples dans les chasses-croisés assez perfides des jeux amoureux. C'est l'inédit.

Jean-Claude Biette est né à Paris en 1942. A partir de 1964, il collabore épisodiquement aux *Cahiers du cinéma*. Il réalise des courts métrages, dont quatre en Italie, où il a beaucoup travaillé avec Pasolini. Son premier long métrage, *Le Théâtre des matières* (1977), est parti d'une idée de travail sur un chapitre du *Bleu du ciel*, de l'écrivain Georges Bataille. Dur à faire passer à l'écran ! Alors, il y a une petite troupe de théâtre, mal installée dans une vieille maison de banlieue, qui connaît des difficultés matérielles. Cela permet de faire coïncider le budget — très mince — avec le réalisme triste de quartiers urbains en démolition et le propos de l'œuvre sur les difficultés de la création artistique, un rêve de théâtre pur s'achoppant sur les écueils du système économique. Jean-Claude Biette, qui se voit refuser l'avance sur recettes pour plusieurs scénarios, fait de ses budgets dérisoires la vertu et la rigueur de son style.

Pour passer du cinéma, sa grande préoccupation, Biette choisit la peinture et le petit monde parisien des critiques d'art (et de ceux qui croient savoir ce qu'est la création picturale). Laura Betti, (qu'il a connue lorsqu'il travaillait en Italie), directrice d'une galerie, jongle avec les mots et se déplace comme un insaisissable papillon. Les films de Jean-Claude Biette ne sont pas des « films pauvres » sur l'écran. Le découpage, les cadrages et les mouvements d'appareil ne visent qu'à l'essentiel. Quand on n'a pas d'argent pour recommencer dix fois une prise, autant s'arranger pour éviter les brouillons. *Loin de Manhattan* est sorti en janvier 1982. Sept ans après, voici le *Champion des Carpathes*, avec Tomie Marshall, Valérie Jeannot, Howard Vernon, et Thomas Badeck. Inédit.

Patrick Grandperret est né en 1946 à Saint-Maur. Il a été assistant-réalisateur de Nadine Trintignant,

Claude Goretta et Maurice Pialat, entre 1974 et 1980, producteur de *Deux Lions au soleil*, de Claude Faraldo, producteur et réalisateur de courts métrages. Il a produit également son premier long métrage, *Courts-circuits* (1980), où passe son goût des courses de motos. On y voit un jeune homme qui, depuis un accident, ne peut plus se servir de son bras droit — ce qui était le cas de l'interprète, Gérard Garnier — se lier à des malfrats pour trouver l'argent nécessaire à financer la saison de son ami motard. Patrick Grandperret émette le temps et l'espace, provoque des chocs de la réalité comme chez Pialat, exalte un certain romantisme sauvage des amitiés masculines. *Courts-circuits* reçoit le prix Jean-Louis-Bory du cinéma, fondé en mai 1980, dont l'existence sera éphémère. Huit ans après, Patrick Grandperret tourne *Mona et moi*, produit par Monique Aunaud et Jean-René de Fleury, avec une aide du ministère de la culture. Ce deuxième film a été présenté au Festival de Cannes 1989 dans la section *Perspectives du cinéma français*, mais il est toujours inédit.

Denis Lavant, l'acteur et le « double » de Leos Carax, y joue une étrange dérive dans des décors de banlieue, avec une fille bizarre (Sophie Simon) et le musicien Johnny Thunders. On vit romantiquement, dangereusement, la drogue circule. Au contraire de Davila et de Biette, Patrick Grandperret ne se soucie pas de l'aspect « fauché » de ses films. Dans *Mona et moi*, son univers ne tient plus à la réalité que par un fil. Fantastique social ? Surtout une façon d'être « moderne » envers et contre tout. Ce qui a mené le « cinéma de qualité » des années 80 à la confusion que l'on sait.

JACQUES SICLIER

Le Polonais de la onzième heure

Avec *Tu ne tueras point*, Prix du jury au Festival de Cannes 1988 et Prix du meilleur film européen décerné par un arbitrage international, Krzysztof Kieslowski s'est imposé l'an dernier comme l'un des cinéastes majeurs de notre époque. Il récidive cette année avec *Brève histoire d'amour* et un *Décatalogue* qui fait le tour du monde, est acheté par toutes les télévisions et veut à son auteur de séder dans les jurys, de se voir consacrer des hommages à la fois. Ceux qui avaient compris dès les cinq premières minutes de *Tu ne tueras point* qu'ils étaient en présence d'un grand metteur en scène savaient-ils que depuis une décennie ce Polonais bâtissait une œuvre imposante et presque totalement ignorée en France ? Car, si les manifestations cinématographiques se multiplient, la circulation des œuvres n'a jamais été aussi précaire — à l'exception des produits hollywoodiens.

Trente courts métrages documentaires, trois dramatiques en vidéo, six longs métrages, trois téléfilms et même une pièce de théâtre écrite et mise en scène par lui... une des clés pour comprendre ce cinéaste, c'est d'abolir comme lui les frontières entre le cinéma et la télévision, la fiction et le documentaire. Kieslowski a souvent répété que le documentaire est une forme d'art plus estimable que la fiction car la vie est plus intelligente que lui, elle crée des situations plus intéressantes que celles qu'il pourrait inventer. Mais, si le court métrage documentaire lui a appris la concision, ainsi que l'ellipse et le poids de la réalité, il a compris très vite que certaines portes de la vie privée se fermentaient toujours devant l'enquêteur et que, pour aller au fond des pensées et des comportements, il lui fallait passer par le biais de la fiction.

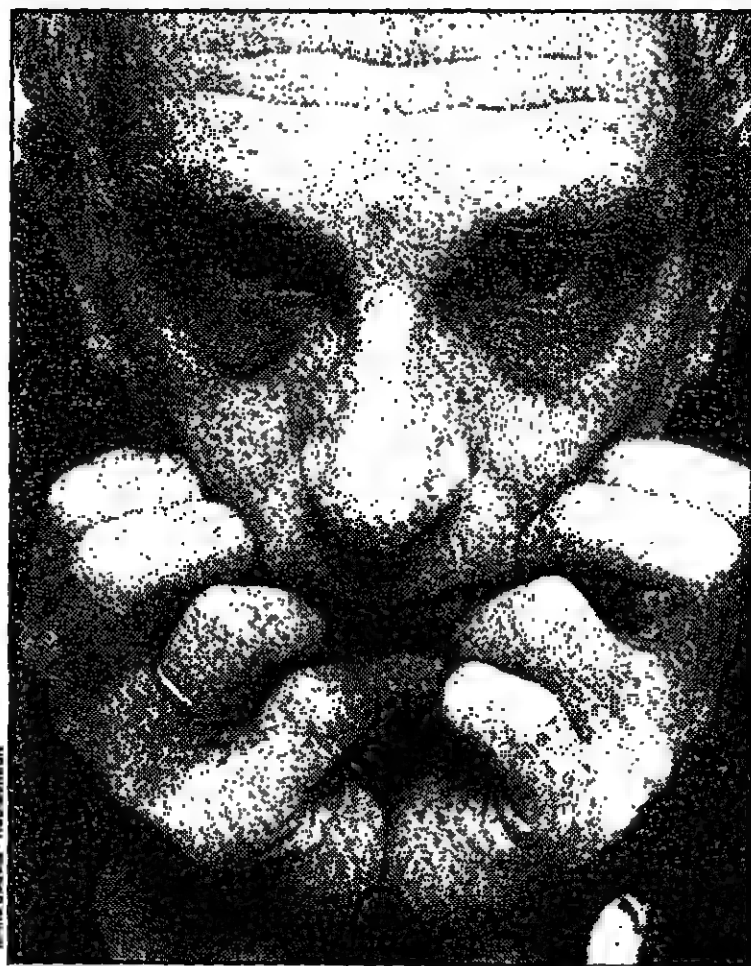
De même, si, selon Kieslowski, le tournage télé n'est pas radicalement différent du tournage cinéma pour un créateur — à deux exceptions près, moins de temps et moins d'argent, — il

s'est aussi rendu compte que la réception d'une image à la télévision est moins attentive, moins affinée et que ses films pouvaient en souffrir qu'il visent la condensation, la rapidité, le questionnement.

Kieslowski est le plus brillant représentant d'une génération de cinéastes polonais que la critique de son pays a caractérisés comme celle de « l'inquiétude morale ». Des mots ravisement souvent dans sa conversation et dans celle de ses collaborateurs : « Défense des valeurs », « sens des responsabilités ». Si les contradictions du système communiste avaient permis pendant plusieurs décennies aux arts — théâtre, musique, cinéma, littérature — de fleurir en Pologne et dans des directions parfois avant-gardistes, les années 80 virent une chape de plomb tomber sur la création. Déjà Sienkiewicz et Zulawski avaient suivi Polanski dans l'exil. Désormais, Wajda et Zanussi tournaient à l'étranger. Mais la devise de Kieslowski fut en un sens « je m'attends », expression d'une conscience éthique face à une télévision de plus en plus crétinisante et à une production cinématographique plus que jamais sous haute surveillance. Un de ses films, *Sans fin*, est interdit par la censure. Un autre, *le Hasard*, est interrompu au montage. Il ne sont sortis que très récemment. Pourtant, Kieslowski continue à tourner envers et contre tout, en dépit des pressions et des dures conditions économiques. Il impose finalement l'idée de ce *Décatalogue* qui allait faire sa gloire, dix films de moins d'une heure, interrogations sur le monde d'aujourd'hui à portée universelle et illustrations ambiguës des dix commandements.

MICHEL CIMENT

* « Le Clocron » (1976) est projeté lundi 4 décembre, à 21 heures, au cinéma Les Trois Bistrot, en présence de Krzysztof Kieslowski (tél. : 45-61-70-80).



Krzysztof Kieslowski.

سكن في الأحياء

هكذا من الاجل

FESTIVAL D'AUTOMNE

« LIFE IS CHEAP », DE WAYNE WANG

Au cœur de toutes les chinatowns

Il doit son prénom à John Wayne... A étudié chez les jésuites et vécu dans un ranch tenu par des quakers. Il n'en est pas moins terriblement chinois. Son dernier film, *Life is Cheap*, une comédie âpre et violente, brosse le portrait d'un héros énigmatique, plongé dans les bas-fonds de Hongkong.

Le cinéma américano-asiatique occupe dans l'histoire une place pour le moins marginale. Certains le font pourtant remonter à 1919, lorsque Sessue Hayakawa (le commandant japonais du *Pont de la rivière Kwai*) écrivait, réalisait, montait, décorait et tenait le rôle principal de films qu'il produisait. Rapidement, cet embryon de cinéma fut balayé par les Charlie Chan, Fu-Manchu, Docteur Moto et autres caricatures.

En 1985, les Asiatiques d'Amérique font un double retour sur les écrans. Les deux films qui marquent cette rentrée n'ont en commun que l'âge de leur réalisateur respectif. *L'Année du Dragon*, de Michael Cimino, affiche Mickey Rourke en vedette ; il est produit sur un budget hollywoodien, disons, décent. Celui de *Dim Sum* est d'environ 500 000 dollars, et le film n'a pas de vedette.

Tout au long d'une adolescence passée à Hongkong — il y est né en 1949 — Wayne Wang (ainsi nommé par son cinéphile de père en hommage à John Wayne) sèche son école de jésuites pour se plonger avec extase dans les films de Doris Day et Rock Hudson, ou les *pop songs* de Jan and Dean. L'oreille collée à un transistor branché sur une station rock, il entre, en 1967, dans la baie de San-Francisco, avant de s'installer dans un ranch tenu par une famille de quakers. Etonnez-vous que, devenu cinéaste, il ironise mieux que personne sur la collision des cultures chinoise et américaine.

Tourné pour 22 000 dollars, son premier film, *Charlie Chan is Missing*, est une parodie de film noir avec détective privé, et vue de l'intérieur du Chinatown de San-Francisco (mais ce pourrait être celui de New-York). Les cuisiniers y chantent des *pop songs* américains, les voyous donnent dans l'argot du ghetto black pour bien souligner qu'ils sont ici chez eux. Stéréotypes raciaux et clichés médiatiques sont mis à mal.



Spencer Nakasaku, héros énigmatique

« Mes personnages sont américains, affirmait alors Wayne Wang. Il se trouve simplement qu'ils sont aussi chinois. » Il a lui-même vécu le cycle infernal du jamais-chez-soi-toujours-ailleurs. Vers 1972, il retourne à Hongkong, s'y trouve mal à l'aise, se revendique totalement américain. Rentré aux États-Unis, il connaît une période 100 % chinoise. Il finit par accepter son métissage.

L'audience qu'il cherche à atteindre lui ressemble. Seule concession au public américain : une esthétique, un aspect formel, une structure. Une manière de renouer avec un genre cinématographique familier. Une façon aussi de rappeler aux Américano-Asiatiques qu'un des leurs peut faire un film qui tienne la route face aux exigences du public art et essai.

Chan is Missing révélait la complexité de la communauté sino-américaine d'aujourd'hui. *Dim Sum* se

concentrait, au sein d'une famille, sur le conflit entre vieilles traditions et mœurs contemporaines. Après le méandre de *Slam Dance*, Wang opère avec *Eat a Bowl of Tea* un retour aux sources. Située dans le Chinatown new-yorkais de 1949 (remarquablement reconstitué... à Hongkong), l'histoire retrace le point de départ de la famille sino-américaine : jusqu'alors condamnés au célibat par les lois dites « d'exclusion », les premiers immigrants chinois se voyaient enfin autorisés à faire venir leurs femmes et à fonder un foyer en territoire américain. Ainsi Wayne Wang bouclait-il en quelque sorte sa trilogie.

Il lui restait à choisir son étape suivante : un film américain « ordinaire », sans références chinoises ? Une grande épopée sur la Chine des années 40 à nos jours ?

C'est une troisième voie qu'il emprunte. Cinéma guérilla, comédie noire et sauvage pleine de sexe et de violence, *Life is Cheap* amorce une nouvelle voie, presque « godardienne » par sa manière de s'adresser

directement au spectateur, par sa trame elliptique, ses ruptures de ton et son montage abrupt.

L'intrigue est un prétexte. Dépêché à Hongkong pour livrer un colis (accroché à son poignet par des menottes), un jeune Américano-Asiatique ne parvient pas à entrer en contact avec son correspondant. Il part à sa recherche, plonge dans la vie turbulente de l'*underground*. Dès lors, le film devient l'étude de ce héros énigmatique autant que le portrait d'une cité de violence et de contradictions, où gangsters et prostituées, chauffeurs de taxi et petits escrocs exercent leurs activités sur un code (et un mode) singuliers. Parfois choquant par l'audace de ses images, tendre et brutal, *Life is Cheap* est, en résumé, un film séduisant.

HENRI BÉHAR

* *Life is Cheap* est projeté mercredi 6 décembre, à 20 h 30, au cinéma Les Trois Balzac (Tél. : 45-61-10-60).

AUJOURD'HUI

PALOMBELLA ROSSA

UN FILM DE NANNI MORETTI

Le rire poli de Mifune

Quand je l'ai rencontré pour la première fois, Toshiro Mifune avait vingt-cinq ans. Il en a plus de soixante-cinq maintenant et ressemble beaucoup à ce qu'il était alors.

D'abord, il y a son rire. Tandis que les yeux demeurent sérieux, le rire poli peuple les silences, écarte les malentendus, donne la couleur de son humour. Un humour fondé sur le peu de cas qu'il accorde à sa personne.

Il se voit comme un homme ordinaire, ce qui peut surprendre de la part de l'un des Japonais les plus célèbres au monde. Il ne faudrait voir là aucune fausse humilité.

Mifune est un acteur, et en ce sens nous le sommes tous. Les qualités qu'il laisse deviner — sérieux, ténacité, honnêteté — sont réelles. Il est réputé pour son amabilité. « Le seul comédien bien, une personne vraiment bien. » Voilà comment il se définit.

J'étais sur le tournage du *Trône sanglant* de Kurosawa il y a une trentaine d'années. Mifune jouait une scène dans une baignoire, plongé dans l'eau jusqu'au cou. La journée avait été longue et pénible. Kurosawa s'était montré impossible, exigeant un nombre incalculable de prises à chaque séquence. Pendant tout le temps, je remarquais que son stylo à bille ne marchait plus. Au lieu de le jeter et d'en demander un autre, il passait son temps, entre les prises, à essayer de le

faire marcher. J'ai raconté l'histoire à Mifune. « Oui, a-t-il répondu, je me sens exactement comme ce stylo. » Puis : « Vous avez remarqué ? Il a réussi à le faire écrire finalement. »

C'est ainsi que Kurosawa travaille, et c'est pourquoi ses films atteignent la perfection. Il n'abandonne jamais et s'arrange pour que tout se plie à sa volonté. Y compris les acteurs. Il a découvert le talent de Mifune, et lui a offert ses rôles les plus marquants. Le bandit de *Rashomon*, l'amuseur des *Sept Samouraïs*, le paranoïaque de *La Chronique d'un être vivant*, le voleur des *Bas-Fonds*, Sanjuro dans *Yojimbo* et *Sanjuro*, le rôle titre de *Barberousse*... Le méchant Kurosawa a obtenu ces performances du gentil Mifune, qui, sans doute, ne sait plus qu'il est, parmi toutes ces ombres sur l'écran. Mais Kurosawa le sait.

La rupture entre le cinéaste et le comédien a eu lieu pendant *Barberousse*. « Tu garderas ta barbe jusqu'à ce que je te dise de la raser », a ordonné Kurosawa. Mifune, qui avait besoin de travailler ailleurs, souleva quelques objections. Kurosawa s'est obstiné, a insisté jusqu'à ce que quelque chose se casse.

La dernière fois que j'ai parlé avec Kurosawa, c'était à propos de *Ran*. Mifune avait l'âge du rôle, et lui qui avait été un si magnifique Macbeth jadis dans *Le Château*

de l'année (toujours de Kurosawa) aurait sans doute été un Lear non moins magnifique. Kurosawa m'a seulement dit qu'il n'avait rien à faire avec des comédiens qui jouaient dans des séries comme *Shogun*. Après tout, Mifune a besoin de gagner sa vie, et il connaît si bien le rôle du guerrier féodal, qu'il le tient sans difficulté aucune. De plus, il ne sait pas dire non.

Le problème principal de Mifune est son idéalisme. Il veut faire le bien à tout prix, dans un monde qui n'a rien à faire avec les gens bien. Il a toujours été incompris. Dans sa vie conjugale comme dans son métier. On a beaucoup profité de lui.

Certains auteurs sont guidés par le besoin de perfection. Mifune est guidé par le désir de vertu. Il est resté l'enfant qui aspire à la sagesse, qui laisse de côté ses mauvais penchants, les compromissions de l'âge adulte. On imagine Kurosawa, le mauvais père, se détournant du fils aimant.

DONALD RICHIE

Donald Richie est spécialiste du cinéma japonais, auteur de biographies de Kurosawa et d'Osaka et d'une introduction au cinéma japonais, à paraître en janvier 1990, aux éditions Oxford University Press.

* *La Mort d'un samouraï de thé*, de Sen He Kiyu (1989) est projeté le jeudi 30, à 21 h, au cinéma Les Trois Balzac en présence de Toshiro Mifune (Tél. : 45-61-10-60).

FONDATION GAN POUR LE CINEMA

ET LES AQUAS CINE ALLIANCE PRESENTENT

LES ÉTERNELS DU CINÉMA EUROPÉEN

DU 29 NOVEMBRE 89 AU 20 FÉVRIER 90

12 PAYS - 64 FILMS AU CINÉMA RELET MÉDICIS

Café de la Plage

LES BILLES BEL BOYS

Street Jazz Band

LES DIMANCHES

12, 18 et 25 novembre

à partir de 22 h

59, rue de Charonne Paris 11^e

CINÉMA

« PALOMBELLA ROSSA », DE NANNI MORETTI

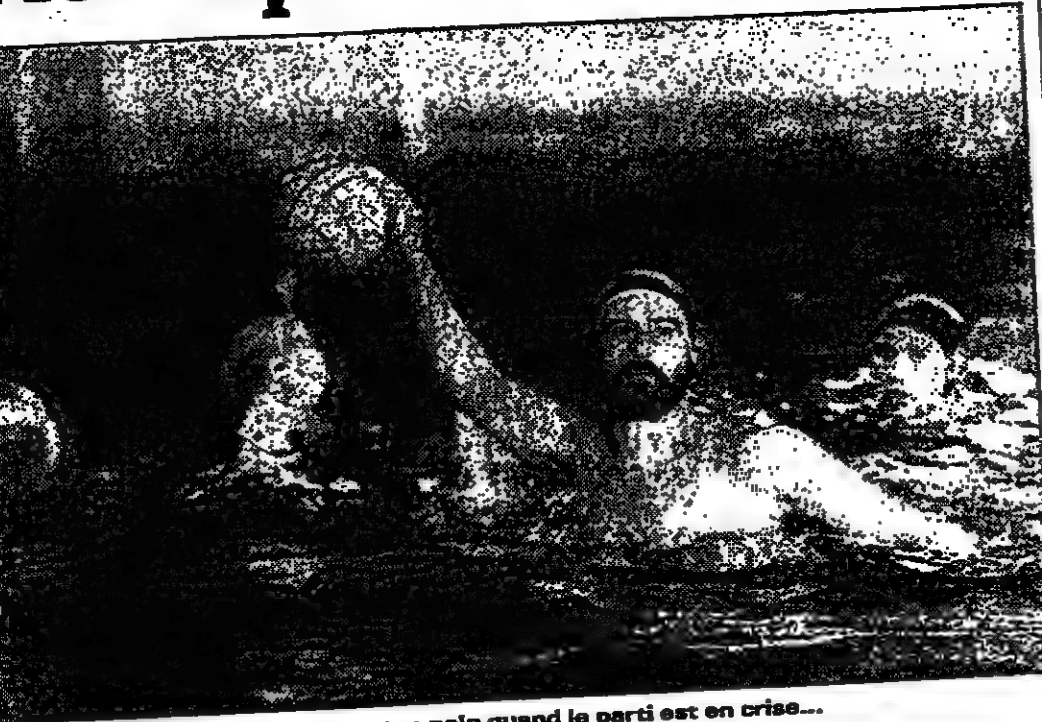
Quand le PC prend l'eau

Nanni Moretti a été révélé par son premier long métrage : *Je suis un antarcique*. Le dixième et dernier part d'une constatation : *Je suis communiste*. Plus exactement, Moretti l'a été, et, avec un humour hargneux et percutant, il se met en scène, dans une piscine, pour un match de water-polo défilant, parabolique du communisme italien.

Il conduit tranquillement dans les embouteillages quand les montants à l'arrière de la voiture qui le précède se mettent à lui faire des grimaces pendant le générique. Nanni Moretti, qu'il ne faut pas provoquer longtemps, leur retourne grimace pour grimace, lâche le volant et, au coin d'une rue, emplace une voiture en stationnement. Est-ce le choc qui lui décolle les souvenirs des mémoires ? On monte avec Nanni Moretti dans un car plein de jeunes hommes assez affairés, jargonnant un sabir incompréhensible à propos d'attaques et de lignes de défense. Moretti se souvient : « Je suis communiste », mais semble tout aussi perdu que nous dans ce car de comploteurs. Les choses ne s'arrangent guère quand on le voit en train de nager, plus ou moins, dans une piscine où flottent de grandes publicités en bois peint pour des sucreries et des gâteaux industriels.

Tout est là, bien sûr, inutile d'aller plus loin en un sens : un homme qui se débat dans l'eau bleue et chlorée, bataillant avec des bonbons géants et cherchant vaguement à piocher dans le naufrage une autre épave que ce simple et pauvre « Je suis communiste ». Mais le film de Moretti, son neuvième après *Bianca* et *La messe est finie*, décline ce thème avec une allégresse et une hystérie contagieuses, sans pour autant jamais adopter un fil narratif traditionnel. De fait, Moretti ne se souvient de rien pendant un bon moment, alors que les autres ont toute leur tête. Les sportifs du car sont dans la piscine, eux aussi. Ils forment une équipe de water-polo dont il fait partie. Il sait jouer d'ailleurs, un peu machinalement mais pas mal. En revanche, il ne voit pas du tout à quoi on peut faire allusion en le félicitant pour « son geste de mardi ». « Très moderne ton discours de mardi », etc.

Il a une fille ravissante, Valentina. Pas de femme à l'horizon. Deux individus bizarres et rancuniers le persécutent vaguement, des militants d'une sous-



Jouer au water-polo quand le parti est en crise...

tendance rivale peut-être. Une journaliste un peu maise d'un hebdomadaire, à qui il colle une gifle parce qu'elle n'emploie que des clichés, lui parle de son « *trend négatif* ». Un catholique veut le convertir et se fait épauler par un théologien papalard. Tout le monde, dans cette piscine dont on ne sort pas, a son gourou, professeur de yoga, sage des Indes. Même l'arbitre consulte son psychanalyste avant de siffler un penalty.

Petit à petit, ça lui revient. Le fameux mardi, il participait à un débat télévisé sur l'avenir du Parti communiste italien et il n'était pas en forme, arguments vagues et langue de bois massive, jusqu'au moment où il a déraillé, s'est mis à chanter comme dans un film de Jacques Demy. Petit, il aimait les gâteaux (grand aussi, d'ailleurs) et avait horreur des piscines, ne voulait pas jouer au water-polo. Qu'est-ce qui s'est passé ? Comment se retrouve-t-on un bonnet sur la tête en train de nager un ballon à la main, entouré de fanatiques du *Docteur Jivago*, de David Lean, alors que le

parti est en pleine crise ? Où sont les goûters de notre enfance ? « *J'attendais plus de la vie, plus et mieux* ». Personne d'autre que Moretti n'aurait eu le toupet de plonger la cause du communisme italien, de sa rhétorique et de ses espoirs déçus dans les eaux d'un grand bassin municipal et d'ajouter confiseries et souvenirs personnels en agitant le tout frénétiquement. Personne n'aurait osé annoncer un tel sujet en donnant si peu l'impression de le traiter. Et pourtant, comme c'est étrange, à la fin du match, on sait bien évidemment pourquoi ça clochait du côté politique. La *palombella* est un tir en lob où l'on rentre le ballon dans les buts par-dessus le gardien. Cette colombe, rouge pour la circonstance, Moretti acteur et réalisateur y est passé maître.

MICHEL BRAUDEAU

VO : Ciné-Beaubourg, 3 (42-71-52-36), Reflet Logis 1, 5 (43-94-42-34), St-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18), UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94), UGC Biarritz, 8 (45-62-30-40), UGC Opéra, 9 (45-74-95-40), La Basille, 11 (43-07-48-60), Le Mistral, 14 (45-39-52-43).

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Comic Book Confidential

de Ron Mann. Américain, noir et blanc (1 h 30).

Montage documentaire sur les romans en images et les vingt-deux artistes les plus importants du genre aux États-Unis. Pour les collectionneurs et les amoureux du kitsch.

VO : Sept Perspectives, 14 (43-20-32-20).

Histoire d'Oroklia

de Jacques Oppenheim, et Sou Jacob, avec Marguerite Sou, Nouroum Douroum, Joseph Traré, Franco-burkinabé (1 h 18).

Le mariage forcé d'une jeune Africaine. Sa révolte, la dure condition des femmes. L'histoire se passe aux premiers temps de l'indépendance.

VO : Utopie Champollion, 9 (43-29-84-68).

Olivier et Compagnie

de George Scribner, avec les voix de Renaud Tassier, Patrick Poivry, Gérard Hernandez, Américain (1 h 14).

Olivier Twist, le roman très noir de Dickens, adouci par les studios Walt Disney. Olivier est un petit chat, l'action se passe dans le New-York d'aujourd'hui, où rien, semble-t-il, n'est jamais désespéré, puisqu'il existe des êtres au cœur généreux.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Rax, 2 (42-35-83-93) ; U.G.C. Normandie, 8 (48-63-16-16).

VF : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Rax, 2 (42-35-83-93) ; U.G.C. Normandie, 8 (48-63-16-16).

Montparnasse

de Gérard Oury, avec Sabine Azéma, Pierre Arditi, Isach de Bankolé, Jacques Perrin, Riccardo Cucciolini, Giuseppe Coderna, Français (1 h 50).

Vanille fraise

de Gérard Oury, avec Sabine Azéma, Pierre Arditi, Isach de Bankolé, Jacques Perrin, Riccardo Cucciolini, Giuseppe Coderna, Français (1 h 50).

A partir de l'histoire du *Rainbow Warrior*, une comédie à quiproquos, avec faux couple et mari jaloux. L'affaire est juste là pour donner un piment d'actualité à une situation cocasse. Clins d'œil et rythme enlevé.

Forum Horizon, handicapés

1 (45-08-57-57) ; Rax, 2 (42-35-83-93) ; U.G.C. Normandie, 8 (48-63-16-16) ; Gaumont, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont, 19-081 ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8 (43-87-35-43) ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-30-40) ; Paramount Opéra, 12 (47-42-56-51) ; Les Nations, 12 (43-04-47) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alsace, 14 (43-27-84-53) ; Miramar, 14 (43-27-84-53) ; Miramar, 14 (43-27-84-53) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; U.G.C. Meilhot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

WALT DISNEY PICTURES PRESENTA LE TOUT NOUVEAU DESSIN ANIME DANS LA GRANDE TRADITION DISNEY

OLIVER & Compagnie

AUJOURD'HUI

5 SUPER CHANSONS ORIGINALES

© 1989 The Walt Disney Company
DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. (Transatlantic), Inc.

GAGNEZ DES VOYAGES A DISNEYWORLD® EN PARTICIPANT JUSQU'AU 23 DECEMBRE AU GRAND CONCOURS CARREFOUR/OLIVER

Carrefour

سكزا من الاصل

CINÉMA

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Abyss

de James Cameron, avec Ed Harris, Mary Elizabeth Mastrantonio, Michael Biehn, Andréiïan (2 h 15).

La peur des grands fonds peuplés d'être lumineux, étrangement présents, étrangement fuyants. Toute la technologie du monde ne peut rien contre un alien roi de ces merveilleux paysages océaniques.

VO : U.G.C. Normandie, 8° (45-63-18-16) ; Sept Paranaissiens, 14° (43-20-32-20).

Alice

de Jan Svankmajer, avec Kristyna Kohoutova, Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne (1 h 24).

Le voyage d'Alice au pays des merveilles cauchemars de l'enfance, dans un univers menaçant et fascinant, somptueusement sordide. C'est Lewis Carroll revu par Edgar Poe, et naturellement par Kafka, puisque le réalisateur est tchèque.

VF : Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26).

Brève Histoire d'amour

de Krzysztof Kieslowski, avec Grazyna Szapolowska, Oles Lubaszka, Stefania Iwicka, Piotr Machulski, Pologne (1 h 27).

Comment le voyeurisme idéalise l'amour d'un adolescent qui observe obstinément sa voisine d'en face. Comment le contact avec la réalité le mène jusqu'au suicide. Un suicide raté, mais qui le laisse blessé. Kieslowski : le Polonais le plus noir.

VO : Saint-André-des-Arts II, 8° (43-26-80-25).

Chambre à part

de Jacky Cudde, avec Michel Blanc, Jacques Dutronc, Lio, François Berben, Engelbert Humperdinck, Catherine Frot, France (1 h 33).

Michel Blanc est marié, et cherche — en vain — à se

trouver seul avec Lio, dont il est amoureux, mais qui est mariée à Jacques Dutronc. Chassés-croisés et poursuites. La comédie frôle le scabreux et on en reste à une peinture de comportements. Tout tient sur les comédiens. Michel Blanc assume son personnage de pantoufflard saisi par la passion.

VO : 2° (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3° (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 6° (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 8° (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8° (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, 13° (43-36-23-44) ; Mistral, handicapés, 14° (43-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-93-40) ; Images, 18° (45-22-47-94).

Cinéma Paradiso

de Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio, Franco-italien (2 h 03).

Le grand succès du Festival de Cannes ne se dément pas. On continue de s'attendrir sur l'amitié entre un gamin fûté et un projectionniste bougon, sur les premiers temps du cinéma, temps de l'émouvantement naïf.

VO : 14 Juillet Odéon, 8° (43-25-59-59) ; George-V, 8° (45-62-41-48) ; Pathé Marignac-Concorde, 8° (43-59-82-82) ; Sept Paranaissiens, 14° (43-20-32-20) ; VF : Pathé Français, 3° (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06).

Le cuisinier, le voleur, sa femme et son amant

de Peter Greenaway, avec Richard Bohringer, Michael Gambon, Helen Mirren, Alan Howard, Tim Roth, Claran Hinds, Franco-britannique (2 h).

L'enfer de la gloutonnerie impuissante, de l'amour



impossible. L'enfer, c'est les autres, disait Sartre. C'est, en chacun, l'indifférence et l'ambition stupide, répond Greenaway, dans son film nocturne et sardonique, rouge flamme, bleu de glace, blanc nucléaire, habillé par un Jean-Paul Gaultier plus morbide et insolent que jamais.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8° (43-25-59-59) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08) ; La Bastille, 11° (43-07-48-60) ; Bienvenue Montparnasse, 15° (45-44-25-02).

Le Dernier Chemin de Waller

de Christian Wagner, avec Rolf Ege, Herbert Knaup, Cécile Dünker, Sylvie Courvoisier, Allemagne (1 h 40).

Waller, cheminot à la retraite, continue d'accomplir les gestes qui ont construit sa vie, se promène le long de la voie ferrée désaffectée, qui était son royaume. Les souvenirs

s'insinuent, le submergent, l'effacent. Bouleversant.

VO : Saint-André-des-Arts I, 6° (43-26-48-18).

La Femme de Rose Hill

d'Alain Tanner, avec Marie Gaydu, Jean-Philippe Escoffier, Denise Piron, Roger Jendly, Lucie Guenzakoff, André Steiger, Franco-suisse (1 h 35).

Chronique de l'immobilisme suisse, à travers l'histoire d'une belle fille des îles mariée par petites annonces à un brave type avec qui elle ne s'entend pas. Tamer procède, comme à son habitude, par touches feutrées. Il n'en est pas moins sans complaisance.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1° (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourgs, 6° (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 8° (47-20-76-23) ; Gaumont Paranaissiens, 14° (43-35-30-40).

Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, John Rhys-Davies, Julian Glover, Américain (2 h 05).

Indy le magnifique retrouve son père, ex-James Bond plus séduisant encore. Au premier degré, des aventures haletantes. Au second, des références signées. Et à tous les degrés, un humour vivant, une folie bien contrôlée. Une vraie friandise.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, TodAO, 1° (45-08-57-57) ; Pathé Marignac-Concorde, 8° (46-33-79-33) ; George-V, THX, TodAO, 8° (45-62-41-48) ; U.G.C. Normandie, 14° (45-63-18-16) ; Max Linder Paranaissiens, THX, TodAO, 1° (45-24-58-58) ; Kinopanorama, handicapés, 14° (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20° (46-36-10-86).

Le Marquis d'Esquilache

de Josefina Molina, avec Fernando Fernán Gómez, J.-L. Lopez Vazquez, Angela Molina, Angel de Andres, Concha Velasco, Adolfo Marsillach, Espagnol (1 h 45).

Aristocrate paresseux, légèrement libidineux et pour tout dire ambigü, Fernando Gomez, marquis

d'Esquilache, est chargé par le roi d'Espagne de réorganiser les finances. Ce qui ne plaît pas à tout le monde et permet au réalisateur des scènes de genre des retours en arrière : tout un folklore espagnol, dérisoire compris.

VO : Larian, 4° (42-78-47-58).

La Petite Véra

de Vassili Ritschad, avec Natalia Negoda, Andrei Sokolov, Yuri Nazarov, Ludmila Zaitseva, André Fomine, Soviétique, copie neuve (2 h 16).

Le film soviétique le plus charmant de la perestroïka. Sans doute en raison du charme personnel de Natalia Negoda, aussi à cause d'une histoire qui montre que les jeunes gens élevés dans le socialisme ressemblent trait pour trait aux adolescents « capitalistes ». Exotisme en plus.

VO : Épi de Bois, 5° (43-37-57-47) ; Cosmos, 6° (45-44-28-80) ; La Triomphe, 8° (45-62-48-78).

Piété noire

de Shohei Imamura, avec Yoshiko Tanaka, Kazuo Kitamura, Etsuko Ichihara, Japonais (2 h 03).

Des Japonais qui ont reçu la pluie noire de Hiroshima se réfugient dans un village, tentent de survivre, cherchent à comprendre pourquoi Hiroshima.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3° (42-71-52-36) ; Pathé Marignac-Concorde, 8° (43-59-19-08) ; U.G.C. Rotonde, 8° (45-74-94-94) ; La Triomphe, 8° (45-62-48-78).

Quand Harry rencontre Sally

de Rob Reiner, avec Billy Crystal, Meg Ryan, Carrie Fisher, Bruno Kirby, Américain (1 h 40).

Ils se rencontrent, se détestent, deviennent amis puis amoureux. Comédie traditionnelle remise au goût du jour par les dialogues, et par la gravité avec laquelle Rob Reiner pose la question : un homme et une femme peuvent-ils entretenir longtemps une amitié platonique ? (La réponse est non.)

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8° (43-25-59-59) ; La Pagode, 7° (47-05-12-13) ; Gaumont Champs-Élysées, 8° (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-07-48-60) ; Bienvenue Montparnasse, 15° (45-44-25-02).

Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Laura San Giacomo, Ron Vawter, Américain (1 h 40).

Encore une histoire d'impuissance et de voyeurisme. Mais qui, cette fois, a été couronnée par la palme

d'or. A cause sans doute de l'élégance ennuyée du réalisateur et du punch des interprètes.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12) ; U.G.C. Odéon, 8° (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08) ; Gaumont Paranaissiens, 14° (43-35-30-40) ; VF : Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33) ; Miramar, 14° (43-20-32-20).

Le Temps des Gitans

d'Enik Kusturica, avec Davor Dujmovic, Bora Todorovic, Jibica Adzovic, Huselja Hasimovic, Sirocka Trpkova, Zabin Memedovic, Yougoslave (2 h 15).

La vie des Gitans sans lunettes roses, mais avec la poésie qui naît de la misère et permet sinon de l'oublier, du moins de la sublimer. Des personnages pitoyables, des images surréalistes, des scènes qui font mal. Prix de la mise en scène à Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1° (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrande, 8° (43-22-87-22) ; Pathé Marignac-Concorde, 8° (43-59-19-08) ; La Pagode, 7° (47-05-12-13) ; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08) ; Les Trois Luxembourgs, 6° (46-33-97-77) ; La Bastille, 11° (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14° (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrande, handicapés, 15° (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15° (45-44-25-02).

En quatrième vitesse

de Robert Aldrich, avec Ralph Meeker, Marlon Brando, Charles Leachman, Albert Dekker, Michael Coper, Américain, 1955, noir et blanc (1 h 45).

Un classique du polar noir, défilant et sauvage. Un chef-d'œuvre d'ailleurs.

VO : Action Christian, 6° (43-28-11-30).

Gilda

de Charles Victor, avec Rita Hayworth, Glenn Ford, George Macready, Américain, 1946, noir et blanc (1 h 50).

Cheveux roux, fourreau noir, érotisme des yeux : Gilda/Rita telle qu'on l'imaginait, telle qu'elle est entrée dans la légende, bombe sexuelle peinte sur les bombes tombant sur les lignes ennemies durant la dernière guerre. Rita Hayworth, fatale et victime, équivoque dans ce film ambigu sur l'ambivalence masculine — on a osé se encore mettre en scène autre chose — l'ambition, la passion, et le jeu.

VO : Action Christian, 6° (43-28-11-30).

La Nuit du chasseur

de Charles Laughton, avec Robert Mitchum, Shelley Winters, Lillian Gish, Billy Chapin, Sally Jane Bruce, James Gleason, Américain, 1955, noir et blanc (1 h 38).

Un précurseur trop attiré par les enfants. Le seul film réalisé par Charles Laughton. Un gouffre de frustrations et de folie. Une montre de beauté.

VO : Les Trois Luxembourgs, 6° (46-33-97-77).

The Palm Beach Story

de Preston Sturges, avec Claudette Colbert, Joel McCrea, Mary Astor, Rudy Vallee, Américain, 1942, noir et blanc (1 h 27).

Payant son mari, Claudette Colbert rencontre un milliardaire dépressif et rapist. De film en film, Preston Sturges a élaboré une satire particulièrement drôle, juste, acide des milieux sophistiqués qu'il a fort bien connus — notamment à Hollywood, son champ d'observation favori.

VO : Action Écluse, 5° (43-25-72-07).

La collection « cinéma » a été établie par Colette Godard.

REPRISES

Cycle Pupi Avati

Voir photo légende.

Cinéma-thèque de Chaillot, 10° (47-04-24-24).

GAUMONT AMBASSADE - UGC BIARRITZ
PUBLICIS ELYSÉES - MIRAMAR
GAUMONT PARNASSE - PARAMOUNT OPÉRA - REX
UGC DANTON - FORUM HORIZON - WEPPLER
GAUMONT ALESIA - UGC Gobelins
GAUMONT CONVENTION - 14 JUILLET BEAUGRAND
UGC LYON BASTILLE - LES NATIONS - UGC MAILLOT
PASQUIER - GAMBETTA + Périphérie

ALEXANDRE MACHOULINE - ANTOINE DE CLEMONT-TANNER

PIERRE ARDITI SABINE AZÉMA ISACH DE BANNIOLÉ

vanille Fraise

LA REVUE
GERARD OLEY
présentent
ANGELIKA HOPKINS

CHANGEMENT GIPSY KINGS

RICCARDO CUCIOLLA IMPRESSION DE JACQUES PERRIN

THÉÂTRE

UNE PIÈCE INCONNUE DE LARIVEY A GÉMIR

Villégier tenté par les monstres

Le Théâtre national de Chaillot, salle Gémier accueille une création : *Le Fidèle*, de Pierre de Larivey, traducteur de l'Arétin, entre autres. Sa pièce est d'ailleurs tirée du *Fedele* de l'italien Luigi Pasqualigo. Noms inconnus, noms oubliés. *Le Fidèle*, mis en scène par Jean-Marie Villégier, date de 1611.

LA Mort de Sénèque (Tristan l'Herminette), le Couronnement de Poppée (Monteverdi), les Galaneries du dur d'Osborne (de Mairret) et surtout son triomphe, *Atys* (Lully) : le nom de Jean-Marie Villégier est désormais accolé à « théâtre baroque », terme qu'il n'aime pas, parce que trop flou, dit-il. Il préfère « préclassique », ce moment du théâtre pendant lequel grandissent Molière, dont il va monter *Le Malade imaginaire* dans sa version musicale au Châtelet, et Corneille, dont il a monté *Sophonisbe* et *Cinna*.

« Dans les goûts que l'on manifeste, dit Jean-Marie Villégier, il y a toujours des raisons d'enfance, que l'on justifie après coup. J'ai toujours profondément aimé les classiques, j'ai appris à les aimer à l'école. J'ai beaucoup fréquenté les textes, et j'ai fait du théâtre sous la direction d'un professeur. Ensuite, à partir de Corneille, j'ai compris la très curieuse situation des auteurs qui ont un pied chez Louis XIII, un autre chez Louis XIV, ou en met toujours un de côté. Peu à peu, en tirant le fil, je me suis rendu compte que non seulement la moitié du répertoire corneilien est enterré, mais aussi l'œuvre entière de bien d'autres auteurs.

« En fait, ce qui m'intéresse, c'est de découvrir les traces du classique à venir sous une écriture prétendue baroque. Comme dans *Atys*, la tragédie régulière sous les ornements de la tragédie lyrique. Pendant le passage du règne de Louis XIII à celui de Louis XIV, pendant ce changement total de civilisation, on trouve l'ancien et le nouveau, dans un panorama européen qui est déjà le nôtre. Le théâtre de cette époque passionnante est gourmand. Il est proche du pur plaisir de la théâtralité, et reconnaît avec circonspection la nécessité d'une morale. C'est un théâtre humaniste qui explore les hauts et les bas de l'âme, de la société. Il voit venir le moment où il va falloir assumer le sens, la crédibilité du récit, et retarde au maximum ce moment. Il jouit avec enthousiasme du pur plaisir du jeu.

« Mais si, admirant le classique, j'ai choisi ce qu'il a rejeté, c'est que je crois aux vertus de l'opposition. Le théâtre est un merveilleux instrument pour analyser les contradictions, utiliser les tensions. Un peu de haine dans l'amour est un piment très positif. J'ai monté *Atys* avec beaucoup de haine pour cette pièce, pour ce moment où, Molière étant mort, vient le temps des faiseurs au métier imprenable, qui font leur beurre avec des reliques, des recettes. La haine est peut-être plus incisive que l'amour, et à l'égard d'*Atys* le public m'a beaucoup aidé à m'en débarrasser.

« Je ne tiens pas au mot « baroque », je remarque seulement que je suis attiré par des œuvres refoulées en marge du théâtre, soit volontairement - comme la *Tentation de saint Antoine* - soit par un déclin d'intérêt. Des monstres, en somme, dont on n'est pas sûr qu'ils appartiennent à un théâtre viable. Le pari est de prouver que oui. On peut se demander si *Le Fidèle* a été vraiment écrit pour la scène, comme la *Célestine*, dont, manifestement, Larivey s'est inspiré : on y trouve un même personnage de sorcière, revendeuse à la toilette, maquereille, alliée avec Satan. Mais ici, il n'y a pas de damnation. L'auteur de la pièce originale est italien, pas espagnol.



Jean-Marie Villégier : l'homme du « préclassique ».

« L'adaptation française en est très proche. Simplement, Larivey a porté tout son travail sur le langage, sa musicalité, le son, le rythme. J'ai été amené à resserrer légèrement : le public de l'époque était plus goulu que nous. Mais le pire serait de chercher à normaliser la pièce. La pire des méchancetés aussi est de dire qu'il s'agit d'une « curiosité littéraire ». Ce n'est certainement pas ça. Mes choix sont guidés par le désir d'intervention. Je veux dire que les œuvres comme la façon de les monter ne sont pas détachées de ce qui s'est passé et se passe dans la vie du théâtre, qu'elles relèvent d'un désir de troubler, de mettre en doute la conscience que nous avons de nous-mêmes.

« Je suis persuadé que ce répertoire, n'est pas destiné à une élite, et qu'il se situe dans la ligne de Villier : faire découvrir des textes. Il me semble qu'il était destiné à un public cultivé, élégant. Un théâtre voyou pour une aristocratie qui n'avait pas encore appris à se distinguer par le langage et les comportements.

« Car le projet, c'est de constituer un répertoire, présenté en alternance, par séries longues, sans doute, mais calculées pour faire jouer les pièces les unes par rapport aux autres et, de cette façon, les mettre en valeur. C'est ainsi que le travail prend son sens. Il faut songer à ce que signifierait une telle expérience dans le système actuel. Je ne suis pas le seul à souhaiter cette évolution. L'un des maux dont nous souffrons est la tendance à panacher, à mélanger tout. Nous sommes beaucoup à ressentir la nécessité de donner une identité très précise à une maison. Il serait bon que le public sache où il va.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

• Salle Gémier, Théâtre national de Chaillot, à partir du 5 décembre, 20h30. Tél : 42-27-81-15

SPECTACLES NOUVEAUX

Les Deux Voies de Jean Cocteau
de Silvia Monfort.
avec Silvia Monfort, Georges Bouchard et Krasimir Stoytchev.

Silvia Monfort en voyage dans l'œuvre de Jean Cocteau : un spectacle poétique et musical à trois voix qui n'ont pas découragé les grévistes de Beaubourg.
Centre Georges Pompidou, rue Rambuteau, 2. À partir du 29 novembre. Les lundis et samedis à 20h30, les mardis, jeudis, vendredis et dimanches à 18h30. Tél : 45-32-56-70. De 10 F à 45 F.

Hamlet
de William Shakespeare.
mise en scène de Patrice Chéreau.
avec Patrice Chéreau, Jean-Pierre Bagnat, Philippe Chevalier, Marc Citti, Marianne Dancourt, Gérard Darmon, Claude Berard, Pascal Greggory, Alain Guillo et André Julien.
(Voir notre photo légendée : page suivante.)
Grande Halle de la Villette (Espace Nord), 211, av. Jean-Jacques, 19. À partir du 1^{er} décembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél : 48-78-75-00. Durée : 3 h 40. 100 F et 180 F.

J'ai deux mots à vous dire
de Jean-Pierre Delage.
mise en scène de Pierre Mondy.
avec Jacqueline Maillan, Raymond Bernard, Yves Rénard et Pascal Besseli (piano).
Ah ! Maillon... Cette pièce n'est pas la plus drôle qu'elle ait interprétée, elle est loin d'être la plus sotte. Elle est avant tout l'occasion de passer un bon moment avec l'une de nos actrices hors pair.

Comédie des Champs-Élysées
16, av. Montaigne, 8. À partir du 1^{er} décembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15h30. Tél : 47-20-08-24. Durée : 1 h 40. De 50 F à 250 F.

Karamazov
d'après Fiodor Dostoïevski.
mise en scène d'Anita Pischiarini.
avec François Kukul, Michel Bony, Marc Barmat, Jean-Louis Grindfeld, Philippe Ducas, Christine Joly, Sophie Joly, Michel Valente, Dominique Lacomme et le groupe musical Ars Nova.
Une jeune troupe crée la surprise : intelligence de l'adaptation d'un chef-d'œuvre, audace de la mise en scène, qualité du jeu où s'illustrent particulièrement Marc Barmat et Christine Joly. Ce Karamazov continué à Cergy une aventure qu'on lui souhaite longue.

Théâtre des Arts, place des Arts, 85000 Cergy. À partir du 1^{er} décembre. Les mardis, vendredis et samedis à 21 heures, le mercredi à 18h30, le dimanche à 16 heures. Tél : 30-90-33-33. 80 F.

Le Prince travesti
de Molière.
mise en scène de Jean-Louis Martinelli.
avec Jean-Luc Buisson, Beppe Chierici, Christine Gagnieu, Sylvie Meland, Jean-Pierre Morlaud et Patricia Pratsopoulos.
Nouvelle mise en scène du directeur du Théâtre de Lyon, après le succès l'an passé à l'Athénée de la reprise de *Quartier d'Heiner* Müller. Jean-Louis Martinelli est l'un des noms considérables de la « décentralisation ». L'occasion est belle de le vérifier.

Théâtre de la Bastille
PHEDRE
DE JEAN RACINE
MISE EN SCÈNE ET INTERPRÉTATION
CLAUDE DEGLIAME
DERNIÈRE DOMINIQUE BRUYÈRE
DOCTEUR LAURENT JEDOUZ
24 NOVEMBRE AU 10 DÉCEMBRE 21H
DIMANCHE 17H RELACHE LUNDI
16 R. DE LA ROCQUETTE 75011 PARIS
TEL. 43 57 42 14 Alpha France

RESERVEZ VOS PLACES
THEATRE
LE CHEMIN SOLITAIRE
ARTHUR SCHNITZLER LUC BONDY
THEATRE RENAUD-BARRAULT
LES TU ET TOI OU LA PARFAITE EGALITE
DORVIGNY BERNARD SOBEL
THEATRE DE GENNEVILLIERS
WOZA ALBERT!
PERCY MTWA MBONGENI NGEMA BARNEY SIMON
PETER BROOK
THEATRE DES BOUFFES DU NORD
FRAGMENTS FORAINS
MANUSCRITS DE WOJCEK
GEORG BUCHNER FRANÇOIS TANQUY
THEATRE GERARD PHILIPPE
WANTED FEMALE
PIERRE GUYOTAT
CENTRE GEORGES POMPIDOU
LE BLEU - BLANC - ROUGE ET LE NOIR
ANTHONY BURGESS MASSIMO SCHUSTER
CENTRE GEORGES POMPIDOU
L'ATTRAPEUR DE RATS
WLADYSLAW ZNORKO
THEATRE DE LA BASTILLE
MUSIQUE
MAURICIO KAGEL
OPERA COMIQUE 4 DECEMBRE
SYLVANO BUSSOTTI
OPERA COMIQUE 11 DECEMBRE
MARCEL LANDOWSKI
THEATRE DU CHATELET 12 DECEMBRE
BRUNO MADERNA
LUCIANO BERIO
PIERRE BOULEZ
THEATRE DU CHATELET 18 DECEMBRE
RENSEIGNEMENTS : 42 96 96 94
LOCATION DANS LES THEATRES - FNAC - PAR CORRESPONDANCE
AU FESTIVAL D'AUTOMNE 158, RUE DE RIVOLI, 75001 PARIS

MONFORT
BOUKOFF - STOYTCHIEV
JOIENT
Cocteau
3 SEMAINES EXCEPTIONNELLES
Centre Georges Pompidou
TEL. 45.33.66.70

DERNIERE LE 10 DECEMBRE
du 5 novembre
THEATRE 14
FRANCOIS BERNARD
45 45 47 77
10 décembre
Un spectacle remarquable. FRANCE CULTURE. Des femmes parlent, une soirée de qualité. Beau travail. LE FIGARO. Tendre et ironique. L'EVENEMENT DU JEUDI. Joliment joué. LIBERATION. Trois excellentes comédiennes. LE MONDE.

ATHENEE
LOUIS JOUVET
ode maritime
BERNARDO PESSOA
RICHARD DEMARCY
SERGE MAGGIANI
TERESA MOTTA
PAR LE NAT THEATRE
ATHENEE LOUIS JOUVET
10, rue de Valenciennes 75011 PARIS
47.42.67.27
Avec le parrainage de l'UNION DE BANQUE A PARIS

سكرا من الاصل

هذا من الاجل

THÉÂTRE

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92240 Malakoff.
A partir du 29 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 46-55-43-46, 80 F et 105 F.

Wanted Female Festival d'automne à Paris
de Pierre Guyonat.
avec l'auteur.
Le rendez-vous de la fidélité entre le Festival d'automne

et l'un de nos auteurs déconcertants et solitaires. Guyonot par lui-même, pour des séances d'improvisation poétique, occasions d'un travail « en direct » sur l'une des proses les plus passionnantes de l'époque.

Centre Georges-Pompidou (42.74.42.13), rue Rambuteau, 2. A partir du 4 décembre. Le lundi à 21 heures. Tél. : 45-33-66-70. De 10 F à 46 F.

SÉLECTION

Le Bourgeois gentilhomme

de Molière.
mise en scène de Jérôme Savary, avec Jérôme Savary, Nadine Alari, Valérie Maïresse, Aurélie Sahn, Stéphane Douane, Maxime Lombard, Bruno Raffalli, Mona Harbo, André Burton et Isabelle Serbu.

Jérôme Savary dans le costume, qu'on croirait taillé pour lui, de Monsieur Jourdain. C'est le premier classique français qu'il ait mis en scène au début des années 80, du temps du Magic Circus. Dans la croisade qu'il a entamée à Chaillot pour la conquête d'un public populaire, il a choisi très justement de reprendre l'un de ses plus beaux rôles et l'un de ses spectacles les plus achevés.

Le Chemin solitaire

d'Arthur Schnitzler.
mise en scène de Luc Bondy, avec André Dussollier, Laurent Grévil, Alison Harman, Jérôme Noillon, Belle Ogier, Didier Sandre, Edith Scob et Didier Flamand.

Luc Bondy a porté un regard très différent de celui de Matthias Langhoff sur le théâtre de Schnitzler. Une vision plus classique d'une certaine façon, mais très sombre, servie, entre autres, par Belle Ogier et Didier Sandre, en grande forme. Étrange résonance d'une Vienne fin de siècle qui ne dépare pas à Paris à la fin du nôtre.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche

à 15 h 30. Tél. : 45-78-75-00. Durée : 2 h 45. De 120 F à 200 F.

Le Chien mort

de Bertolt Brecht.
mise en scène de Filip Forgau, avec Claude Geymonet, Denis Imbert, Pierre Luccin et Denis Lavant.

Un jeune homme de 24 ans met en scène, un peu maladroitement, cette pièce de jeunesse d'un auteur immense qui n'avait jamais été jouée en France. On y retrouve Denis Lavant en mendiant, ce qui lui va bien, et Claude Geymonet en empereur, d'une belle élégance de jeu. Jean-Claude Fall, récemment installé à Saint-Denis après avoir dirigé le Théâtre de la Bastille, continue de miser sur le renouveau.

Théâtre Gérard-Philips, 53, bd Jules-Guérin, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-88. De 60 F à 100 F.

Cité des Oiseaux

de Bernard Chartroux.
d'après Aristophane.
mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Bernard Ballet, Remy Carpentier, Evelyn Didi, Nicolas Bonvoisin, Claude Bouchery, Pierre Forget, Frédéric Constant, Louis Mérieu, Luca Mouchel et Aurélien Recoing.

Troisième volet de la Trilogie des Oiseaux, cette Cité des Oiseaux nous reconcentre sur le théâtre de Chartroux, car, cette fois-ci, ils n'ont pas essayé de nous faire prendre des vessies pour des lanternes ou la tragédie pour un burlesque. Affranchis de leur respect pour l'œuvre d'Aristophane qu'ils détournent à plaisir, ils nous proposent un spectacle icono-



Dernière représentation le 29 novembre.

Le Gardien

de Harold Pinter.
mise en scène de Georges Witsen, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

Dufilho dans ses œuvres : mémorable !
Gardien, 55, rue de Clichy, 9. Les mardi et mercredi à 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 2 h 30. De 25 F à 150 F.

Les Femmes

de Molière.

mise en scène de Gilles Bourdri, avec Sophie Bouilhoux, Juliette Brac, Bruno Chodé, Anne Kreis, Jacques Le Carpentier, Jean Leuven, Jacques Pieller, Didier Valde et Romain Weingarten.

Da grand, du très grand Gilles Bourdri : un spectacle impeccablement mis en scène et très bien interprété. Avec ce spectacle, il renoue avec la grande époque de la Salomandre, ce théâtre qu'il dirige avec foi depuis tant d'années.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Le mercredi à 20 h 30. Tél. : 48-80-18-58. Durée : 2 heures. De 55 F à 110 F.

Dernière représentation le 29 novembre.

Le Gardien

de Harold Pinter.
mise en scène de Georges Witsen, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

Dufilho dans ses œuvres : mémorable !
Gardien, 55, rue de Clichy, 9. Les mardi et mercredi à 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 2 h 30. De 25 F à 150 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset.

mise en scène de Georges Witsen, avec Jean-Luc Bourdri, Nicolas Silberg, Redjep Mitrovic, Richard Fontana, Guy Michel, Martine Chevalier, Jean-François Rémi, Louis Arbesse, Nathalie Nerval, Catherine Samel et Thierry Hancisse.

Débuts sur la scène du Français d'un jeune homme d'exception : Redjep Mitrovic. Bouté et Fontana en pleine forme. Trois bonnes raisons de découvrir la nouvelle mise en scène de Georges Witsen, codirecteur du TNP de Villeurbanne, de la grande œuvre de Musset.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 29 novembre, 14 heures ; les 1^{er}

et 4 décembre, 20 h 30 (les 6, 9, 10, 12, 20, 21, 24, 26, 28 et 31 décembre). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 15. De 40 F à 180 F.

Médée

d'Euripide.

mise en scène de Dominique Québecq, avec Françoise Berge, Yvan Kerkub, Sophie de La Rochefoucauld, Vincent Nemer, Valérie Vogt, Jacques Zabor, en alternance Sacha Gajic, Stéphane Giguère et Clément Lombrail.

Oh ! on retrouve Françoise Berge, la nouvelle « pensionnaire » du Théâtre 13, l'une des meilleures adresses de Paris depuis quelques saisons, dans l'un des plus beaux rôles et des plus beaux textes du répertoire classique.

Théâtre 13, 24, rue Devial, 13^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-18-30. Durée : 1 h 45. 70 F et 100 F.

La Mission

de J.M. Coetzee.

mise en scène de J.M. Coetzee, avec Jean-Pierre Kalfon, Françoise Berge, Yvan Kerkub, Sophie de La Rochefoucauld, Vincent Nemer, Valérie Vogt, Jacques Zabor, en alternance Sacha Gajic, Stéphane Giguère et Clément Lombrail.

Oh ! on retrouve Françoise Berge, la nouvelle « pensionnaire » du Théâtre 13, l'une des meilleures adresses de Paris depuis quelques saisons, dans l'un des plus beaux rôles et des plus beaux textes du répertoire classique.

Théâtre 13, 24, rue Devial, 13^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-18-30. Durée : 1 h 45. 70 F et 100 F.

l'un des meilleurs metteurs en scène européens d'aujourd'hui. L'hyperlucidité du dramaturge allemand Heiner Müller, qui démonte l'histoire pour la rendre mieux perceptible, dans ses destructions, ses impostures, sa violence et l'éclairage noir qu'elle apporte à notre siècle ; le pessimisme actif et gai de Schmitzler qui la transforme en héroïne de théâtre. Extraordinaire, si l'étymologie a encore un sens.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. De 60 F à 130 F.

Opérette

de Witold Gombrowicz.

mise en scène de Jorge Linco, avec Bernard Alane, Maurice Anton, Lucie Arnold, Philippe Régis, Philippe Blancher, François Chodet, Pierre Decazes, Luc-Antoine Diquere, Philippe Fretun et Laurence Hana.

L'œuvre méchante, musicale et drôle de Gombrowicz, prise à bras le corps par le maître incontesté du pastiche et de l'irrespect, Jorge Linco, en autant de tableaux parodiques où s'illustre un excellent Bernard Alane.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Bran, 20^e. Du

mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 3 heures. 100 F et 130 F.

Les Palmes

de M. Schurtz.

de Jean-Noël Farwick, mise en scène de Gérard Calviand, avec Sonia Volverson, Stéphane Hissel, Gérard Calviand, Christine Muller, Patrick Ziad et Claude d'Yd.

La découverte du radium par Pierre et Marie Curie sous la plume d'un jeune auteur contemporain qui redécouvre charme et rythme du vaudeville. Très distrayant.

Mathurins, 38, rue des Mathurins, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-68-90-00. Durée : 2 heures. De 60 F à 200 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville.

mise en scène de Jean-Pierre Michel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Krawtchouk et Laurent Rey.

Le lit de l'année sur les Boulevard. Fouché-Brasseur, Rich-Talleyrand inimitable.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

La Station debout

de Philippe Thomine.

avec Odile Massé, Jean-Michel Bernard et Michel Massé.

Cela fait dix-sept ans que cette bande de drôles, cette drôle de bande de Nancy, invente un théâtre du rire à faire peur à quelques-uns. Leur nouvelle production, en s'interrogeant sur l'origine de l'humour et en s'acharnant qui l'a conduit à ce point debout, en dit long sur l'auteur. Un très « beau » spectacle.

Carrouxier Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Macron, 12^e. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 20. De 40 F à 90 F.

Torquato Tasso

de Johann W. Goethe.

mise en scène de Bruno Bayen, avec Marcel Bozonnet, Philippe Girard, Catherine Hégat, Martial Mayeux et Grégoire Gosselin.

Le trio Bayen-Millecamp (décor)-Varda (costumes) a déjà prouvé son extrême habileté à servir le théâtre de qualité. Il s'attaque à l'une des plus belles œuvres de Goethe en compagnie d'un moins deux excellents comédiens : Catherine Hégat

Retour à Paris, après une tournée en Europe qu'on n'ose plus dire de l'Est, d'Hamlet et sa bande : Gérard Desarthe, Nada Strasser et Vladimir Vardanoff sous la direction de Patrice Chéreau dans le décor magnifique de Richard Peduzzi. L'occasion, peut-être la dernière, d'accomplir votre devoir de spectateur. Nous, nous avons déjà voté : oui !

Théâtre National de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 h 15. De 57 F à 180 F.

Ville-Luco

de Jean-Marie Besset.

mise en scène de Jacques Lissalle, avec Jean-Marie Besset, Robert Giguère et François Timmerman.

Reprise à Paris d'un spectacle créé l'an passé à Strasbourg par le directeur du Théâtre national du même nom. La conversation de de Gaulle et Pétain sous la plume d'un jeune auteur prometteur qui joue lui-même le rôle du témoin. Un mauvais procès de la famille du général n'est pas parvenu à faire taire cette voix nouvelle sur les planches.

Paris-Musée, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-02-02-88. Durée : 1 h 45. De 60 F à 120 F.

Wozzeck

de Peter Brecht.

avec Mamadou Diaou et Bakary Sangaré.

Si les guerres vont en disparaissant, vivent le théâtre de sa dimension tragique, l'oppression perdure. La scène est une des plus belles amies qu'on ait inventées contre elle. Pour preuve cette œuvre d'un auteur africain traduite par Jean-Claude Carrière et mise en scène par un honnête homme qui s'est pris de passion pour l'Afrique.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-38-34-50. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F.

Zingaro

de Peter Brecht.

avec les Zingaro.

Les Zingaro, après des années d'errance, sont enfin chez eux. Du coup, leur cabaret est devenu théâtre, toujours équestre et musical, poétique et cru, tendre et violent. L'hiver est plus beau à Ambervilliers.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Ambervilliers. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 2 heures. De 90 F à 190 F.

La sélection théâtrale a été établie par : Olivier Schmitt.

THEATRE 71 MALAKOFF
Du 1^{er} au 17 décembre
Le Prince travesti
de MARIVAUX
Mise en scène Jean-Louis Martinelli
avec Jean-Luc Buquet, Berge Chierici, Christine Gagnieux, Jacques Gambin, Sylvie Milhau, Jean-Pierre Morlaud, Patricia Kallitopoulos

VLADIMIR SPIVAKOV et LES VIRTUOSES DE MOSCOU
"Incroyable, extraordinaire, mou, grandiose, phénoménal, superbe, merveilleux, exaltant... Avez-vous d'autres qualificatifs dans votre panoplie Larousse ? Alors ! Ajoutez-les. Ou plutôt non, on retire tout, cela ne sert à rien. Un seul mot suffit... GENIAL !"
Samedi 2 décembre 1989 à 20 h 30
SALLE PLEYEL
Location Salle Pleyel, agences, FNAC et par téléphone : 45 63 88 73 - 43 61 06 30

PILOBOLUS
1^{er} déc. : RUEIL-MALMAISON 47-32-24-42
2^e déc. : ENGHEN 34-12-94-94
3^e déc. : CLAMART 46-45-11-87
4^e déc. : AULNAY-SOUS-BOIS 48-69-00-22
5^e déc. : LE VESINET 39-78-32-75
6^e déc. : MAISONS-ALFORT 43-98-77-67

LA STATION DEBOUT
Compagnie 4 Litres 12
Salle 1
du jeudi au samedi 20 h 30, dimanche 17 h
Relâches : lundi, mardi, mercredi
CARTOUCHERIE
La Tempête
LOC 43 28 36 38

atem
JOURNÉES DE THÉÂTRE MUSICAL
du 6 au 9 décembre à 21 h
4 PROGRAMMES DIFFÉRENTS
Réservations : 43.64.77.13 et 3 FNAC

THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS
D'AUTRES MUSIQUES
MER 29 NOV. 18 H 30
G. BRYARS M. NYMAN
L. KUPKOVIC
A. BALANESCU VIOLON ET 4 PIANOS
JEU. 30 NOV. 18 H 30
ARVO PART
H.M. GORECKI
PAR LES SOLISTES DU LONDON SINFONIETTA
SAM. 2 DEC. 18 H 30
WIM MERTENS
PRX 60 F. LOC. 42.74.22.77
2 F. DU CHATEL PARS 4^e

THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS
D'AUTRES MUSIQUES
MER 29 NOV. 18 H 30
G. BRYARS M. NYMAN
L. KUPKOVIC
A. BALANESCU VIOLON ET 4 PIANOS
JEU. 30 NOV. 18 H 30
ARVO PART
H.M. GORECKI
PAR LES SOLISTES DU LONDON SINFONIETTA
SAM. 2 DEC. 18 H 30
WIM MERTENS
PRX 60 F. LOC. 42.74.22.77
2 F. DU CHATEL PARS 4^e

MUSIQUES

MINO CINELU, DE NEW-YORK A FORT-DE-FRANCE

Le rythme, du crâne aux pieds

Percussionniste né à Saint-Cloud il y a un peu plus de trente ans, d'un père antillais, beau gosse, Mino Cinelu s'est établi à New-York en 1979. Trois ans plus tard, il est membre du Miles Davis Band. Depuis, il tourne dans les plus grands groupes du monde. Portrait avant concerts et stages à Fort-de-France.

« J'ai quitté Paris en 1979, dit Mino Cinelu, parce que j'en avais marre des tracasseries policières. A l'époque, je travaillais la nuit. J'étais constamment contrôlé, interpellé... On a un peu oublié... le suis parti.

» Cela dit, New-York, ce n'est pas évident. Pas de carte de visite, surtout en musique. Pas de curriculum vitae. Il faut faire vite et partir plusieurs fois à zéro. On passe beaucoup de temps à repartir à zéro. J'ai eu de la chance.

» C'est rendu là-bas que je me suis aperçu rétrospectivement qu'en France, finalement, ça ne s'était pas si mal passé. La musique que nous faisons était relativement marginalisée. Mais au fond, je jouais en big band, en musique africaine, avec des formations plus ou moins « fusion », plus ou moins « funky », du free-jazz comme du « contemporain », on m'appelaient... Et brutalement, New-York.

» J'ai dit, comment dire ? avaler ma fierté. J'ai dû vendre des instruments pour survivre. Ce qui fait très très mal. Mais bon, je ne vais pas pleurer.

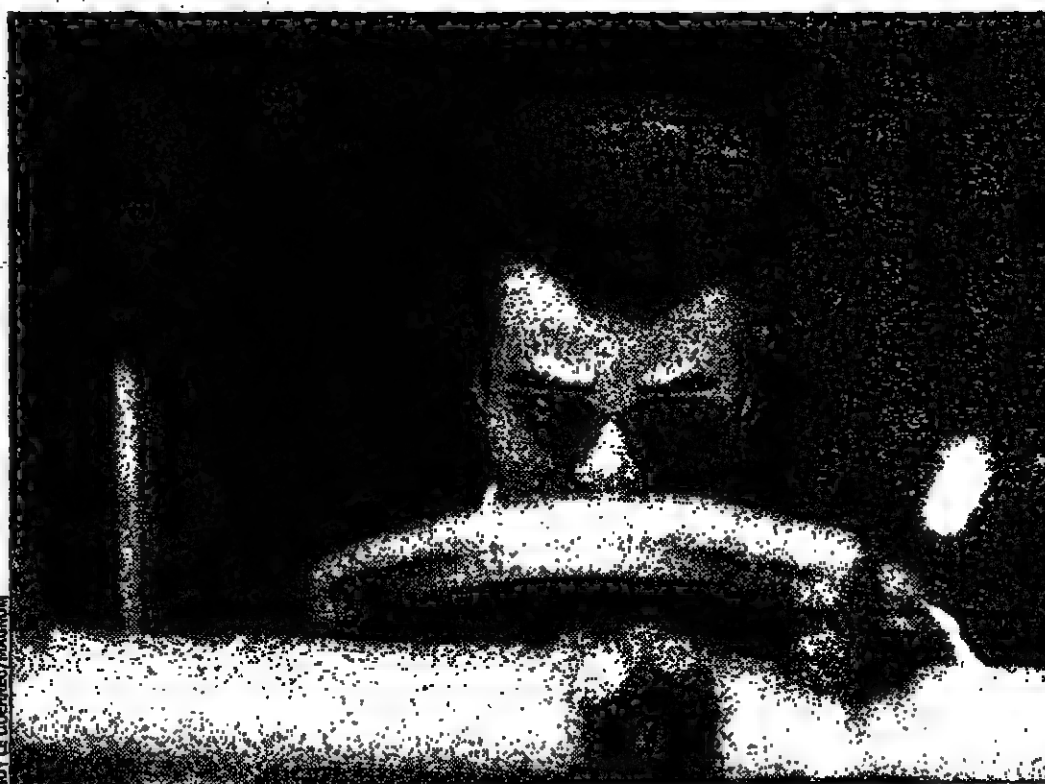
» Ce qui me manquait, c'étaient mes amis, la famille et surtout la langue française. Aujourd'hui, dix ans après, il m'arrive de chercher mes mots. Mais à l'école, j'avais toujours bien marché avec trois styles de professeurs : les professeurs de français, de musique et de gym. Avec les autres, c'était la guerre.

MILES AT MIKELL'S

« Un soir, je joue chez Mikell's, un petit club de la 96^e Rue. Il ne paie pas de mine, mais il s'y passe parfois de grandes choses. Ce soir-là, je faisais le bœuf avec Frank et Cindy Jordan. Miles Davis est venu. Il va souvent dans les clubs écouter les musiciens. C'est comme ça qu'il recrute. Il les cherche jeunes, peu connus. Le tout, c'est de continuer à jouer comme si de rien n'était quand il entre, quand il écoute... Ce n'est pas si commode. Pour moi, ça n'a pas posé de problème particulier : je ne l'avais pas reconnu.

» Je me suis retrouvé dans le groupe. De ce jour, les choses ont vraiment changé. Quand Miles a repris ses tournées, les gens se sont intéressés à moi. C'est marrant. Cette proximité de Miles Davis les excitait comme des diables. On s'est mis à m'interroger surtout pour lui. Pour savoir comment il mange, comment il se mouche, s'il est aimable, ses manies... On ne m'a épargné aucune énergie. Ça ne m'a pas empêché de dormir, mais ça fait drôle... »

Dans l'expérience de Mino Cinelu, tout vient à temps. Une carrière royale s'ouvre devant lui, alors qu'il ne l'a jamais forcée, comme une évidence : « La première fois que j'ai vu un joueur de conga, j'ai su que je jouerais des congas avec les plus grands musiciens du monde... C'est très naïf, mais c'est cette évidence qui s'est imposée à moi... »



Cinelu, percussionniste tranquille

Dans les années 70, Mino Cinelu est de tous les coups. D'une main, il rejoint le groupe Perception (Yochk'o Seffer, Siegfried Kessler, Jean-My Truong et Didier Levallet), style contemporain-free. De l'autre, Jannus on joueur, il fonde avec ses propres frères (Patrice, guitariste, et Jean-Jacques, bassiste) quelque chose comme l'antithèse de Perception : un groupe binaire. Un peu plus tard, il s'associe à Chute Libre (jazz-rock) et rejoint le sextette de Jacques Thollot (généraliste). Michel Portal, Bernard Lubat, François Jeanneau l'appellent. Et en même temps, Colette Magny, Toto Bissainthe, Bernard Lavilliers... Qu'est-ce qu'un musicien très demandé ? Qu'est-ce qui de lui plaît réellement aux autres musiciens ? La chance de Mino Cinelu, son seul calcul, est de ne pas avoir fondé son propre groupe trop tôt : « Maintenant, il est temps, il faut que j'y songe, le moment est venu de faire un disque. Il ne faut jamais se précipiter... »

On ne sent dans sa carrière aucune nervosité. Ni tube, ni simplisme : musicien jusqu'au bout. Il met la même tranquillité à tout ce qu'il entreprend, comme s'il avait la vie devant lui. Comme lorsqu'il monte en première ligne en scène, léger sourire narquois aux lèvres, pieds nus, la conga posée comme un bel-air (les gros tambours carrés de la Caraïbe) : assis au sol, il frappe le son qu'il module avec les pieds. Ce n'est pas un numéro. C'est la musique-pure qui s'élève en dansant.

A New-York, Mino a simplement changé d'échelle. Miles Davis (il figure encore dans son dernier disque), Joe Zawinul et Weather Report au sommet de leur gloire, son trio de batteurs (avec Fabiano et Victor Jones), Dizzy Gillespie, Gato Barbieri, le tour du monde de Sting, Pino Daniele, David Sandborn, Peter

Gabriel, Herbie Hancock l'été dernier. Ce n'est plus une carrière : c'est le Who's who élégant, à la fois mode et sérieux, sans banalités ni facilités.

Triangle, woodblock, sifflets, appeaux, cruche du Ghana, timbales, chimes métalliques, cymbales chinoises, arsenal électronique parfaitement dominé (vocodéur, sampleur, pédales d'effets), Mino Cinelu fait musique de tout. L'air à chaque fois d'inventer un instrument vieux comme le monde ou bête comme une machine. Sourire aux lèvres.

FRANCIS MARMADE

★ IV^e Festival de jazz de Fort-de-France : Chucho Valdes, Sixun (le 1^{er}), Ronald Telle, Paquito d'Rivera (2), Alain Jean-Marie, Sangoma Everrett (4), Helen Merrill (3), Lucien Joly, Michel Camilo (6). • Mino : avec Kevin Eubanks, Kenwood Denard, Marya Casale, Geri Allen, Tracy Wormworth (7), Diane Shurr (8), West Indies Jazz Band (9). De 50 à 120 F. Stages par Mino Cinelu et Paquito d'Rivera (350 F.). CMAAC Foyer de Bellevue, avenue Frantz-Fanon, 97200 Fort-de-France, 19 (596) 61-76-76, Fax 19 (596) 61-51-76.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Beethoven Sonate Hammerklavier	La 30. Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 43-53-03-07. De 100 F à 200 F.
Chostakovitch 2 Préludes et fugues pour piano	Beethoven Addition, transcription de Liszt
Berg Sonate pour piano	Chopin 3 Chants polonois, transcription de Liszt
Liszt Sonate pour piano après une lecture de Dante	Schubert Soirées de Vienne n° 6, transcription de Liszt
Après des débuts incertains au Festival d'Évian, Barry Douglas s'est produit à Paris, au Théâtre du Rond-Point, et, cet été, au Festival de la Roque d'Anthéron avec un grand succès. Quelques disques l'avaient précédé qui prouvaient la sûreté d'un jeu idéalement équilibré entre puissance et introspection. Et notamment celui qu'il avait consacré à la Sonate Hammerklavier de Beethoven (un Compact disc RCA RD 87 720) que le Monde avait désigné comme d'un des meilleurs disques de l'année 1989. Il a justement inscrit cette œuvre qu'il joue comme peu de ses confrères au répertoire de ce soir (Sviatoslav Richter le tient pour l'un des pianistes capables de lui succéder : un bel hommage de la part de l'un des grands pianistes de ce siècle).	Rossini 2 Soirées musicales, transcription de Liszt
	Schumann Widmung, transcription de Liszt
	Wagner Mort d'Isolda, transcription de Liszt
	Paganini-Liszt La Campanella, étude pour piano

SÉLECTION

Mercredi 29 Debussy 2 Nocturnes	qu'autrefois, le Concerto pour orchestre de Bartok reste l'une de ses œuvres les plus accessibles, l'une des rares œuvres qui lui aura apporté la consécration de son vivant. D'une beauté de timbres assez stupéfiante, cette œuvre souffre pourtant des mêmes préjugés que le Troisième concerto pour piano et orchestre.
Takemitsu A Spring around autumn, pour alto et orchestre	
Bartok Concerto pour orchestre	

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen des repas - L... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2^e 40-15-00-30/40-15-08-08 T.L.J. Au 1^{er} ét., le premier restaurant irlandais de Paris, déj. spécial, de saumon fumé et poisson d'Inde, menu déj. à 95 F net. Au rez-de-ch., KITTU OSHAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois exotique et musicale. La plus gr. choix de whiskies du monde. Joug. 2 h du soir.

LA VILLA CREOLE • OPÉRA • FOLIES 47-42-44-92 19, rue d'Antin, 2^e « LA NOUVELLE TABLE CREOLE DE PARIS » Cadre et accueil agréables. Cuisine raffinée. PIANO tous les soirs. Env. 200 F. A midi, menu 110 F SC.

LE RELAS D'ORLÈANS 47-40-44-10 4, place de la République, 1^{er} T.L.J. jusqu'à 1 h du matin. Huitres et fruits de mer toute l'année. Pâtisseries de marée. Chénouilles.

LE PRESSOIR 45-00-34-77 4, av. de la Grande-Armée, 16^e T.L.J. jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards de vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 98 F + carte.

LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Join, 17^e (pl. Percin) Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

RIVE DROITE

LA FERME DU PÉRIORD 43-31-69-20 1, rue des Fossés-Saint-Marc (5^e) (F. dim.) Près du Jardin des plantes. Spécialités du Périgord. Cadre rustique. Déjeuner d'affaires, dîners, salons, menu 130 F et 190 F + carte (minutés 11). Parking assuré.

LE SYBARITE F. dim. midi et dim. 42-22-21-56 4, rue du Sabot, 6^e AU CŒUR DE ST-GERMAIN-DES-PRÉS. Menu du XVe s. Déj. d'affaires, dîners, salons, chaudières. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 65 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

RIVE GAUCHE

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHE
Plats traditionnels - Vins à découvrir
Décor : « Brasserie de Luxe »
JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'os grillées
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.



Avec Jean-François Jenny Clark, Harry Peel, Jack de Johnette

5021 من الامم

صحنه از اولین

MUSIQUES

Elle ne serait pas assez rude, pas assez « typique » de la grande manière du compositeur. Enfin c'est ce que disent les dictionnaires. Un avis qui ne partage ni les chefs d'orchestre ni les pianistes. En fin de première partie, Nobuko Imai, une altiste qui s'est signalée à l'attention du public, il y a une quinzaine d'années, par des interprétations lumineuses de la musique de chambre de Schumann, créera *A String around Autumn*, du compositeur japonais Toru Takemitsu.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 30). Tél. : 45-63-88-73. De 48 F à 180 F.

Jeudi 30

Pärt

Pour *Alma*
Variations pour la guérison
d'Archieva
Frères

Gorecki

L'archange
John Constable (piano),
Christopher Van Kampen (violoncelle).

Michael Collins (clairinette),
Solistes du London
Symphony Orchestra.

Gorecki, c'est le Polonais « planant », l'homme des agrégats sonores à peine mobiles ; l'ancêtre en quelque sorte de tous les minimalistes de l'Est, l'Estonien Arvo Pärt, par exemple. De ce dernier, sont données ici des œuvres instrumentales, après une série de messes et autres pages mystiques, dont ont pensé qu'elles étaient devenues sa spécialité. Pärt, c'est l'idole des jeunes branchés, la locomotive de la marque de disques ECM (avec Keith Jarrett), presque un phénomène de société.

Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 60 F.

Vendredi 1^{er}

Tchoukowsky

Roméo et Juliette, ouverture

Rachmaninov

Rhapsodie sur un thème de Paganini

Sibelius

Deuxième Symphonie
Nelson Freire (piano),
Orchestre national
d'Île-de-France,
Alexander Rahbari (direction).

Un orchestre tout à fait moyen dans un programme splendide qui excède sans doute ses capacités techniques : un pianiste hors normes, héritier du grand piano romantique (plus proche de Rachmaninov ou d'Horowitz que de Brendel ou Buchbinder) ; un chef inconnu. Qui sait ?

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 80 F à 180 F.

Samedi 2

Mozart

Sonate pour piano et violon KV 304

Brahms

Sonate pour violon et piano n° 2 op. 100

Schumann

Sonate pour violon et piano op. 105

Stravinsky

Suite italienne

Isabelle Van Keulen (violin),
Hélène Grimaud (piano).

Isabelle Van Keulen fête la sortie de son album *Stimulus*.



MAURICE ROY

vinsky (2 disques Philips 420 953-2) en donnant un récital avec Hélène Grimaud, salle Gaveau. Talentueuses, belles, nos deux jeunes musiciennes (à tout casser quarante ans à elles deux) n'ont pas choisi la facilité en fixant leur programme.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-05-07. De 90 F à 180 F.

Lundi 4

Kagel

Die Mutation, pour
chœur d'hommes et piano
Gegenstimmen, pour
chœur mixte et clavier
Quodlibet, pour voix
et ensemble

Vom Hirsensagen, pour chœur
de femmes et harmonium

Les idées fixes, ronde pour
orchestre de chambre

Martine Vial (soprano),
Mark Foster (piano),
Ensemble InterContemporain,
Chœur de l'Orchestre national
de Lyon.

Mauricio Kagel (direction).
Voir notre photo légendée.

Opéra-Comique, Salle Favart,
20 h 30. Tél. : 42-98-98-94.
De 50 F à 110 F.

Spirituels

Haendel

Bach

Wolff

Verdi

Rachmaninov

Bizet

Offenbach

Airs et Liédres
Simon Estes (basse),
Veronica Souty (piano).

Simon Estes a eu beau se planter magistralement en Escamillo dans le dernier enregistrement de *Carmen* paru chez Philips (avec une Jessye Norman très proche de Régine Crespin dans le rôle-titre), il n'en est pas moins un baryton à la voix suffisamment ductile pour se plier aux exigences de nombreux rôles.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-05-07. De 150 F à 300 F.

Mardi 5

Stravinsky

Concerto pour orchestre
à cordes et ré majeur

Chostakovitch

Concerto pour piano, trompette et orchestre à cordes

Penderecki

Capriccio pour hautbois et cor

Haydn

Symphonie n° 45

Les Virtuoses de Moscou,
Vladimir Spivakov (direction).

Les Virtuoses de Moscou méritent leur appellation d'origine contrôlée. On peut leur reprocher néanmoins de cultiver l'amour du beau son et une perfection technique assez impavide qui met parfois à mal les œuvres de Mozart ou de Haydn qu'ils interprètent, mais qui devrait bien convenir au Concerto de Stravinsky.

Opéra-Comique, Salle Favart, 20 h 30. De 80 F à 300 F.

Stravinsky

Le Sacre du printemps

Brahms

Symphonie n° 4

Birmingham Symphony
Orchestra,
Simon Ratte (direction).

Voilà un programme aussi harassant pour les musiciens que pour le chef, qui associe habilement une œuvre de Brahms plus révolutionnaire qu'il n'y paraît à une œuvre de Stravinsky qui l'est beaucoup moins qu'on ne le dit (à un musicien qui lui demandait ce qu'il pensait du Sacre créé la veille au Théâtre des Champs-Élysées, Debussy répondit à peu près ceci : rassurez-vous, cette œuvre barbare est pourvue de tout le confort moderne. La veille, Simon Ratte et son vaillant Orchestre de Birmingham (ou simplement tant que nos orchestres de province aient tous cette qualité) interprètent la *Sixième Symphonie* de Mahler. Les abonnés du *Magde* bénéficient de conditions exceptionnelles pour ces deux concerts. Sur présentation de leur dernière bande d'abonnement, il leur sera accordé une réduction de 25% sur les places les plus chères (soit 300 F au lieu de 400 F).

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 120 F à 400 F.

Toulouze

Mozart

Concerto pour piano
et orchestre n° 5 K 219

R. Strauss

Une vie de héros,
poème symphonique

Calvin Sieb (violin),
Orchestre national du Capitole
de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Le 2 décembre, 20 heures : le 3 décembre, 18 heures. Acropolis. Tél. : 93-35-67-31. De 40 F à 80 F.

Nice

Dutilleul

Concerto pour piano
et orchestre

Prokofiev

Roméo et Juliette, ballet
d'après Shakespeare

Symbole de liberté

créatrice, descendant
des romantiques
allemands, Maurice Kagel
s'adresse maintenant, dans « Quodlibet », à la poésie française du Moyen Âge, dont il recrée l'atmosphère à mi-chemin de la galanterie et de la tendresse. « Idées fixes », sa dernière création, est un « rondou pour orchestre de chambre ». (Festival d'automne, le 4 à Paris, reprise le 5 à l'auditorium Maurice-Ravel de Lyon).

Pierre Amoy (violin),
Orchestre philharmonique
de Nice,
Zoltan Pesko (direction).

L'exclusivité d'Isaac Stern étant tombée, Pierre Amoy – et d'autres – peuvent enfin s'attacher à l'arbre des songes, le concerto pour violon d'Henri Dutilleul. Une œuvre créée à Paris, le 5 novembre 1985, par l'Orchestre national, le violoniste américain et Lord Maazel et enregistré dans la foulée pour CBS (un disque compact CBS MK 42 449). Une interprétation qui, loin d'épuiser le sujet, donne envie d'en savoir davantage sur une œuvre raffinée, dans laquelle Dutilleul atteint une maîtrise de la forme assez fascinante (la façon dont les quatre mouvements s'enchaînent relève du miracle), un maniement de l'harmonie et une science de l'orchestration dignes de Ravel ou de Debussy.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 120 F à 400 F.

Toulouze

Mozart

Concerto pour piano
et orchestre n° 5 K 219

R. Strauss

Une vie de héros,
poème symphonique

Calvin Sieb (violin),
Orchestre national du Capitole
de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Le 2 décembre, 20 heures : le 3 décembre, 18 heures. Acropolis. Tél. : 93-35-67-31. De 40 F à 80 F.

Nice

Dutilleul

Concerto pour piano
et orchestre

Prokofiev

Roméo et Juliette, ballet
d'après Shakespeare

Michel Plasson (direction).

Michel Plasson est à un âge où les chefs d'orchestre peuvent soit progresser dans leur art, soit s'enfermer dans la routine la plus désolante. Les derniers concerts du patron de l'Orchestre national de Toulouse laissent augurer du meilleur pour les années à venir. Sa direction, assez souvent flamboyante, devrait donner d'excellents résultats dans une œuvre aussi virtuose qu'une *vie de héros* de Richard Strauss (d'autant que son orchestre ne manque ni de virtuosité ni d'homogénéité).

Le 30, Salle aux Grains, 20 h 30. Tél. : 61-22-90-22. De 60 F à 120 F.

JAZZ

Zool Flescher

Tony Rabeson
Marc Bortaux

En solo, l'un des pianistes les plus fins de la génération actuelle (dont le récent prix Martial Solal attribué à Aydin Esen vient de montrer l'abondance).

Le 29, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-81-41.

René Urteger Trio

Eric Le Lann

Le pianiste d'Ascenseur pour l'échappée (Urteger) avec celui dont la trajectoire est en pleine ascension (Le Lann). Deux musiciens exceptionnels à approcher en club.

Le 30 novembre et les 1^{er} et 2^e décembre. Le Montmartre, 22 h 30. Tél. : 46-48-93-08.

Takashi Kaku

Technique classique, tonnerre délicat, carrière à égale distance du jazz et de la musique contemporaine, le pianiste Takashi Kaku poursuit un chemin singulier, exigeant, subtil, solitaire. Plus proche de la poésie et de la peinture que du piano bar.

Le 30, Auditorium des Hautes, 20 h 30. Tél. : 40-28-25-40.

Eddy Louiss et son Multifonctionnel

Celui que Stan Getz tient pour « le plus grand organiste du monde », Eddy Louiss, s'installe, trois jours dans ce qui n'est ni exactement un club ni à proprement parler un restaurant. Bref, le plus ouvert à tous des lieux où la musique n'est pas simplement une « musique de fond ».

Le 5 décembre, Petit Journal Montparnasse, 21 h 30. Tél. : 43-21-56-70.

ROCK

The Wedding Present

Les Coronados

C'est un peu la Mano Negra britannique : un groupe indépendant à succès qui a fini par signer avec une major (en l'occurrence, RCA). Enfin, un peu seulement, puisque leur musique, rock'n'roll à guitares stridentes, n'a pas grand-chose à voir avec celle des Français. The Wedding Present ne pêche pas par excès d'inventivité, ils forcent simplement sur l'intégrité et l'énergie.

Le 29, Elysée-Montmartre, 20 heures. 80 F.

Melissa Etheridge

Andrew Cash

La 6^e d'autres emploient le charme, les chemins détournés, bref, séduisent, elle préfère la passion, la charge frontale, la conquête. Parmi les auteurs-compositeurs-interprètes qui prolifèrent en ce moment, elle est plus proche de Graham Parker que de Joni Mitchell.

Le 4 décembre, La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. 100 F.

Barrence Whitfield and the Savages

L'écouter est une vraie douleur pour les cordes vocales Barrence Whitfield a porté la tradition du blues-soul jusqu'au bout de l'empêchement. Les Savages portent bien leur nom : derrière le chant paroxystique, leur sylvain blues refuse toute domestication.

Le 4 décembre, Baracade, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. Location FNAC, 110 F.

DANSE

Samedi 2

Compagnie Jean-François Duroure

La Maison des plantes vertes.

Sept mystérieux personnages, dont l'un est revêtu d'un manteau royal. On pense à *Henri IV*, de Pirandello : est-ce un roi qui se prend pour un roi, ou un simulateur qui soumet son entourage à ses caprices ?

Petit. Théâtre des Louvrais, le 2 décembre, 21 heures. Tél. : 30-30-33-33. 100 F.

Compagnie Prologos

Noces + Trait d'union.

Ce fut l'un des temps forts de la dernière Biennale du Val-de-Marne. Sur l'implacable partition de Stravinsky, une vision cruelle du mariage, une danse d'extrême des peurs ancestrales qui nous saisissent devant les mystères de la sexualité et de la mort.

Verres. CEC, le 2 décembre, 21 heures. Tél. : 69-48-60-08. De 55 F à 110 F.

Douai et Orléans

Joseph Nadj

La Mort de l'empereur

La rumeur dit déjà grand bien de cette pièce qui vient d'être créée à Brest. Joseph Nadj, prince du fantasme, s'inspire d'une antique légende chinoise et dispose douze musiciens sur la scène.

Douai. L'Hippodrome, le 1^{er} décembre, à 20 h 45. Tél. : 27-94-42-63. Orléans. Centre d'arts contemporains. Le 6 décembre. Tél. : 32-62-46-88. De 45 F à 90 F.

Niort

Dominique Bagouet

Le Saut de l'ange

Avec tendresse, avec légèreté, avec un talent fon, Bagouet se moque de la danse et des danseurs. Les personnages disparates qu'il lance dans l'espace ont une fragilité éternelle, une grâce insolite, une émotion se faufile dans ce spectacle tout charme, désinvolture et fantaisie.

Chœur d'action culturelle. Le 2 décembre, à 20 h 30. Tél. : 49-79-23-27. De 55 F à 115 F.

La sélection

« Musiques » a été établie par :

Alain Lemaire,

« Jazz » :

Francis Marzanna,

« Rock » :

Thomas Sotinel,

« Danse » :

Sylvie de Nassac.

BARBARA

MOGADOR

RTL

A PARTIR DU 6 FÉVRIER

LOCATION : 48-78-75-00

SON DE COMMANDE

A ADRESSER AU THÉÂTRE MOGADOR

"ENTRÉES SPECTACLES", 25, RUE DE MOGADOR, 75009 PARIS

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE

TÉLÉPHONE

INDIQUER CI-DESSOUS 2 DATES DIFFÉRENTES

DATES

NBRE DE PLACE

PRIX UNITAIRE

TOTAL

LE

A

H

OU LE

A

H

CI JOINT MON RÉGLEMENT DE F PAR CHÉQUE BANCAIRE OU POSTAL 3 VOLETS A L'ORDRE DE BARBARA ET UNE ENVELOPPE A MON ADRESSE POUR L'ENVOI DES BILLETS. SIGNATURE :

SOIRÉES DU MARDI AU SAMEDI 20 H 30

MATINÉES DIMANCHE 16 H

PRIX DES PLACES

ORCHESTRE + CORBEILLE 1^{re} SÉRIE : 220 F

ORCHESTRE + CORBEILLE 2^e SÉRIE : 160 F

BALCON 1^{re} SÉRIE : 100 F

ARTS

« LA CÉLESTINE » AU MUSÉE PICASSO

L'art du troc

Le jeudi 30 novembre, le Musée Picasso ouvrira ses portes — gratuitement — au public pour présenter sa dernière acquisition : la Célestine. Elle sera entourée de ses dessins préparatoires et de la série gravée par Picasso vers la fin de sa vie pour illustrer le roman de Fernando de Rojas — la Célestine — les aventures de l'entremetteuse la plus célèbre de la littérature espagnole.

La Célestine a été obtenue grâce à un marchandage serré : le don du tableau à l'Etat contre la sortie de France des Noces de Pierrette, une autre toile de Picasso, dont le prix de vente devrait atteindre de nouveaux sommets. Les enchères auront lieu le 30 novembre à Drouot-Montaigne. Ainsi, une œuvre importante de Picasso est entrée dans les collections nationales. La promotion du marché de l'art parisien et la défense du patrimoine français ont pu se conjuguer, affirment les officiels. L'épilogue de cette longue histoire sera clos lorsqu'on connaîtra le montant des enchères des Noces de Pierrette et sa nouvelle destination, les Etats-Unis ou le Japon.

La Célestine, qui reste définitivement en France, a été peinte par Picasso en 1904, alors qu'il résidait encore à Barcelone. Il emmena ce tableau à Paris et ne le vendit qu'en 1938, à son banquier, Max Pellerin. Le neveu de ce dernier, Georges Pellerin, en hérita. Au début des années 80, il veut s'en séparer et charge le marchand de tableaux Didier Imbert d'obtenir la vente de l'œuvre hors de France. Tâche difficile. La toile est en effet bien connue. Elle est considérée comme une œuvre majeure de la période bleue, et dès 1974 la direction des musées de France fait savoir qu'il n'est pas question qu'un tel tableau puisse être vendu à l'étranger.

Didier Imbert propose alors une transaction : le « don » d'une autre œuvre majeure du même peintre, de la même période — la Femme à la corniche, un pastel — qui appartenait à un collectionneur privé, contre la sortie de la Célestine. Au début de l'été 1987, Pierre Georget (alors directeur du Musée Picasso), Olivier Chevillon, directeur des musées de France, et son adjoint, Alain Erlande-Brandenburg refusent le principe de cette transaction. Ils sont sûrs que les deux tableaux n'obtiendront jamais la permission de franchir la frontière. Or, quelques mois plus tard, le ministre de la culture, François Léotard, autorise le départ du pastel. Les musées font marche arrière à toute vitesse. Ils déclarent accepter l'échange. Trop tard ! Muni de sa licence de sortie, le tableau a déjà pris une plus-value considérable.

APPARITION DES « NOCES »

Néanmoins, Didier Imbert achète la Célestine en décembre 1987 pour 25 millions de francs, dit-il. Déjà les prix se sont emballés. Yo Picasso, une œuvre de la même époque, vendue à New-York en 1983 5,8 millions de dollars (35 millions de francs), atteint en 1989 48 millions de dollars (plus de 300 millions de francs). « Le tableau me plaisait, affirme aujourd'hui Didier Imbert. Je savais que c'était une œuvre majeure. Et, puisque la licence de sortie avait été accordée pour le pastel, on ne pouvait logiquement me la refuser pour la Célestine. J'étais donc sûr de réaliser une bonne affaire. » Le ministre raisonne différemment puisque la demande, formulée officieusement, est refusée, tout aussi officieusement. « Je me suis retrouvé avec la Célestine sur les bras, constate Didier Imbert. J'étais prêt à la garder longtemps en attendant une opportunité. C'est à cette époque que j'ai organisé une exposition publique de cette œuvre. »

Mais voici qu'apparaît soudain sur le marché les Noces de Pierrette, un grand format peint par Picasso vers 1905. Entrée en 1930 dans la collection de l'un des gérants de la Samaritaine, Georges Renard, l'œuvre passe ensuite entre plusieurs mains avant d'atterrir entre celles d'un avocat parisien, Bernard de Sarrailh. Après le décès de ce dernier en 1986, son neveu la vend à un citoyen suédois résidant en Suisse, Frederick Roos. Tout de suite, le ministre de la culture, Jack Lang, revenu aux affaires, laisse clairement entendre qu'après le départ de la Femme à la



Étude pour « la Célestine ».

corniche il n'est plus question de laisser filer une autre œuvre de cette importance. M^e Binoche, le commissaire-priseur chargé de la vente des Noces, sait fort bien que dans les limites du seul marché français le tableau ne fera pas un gros prix. Dans le cas contraire, il espère en tirer 300 à 400 millions de francs. Il contacte donc Didier Imbert et lui propose une transaction : son client achète la Célestine (à un prix « français »), pour la donner à l'Etat, qui en retour accorderait la licence de sortie pour les Noces. Imbert accepte. Le ministre aussi. L'opération se fait.

Le marchand de tableaux ne réalise certes pas l'énorme coup dont il rêvait. Il récolte quand même (en deux ans à peine) quatre fois sa mise : puisqu'il revend le tableau 100 millions de francs. Une somme que Frederick Roos aura à dévaliser du prix de vente de ses Noces, mais le tableau bénéficie désormais d'une cote internationale. Quant aux musées de France, ils sont satisfaits puisqu'ils estiment combler un trou dans leurs collections. Ce sera sans doute le dernier. La datation Jacqueline Picasso, très importante, va faire du Musée Picasso un centre inégalable des œuvres de ce peintre.

Mais l'histoire de cette acquisition révèle toute l'ambiguïté d'une politique contradictoire : la promotion du marché de l'art parisien et la défense du patrimoine français. On ne sait toujours pas comment, en 1993, quand les frontières seront ouvertes et que les biens pourront circuler librement, il sera possible d'empêcher les œuvres d'art de quitter l'Hexagone. Ni comment, dans ces conditions, les collections nationales pourront continuer de s'enrichir, puisqu'il est désormais impossible pour un musée d'acheter sur un marché international frappé de démeure : la hausse furiense concerne tous les artistes, du haut en bas de l'échelle, y compris les vivants — une toile de Bacon vient de se vendre à New-York 6 millions de dollars (37 millions de francs) et une autre, de De Kooning, 20 millions de dollars (128 millions de francs).

Comment calmer un jeu qui se joue sur tous les continents à la fois ? Faut-il consentir des déductions fiscales pour l'achat des œuvres d'art ? Cela faciliterait la constitution de collections françaises dont

l'Etat pourrait un jour bénéficier, ce au risque d'une inflation croissante et d'une assimilation toujours plus grande de l'art à une valeur financière. Faut-il étendre l'impôt sur la fortune aux œuvres d'art ? Une telle décision freinerait sans doute la spéculation mais serait mortelle pour le marché parisien et entraînerait vraisemblablement une hémorragie de notre patrimoine. Les avis sont donc partagés.

Les plus optimistes estiment que l'envoie du marché ne peut continuer longtemps et qu'il se calmera ; soit à la suite d'un krach boursier ou d'une crise de confiance née subitement des mauvais résultats d'une vente « historique » ; soit en raison d'un tassement progressif de la demande. Aux yeux des pessimistes, l'art, sacrifié à tout va, est devenu tout à la fois un signe de promotion sociale et l'ultime valeur refuge de la finance internationale. Les prix vont donc continuer à grimper. Jusqu'où ? La Banque de France imprime depuis longtemps sur ses billets le portrait d'artistes célèbres. Il serait peut-être juste d'y faire figurer désormais la reproduction de certaines de leurs œuvres.

EMMANUEL DE ROUX

* « La Célestine », au Musée Picasso, 5, rue de Thorigny, 75003 Paris. Tél. : 42-71-25-21. Jusqu'au 26 février 1990. (Lire page 13, section B, le compte rendu du référent sur la propriété des Noces de Pierrette et l'article sur le vagues à l'âme des experts français.)

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du Jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Claude Bellegarde

L'œuvre blanche, ou l'« achromatisme » développé entre 1953 et 1957 par un artiste dont on connaît peut-être mieux les recherches autour de la couleur, mais ce n'est pas certain, car Claude Bellegarde se manifeste peu dans le circuit marchand.

Galerie Bernard Davignon, 78, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 48-04-52-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 30. Du 30 novembre au 25 janvier 1990.

Naum Gabo

Une évocation de l'œuvre du sculpteur (1890-1977), auteur avec son frère Antoine Pevsner du Manifeste du constructivisme, et dont l'abstraction radicale, les plans de verre et les trames de matières plastiques sont une des sources de l'art cinétique.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-55-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Du 1^{er} décembre au 6 janvier 1990.

Lucio Fontana

Une sélection de peintures et de sculptures s'échelonnant de 1938 à 1968. On est en question de trous et de fentes pratiqués dans les tableaux pour échapper à l'emprisonnement de la peinture traditionnelle, et par là rejoindre les grands espaces.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Dufrenoy, Paris 3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Du 30 novembre au 8 février 1990.

Pierre Restany

De Marcel Duchamp à Bertrand Lavier en passant par César, le critique d'art Pierre Restany retrace l'aventure de l'objet, entre valeur esthétique et consommation industrielle.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 30 novembre au 30 décembre.

SÉLECTION

Claude Monet, Auguste Rodin, centenaire de l'exposition de 1889

En 1889, Monet et Rodin exposaient ensemble, à Paris. En réunissant peintures et sculptures qui y avaient figuré, le Musée Rodin commémore ce qui fut l'un des grands événements de l'époque.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-06-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 20 h. Fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier. Jusqu'au 21 janvier 1990. 20 F.

Honoré Daumier

« Ce gaillard-là a du Michel-Ange sous la peau », disait Balzac de Daumier. Soit, mais d'un Michel-Ange du grotesque et de la dérision. Lithographies et sculptures venues en abondance de collections privées témoignent de son étonnante fécondité.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16^e. Tél. : 42-54-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 4 février 1990. 25 F.

David (1748-1825)

Cette exposition clôt la célébration du Bicentenaire. Introduit en France du néoclassicisme, le peintre célébra les grandes heures de la Révolution et siégea à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie et salle Mollien, entrée par la Pyramide, direction Denon, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45 (fermeture des caisses à 17 h 15). Horaires du mercredi et du lundi sur deux. Closures de 6 h 10 à 9 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

Château de Versailles, salle du sacre — appartement de Mme de Maintenon, Versailles, 78000. Tél. : 30-84-74-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h 45 à 17 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 23 F.

ROHNER

16 novembre
20 janvier

GALERIE FRAMOND
37, rue des Saints-Pères, VII

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél. : 42 22 77 57

Première exposition en France de l'artiste soviétique

YOURI JELTOV

LA CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES

Présente la collection « FRANCE — MONUMENTS » : objets en cristal, canevases à tapisserie, moulages, papeterie, jeux, livres-maquettes, etc.

Pour recevoir le catalogue, adressez le coupon ci-dessous à SERVICE COMMERCIAL DE LA C.N.M.H.S. Grand Palais, porte F, cours-la-Reine, 75008 Paris en joignant 3 timbres de 2,20 F.

Je désire recevoir le catalogue « France-Monuments »

Nom

Adresse

Code postal

Gabus

VENTES AUX ENCHÈRES INTERNATIONALES
GENÈVE

Hôtel Président, 7-12 déc. 89
Exposition publique : 3-5 déc.

Peintures de Maîtres anciens et modernes (plus de 1 500 œuvres). Importante collection d'Archéologie et de Haute Époque (exp. J. Roudillon), Asiatique, (exp. M. Beurdeley et G. Reinbre), Mobilier, Livres rares et précieux (exp. C. Galanterie), Bijoux.

E. Vigée Le Brun - Le baron de Feilshelm peignant - a/h, 90 x 71 cm, s. et d. 1807 (Exp. E. Turquin)

Cinq catalogues sur demande
Galerie P.-Y. Gabus, CH-2022 Bevelin, tél. : 15.41 38.46.15.00 - Fax 15.41 38.46.25.37
Paris : Mme D. Tuffin, 23, av. George V, tél. : 47.20.57.53

سكزا من الاصل

39 Les relations commerciales avec l'Est
45 Bilan de l'économie indienne

39 Le rachat des groupes américains
45 Paris/le de France

46 Marchés financiers
47 Bourse

BILLET

Gemellité

Au moment où Paribas s'engage dans une OPA incertaine sur la Mixte et fait les frais du nouveau règlement du Conseil des Bourses de valeurs sur les prises de contrôle agressives, la Compagnie financière de Suez vole de succès en succès.

Après la prise de contrôle de la Société générale de Belgique puis celle de Victoire, l'un des tout premiers assureurs français et tout jeune propriétaire du numéro deux de l'assurance allemande, Colônia, la Compagnie financière de Suez mène à bien sans coup férir une série de prises de contrôle ou de participations croisées dans des groupes d'assurances européens : Neww Rotterdam, le cinquième assureur néerlandais, voilà quelques jours, et aujourd'hui le holding Baltica, qui détient lui-même l'un des tout premiers groupes d'assurances scandinaves.

Bref, le contraste entre les deux compagnies financières, habituellement rivales, est frappant. Paribas, traditionnellement réputé pour sa force de frappe en affaires, a déçu. La Compagnie de la rue d'Antio, qui a d'abord fait croire qu'elle poursuivait une politique de « petits pas », tous axés sur la rentabilité, a surpris quand elle a agressé la Mixte, sans convaincre qu'elle poursuivait un but économiquement justifié.

Paribas apparaît en fait comme une entreprise en crise d'identité qui a voulu redresser son image par un raid rapide et spectaculaire. Manque de chance, elle a choisi pour cible le groupe dirigé par le PDG le plus retors et le plus sourcilieux pour son indépendance de la place de Paris. De son côté, Suez n'a jamais tenu de discours, ni ne s'est jamais soucié de bâtir une image particulière. Sans s'embarrasser de mots, ses dirigeants se contentent de construire au gré des circonstances un holding financier parmi les plus puissants en Europe.

Comme ces jumeaux bien connus des psychistes, dont l'un remporte tous les succès, pendant que l'autre accumule les échecs, le destin du duo Paribas-Suez apparaît d'autant plus lié que leurs chemins divergent.

Y. M.

Lire ci-dessous

Portant sa production à 22 millions de barils/jour

L'OPEP se prépare à de nouvelles règles du jeu

Le marché pétrolier a accueilli avec une prudence teintée de perplexité l'accord conclu mardi 28 novembre entre les treize membres de l'OPEP, réunis à Vienne en conférence ordinaire. Qu'il s'agisse de l'avenir immédiat des cours du pétrole ou de la stratégie à long terme du cartel, celui-ci, pour sa dernière conférence de la décennie, a en effet soulevé plus de questions qu'il n'a apporté de réponses.

Vienne

de notre envoyé spécial
Celle conférence n'était pas sérieuse, mais c'était la première étape vers d'autres réunions beaucoup plus sérieuses, assurent mardi soir en privé un ministre de premier plan qui requerrait l'anonymat. Cette réunion a, en effet, consacré le retour au premier plan du rôle des producteurs de pétrole et des gros producteurs du golfe Persique dans la fixation des prix du brut.

A court terme l'accord de compromis conclu entre les treize pays exportateurs ne change pas grand chose au statu quo. Il porte à 22 millions de barils/jour (au lieu de 20,5 millions de barils actuellement) le plafond de production du cartel pour le premier semestre de l'an prochain, et redistribue à la marge les parts de marché entre les différents producteurs. Compte tenu des capacités et des engagements des uns et des autres il devrait entraîner une production réelle de 22,5 à 23 millions de barils/jour, proche du niveau actuel d'extraction.

Un niveau jugé a priori excessif par la plupart des experts, mais qui, vu les incertitudes pesant sur la demande, paraît susceptible d'éviter toute fluctuation majeure des prix, au moins jusqu'à la prochaine réunion prévue le 15 mars prochain à Vienne. « Je suis rationnellement optimiste », assure le ministre algérien du pétrole, « il y a tellement de point d'interrogation sur la production non-OPEP ou sur le déstockage qu'il y a de fortes chances que ce (nouveau) plafond ne soit pas trop éloigné de la demande. »

Beaucoup dépend en effet dans

les mois à venir d'aléas totalement imprévisibles : vigueur de l'hiver, importance du déstockage saisonnier opéré par les compagnies, évolution de la production en mer du Nord et des exportations soviétiques de brut (1), etc.

Les cours sur les marchés à terme ont hésité mardi soir entre baisse et très légère hausse. Dès l'annonce de l'accord, la plupart des analystes et des responsables présents se gardaient, contrairement à l'habitude, de tout pronostic de prix pour les mois à venir.

Un tournant

La plupart reconnaissent cependant que l'importance de la réunion de Vienne n'était pas là. « Quelque chose a changé », note M. Humphrey Harrison, analyste à la société Kidder and Aitken, « on sent qu'on entre dans un jeu différent. »

Pour la première fois depuis le « contrechoc » pétrolier de 1986 l'OPEP a commencé à tirer les leçons du retournement du marché à la hausse et pris en compte dans la répartition des quotas pays par pays des capacités de production des uns et des autres. « Le point le plus sensible de cet accord est que pour la première fois il lie les quotas de production aux réserves réelles et à la capacité d'extraction et non à des considérations politiques », assure mardi soir un important ministre arabe.

Bien que seule l'Indonésie ait accepté officiellement de reconnaître ses limites, les pays du Golfe disposant des plus grosses réserves se taillent en effet la part du lion dans l'augmentation du plafond. « L'avenir de l'OPEP appartient aux pays du Golfe. Au niveau actuel du plafond, huit des treize pays membres (2) produisent l'ores et déjà à pleine capacité », expliquait le ministre iranien du pétrole, « il en reste cinq, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iraq, le Koweït et les Émirats Arabes Unis, qui disposent encore de capacités excédentaires. A partir de maintenant toute demande supplémentaire leur appartient. »

De toutes façons, notait pour sa part le ministre koweïtien du

Les quotas de production par pays (en barils/jour)

Pays	Anciens quotas	Nouveaux quotas
Algérie	771 000	827 000
Émirats	254 000	273 000
Gabon	184 000	197 000
Indonésie	1 374 000	1 374 000
Iran	2 926 000	3 140 000
Irak	2 926 000	3 140 000
Koweït	1 149 000	1 203 000
Libye	1 149 000	1 203 000
Nigéria	1 501 000	1 611 000
Qatar	346 000	371 000
Arabie saoudite	5 014 000	5 380 000
Émirats arabes unis	1 034 000	1 095 000
Venezuela	1 812 000	1 945 000

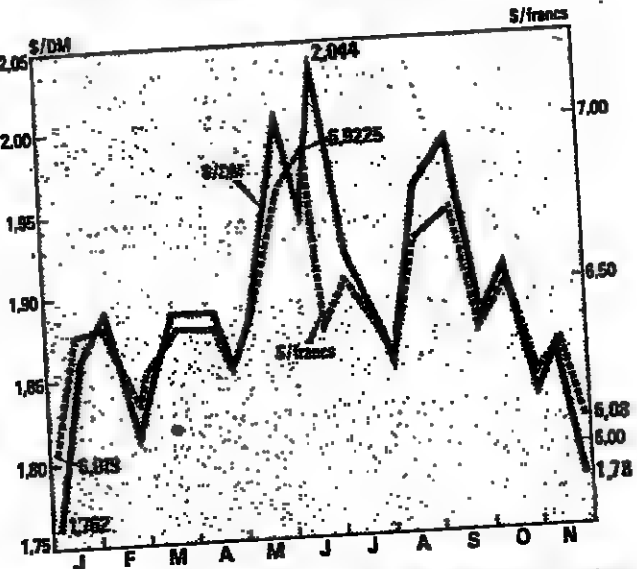
pétrole, à la fin de 1991, ou au plus tard de 1992, cette histoire de quotas sera dépassée, même pour les pays disposant encore de réserves de capacités.

D'où l'accent mis de nouveau sur la question des prix. Ce n'est pas un hasard si les treize pays membres ont accepté à la demande de l'Algérie, de la Libye et de l'Irak, de transformer dans leur communiqué final le prix de référence de 18 dollars, « en prix minimum de référence ». « Très bientôt nous attendrions notre capacité maximale, alors le prix deviendra prépondérant », note un ministre en privé, « la notion de prix minimum est importante dans une perspective de stratégie à long terme. »

VÉRONIQUE MAURUS

(1) L'Union soviétique, coincée entre l'envolée de sa consommation et ses difficultés de production d'ores et déjà diminuées ses exportations d'au moins 600 000 barils-jour, ce qui gonfle d'autant la demande adressée à l'OPEP.
(2) Indonésie, Venezuela, Nigéria, Qatar, Gabon, Émirats, Libye, Algérie.

Le dollar retombe à son niveau du début 1989



La baisse du dollar entamée depuis quelques semaines s'est accentuée au cours des derniers jours, en raison de l'orientation à la baisse des taux d'intérêt américains et surtout des tensions observées sur le marché obligataire allemand. Le mark s'apprécie actuellement à pratiquement le même niveau qu'en janvier 1989, s'échangeant le mercredi 29 novembre à 1,78 deutschemarks et 6,02 francs au début de janvier. Le 23 septembre dernier, le groupe des sept grands pays industriels réuni à Washington affirmait sa volonté de ne pas laisser le dollar à qui s'était apprécié de près de 15 % au cours des mois précédents - progresser davantage.

INSOLITE

14 milliards d'« espressi »

Champions du café serré, les Italiens consomment chaque année 14 milliards d'espressi dans les bars transalpins, soit en moyenne 203 tasses par personne, selon une enquête publiée par le Comité italien du café. Un marché de 10 000 milliards de litres, soit environ 40 milliards de francs, qui représente 23,2 % des recettes des bars italiens et utilise quelque 437 000 quintaux de grains.

Ces chiffres ne comprennent pas, bien entendu, les nombreux cafés confectionnés à la maison grâce aux petites percolateurs domestiques, de plus en plus répandus. Ils recouvrent cependant une vaste gamme de produits puisque, outre le cappuccino (café créme), le consommateur a le choix entre la lungo - café allongé -, l'espresso normal, le ristretto (café serré), le macchiato (traché de lait) et enfin le corretto (« corrigé » à l'eau-de-vie).

CLAIRE BLANDIN avec CAMILLE OLSEN à Copenhague

En prenant 23 % du holding danois Baltica
Suez poursuit la construction d'un des premiers groupes européens d'assurances

La société danoise Baltica Holding, qui contrôle 82 % de Baltica Forsikring, première compagnie d'assurances du pays, a annoncé officiellement le mardi 28 novembre à Copenhague la signature d'un accord de coopération avec la Compagnie financière de Suez et sa filiale dans l'assurance, le groupe Victoire, accompagné de participations croisées.

Le groupe Suez deviendra, par une augmentation de capital réservée, le premier actionnaire de Baltica Holding avec 23 % du capital. En contrepartie, Baltica Holding prendra quelque 3 % de la compagnie financière française, grâce à l'exercice des bons de souscription émis en novembre 1988, pour un montant de 1,5 milliards de francs. Il recevra en outre 700 millions de francs en « cash » de Suez.

Dans un deuxième temps, le groupe danois entrera, pour environ 1,5 milliard de francs, « d'ici à six mois » par l'intermédiaire de sa compagnie d'assurances, Baltica Forsikring, à hauteur de 7 % dans le holding néerlandais Victoire-Colonia NV en cours de constitution.

Les milieux d'affaires nordiques se sont étonnés, voire inquiétés, de la part importante du capital de Baltica danoise par Suez. Le directeur administratif de la compagnie danoise, M. Peter Christoffersen, qui entrera au conseil d'administration de Suez, s'est appliqué, lors d'une conférence de presse, à rassurer l'opinion en affirmant que l'entrée du nouvel actionnaire ne pourrait avoir aucune incidence sur le Danemark et que l'assureur danois aurait désormais la chance immense d'avoir accès à tous les grands marchés européens.

En prenant 23 % de Baltica Holding - l'union la plus importante jamais réalisée entre une entreprise danoise et une société étrangère - Suez complète la construction d'un solide groupe financier en Europe, et spécialement en Europe du Nord. Car l'alliance avec le holding danois lui donne accès non seulement au premier assureur du pays (environ 10 milliards de francs de primes en 1988), qui lui ouvre l'ensemble du marché scandinave, mais aussi à d'autres activités. Baltica Holding, d'autres activités. Baltica Holding, une des principales institutions finan-

cières du pays avec quelque 7 milliards de francs de fonds propres, 9 milliards de chiffres d'affaires et 11 000 salariés, est notamment présente dans l'assurance, le courtage, l'immobilier, le transport international, et la banque, puisqu'il détient en particulier, depuis avril 1989, 10 % de la banque britannique Hambro. Une participation qui pourrait être plus qu'un lot de consolation, la banque indonésienne ayant renoncé à son projet de rachat de Morgan Grenfell.

Un acheteur mystérieux

Dans l'assurance, Suez consolide la constitution d'un pôle qui, avec Victoire en France, Colônia en Allemagne de l'Ouest, et Baltica au Danemark, aux Pays-Bas et en Belgique, sera le premier groupe financier en Europe. Le holding néerlandais Victoire-Colonia, dans lequel le danois doit entrer aux côtés de Victoire et de la banque Openheim, ancien propriétaire de Colônia, et auquel devrait être associée l'UAP, premier assureur français, qui devrait détenir la majo-

rité de blocage au sein du groupe Victoire, est d'ailleurs destiné à « reprendre l'ensemble des activités d'assurances européennes du groupe Suez », précise ce dernier.
Reste une incertitude en ce qui concerne Baltica Holding. Qui est (ou qui sont) l'acheteur mystérieux qui a réussi ces dernières semaines à s'approprier 10 à 20 % des titres du holding, faisant monter les cours en flèche ? Accusé d'être à la source de ces achats boursiers, les responsables de la compagnie danoise Hambro, grande rivale de Baltica, se taisent obstinément. Au plus également à M. Jean-Marie Verna, l'ancien patron du groupe Victoire, via la Société centrale d'investissement, la détention de quelque 10 % de Baltica Forsikring. Ces intrus pourraient-ils envoyer le bel accord mis au point par Suez qui nécessite encore l'agrément de l'assemblée générale des actionnaires. Les milieux spécialisés pensent en douter.

Le déséquilibre des comptes sociaux

L'UNEDIC vient au secours du régime de retraite complémentaire

Le régime d'assurance-chômage s'apprête à transférer 2,5 milliards à l'ARRCO, l'un des deux régimes de retraite complémentaire. Les partenaires sociaux, qui se retrouvaient le 28 novembre pour la négociation sur la convention UNEDIC, ont accueilli favorablement cette proposition du CNPF, à l'exception de la CGT et de la CGC. La négociation de l'ARRCO, prévue pour le 30 novembre, s'en trouve modifiée. La séance sera suspendue, le temps de permettre d'aboutir à un accord sur la contribution de l'UNEDIC qui réglerait les problèmes financiers de l'ARRCO, au moins pour 1990.

Comme il était prévisible, les négociations sur l'assurance-chômage et les régimes de retraite complémentaire sont totalement imbriquées depuis le mardi 28 novembre, à l'issue de la troisième séance de discussions sur le renouvellement de la convention UNEDIC. A preuve, la réunion de jeudi sur la situation financière de l'ARRCO - l'un des deux régimes de retraite complémentaire avec l'AGIRC, réservé aux cadres - se déroulera en deux temps, car elle sera coupée d'une séance consacrée

par les partenaires sociaux à l'examen de la proposition de CNPF sur le paiement par l'UNEDIC des cotisations de retraite des chômeurs. Un transfert de 2,5 milliards qui assurerait sans doute l'équilibre financier de l'ARRCO pour 1990, à défaut de lui garantir l'avenir.

Suggérée à l'origine par FO, la solution imaginée par M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, mettrait fin à une situation « pas orthodoxe », rappelait M. Antoine Faesch (FO) et arrêterait une « bombe à retardement », selon M. Guy Coysins (CFTC). L'UNEDIC, au contraire des entreprises qui versent leur contribution tous les trimestres en fonction du nombre de leurs salariés, paie en effet les cotisations à l'ARRCO et à l'AGIRC au moment du départ en retraite effectif des chômeurs. Ce qui lui a permis de réaliser des économies substantielles, en partie au détriment des régimes de retraite, mais ce qui risque de se retourner contre elle, à mesure que les gros bataillons de chômeurs âgés prennent leur retraite.

Avec « un effet neutre pour le chômeur », il s'agit pour l'UNEDIC de verser à l'ARRCO ses cotisations sur la base de 60 % du salaire de référence des chômeurs indemnisés, alors que la règle demeure d'assurer une validation des points de retraite sur la base de 100 % du même salaire de référence, l'idée étant, selon les versions, que l'ARRCO et l'AGIRC agissent « solidairement » pour compléter, ou que le régime d'assurance-chômage s'en charge « par étapes ».

Négociation

sur la situation des chômeurs

La propre contribution des chômeurs, actuellement de 1 %, prélevée sur la partie proportionnelle de l'allocation, serait portée à 2 %. Mais, parce qu'une « opération blanche » est recherchée, a confirmé M. Giral à la sortie de la réunion, le montant de cette partie en pourcentage, de 40 % du salaire de référence pour l'allocation de base passerait à 40,4 %, pour maintenir une indemnité inchangée en net perçu. De la sorte, l'UNEDIC paierait environ 3,2 milliards à l'ARRCO en 1990, contre 890 millions dans la formule précédente et 760 millions de francs en 1989. Un même dispositif pourrait être envisagé avec l'AGIRC, dont les négociations sont prévues pour l'année prochaine.

Force ouvrière ne pouvait être que satisfait et déclara que la proposition allait « dans le bon sens ». La CFDT se montra intéressée et, sous réserve d'un examen, pourrait accepter la formule si l'UNEDIC se rapproche par étapes des 100 % et ouvre enfin la négociation sur l'amélioration de la situation des chômeurs. La CFTC, également prudente, serait tentée. Mais la CGT condamne ce transfert de charges entre l'UNEDIC et l'ARRCO et considère que « la négociation est terminée » puisque les excédents de gestion du régime sont en partie consommés par cette opération. La CGC se montre encore plus critique. Elle parle d'un « tour de passe-passe » et de « magie noire ». Le renflouement de l'ARRCO par l'UNEDIC ne changeant rien aux problèmes de l'un et de l'autre.

ALAIN LEBEAUBE

سكزا من الاصل

ÉTRANGER

Après la défaite électorale de M. Gandhi **L'économie indienne sort transformée des « années Rajiv »**

TRANSPAC
UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

ÉCONOMIE

ETRANGER

Mexicains, Vénézuéliens et Nigériens à l'assaut des groupes américains

Des entreprises des pays en voie de développement s'implantent aussi aux Etats-Unis

Les récentes acquisitions des entreprises japonaises aux Etats-Unis, les acquisitions de Rockefeller Center par Mitsubishi ou de Columbia par Sony ont focalisé l'attention des médias américains, jetant de l'ombre sur un autre mouvement plus diffus, mais qui devrait avoir à terme des répercussions importantes : le rachat d'entreprises américaines par des firmes de pays en voie de développement (PVD). Ce phénomène récent est le corollaire de l'accroissement des relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique du Sud, particulièrement le Mexique. Dans le contexte de la crise de l'endettement des pays d'Amérique centrale et latine, il ne va pas sans susciter l'irritation des banquiers.

Au mois de novembre 1989, Vitro, la compagnie mexicaine basée à Monterrey (à la frontière américaine), a racheté le deuxième fabricant de verre des Etats-Unis, Anchor Glass Container Corporation, pour un montant estimé à 920 millions de dollars (5,9 milliards de francs). Elle devient ainsi le deuxième producteur mondial de contenants en verre après l'entreprise américaine Owens. Le 6 novembre 1989, c'était au tour du Venezuela et de la compagnie pétrolière nationale Petroleos de Venezuela d'acquiescer 50 % de la huitième entreprise de raffinage américaine, Citgo Corporation, pour 675 millions de dollars.

Ces deux transactions ne sont que le prolongement d'une tendance déjà constatée depuis plusieurs mois. Les PVD font leurs « emplettes » aux Etats-Unis. Le Nigeria s'est aussi introduit sur le marché nord-américain par le biais

de sa firme nationalisée National Petroleum Corporation. Celle-ci vient de signer un accord pour le rachat de 49 % d'une raffinerie au Texas à Farmiland Industries.

« Nous devons étendre notre base opérationnelle », expliquait dernièrement le président de Vitro, Ernesto Martinez. « Il faut être présent aux Etats-Unis si nous voulons continuer à être un fabricant de verre comme nous l'avons été depuis quatre-vingt ans. Mais nous ne pouvons pas simplement nous satisfaire de notre marché intérieur », souligne-t-il.

Il reste que ces opérations surviennent au moment où les Etats-Unis et le Mexique essaient de négocier un accord de libre-échange calqué sur celui existant déjà entre les Etats-Unis et le Canada. La visite du président mexicain Carlos Salinas de Gortari à Washington, en septembre dernier, a été l'occasion de la signature d'un accord qui implique la réduction des barrières tarifaires, la libéralisation des investissements dans le secteur des télécommunications, de l'informatique, du textile...

Colère des banquiers

Alors que l'économie mexicaine est de plus en plus ouverte et donc plus sensible à la concurrence internationale, les entreprises mexicaines n'hésitent pas à franchir le rio Grande pour accroître leur présence sur le sol américain. Cemex Mexicana a investi plus de 800 millions de dollars cette année pour l'acquisition de firmes américaines, Houston Shelland Concrete et surtout 50 % de Pacific Coast, s'assurant ainsi l'accès au marché du ciment du sud de la Californie.

De plus, cette frénésie d'achats ne concerne pas que le secteur industriel. Des banques mexicaines sont sur les rangs pour reprendre en main de nombreuses caisses d'épargne en faillite au Texas et en Californie.

Néanmoins, la communauté financière internationale critique ces initiatives : la principale raison étant que ces pays doivent d'abord rembourser leurs dettes à l'égard des banques internationales avant de réinvestir dans les pays développés. La polémique qui vient d'éclater entre les banques créancières du Venezuela et les responsables du pays en est la parfaite illustration. Car la prise de contrôle de Citgo par Petroleos de Venezuela a simplifié la communauté bancaire : avec plus de 21 milliards de dollars de dettes privées, le Venezuela est entré dans le schéma de réduction des créances du plan Brady. Des négociations doivent avoir lieu à ce sujet cette semaine, mais, selon l'avis de nombreux observateurs, elles s'annoncent très difficiles en raison du rachat de Citgo : « Le gouvernement vénézuélien vient de dépenser 600 millions de dollars pour acquérir Citgo. Cette somme représente grosso modo les 500 millions de dollars du crédit récemment consenti par les banques, au mois de septembre. Vous pouvez imaginer la colère des banquiers avant cette négociation », nous expliquait récemment l'un des leurs.

A l'inverse des créances de la communauté bancaire, les analystes financiers américains ont tendance à penser que ces acquisitions peuvent à terme résoudre le problème de l'endettement de ces pays : « La présence d'investissements mexicains publics ou privés apportera à terme des dividendes à ce pays lui permettant d'obtenir des devises fortes pour rembourser leurs arriérés », expliquait Dan Williams, analyste chez Sutor and Co.

A coup sûr, l'évolution actuelle ne peut être sous-estimée. Les pays en voie de développement vont-ils jouer le rôle des trouble-fête sur le marché des Etats-Unis ? La scène financière américaine n'en est pas à un paradoxe près.

MARC UZAN



LE PLUS PETIT DES GRANDS PROS.
BD 2810 Toshiba.

Ne vous laissez pas tromper par les dimensions réduites du nouveau copieur Toshiba : le BD 2810 est certes petit mais il offre des performances étonnantes par ses nombreuses fonctions qui sont généralement l'apanage des grands copieurs. Le BD 2810 copie en trois couleurs. Il est facile d'une commande aisée et suffisamment petit pour trouver sa place partout. BD 2810 Toshiba, tout ce que vous attendez d'un copieur la où vous en avez besoin. Du BD 2810 au copieur professionnel, Toshiba a toujours la solution adaptée à votre problème. Toshiba BD 2810 - le plus petit des grands pros.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) SA, 7, Rue Ampère, 92804 Puteaux, Tel: 1-47282828

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850572 F
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
520 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Editeurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-85-91-82 ou 45-85-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 35-15 - Tape LEMONDE
ou 35-15 - Tapez LM

Reproduction de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 TEL: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BEIGELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	790 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 500 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez marquer l'obligance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Air Afrique, c'est 28 villes desservies,
521 liaisons régulières,
750 000 passagers et plein
de petites attentions à leur égard.**

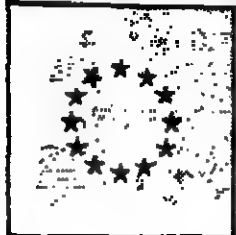


MAINTENANT QUE VOUS AVEZ LU CE TITRE, VOUS SAVEZ TOUT OU PRESQUE SUR AIR AFRIQUE. IL SUFFIT PEUT-ÊTRE D'AJOUTER QUE NOUS ALLONS SUR 4 CONTINENTS, QUE NOUS VEILLONS À AMÉLIORER SANS CESSER LE SERVICE À BORD DE NOS AVIONS, QUE NOUS OFFRONS DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN CLUB ASSISTANCE ENFANTS, DES FRÉQUENCES DE VOLS QUI PERMETTENT LE PLUS GRAND NOMBRE DE COMBINAISONS ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE, DES... ET DES... ET NOUS POURRIONS EN PARLER ENCORE LONGTEMPS ; MAIS L'ESSENTIEL EST QUE, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

50.11.1989



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

digital

“Des rôles clés avec une importante place à l'initiative.”

DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION est le leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information. Le Centre Européen de Développement de Logiciel de Ferney Voltaire (10 km de Genève) recherche :

Responsable du groupe formation et documentation

A la tête d'une équipe de rédacteurs techniques, vous organisez et planifiez la conception et le développement de toute la documentation technique d'un programme de gestion de données à dimensions européennes. De formation supérieure (ingénieur ou universitaire) vous avez au moins 3 ans d'expérience dans la gestion de

documentation de préférence dans le développement de projets logiciels. C'est par vos qualités de gestionnaire et de dialogue, vos capacités de négociateur que vous piloterez la progression et le suivi de cet important projet.

Réf. MON 739

Spécialiste formation et documentation

Au sein d'un groupe support, vous élaborerez et adaptez des programmes de formation et documentations techniques aux utilisateurs d'applications internes de DIGITAL. Diplômé d'une école supérieure (ingénieur ou universitaire) vous êtes expérimenté en formation, documentation et développement d'applications.

Pour ces deux postes, vous devez être bilingue, de préférence de langue maternelle anglaise.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à **Davide FEDELI** DIGITAL EQUIPMENT CENTRE TECHNIQUE EUROPE S.A.R.L. 13, Chemin du Levant 01210 FERNAY VOLTAIRE FRANCE.

Digital Equipment Corporation

EUROMANAGERS '89 FORUM-CONGRESS

Brussels, Palais des Congrès — December 14 and 15, 1989

The organisers
the sponsors
the participating companies

wish to cordially thank

the thousands of candidates throughout the world
who expressed their desire to participate in
EUROMANAGERS '89
the international recruitment forum*
for highly promising young executives

and

wish to congratulate

the five hundred finalists selected for
EUROMANAGERS '89
according to the most demanding criteria

COMMERZBANK	MSL Europe	RENAULT
CORRIERE DELLA SERA	De Standaard	Le Monde
LE SOIR		
NRC • HANDELSBLAD	Süddeutsche Zeitung	
BRUSSELS REGION	COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES	
Companies participating in the Forum: Barclays Bank (UK), BNP (F), Bosh (FRG), Commerzbank (FRG), Crédit Lyonnais (F), Deutsche Bank (FRG), Dresdner Bank (FRG), Groupe Bouygues (F), L'Air Liquide (F), Lufthansa (FRG), Olivetti (I), Reed Business Publishing Group (UK), Renault (F), SCREB (F), Schumacher (F), Siemens (FRG), Société Générale (F), Volkswagen (FRG), West LB (FRG).		

* The congress, which is being held at the same time as the forum, brings together a great many European experts in the field of executive training and recruiting. A limited amount of places is still available for this event. Organizations wishing to attend the congress are kindly requested to contact Messrs Christian Hout and Stephen Weisberg, EUROMANAGERS ASSOCIATION, 79 rue 7 Avenue Winston Churchill, 1180 Brussels, Belgium. Fax No (32-2) 5228288, as soon as possible.

هكذا من الاصل

L'Europe Notre Espace Intérieur.

DIRECTEURS EXPLOITATION ITALIE OU ESPAGNE

5000 personnes, un Chiffre d'Affaires de 18,5 milliards de francs font de CONFORAMA un groupe de tout premier plan dans le domaine des biens d'équipement de la maison. Associée à la régularité de notre croissance, notre volonté de développement européen nous conduit à rechercher aujourd'hui deux **DIRECTEURS EXPLOITATION** l'un pour l'ITALIE, l'autre pour l'ESPAGNE.

A 28-40 ans, de formation supérieure à dominante commerciale, vous connaissez bien la Grande Distribution et disposez d'une expérience réussie dans le

domaine de l'exploitation. Parfaitement bilingue Italien ou Espagnol, la culture du pays envisagé vous est totalement familière. Dynamique et ambitieux, vos indiscutables qualités intellectuelles et relationnelles vous permettront d'assurer la mise en œuvre des projets que nous souhaitons vous confier : sélection des sites, réalisation et mise en exploitation des magasins, constitution et management des équipes, contrôle financier et budgétaire.

Ces postes évaluent comprennent une rémunération à la hauteur de vos responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV détaillé, photo et références) sous référence D.C.I./à l'attention de Martine LADOSTE, Responsable du Développement des Carrières, CONFORAMA 80, Bd du Mandre - LOGNES-77432 MARNE LA VALLÉE Cedex 2.

CONFORAMA

Cette annonce est couplée avec El Pais et Corriere della Sera

Le Monde INTERNATIONAL



juristes linguistes (traducteurs) de langue française

La Cour de Justice des Communautés Européennes à Luxembourg recherche des Juristes Linguistes (traducteurs) de langue française pour postes de concours sur titres et épreuves concourant une réserve de recrutement (concours général n° C/93/89).

Les traitements et les avantages sociaux sont comparables à ceux des autres institutions internationales.

Conditions requises: être ressortissant d'un Etat membre des Communautés Européennes; avoir au moins de 42 ans à la date du 5 janvier 1990; posséder la connaissance de la langue française; connaître une autre langue officielle des C.E. autre que celle dans laquelle le candidat a une connaissance parfaite et approfondie; être titulaire au minimum de la maîtrise en droit français (ou licence délivrée avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 avril 1977) ou de la licence en droit belge, ou du doctorat en droit belge.

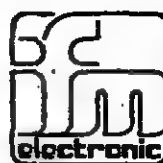
De plus amples renseignements ainsi que l'acte de candidature obligatoire peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal Officiel des C.E. n° C/289 du 17.11.1989, au:

• Bureau d'Information et de Presse de la Commission des C.E., 61 rue des Bâtes-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16;

• C.N.C.E., bureau 320, 2 rue Henri Barbusse, 13241 Marseille Cedex 01.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 5 janvier 1990.

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LUXEMBOURG



Ingénieurs : les sociétés allemandes envient vos compétences !

Groupe allemand de 1 200 personnes et 130 M de DM, implanté dans le monde entier, nous avons pour objectif le développement, la fabrication et la commercialisation d'appareils électroniques (capteurs) destinés à la prise d'information en milieu industriel. Nous recherchons des spécialistes en :

Développement Produits Electroniques

Ingénieur Electronique ou généraliste, vous avez 1 ou 2 ans d'expérience de conception et développement de produits électroniques (analogiques, numériques) et vous avez des connaissances en mécanique et mise en œuvre des matières plastiques.

Si vous vous débrouillez plutôt bien en allemand, nous vous offrons deux opportunités :

- En France, au sein de notre filiale du Bourget du Lac (30 personnes) où la production est en phase de démarrage pour la fabrication de produits spécifiques en petite série. Nous vous proposons de créer et mettre en place la fonction développement et industrialisation, pour l'adaptation au marché français des produits, en liaison étroite avec les équipes allemandes.
- En R.F.A., dans notre unité de Teilmann (au sud de l'Allemagne, à proximité du Lac de Constance), au sein de nos laboratoires Recherche et Développement, vous serez chargé de la conception des produits de détection inductif et de leur industrialisation en série.

L'Europe, c'est demain : alors travaillons ensemble !

et adressez votre candidature à Carole de CHILLY, sous réf. - 359 M pour la France et 360 M pour l'Allemagne - en précisant votre rémunération actuelle. ALGOE, 9 bis rue de Champagne, 69134 Ecully Cedex.

ALGOE
CONSEIL EN MANAGEMENT

Allez vers le futur l'évolution de l'économie hongroise
Groupe International recherche

RESPONSABLE TECHNIQUE

Pour sa nouvelle unité implantée en HONGRIE à Budapest, poste à responsabilité nécessitant :

- Une connaissance parfaite du Hongrois
- Une formation ingénieur ou technicien supérieur
- Une bonne disponibilité et autonomie mais en liaison permanente avec le siège.
- Une expérience en chimie minérale sera appréciée.

Statut de salarié français avec contrat de 3 ans, éventuellement renouvelable. Perspectives d'évolution au sein de notre groupe implanté par petites unités dans 8 pays européens et américains.

Formation complémentaire initiale de 3 mois assurée en France.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. 2011/DR à PLURAL 42 rue Camille Desmoulins 92434 CACHAN CEDEX qui transmettra

Le Monde

CADRES

ORGANISME ADMINISTRATIF QUARTIER TRINITÉ

recherche

PROGRAMMEUR

justifiant d'un BTS ou DUT

Connaissance UNIX et « C »

goût des contacts et sens d'initiative

TRADUCTEUR

titulaire licence portugais

sachant parfaitement rédiger en français.

Tél. : 45-26-33-41.

SYNDIC IMMOBILIER
PARIS-14^e recherche
COMPTABLE 2^e échelon.
Expérience informatique.
Tél. : 46-60-28-01.

CENTRE CHORÉGRAPHIQUE
NATIONAL/TOURS
recrute

UN(E) ATTACHÉ(E)
DE RELATIONS PUBLIQUES
UN(E) SECRÉTAIRE
DE DIRECTION

Adressez lettre manuscrite
+ C.V. avant le 15/12/89 :

C.C.N./T.
Cie Jean-Christophe
MAILLOT, 47, rue du
Sergent-Leclerc
37000 TOURS

URGENT
Cité Hospitalière de
MENTON (Alpes-Maritimes)

recherche
INFIRMIERS(ES)

Pour renseignements
53-25-15-16
poste 4427-4428

Société d'économie
mixte

recherche
DIRECTEUR
D'UNE S.M.E.

Chargé de l'élaboration
des ordres mémoires

Adressez C.V., photo et pré-
sentations
Ecrire sous le n° 8664
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

Société de Tourisme
recherche
pour ses villages
de vacances France

DIRECTEURS ET
DIRECTEURS ADJOINTS

Motivation et exp. requises
Env. lettre manuscrite, C.V.
et photo
Ecrire sous le n° 8663
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

Optimiser les ressources
humaines, c'est mon savoir-
faire et ma passion.

En tant que directeur des missions
classiques de la fonction par-
ternelle, je dispose mon énergie à
développer des politiques de
recrutement, de formation, de
gestion et de communication, et
mes actions ont pour effet de
jouer un rôle décisif sur la mar-
che des événements.

Personnel que ce sont les
hommes et les femmes qui
constituent et conditionnent la
réussite d'une entreprise. Je crée
le dialogue et la synergie. En
fait, je suis un facilitateur humain
à la mentalité d'entrepreneur.

si votre entreprise se situe dans
la région parisienne et qu'il vous
apparaît que l'apport de com-
pétences serait un atout pour
la réussite de votre pro-
jet, n'hésitez pas à me
contacter par le biais de « PU-
BLICITE », 42, rue Camille-
Desmoulins, 94234 CACHAN,
sous référence 2711.

SCAD CONSEIL

recherche
DES ANIMATEURS

DE FORMATION
PROFESSIONNELLE
Communication et vente

Tél. : 43-80-64-34

SOCIÉTÉ TOURISME
VILLAGES DE VACANCES
FRANCE ET ÉTRANGER

recherche
pour le stage parisien

ADJOINT (E)
AU RESPONSABLE
DU SECTEUR
ANIMATION

Exp. et résultats exigés

Envoyer lettre manuscrite CV
et photo sous n° 8623
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

ANALYSES PROGRAMMEURS

pour jeune société en pleine
expansion C. D. 3, dév. ou
l'écrit. MARLOS 178, r. Benoît-
Frachon, Suresnes (75).

Vous avez une expérience
de l'information
dans le domaine
EMPLOIS-FORMATION

cherchez

2 CONSEILLERS(ES)
PROFESSIONNELS(ES)

pour entretiens individuels et
animation de groupe
(1 CDI type plein, 1 CDD
1/2 tps 6 mois,
8 380 F x 13 à tps plein)

Adressez lettre + CV au
CNDOP, 7, rue du Jura,
75013 Paris

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS

SALLES DE RÉUNIONS

Tous équipements

DOMICILIATIONS

ACTE

Boulogne 48-03-38-32

Nantes-la-Vallée 84-17-08-00

St-Germain-L30-61-12-88

Bordeaux 43-58-77-68

St-Augustin 43-58-77-68

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constitution de sociétés.

Démarches et tous serv.

Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services.

SARL - RC - RM

SODEC SERVICES

CH-2 YSÈS 47-23-05-47.

NATION 43-41-61-81.

CIDES

DES ADRESSES DE PRESTIGE

POUR VOTRE SIÈGE, OU

VOTRE ANTENNE

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

DANS NOS CENTRES

D'AFFAIRE

R.V. CHAMPS-ÉLYSÉES

R.V. VICTOR-HUGO

R.V. DE PONTHEU, 8^eR.V. ÉTOILE, 1^{ère}

R.V. PASSY-TROCADERO

Bureaux équipés, 1/2 l., secrét.

téléph. services, fax.

Exclusif.

DOMICILIATION : 190 à 380 F/m.

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS

CIDES 47-23-02-10.

ASNIÈRES

FRONT DE SEINE

PROCHE RER

PRESTATIONS DE QUALITÉ

Bureaux climatisés

divisibles à partir de

260 m²

CIME 43-20-28-28

DOMICILIATION

Bureaux, téléphones, fax.

AGECO, 42-94-95-28

LOCATIONS

60 m² rue du 4-Septembre, 2^e63 m² rue de Londres, 9^e60 m² bd Macdonald, 9^e100 m² rue de Longchamp, 16^e110 m² rue de Valenciennes, 2^e110 m² av. Fr. Roosevelt, 8^e120 m² bd Barbes, 17^e120 m² av. de Wagram, 17^e150 m² St-Marc, 8^e230 m² Auber, 9^e235 m² du 4-Septembre, 2^e240 m² rue de Valenciennes, 2^e270 m² rue de la Boétie, 8^e280 m² St-Germain, 16^e315 m² Ville d'Est, 13^e405 m² rue de Londres, 9^e840 m² Saint-Falaise, 15^e

FEAU HAMPTON

40-08-10-90.

BUREAUX ÉQUIPÉS, TOUTES DURÉES

Salles de réunions, parking

MONCEAU MESSINE

DOMICILIATIONS

ASKEA, 42-89-31-95

18, av. de Montessuy, Paris-9^e.

bureaux

UFFI

BOURSE

840 m² avec cession

ST-PHILIPPE-DE-BOULE

indiv. part., 1 500 m² rénov.

SAINT-LAZARE

1 400 m², ind., restaurée

BASTILLE

3 000 m², imm. ind. rénov.

10^e HAUTEVILLE

2 000 m², imm. ind. rénov.

PROX. MONTPARNAISE

2 200 m², imm. ind.

BOULOGNE

M^{re} Jean-Jourès, 300 m²

SURESNES

4 000 m² bure. activ., m²

CLICHY

1 250 m² + 2 000 m²

entrepôt à proximité

SAINT-DENIS

TOUR PLEYEL

1 500 m², 34^e et 35^e ét.

PTE BAGNOLET

2 000 m², divs. 320 m²

MONTREUIL

1 700 m² activ. + bure.

LES ULIS

3 imm. de 1 500 m²divisibles 500 m²

45-22-12-00

locaux industriels

Ventes

Est Toulon, en vend ENTRE-

POT 1 430 m² avec cham-bre incliné 1 300 m², bure.220 m² + étage amén., cit.sur terrain 9 000 m².

Tél. : (16) 94-21-02-18

fonds de commerce

Ventes

ST-HENRY-DE-PROVENCE.

Murs et fonds sous com-

merce dans maison 17^e s.

act., terrain-galerie d'art.

Situé, sept. 90-22-40-14.

43-05-49-68 ou 48-90

URGENT unique à vendre 94

de rue commerçante. CLUB

GYM et DANSE 230 m².

Contact M. Popovici

Tél. : 16 (1) 69-44-66-66

boutiques

Ventes

SEVRAN commerce en 120

m², BOUTIQUE 28 m²,

cuis., bux., W.C., 1 chbre.

cave, 385 000 F. A.L.V.

43-85-46-90 ou 43-85-46-90

CARDINET-PERETRE

Murs bout. en bur. Libre, ref.

n° 43-45-57-00

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR

DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT

140 hectares de privilèges

Terre rare

Dernière chance d'acquies à 5 km du Levendou, face aux îles d'Or, l'un des plus

beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hec-

tares, classé, privé, gardé tous l'année.

Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de

vite à POSIDONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230

BORMES-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNET au 94-71-27-28. Télécopie :

94-64-65-05.

Hamilton Osborne King

32 MOLESWORTH ST. DUBLIN 2 01-766261

765501 - 1 SOUTH MALL, CORK 021-271371

KILLARNEY Irlande

Complexe résidentiel d'exception sur les

lacs, 3 miles de la ville de Killarney.

Idéal pour complexe hôtelier/tourisme.

2 300 m² sur 8 hectares de terrain.

Vente par O.P.A. le 25 octobre 1989.

Co-agent : Sean Coyne and Co. Ltd.,

1, Main Street - KILLARNEY

Tél. : 19-44-353-44-31774.

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS

AU PIED DU TELEPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI

LE MORGANE

A CHAMONIX MONT-BLANC

1035-4807m

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Schmidhauser

GENÈVE 01 22 72 52 52

ANNEMASSE 06 02 74 93 93

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
LOUVRE, R. de la Pénelon.
Bel imm. ancien, studio,
3 fenêtres, ch. 580 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

COEUR DES HALLES
Belle parure rue St-Denis.
Très bel imm. p. de l. de g.
côté, de qualité, art.
duplex, 56 m², refait neuf,
veranda intérieure, très
séjour. Prix: 1 700 000 F.
Tél.: 40-25-42-47 ou
40-25-42-74.

SAINT-EUSTACHE
LES HALLES, Gd 2 p., 54 m².
Très bel imm. p. de l. de g.
côté, de qualité, art.
duplex, 56 m², refait neuf,
veranda intérieure, très
séjour. Prix: 1 700 000 F.
Tél.: 40-25-42-47 ou
40-25-42-74.

**TERRASSE 55 m² VUE
PLEIN SOLEIL**
Vendable poss. 49-06-83-84.

2^e arrdt
100 M BOURSE 670 000
A SAISIR 2 P., 2 ch., 54 m².
Très bel imm. p. de l. de g.
côté, de qualité, art.
duplex, 56 m², refait neuf,
veranda intérieure, très
séjour. Prix: 1 700 000 F.
Tél.: 40-25-42-47 ou
40-25-42-74.

3^e arrdt
MARIA, M. St-Sébastien.
Présent, EXCEP. STU.
Côté, ch. 580 000 F.
Gd. poss. 48-04-85-86.

4^e arrdt
CADRE SUPERBE
à Village St-Paul, plein
côté de la Seine, 3 p.,
rénové, 58 m², 3 ch., 3
bains, 2 salles de bain,
2 ch. de l. de g. côté, de
qualité, art. duplex, 56 m²,
refait neuf, veranda inté-
rieure, très séjour. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

5^e arrdt
ILE DE LA CITÉ
DUPLEX, 4 ch., 54 m².
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

6^e arrdt
BD ST-GERMAIN
130 m², 4 500 000 F.
EMBASSY, 46-82-16-40.

7^e arrdt
VAL-DE-GRACE
80 m², RECENT, S/JARD.
EMBASSY, 46-82-16-40.

8^e arrdt
RUE MONCE
Studio, cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

9^e arrdt
BD ST-GERMAIN
130 m², 4 500 000 F.
EMBASSY, 46-82-16-40.

10^e arrdt
RUE CENSER
Dans imm. de grand, bel
appartement, 50 m², 2 ch.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

11^e arrdt
MONGE
2 p., cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

appartements ventes

12^e arrdt
OUDON
Très belle 4 p., 85 m², 4
ch., 3 b., 3 s., 3 t., 3
terrasses. Prix: 4 500 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

13^e arrdt
FLEURUS
SPECIALISTE RIVE GAUCHE
SORTIE ST-PAUL
2 p., cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

14^e arrdt
SAINT-EUSTACHE
LES HALLES, Gd 2 p., 54 m².
Très bel imm. p. de l. de g.
côté, de qualité, art.
duplex, 56 m², refait neuf,
veranda intérieure, très
séjour. Prix: 1 700 000 F.
Tél.: 40-25-42-47 ou
40-25-42-74.

15^e arrdt
TERRASSE 55 m² VUE
PLEIN SOLEIL
Vendable poss. 49-06-83-84.

16^e arrdt
100 M BOURSE 670 000
A SAISIR 2 P., 2 ch., 54 m².
Très bel imm. p. de l. de g.
côté, de qualité, art.
duplex, 56 m², refait neuf,
veranda intérieure, très
séjour. Prix: 1 700 000 F.
Tél.: 40-25-42-47 ou
40-25-42-74.

17^e arrdt
MARIA, M. St-Sébastien.
Présent, EXCEP. STU.
Côté, ch. 580 000 F.
Gd. poss. 48-04-85-86.

18^e arrdt
CADRE SUPERBE
à Village St-Paul, plein
côté de la Seine, 3 p.,
rénové, 58 m², 3 ch., 3
bains, 2 salles de bain,
2 ch. de l. de g. côté, de
qualité, art. duplex, 56 m²,
refait neuf, veranda inté-
rieure, très séjour. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

19^e arrdt
ILE DE LA CITÉ
DUPLEX, 4 ch., 54 m².
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

20^e arrdt
BD ST-GERMAIN
130 m², 4 500 000 F.
EMBASSY, 46-82-16-40.

21^e arrdt
VAL-DE-GRACE
80 m², RECENT, S/JARD.
EMBASSY, 46-82-16-40.

22^e arrdt
RUE MONCE
Studio, cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

23^e arrdt
BD ST-GERMAIN
130 m², 4 500 000 F.
EMBASSY, 46-82-16-40.

24^e arrdt
VAL-DE-GRACE
80 m², RECENT, S/JARD.
EMBASSY, 46-82-16-40.

25^e arrdt
RUE CENSER
Dans imm. de grand, bel
appartement, 50 m², 2 ch.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

26^e arrdt
MONGE
2 p., cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

appartements ventes

27^e arrdt
OUDON
Très belle 4 p., 85 m², 4
ch., 3 b., 3 s., 3 t., 3
terrasses. Prix: 4 500 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

28^e arrdt
FLEURUS
SPECIALISTE RIVE GAUCHE
SORTIE ST-PAUL
2 p., cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

29^e arrdt
SAINT-EUSTACHE
LES HALLES, Gd 2 p., 54 m².
Très bel imm. p. de l. de g.
côté, de qualité, art.
duplex, 56 m², refait neuf,
veranda intérieure, très
séjour. Prix: 1 700 000 F.
Tél.: 40-25-42-47 ou
40-25-42-74.

30^e arrdt
TERRASSE 55 m² VUE
PLEIN SOLEIL
Vendable poss. 49-06-83-84.

31^e arrdt
100 M BOURSE 670 000
A SAISIR 2 P., 2 ch., 54 m².
Très bel imm. p. de l. de g.
côté, de qualité, art.
duplex, 56 m², refait neuf,
veranda intérieure, très
séjour. Prix: 1 700 000 F.
Tél.: 40-25-42-47 ou
40-25-42-74.

32^e arrdt
MARIA, M. St-Sébastien.
Présent, EXCEP. STU.
Côté, ch. 580 000 F.
Gd. poss. 48-04-85-86.

33^e arrdt
CADRE SUPERBE
à Village St-Paul, plein
côté de la Seine, 3 p.,
rénové, 58 m², 3 ch., 3
bains, 2 salles de bain,
2 ch. de l. de g. côté, de
qualité, art. duplex, 56 m²,
refait neuf, veranda inté-
rieure, très séjour. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

34^e arrdt
ILE DE LA CITÉ
DUPLEX, 4 ch., 54 m².
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

35^e arrdt
BD ST-GERMAIN
130 m², 4 500 000 F.
EMBASSY, 46-82-16-40.

36^e arrdt
VAL-DE-GRACE
80 m², RECENT, S/JARD.
EMBASSY, 46-82-16-40.

37^e arrdt
RUE MONCE
Studio, cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

38^e arrdt
BD ST-GERMAIN
130 m², 4 500 000 F.
EMBASSY, 46-82-16-40.

39^e arrdt
VAL-DE-GRACE
80 m², RECENT, S/JARD.
EMBASSY, 46-82-16-40.

40^e arrdt
RUE CENSER
Dans imm. de grand, bel
appartement, 50 m², 2 ch.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

41^e arrdt
MONGE
2 p., cul., 2 ch., w.c.,
3/4 p., 2 TERRASSES. Prix:
1 700 000 F.
F. FAURE, 46-42-27-28.

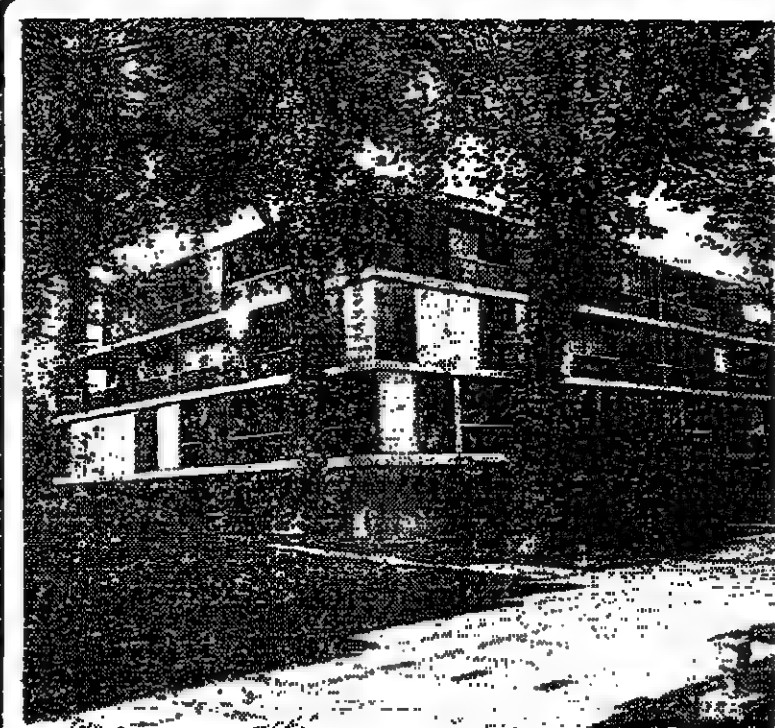


Hôtel du XVIII^e siècle entièrement réhabilité
Nouveaux, jamais habités.
Restent 3 appartements de qualité.
Prestations luxueuses.
Tél.: 46-22-03-80,
43-59-68-04, p. 22.
CABINET KESSLER
78, avenue des Champs-Élysées,
75008 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT (suite)			92 - HAUTS-DE-SEINE		
1^{er} ARRONDISSEMENT			4 pièces, parking 150 m ² , balc. 3 ^e étage	22, av. Kléber CIGIMO - 48-24-50-00	15.875 + 1.455	5 pièces, parking 108 m ² , r.-de-ch.	Boulogne 7, rue l'Abbaye SGI/CNP - 46-05-81-85	6.582 + 1.565
3 pièces, parking 70 m ² , 3 ^e étage	7, rue Molière SAGGEL - 47-42-44-44	6.195 + 1.565	5 pièces, parking 56 m ² , r.-de-ch.	185, bd Murat LOC INTER - 47-45-19-97	4.973 + 498	3 pièces, parking 69 m ² , 4 ^e étage	Coarbeville 3, avenue du Parc AGF - 43-34-96-98	4.500 + 470
2^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			2 pièces, parking 50 m ² , 7 ^e étage 40 m ² , terr.	Neuilly-sur-Seine 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	6.410 + 800
2 pièces 61 m ² , 8 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5.871 + 1.050	5 pièces, parking 95 m ² , r.-de-ch. terrasse 35 m ²	34, rue du Plateau CIGIMO - 48-24-50-00	5.900 + 970	2/3 pièces 65 m ² , 3 ^e étage	Neuilly-sur-Seine 41, bd du Cdt-Cherrot SAGGEL - 47-42-44-44	7.150 + 1.203
4^e ARRONDISSEMENT			Studio neuf 27 m ² , parking	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	2.800 + 242	3 pièces 64 m ² , 3 ^e étage	Neuilly-sur-Seine 163, bd Besset SAGGEL - 47-42-44-44	7.150 + 1.203
4 pièces, parking 116 m ² , 2 ^e étage	15, quai des Célestins SOLVEG - 40-67-06-99	10.178 + 1.649	2 pièces, neuf 50 m ² , parking	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.230 + 453	3 pièces 67 m ² , 4 ^e étage ss. terr.	Neuilly-sur-Seine 9, rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	5.700 + 383
5 pièces, duplex parking, 155 m ² terrasse 30 m ²	43-45, rue Vieille-du-Temple CIGIMO - 48-24-50-00	15.520 + 1.450	3 pièces, neuf duplex 91 m ² 30 m ² , terr., park. 10 m ² , balcon	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.750 + 818	5 pièces 138 m ² , r.-de-ch.	Neuilly-sur-Seine 5/7, av. Saint-Foy AGF - 42-44-00-44	15.200 + 1.000
7^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, neuf 68 m ² , 6 m ² balcon, parking	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.270 + 590	3 pièces, parking 80 m ² , 5 ^e étage	Porteaux Cusset-Dion-Bouton SOLVEG - 40-67-06-99	5.086 + 822
2/3 pièces 79 m ² , 6 ^e étage	65, av. de Suffran SAGGEL - 47-42-44-44	9.500 + 1.640	4 pièces, neuf duplex, 91 m ² 35 m ² terr., park. 10 m ² balcon	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.920 + 823	2 pièces, parking 57 m ² , 8 ^e étage	Porteaux 16, av. G. Pompidou AGF - 40-89-09-45	4.000 + 570
5 pièces 89 m ² , 2 ^e étage	191, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44	10.500 + 725	5 pièces, neuf duplex, 107 m ² 10 m ² balc., park. 11 m ² terr.	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.850 + 968	3 pièces, parking 73 m ² , 10 ^e étage	Porteaux 16, square Léon-Skum AGF - 47-74-96-74	5.125 + 1.020
8^e ARRONDISSEMENT			6 pièces, neuf 128 m ² , 11 m ² balcon, 23 m ² terr., parking	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	10.210 + 1.150	4 pièces, parking 94 m ² , 4 ^e étage	Porteaux 16, av. G. Pompidou AGF - 40-89-09-45	5.900 + 850
5 pièces 87 m ² , 7 ^e étage	66, bd Malesherbes GCI - 40-16-28-69	11.600 + 1.315	4 pièces, parking 80 m ² , 7 ^e étage	2/10, rue de Joinville AGF - 40-34-18-48	5.780 + 860	5 pièces, parking 127 m ² , 6 ^e étage duplex	Saint-Cloud 6, square Sainte-Clotilde AGF - 49-11-71-81	11.760 + 1.070
9^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			2 pièces, parking 61 m ² , 4 ^e étage	Vannes 114, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	3.650 + 797
5 pièces 207 m ² , 2 ^e étage	3, rue Jules-Lafayette SAGGEL - 47-42-44-44	22.770 + 2.977	Studio, parking 43 m ² , 4 ^e étage	21, cité Leclaire SGI/CNP - 43-67-05-36	2.712 + 488	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
11^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			2 pièces 44 m ² , 4 ^e étage	Montreuil 70, rue de Lagny GCI - 40-16-28-71	3.380 + 224
3 pièces, parking 69 m ² , 2 ^e étage	Rue de Picpus SOLVEG - 40-67-06-99	5.537 + 1.033	3 pièces, parking 74 m ² , 1 ^e étage	Chetou 3, rue du Dr-Rochefort SAGGEL - 47-78-15-85	4.300 + 1.031	5 pièces, parking 97 m ² , 1 ^e étage	Noisy-le-Grand 21, all. du Cdt-Gagneur LOC INTER - 47-45-19-97	3.640 + 1.309
Studio, meublé								



**Résidence
de grand standing
Dans un parc
à proximité
du bois de Boulogne**

AGF 42-44-00-44



cofineg

**GFT**

GROUPAMA
 LE PLEIN ESPACE

seimeg


ASSURANCES

INTER

SGI-CNP
GROUPE
CASSE DES DÉPÔTS ET CONSÉRVACTIONS

sagel vendôme
GROUPE 4

7 SOLVEG
TRAITEMENT WHITE ET GESTION D'INFORMATIONS

[illegible]

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Les réseaux de formation réciproque à Evry

« Echange leçons de mécanique contre cours de cuisine. » C'est, en résumé, le principe de fonctionnement des réseaux de formation réciproque, dont le deuxième colloque vient de se réunir à Evry, dans l'Essonne.

Dans les réseaux, qui est demandeur d'un savoir doit s'engager à transmettre, en retour, ses propres connaissances à une autre personne. Qui veut être élève doit promettre d'être professeur. Toute action d'argent ou de service est bannie. Seul compte l'échange de savoirs. Cette forme d'éducation populaire est née en 1974, à l'initiative de Claire Heber-Suffrin, à l'époque enseignante à Orly, aujourd'hui secrétaire générale du mouvement national des réseaux. Il s'agit alors de trouver une parade originale à l'échec scolaire.

Depuis, le système s'est révélé efficace pour l'action sociale et la lutte contre les exclusions. Dire à quelqu'un qu'on va l'aider, c'est partiellement le replonger dans sa pénible situation ; au contraire, dans les réseaux, les rapports sont basés sur des éléments positifs. Il n'y a plus d'assistés mais des personnes qui échangent, sur un pied d'égalité.

Le fonctionnement d'un réseau se passe de grosses structures. Il suffit de quelques bénévoles, des salariés dans certains cas, pour marier les offres et les demandes et assister au premier contact entre ceux qui échangent. L'organisation assure un suivi et intervient quand une formation, pédagogique paraît nécessaire : transmettre un savoir s'apprend également.

Il existe aujourd'hui quatre-vingts réseaux à travers la France, et le colloque d'Evry a rassemblé huit cents personnes. Signe évident de réussite.

P. D.

Les sportifs du Val-de-Marne contre la vitesse au volant

« Les excès de vitesse provoquent deux tiers des accidents. Chaque année, soixante-dix personnes trouvent la mort dans le Val-de-Marne. Sois prudent nous comptons sur toi, ta vie est plus précieuse que nos titres. » Guy Bonaly (troisième aux championnats du monde junior de patinage artistique 1989), Jean-Pierre Amat (champion et recordman du monde individuel de tir à la carabine en 1989), Didier Roger (médaillé de bronze en canoë aux JO de Los Angeles en 1984), Maryse Evange Epke (quatrième au saut en hauteur aux JO de Los Angeles), Franck Badiou (champion du monde par équipes de tir à la carabine 1989), et Sébastien Farina (vainqueur de la Coupe du monde de boxe française en 1989), se relaient dans un message téléphonique enregistré pour inciter les automobilistes à ralentir. Des affiches et des tracts invitent les automobilistes à téléphoner jusqu'au 31 décembre 1989 au 05-00-60-60. Cette initiative est la plus originale de l'ensemble d'actions lancées par la préfecture du Val-de-Marne pour diminuer le nombre des accidents de la route.

Si ce département est le seul de l'Ile-de-France où le nombre de tués est en diminution (moins 1,4 % en 1988, soit soixante-trois morts), la plupart des victimes sont des jeunes : 46 % avaient moins de trente-cinq ans et 59,5 % n'avaient pas dépassé les quarante ans.

F. G.

Le cinquième Salon du livre de la jeunesse à Montreuil

Pour le cinquième année consécutive, le Salon du livre de la jeunesse sera organisé à Montreuil du 30 novembre au 4 décembre. Il s'agit là d'une initiative de la ville de Montreuil et du conseil général de la Seine-Saint-Denis qui, sous un chapiteau de 4 500 mètres carrés, animé par Alain Batifoulier et dressé sur la place de la mairie, rassemblera auteurs et illustrateurs de livres pour la jeunesse.

Le salon a accueilli, l'an dernier, plus de deux cents auteurs et cinquante mille visiteurs dont vingt mille enfants. Plusieurs rencontres, expositions, manifestations diverses sont prévues dans le cadre du Salon : des expositions sur les grands auteurs du roman d'aventures, sur les jeunes et nouveaux illustrateurs du livre de jeunesse, l'attribution d'un Prix du Salon - organisé avec Télérama - et d'un Prix de la nouvelle pour la jeunesse.

► Du jeudi 30 novembre au lundi 4 décembre, entrée libre et gratuite pour les moins de seize ans. Renseignements au 48-57-57-78.

Une étude pour la DATAR

L'Ile-de-France, banquier de l'Hexagone

Riches, actifs, très urbanisés, pôles tertiaires, la région parisienne est au cœur d'un système de redistribution de fonds publics au reste de la France. Elle est la conclusion d'une étude du Laboratoire d'observation de l'économie et des institutions locales qui a été rédigée au printemps dernier pour la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire et à l'aménagement régional).

Avec pour référence le budget de l'année 1976, cette étude titrée « Les départements qui paient pour les autres » analyse le financement des transferts qui visent à réduire les écarts de revenus entre les départements.

Dans quatre-vingts départements, l'Etat dépense plus qu'il ne recueille. Dans les deux autres, il recueille plus qu'il ne dépense. Les huit départements d'Ile-de-France font partie de cette deuxième catégorie et subissent ainsi, toujours selon l'étude, la ponction la plus forte avec 1 000 F par habitant. Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines, eux, sont « taxés » pour plus de 5 % de leur revenu.

Cela dit, les prélèvements de l'Etat varient « beaucoup » d'un département à l'autre. Le nombre de résidents (10 millions) et leur quote-part au budget de l'Etat (10 044 F contre 7 760 F par habitant, moyenne nationale) porte le total de la contribution des départements de la région parisienne à 27 % de l'ensemble des prélève-

ments alors que l'Ile-de-France ne représente que 19 % de la population de l'Hexagone. Ainsi quatre régions alimentent 48,8 % du budget de l'Etat : Ile-de-France (27 %), Rhône-Alpes (8,5 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,8 %), et Nord-Pas-de-Calais (6,5 %).

Toujours selon cette étude, la quasi-totalité des départements situés à l'ouest d'une ligne allant de Cherbourg à Montpellier bénéficient de la majorité des transferts de fonds (40 % des transferts pour un poids de population de 27 %). Les pôles « financeurs » se trouvent, eux, à l'est de cette ligne. C'est le cas de la région parisienne (huit départements), d'une partie de Rhône-Alpes (deux départements) et de l'Alsace (un département). L'Ile-de-France assure, elle, la plus grande part de ce financement : 2 985 F par habitant et 6 163 F par actif, soit près de 27 % du montant total des prélèvements pour 18,8 % des dépenses. Et l'étude d'affirmer : « La région parisienne apparaît donc comme le financier principal de l'ensemble de la France. Certes l'effet population occupe une place importante mais la richesse acquise sa capacité de financement ».

L'étude remarque également que ce sont les départements possédant les services et des milliers de mètres carrés de bureaux qui « paient » le plus pour aider les plus pauvres d'entre eux. Or les

départements de l'Ile-de-France figurent parmi les vingt-cinq premiers qui ont un taux d'emploi tertiaire supérieur à la moyenne nationale (49,5 %). Paris est au premier rang avec 69,03 %, le Val-de-Marne deuxième avec 62,15 %, l'Essonne troisième avec 60,72 %, les Hauts-de-Seine septième avec 56,83 %, le Val-d'Oise neuvième avec 56,29 %, la Seine-Saint-Denis onzième avec 55,64 %, les Yvelines quatorzième avec 54,75 % et la Seine-et-Marne vingtième avec 51,15 %.

Riches et peuplés

Il existe bien souvent une corrélation entre la croissance de la population et la richesse du département. En Ile-de-France la situation est moins tranchée : Dans les Yvelines, l'Essonne et le Val-d'Oise, la population active est parmi la plus élevée de l'Hexagone mais Paris et les Hauts-de-Seine, qui font partie des départements « financeurs », voient leur nombre d'habitants diminuer depuis plusieurs années.

L'étude conclut sur ce point : « Si l'on compare l'ordre de classement des régions en regard des transferts du budget de l'Etat à celui obtenu en regard des montants cumulés des aides spécifiques accordées dans le cadre de l'aménagement du territoire, on constate que tous les espaces aidés par la DATAR sont également des espaces bénéficiant de transferts

du budget de l'Etat : qu'il s'agisse des transferts (- 2 985 francs par habitant) ou des primes de développement (0 franc par habitant), la région parisienne se situe en dernière position. » Mais elle conserve le premier rang pour le versement de la TVA. Seuls les départements parisiens payaient, en effet, plus de

3 000 francs par habitant, soit en 1976 32,8 milliards, c'est-à-dire 20 % de la TVA nationale ; ainsi que sur l'impôt sur le revenu : 4 400 francs par habitant dans la capitale, entre 1 500 et 2 000 francs en région parisienne et 573 francs en Corse.

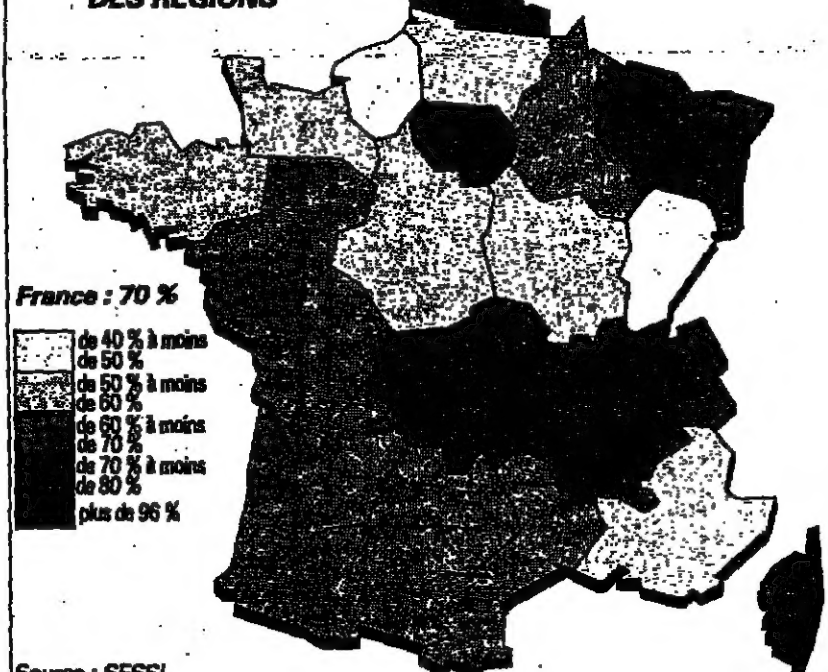
JEAN PERRIN

Classement	Régions	PIB (1)	Classement	Régions	Transferts (2)
1	Franche-Comté	155 %	1	Langues-Roussillon	1 224 F
2	Poitou-Charentes	152 %	2	Limousin	1 131 F
3	Langues-Roussillon	143 %	3	Nord-Pas-de-Calais	982 F
4	Centre	143 %	4	Midi-Pyrénées	979 F
5	Bourgogne	143 %	5	Bretagne	973 F
6	Midi-Pyrénées	142 %	6	Lorraine	951 F
7	Limousin	141 %	7	Auvergne	921 F
8	Bretagne	140 %	8	Bourgogne	923 F
9	Pays de la Loire	140 %	9	Poitou-Charentes	923 F
10	Picardie	139 %	10	Basse-Normandie	922 F
11	Basse-Normandie	139 %	11	Pays de la Loire	920 F
12	Auvergne	135 %	12	Aquitaine	895 F
13	Champagne-Ardenne	133 %	13	Centre	836 F
14	Aquitaine	132 %	14	Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse	604 F
15	Rhône-Alpes	131 %	15	Champagne-Ardenne	550 F
16	Alsace	129 %	16	Franche-Comté	540 F
17	Nord-Pas-de-Calais	128 %	17	Picardie	438 F
18	Haute-Normandie	127 %	18	Haute-Normandie	314 F
19	Lorraine	126 %	19	Rhône-Alpes	91 F
20	Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse	125 %	20	Alsace	- 6 F
21	Ile-de-France	123 %	21	Ile-de-France	- 2 985 F

(1) Production intérieure brute. Croissance entre 1970 et 1977.
(2) Transferts reçus du budget de l'Etat ou transferts au budget de l'Etat. En francs par habitant.

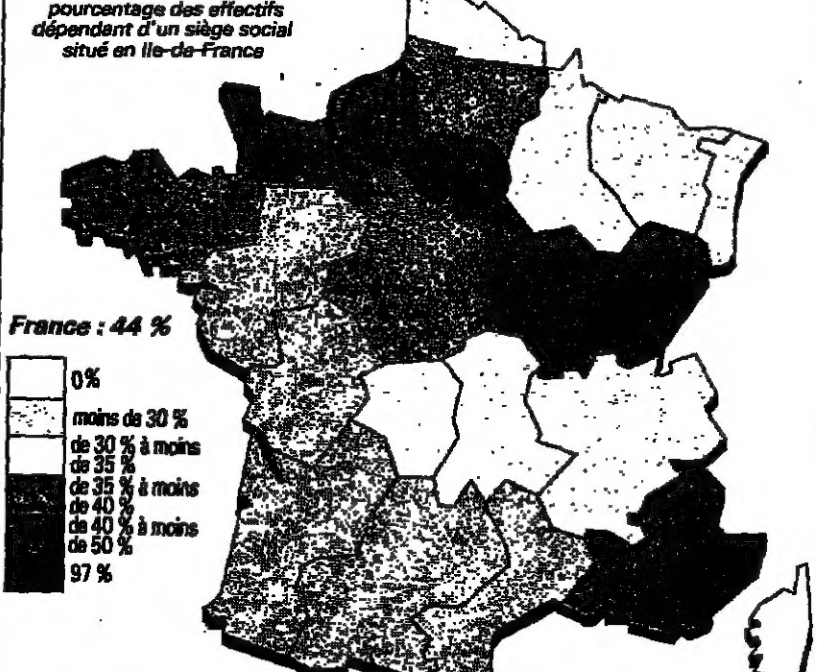
La région la plus autonome

DEGRE D'AUTONOMIE DES REGIONS



Quel est le degré d'autonomie des différentes régions en matière de décision industrielle ? La dernière édition de l'étude réalisée chaque année par le service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, et qui vient de paraître, permet de l'apprécier. Ce degré est mesuré par le pourcentage des effectifs régionaux employés dans des établissements ayant leur siège social dans la région par rapport à l'effectif total de la région. De la même façon peut être apprécié le degré d'autonomie des régions par rapport à l'Ile-de-France : on calcule alors le pourcentage des effectifs dépendant dans chaque région d'un siège

DÉPENDANCE DE L'ILE-DE-FRANCE



social situé en Ile-de-France. On s'aperçoit ainsi que l'Ile-de-France est de loin la région la plus autonome en matière de décision, avec un degré d'autonomie de 97 %. La moyenne du degré d'autonomie de l'ensemble des régions est de 70 %. Nettement en dessous de l'Ile-de-France, trois régions se distinguent par un degré d'autonomie supérieur à la moyenne : Rhône-Alpes (78,7 %), l'Alsace (75,3 %) et l'Auvergne (72,7 %). A l'opposé, les régions les plus dépendantes sont la Haute-Normandie (45,2 %), la Franche-Comté (48,1 %) et la Basse-Normandie (51,2 %).

Les régions les plus dépendantes de l'Ile-de-France se situent dans sa périphérie (Picardie, Centre et Bourgogne) mais aussi et surtout dans l'Ouest et le Nord-Ouest (Bretagne, Haute-Normandie, Basse-Normandie). Deux autres régions sont également fortement dépendantes de l'Ile-de-France : la Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

► Les chiffres-clés de l'industrie dans les régions, édition 1989-1990, 456 p., 150 F. 85, bd du Montparnasse, 75270 Paris Cedex 06.

A partir du 29 novembre

Un mois de cirque dans la rue Royale

Eléphant à pèlerin, chevaux et poneys, fanfare, deux cents musiciens, écouys, jongleurs, clowns, acrobates, artistes maquillés à l'image de Médrano, Barnum, Gross, Crook, Fratellini... mercredi 29 novembre, la rue Royale à Paris deviendra pour un soir un gigantesque chapiteau ambulant. Rien d'étonnant : la parade ouvrira un mois d'animations entre Madeleine et Concorde sur le thème : « La grande histoire du cirque ».

Défilé à 20 heures, concert gratuit en l'église de la Madeleine à 20 h 30, spectacles dans la rue réservés aux pions, seront le prétexte aux fêtes organisées à l'approche de Noël pour la septième année consécutive par les sociétés et les commerçants de l'une des

plus prestigieuses artères de Paris. Longue de 282 mètres, la rue Royale a pris un visage proche de celui que nous lui connaissons lorsqu'en 1758 l'architecte Gabriel dessina la place Louis-XV - devenue par la suite place Royale, place Louis-XVI, place de la Révolution, puis place de la Concorde - imposa une façade uniforme aux hôtels et édifices en bordure de la rue.

Traces du passé et souvenirs vivent encore, de l'effacement de la mobilisation générale du 2 août 1914, encore visible au 1, aux demeures de Gabriel, Chateaubriand, Claude Bernard, Alphonse Allais, Robert de Flers, en passant par l'entrée du garde-muebles royal où Marie-Antoinette

avait un pied-à-terre et où fut signée sa condamnation à mort. Sans oublier les cafés ou restaurants : Maxim's, bien sûr, le Weber et ses célébrités.

Du 29 novembre aux fêtes de fin d'année, des rideaux de théâtre marqueront aux deux extrémités de la rue l'entrée dans le monde du cirque. Des guirlandes en cercles de six mètres de diamètre, des banderoles et des oriflammes illumineront le ciel de ce vaste chapiteau. Les vitrines des magasins hébergeront des pièces de collection : tableaux, costumes, automates, jeux et jouets, affiches, instruments de musique et bibelots. Un véritable musée du cirque, un mois durant, entre luxe et Histoire.

CHARLES VIAL

Un nouveau territoire

A. M. Lakota et C. Millé ont coordonné les études rassemblées dans le livre qui viennent de paraître conjointement le groupe Reclus et la Documentation française sous le titre *Ile-de-France, un nouveau territoire*. La place et le poids de l'Ile-de-France n'ont jamais été aussi grands dans l'économie française : les chiffres le prouvent. Mais cette prédominance globale s'accompagne de profondes mutations qui affectent sensiblement le territoire et les stratégies de la première région française.

Les chercheurs dans les contributions, toujours très savantes mais pas toujours aisément abordables, ont été rassemblés dans cet ouvrage permettant de confirmer et d'apprécier quelques-unes de ces évolutions majeures : l'Ile-de-

France se « spécialise » de plus en plus dans les productions haut de gamme à forte valeur ajoutée ; on assiste actuellement à une véritable reconquête de la « petite couronne » ; les villes nouvelles ont non seulement réussi mais commencent à « saturer » ; apparaît de plus en plus nettement dans la région capitale une distorsion entre secteurs en expansion et zones en crise, etc. A l'horizon, bien sûr, la perspective européenne et internationale qui oblige l'Ile-de-France à redéfinir sa position hors de l'Hexagone.

► Ile-de-France - Un nouveau territoire, collection « Dynamiques du territoire » - 280 p., 180 F. Documentation française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

5521-11-11

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Les 84 magasins restant déficitaires

Granada revend la chaîne Nasa

La chaîne de magasins de produits électroniques grand public Nasa porterait-il malheur à qui s'y intéresse de trop près ? On peut se le demander après l'annonce, le mardi 28 novembre, de sa vente par le britannique Granada à un groupe d'investisseurs dont le nom n'est pas précisé. Le groupe suisse Inter Discount Services SA, distributeur de produits électroniques de grande consommation, assurera la gestion des quatre-vingt-quatre magasins Nasa situés dans l'Hexagone.

Cette décision n'est guère surprenante. Le groupe Granada, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de livres (1,3 milliard de francs) et des bénéfices après impôts de 91,5 millions de livres en 1988, n'avait jamais réussi à sortir du rouge. Pour l'exercice 1989, Nasa devrait ainsi réaliser un chiffre d'affaires de 800 millions de francs mais afficher des pertes qualifiées de « importantes » par son actuel président, M. Peter Hanby.

Acheté par Fives Lille à son fondateur M. Thierry Brissaud en 1983, Nasa avait connu une faillite retentissante en 1986. C'est alors que Granada, tout d'abord en association avec Levitan, puis seul dès la fin 1987, avait décidé de reprendre l'entreprise. Parallèlement, le groupe avait acquis la chaîne de distribution de produits électroniques Laskys, en Grande-Bretagne, et Kubo, en Allemagne. Devant les mauvais résultats enregistrés sur ce marché, Granada s'en dégage aujourd'hui : il a revendu Laskys le

mois dernier et a renoncé à ses activités en Allemagne. Il se recentre sur des secteurs à forte rentabilité : location et vente de téléviseurs, et maintenance de systèmes informatiques en particulier.

Inter Discount, qui gère six cent cinquante magasins en Suisse, en Allemagne de l'Ouest, en Autriche et en Belgique mais n'avait que quatre implantations en France, trouve en Nasa un moyen rapide de s'étendre dans l'Hexagone. Reste à savoir si sa gamme de produits, qui comprend non seulement du matériel hi-fi et vidéo mais aussi du matériel photo, des montres, etc., plus diversifiée que ne l'était celle de Nasa, sera suffisante pour restaurer la rentabilité du réseau français.

Le repreneur semble avoir minimisé les risques : si le montant de la transaction n'a pas été dévoilé, Granada précise qu'il recevra des obligations convertibles de Nasa, dont la valeur dépendra des résultats ultérieurs de cette firme. Actuellement, les actifs nets de Nasa sont estimés à 20 millions de francs. A comparer aux 72,5 millions de francs que Granada avait déboursés, en décembre 1987, pour acquérir les 80 % du capital qui lui manquait afin de gagner le contrôle total de la firme.

La transaction reste subordonnée à l'accord des autorités françaises.

A. K.

TRANSPORTS

La SNCF va créer un système mondial de réservation

La SNCF a annoncé mardi 28 novembre, à Utrecht (lors du congrès du vingt-cinquième anniversaire de la filiale informatique des chemins de fer hollandais), son intention de créer un système mondial de réservation. Résail 2000, fondé sur les technologies Sabre et Dinamo de réservation de la compagnie aérienne American Airlines. Le système, qui permettra de répondre aux besoins des différents canaux de diffusion (gares, agences de voyages, automates de ventes, minitel), sera opérationnel en 1992.

Resail 2000 pourra s'étendre à toute l'Europe, voire au monde entier, grâce à ses capacités d'interconnexion avec les systèmes globaux de distribution. Les compagnies ferroviaires pourront participer à ce projet soit en acquérant la licence du logiciel, soit en hébergeant tout ou partie de leur offre dans le nouveau centre informatique de la SNCF à Lille. Elles pourront également devenir partenaires de la SNCF et d'AMRIS (filiale spécialisée de la holding d'American Airlines) dans la nouvelle structure.

EN BREF

□ **Bongrain SA rachète l'italien Ledovico.** — La société Bongrain a annoncé, le mardi 28 novembre, l'acquisition de ce fabricant italien de spécialités fromagères, installé près de Milan et qui réalise un chiffre d'affaires de 28 milliards de francs (130 millions de francs). Le groupe français renforce ainsi son implantation en Italie où il était présent depuis 1983 avec sa filiale de commercialisation Bongrain Italia. Par ailleurs, il confirme sa stratégie d'acquisition en Europe et à l'étranger qui, pour l'année 1989, correspondent à une augmentation de 2 milliards de francs du chiffre d'affaires. La croissance interne a été de 12,1 % au cours des neuf premiers mois de 1989.

□ **Rover a été vendu « bien en dessous de sa valeur réelle ».** — Selon un rapport officiel de la Cour des comptes britannique, publié mardi 28 novembre, le gouvernement a sous-évalué la valeur du constructeur automobile Rover lors de sa vente l'an dernier à British Aerospace. D'après M. John Bourn, président de la Cour, la société Rover (ex-British Leyland) a été cédée pour 150 millions de livres (1,4 milliard de francs) alors

qu'elle valait au moins 206,5 millions de francs. En outre, les investissements de l'Etat dans cette entreprise, qui fut sous contrôle public pendant quatorze ans, se montent à 3,5 milliards de francs et les subventions et réductions de dettes accordées avant la vente à 600 millions de francs.

□ **Prise de participation de Fougère en Belgique.** — Le groupe privé belge Maurice Delens, troisième entreprise de construction du pays, a annoncé le mardi 28 novembre avoir vendu 40 % de ses parts à la société française Fougère. Les cinq membres de la famille Delens, seuls actionnaires, ont chacun cédé une partie de leurs actifs afin d'assurer l'expansion du groupe dans la perspective du marché unique européen de 1993. — (AP.)

□ **Un projet de loi sur la participation financière des salariés.** — M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, proposera au gouvernement « d'ici à la session de printemps », un projet de loi sur la participation financière des salariés aux résultats des entreprises. Une concertation sera engagée « en temps utile », a indiqué jeudi 23 novembre le ministre, qui participait à un colloque organisé à Paris par des associations favorables au développement de la participation (APARS FONDACT). M. Soisson, qui s'est déclaré « fermement opposé à la suppression des exonérations dont bénéficie l'intéressement », considère que la participation ne doit pas se développer « aux dépens de la négociation salariale ».

□ **Retrait du permis d'exploitation de la centrale nucléaire Vandellós-1.** — Le ministre espagnol de l'Industrie a décidé de retirer le permis d'exploitation de la centrale nucléaire de Vandellós-1 à la compagnie exploitante Hifrensa (dont EDF détient 25 % des parts), à la suite de l'accident survenu le 19 octobre dernier (le Monde du 26 octobre). Un nouveau permis pourrait être octroyé, mais assorti de nouvelles mesures de sécurité dont la mise en place prendra au moins deux ans, a indiqué lundi 27 novembre un responsable du Conseil de sûreté nucléaire espagnol. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MICHELIN

Fin de validité des bons de souscription d'actions 1988-1989

La Compagnie Générale des Etablissements Michelin rappelle que la date limite de validité des bons de souscription qu'elle a émis en 1985 est le 31 décembre 1989. Jusqu'à cette date, l'exercice d'un bon ouvre droit, moyennant le versement de 1 400 francs, à la souscription de 13,40 actions Michelin.

Au-delà du 31 décembre 1989, les bons non exercés auront perdu toute valeur : en raison du calendrier, les opérations concernant ces bons devront en pratique être effectuées, au plus tard, le vendredi 29 décembre 1989.

Pour plus de précisions sur les modalités d'exercice des bons, appeler Michelin par le téléphone gratuit : 05-00-02-22.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Accord & Associés	447 50	447 50	Marm Communications	282 30	282 30
Aspelt	142	142	Mastberg, Minin	236 80	236 80
BAC	306	306	Micromat	196	196
B. Dumas & Associés	575	575	Micromat Secur	5 10	5 10
Bouquet Tannery	191	190	Molax	201 50	201 50
B.L.C.M.	791	791	Novale-Delorm	240	240
Bolton	306	306	Oliver-Lagrange	477	477
Bouquet Lysol	300	300	On. Gest. Fin.	620	620
Calson	2312	2312	P.F.A. S.A.	94	94
Cardif	790	790	Prud'homme (C. & F.)	240	240
C.A. L. de Fr. (C.C.I.)	770	770	Prud'homme (C. & F.)	240	240
C.A.M.E.	1900	1900	Prud'homme (C. & F.)	240	240
C. Esp. Elec.	343	343	Prud'homme (C. & F.)	240	240
C.E.S.P.	329	329	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Cassini d'Alger	620	620	Prud'homme (C. & F.)	240	240
C.A.M.	620	620	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Cedex	276	276	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Confiance	1195	1195	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Croix	385 50	385 50	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Dalès	600	600	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Daphné	1151	1151	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Deville	674	674	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Défense	160 50	160 50	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Edisons (Bellevue)	175	175	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Elysees Investiss.	14 05	14 05	Prud'homme (C. & F.)	240	240
France	206	206	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Garcia	615	615	Prud'homme (C. & F.)	240	240
St. Pons (R. 1677)	320	320	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Guillem	885	885	Prud'homme (C. & F.)	240	240
L.C.C.	275 10	275 10	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Ida	282 50	282 50	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Idemov	149	149	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Idemov	300	300	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Idemov	1010	1010	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Idemov	626	626	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Idemov	277	277	Prud'homme (C. & F.)	240	240
Idemov	178	178	Prud'homme (C. & F.)	240	240

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 28 novembre 1989

Nombre de contrats : 13 739.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	880	9	40
Bouquet	680	—	—
CGE	440	60	73
Est-Agustine	480	18,50	35
Environnement SA-PLC	50	3,20	8
Lafarge-Coppée	1 700	1,20	17,10
Micromat	1 500	7,30	15
MNL	1 300	35	100
Paribas	520	89	—
Paribas-Ricard	1 500	27	—
Paribas	775	51	85
Saint-Gobain	640	2,50	29,50
Sources Perrier	1 600	210	—
Société générale	520	11	25
Suez	380	34	48
Thomson-CSF	160	6,70	14,90

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 novembre 1989

Nombre de contrats : 72 897.

COURS	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	104,36	104,54	105,08
Précédent	104,56	104,72	105,22

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Déc. 89 Mars 90 Déc. 89 Mars 90

105 0,82 1,49 1,28 1,44

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,08 F ↓

Le dollar s'inscrit en nette baisse le mercredi 29 novembre, à 6,08 F, contre 6,165 F la veille à la cotation officielle. Le marché monétaire allemand demeure très tendu. Les opérateurs attendent la publication, dans l'après-midi, de la deuxième estimation de la croissance du PIB allemand au troisième trimestre.

FRANCOFONIE : 28 nov. 29 nov.

Dollar (en DM) : 1 770 1 770

Tokyo : 28 nov. 29 nov.

Dollar (en yen) : 143,65 143,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (29 nov.) : 81/03/85

New-York (28 nov.) : 81/04

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

27 nov. 28 nov.

Valeurs françaises : 1244

Valeurs étrangères : 1193

(SSE, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 5213 5242

(SSE, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 863,81 1 860,24

(OMF, base 100 : 31-12-81)

Indice OMF 50 : 588,45 588,68

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 694,17 2 702,81

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles : 1 733,2 1 708,3

Mines d'or : 380 294,7

Fonds d'Etat : 83,64 83,58

TOKYO

28 nov. 29 nov.

Nikkei Dow Jones : 34 985,28 37 021,46

Indice général : 2 799,94 2 815,98

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.
S.E.U. ...	6,0770	6,0800	+ 85	+ 100	+ 226	+ 225	+ 690	+ 760
Scm. ...	5,2074	5,2144	- 36	- 66	- 128	- 128	- 280	- 291
Yen ...	163,63	163,63	+ 133	+ 159	+ 270	+ 351	+ 480	+ 591
DM ...	3,4146	3,4177	+ 63	+ 81	+ 150	+ 151	+ 370	+ 413
Fr. ...	3,2824	3,2824	+ 47	+ 63	+ 140	+ 118	+ 381	+ 345
FB (DM) ...	16,2817	16,2784	+ 32	+ 137	+ 143	+ 287	+ 517	+ 595
PS ...	3,2823	3,2823	+ 85	+ 106	+ 177	+ 285	+ 449	+ 549
L.I. (DM) ...	4,6239	4,6239	- 111	- 79	- 218	- 166	- 546	- 461
S. ...	5,5184	5,5200	- 402	- 340	- 748	- 679	- 1548	- 1793

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	8 11/16	8 15/16	8 5/8	8 3/4	8 7/16	8 9/16	8 1/8	8 1/4
DM	7 1/16	7 13/16	8 1/8	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 9/16	8 1/4
FR	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
ES	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
LI (DM)	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4
S. (DM)	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16

Ces cours sont prisés par le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de trading par une grande banque de la place.

NEW-YORK, 28 novembre ↑

Au-dessus des 2 700 points

Pour la première fois depuis le lundi du 13 octobre, Wall Street a franchi, mardi, le cap des 2 700 points à l'issue d'une séance calme et irrégulière. L'indice Dow Jones, en hausse de 7,04 points, a clôturé à 2 702 points. Quelques 154 millions de titres ont été échangés. Le nombre des valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 819 contre 638. Le cours de 529 actions n'a pas bougé.

La ponction de liquidités effectuée, lundi, par la Réserve fédérale sur le système bancaire avait contrarié les opérateurs qui s'attendaient à un assouplissement supplémentaire de la politique de crédit de l'institut d'émission. Cette initiative avait déclenché une remontée des taux d'intérêt des fonds fédéraux et semé le trouble à Wall Street. Mais mardi, les investisseurs ont repris quelque peu confiance, estimant que les taux avaient amorcé un mouvement de baisse, qui devrait se poursuivre dans les prochains mois. Les ajustements réalisés par le Fed ne sont qu'un épiphénomène, ajoutaient les analystes.

Dow Chemical, Du Pont et ITT ont été fermes, tandis qu'UAL, Hilton Hotel et Polaroid baissaient.

VALEURS	Cours de 27 nov.	Cours de 28 nov.
Alcoa	72 1/2	72 1/2
A.T.T.	51 1/8	51 1/8
Boring	58 3/4	58 3/4
Chrysler	38 1/8	37 7/8
Du Pont	117 1/8	117 1/8
Eastman Kodak	42 1/8	41 3/4
Exxon	48 7/8	47 7/8
General Electric	61 3/4	61 3/4
General Motors	43 3/4	44
Goodyear	58 3/8	58 3/8
ITT	58 1/8	58 1/8
Johnson & Johnson	58 1/4	58 1/4
Schlumberger	45 3/4	46 3/8
Tenneco	53 7/8	54 3/4
UAL Corp. ex-AT&T	188 1/4	188 1/4
Union Carbide	24 1/8	24 1/2
USX	33 7/8	33 7/8
Westinghouse	52 1/4	52 1/4
Xerox Corp.	57 1/4	57 5/8

LONDRES, 28 novembre ↑

Sensible hausse

La Bourse de Londres a retrouvé son tonus, mardi, en raison du redressement de la livre sterling. L'indice Footsie des cent valeurs a gagné 17,7 points, à 2 342. L'ouverture plutôt hésitante de Wall Street n'a pas remis en cause cette bonne orientation du marché, qui a surtout bénéficié d'une activité spéculative.

La plupart des secteurs ont gagné du terrain, en particulier ceux de la mécanique, de la chimie, de l'électronique, du textile et des machines. La compagnie d'assurances General Accident a été recherchée, notamment par les investisseurs américains. Guardian Royal a également affiché des plus-values en raison de rumeurs selon lesquelles un groupe italien s'intéresserait à ce groupe. Enterprise Oil a cédé du terrain à la suite de rumeurs infirmes relatives au Vietnam.

La baisse de l'or a entraîné dans son sillage les mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Rachat par Rivaud de sa participation dans Pathé-Cinéma.** — La Société des Bourses françaises a annoncé, mardi 28 novembre, que le groupe Rivaud se propose de racheter les 535 861 actions Pathé-Cinéma qui avaient fait l'objet de la négociation réalisée le 16 décembre 1988. Quatre filiales du groupe vont acquiescer les titres au même prix unitaire que l'acquisition initiale, soit 910 F, cours qui sera coté le 30 novembre 1989. Un maintien de cours sera effectué par la banque Rivaud au prix de 910 F, du 1^{er} décembre au 31 décembre. La cotation des actions Pathé-Cinéma, suspendue depuis le 8 juin, sera reprise, le 30 novembre, à la Bourse de Paris. Pathé-Cinéma avait été racheté pour 950 millions de francs par Max Théret Investissements à la suite d'une OPA. Max Théret Investissements avait déposé plainte contre le ministre des finances, qui avait annulé la reprise de Pathé-Cinéma par MTI et l'homme d'affaires italien Carlo Parretti. Le tribunal de commerce a décidé, le 17 novembre, de radier cette affaire.

□ **OMF arrête ses activités sur son indice boursier.** — Le marché électronique OMF a décidé, mardi 28 novembre, d'arrêter ses activités sur son indice boursier. Les modalités pratiques de cette décision seront communiquées après l'accord des différentes autorités de tutelle. Lancé sur une initiative privée en juillet 1988, ce marché

PARIS, 28 novembre ↓

Effrètement

La Bourse de Paris avait encore du vague à l'âme mardi. Les cours ont évolué dans des limites étroites pendant une grande partie de la séance dans un marché sans affaires. En effet, l'indice CAC-40, après une ouverture en baisse de 0,05 %, perdait en fin d'après-midi 0,19 %.

Malgré une très légère détente dans la matinée, le foyer de l'argent reste cher en France. La fermeté du deutchmark face à toutes les devises explique, selon les milieux spécialisés, cette tension sur les taux d'intérêt. « Tant que la situation ne sera pas éclaircie sur le front monétaire, le marché va manquer de vigueur », déclarait un professionnel, persuadé qu'un réajustement des parités au sein du SME devrait intervenir prochainement. La hausse de Wall Street lundi et celle de Tokyo mardi n'ont pas réussi à déborder le marché. Les opérateurs sont donc restés l'arme au pied, en regrettant que cette année, Sica Monory et CEA ne soient plus là pour donner le fameux coup de fouet de fin d'année. Les spécialistes attendent à présent que

BOURSE DU 28 NOVEMBRE

Règlement mensuel

Compan-	VALUES	Cash	Prefer-	Discon-	%	Compu-	VALUES	Cash	Prefer-	Discon-	%	Compu-	VALUES	Cash	Prefer-	Discon-	%	Compu-	VALUES	Cash	Prefer-	Discon-	%	Compu-
3780	CAL. 36 K.	3760	5745	5745		- 0.76	VALUERS	Cash <td>Prefer-</td> <td>Discon-<td>%<td>Compu-</td><td>VALUERS</td><td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td><td>VALUERS</td><td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td></td></td></td></td></td></td></td></td>	Prefer-	Discon- <td>%<td>Compu-</td><td>VALUERS</td><td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td><td>VALUERS</td><td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td></td></td></td></td></td></td></td>	% <td>Compu-</td> <td>VALUERS</td> <td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td><td>VALUERS</td><td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td></td></td></td></td></td></td>	Compu-	VALUERS	Cash <td>Prefer-</td> <td>Discon-<td>%<td>Compu-</td><td>VALUERS</td><td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td></td></td></td></td></td>	Prefer-	Discon- <td>%<td>Compu-</td><td>VALUERS</td><td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td></td></td></td></td>	% <td>Compu-</td> <td>VALUERS</td> <td>Cash<td>Prefer-</td><td>Discon-<td>%<td>Compu-</td></td></td></td>	Compu-	VALUERS	Cash <td>Prefer-</td> <td>Discon-<td>%<td>Compu-</td></td></td>	Prefer-	Discon- <td>%<td>Compu-</td></td>	% <td>Compu-</td>	Compu-
1148	B.A.P. T.P.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150	Cal. 36 K.	1200	1200	1200			1072	1080					1220	1334	1320			2650	Salomon	3050	3050	3052		+ 1130
1150																								

SICAV (sélection)[illegible]

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES		COURS par 100	COURS 28/11
Or de Bâle en barre		18180	80800
Or fin (en lingot)		18100	80350
Pièces d'or 20 fr		388	466
Pièces françaises 20 fr		418	516
Pièces belges 20 fr		573	495
Souverain		552	2810
Pièces de 20 dollars		2550	2810
Pièces de 10 dollars		1640	1600
Pièces de 5 dollars		905	900
Pièces de 50 pences		3118	3020
Pièces de 10 livres		488	478
Or Londres			
Or Zurich			
Or Hongkong			
Argent Londres			

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاحل

Au cours d'une réunion orageuse à Managua

Les Soviétiques ont rappelé à l'ordre les autorités cubaines et nicaraguayennes

Le torchon brûle entre Moscou et ses deux alliés latino-américains, Cuba et le Nicaragua, accusés de mettre en danger la détente avec Washington en alimentant la guerre salvadorienne. A quelques jours à peine du sommet américano-soviétique, Moscou a rappelé à l'ordre Managua et La Havane au cours d'une réunion orageuse - et secrète - organisée mardi 28 novembre dans la capitale nicaraguayenne.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Les résultats de l'admonestation sont spectaculaires puisque Cuba se serait engagé à ne plus utiliser le territoire nicaraguayen pour aider les rebelles salvadoriens du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), et Managua aurait décidé d'expulser discrètement les représentants de la guérilla salvadorienne installés sur son territoire. Cette dernière décision aurait été

prise au cours d'une deuxième réunion, le même jour, limitée aux seuls commandants de la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale, instance suprême du pouvoir au Nicaragua.

Les trois gouvernements étaient représentés par des officiers de haut niveau convoqués de toute urgence (apparemment par les Soviétiques) à la suite de l'offensive générale déclenchée par la guérilla salvadorienne, le 11 novembre, et de la découverte, samedi dernier, au Salvador, d'un avion accidenté, bourré d'armes et de munitions du Nicaragua. Principal accusé : Cuba, qui serait à l'origine des derniers envois d'armes destinées au FMLN et aurait utilisé le territoire nicaraguayen pour des compléments au sein de l'armée et du parti, sans en informer les neuf commandants de la Direction nationale.

C'est du moins la thèse défendue en privé par les dirigeants sandinistes, furieux contre le régime de Fidel Castro. Managua s'est engagé en effet à plusieurs reprises à ne plus fournir d'armes à la guérilla salvadorienne, notamment lors de la signature de l'accord de paix pour l'Amérique centrale en août 1987. De plus, lors de la visite à Managua, début

octobre, du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, les deux parties étaient convenues de chercher des solutions négociées pour mettre fin aux divers conflits en cours en Amérique centrale. Depuis, le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a suspendu - pendant dix-huit mois - le cessez-le-feu en vigueur au Nicaragua, et Moscou le soupçonne d'avoir donné le feu vert à l'offensive au Salvador, qui aurait été préparée à Managua et à La Havane où le FMLN dispose d'une importante infrastructure logistique.

L'inquiétude des sandinistes

Les sandinistes sont inquiets car ils savent que le Salvador va profiter de la tribune du Conseil de sécurité des Nations-unies, après lequel il a porté plainte, pour prouver l'ingérence du Nicaragua dans les affaires internes. « Nous sommes déjà dans une situation très difficile sur les plans économique et diplomatique. L'affaire du Salvador ne peut qu'aggraver notre isolement alors que nous n'avons rien à voir avec les derniers événements. Cette offensive est une invasion d'armes ont été

organisés par le FMLN et par Cuba. Nous devons contre l'offensive objective nous ne sommes pas favorables à une insurrection générale au Salvador. Aujourd'hui nous payons un prix très lourd notre solidarité avec le FMLN ».

Managua espère que les graves décisions prises mardi vont « rassurer l'Union soviétique qui reste méfiante à notre égard », ajoute le dirigeant sandiniste. Les sandinistes craignent cependant que Moscou fasse de nouvelles concessions sur l'Amérique centrale pour convaincre Washington de sa bonne foi. Une des concessions envisagées serait la reconnaissance d'une syndicalité entre le Nicaragua et le Salvador qui reviendrait à mettre sur le même pied la Contra antisandiniste et le FMLN et donc à exiger la démobilitisation simultanée des deux mouvements de guérilla.

Cela est inacceptable pour Managua, qui estime que les « contrats » sont des « mercenaires » au service des Etats-Unis et ne peuvent être comparés aux « vrais guerilleros » du Salvador. Les sandinistes exigent l'application des derniers accords de paix, signés au Honduras en août, prévoyant la démobilitisation des « contras » avant le 5 décembre.

BERTRAND DE LA GRANGE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dodo

On va se parler doucement aujourd'hui, les enfants, je voudrais pas réveiller mon Rocky. Regardez si c'est pas mignon, il dort à poings fermés. T'en écoutes, hain, mon bébé ! C'est pas qu'il se soit tellement fatigué depuis qu'on l'a inscrit à Mistinguon, mais bon, il passe son congrès dans trois mois et ça, il y a pas, faut être adroit pour avoir une chance d'être reçu ensuite à l'Elysée.

L'ennui, c'est qu'il est pas bien noté. Dès qu'il ouvre sa gueule, mon Mimi fronce les sourcils, alors il a intérêt à se coucher, là, en ce moment. De temps en temps, il passe la tête sous la couette : Quel de nauf ? - Rien, toujours le tachard. - Qu'est-ce qu'il a dit, le Conseil d'Etat ? - Rien, pareil que Josephin. - Et Josephin, il a dit quoi ? - Rien, pareil que le Conseil d'Etat. - Et moi, qu'est-ce que je dis ? - Rien, des trucs du genre ça m'épète, patte de mouche, mouche à miel, miel de Narbonne, bonne d'enfant... L'important, c'est qu'on ne voit ni d'où tu viens ni où tu vas.

Il fait pas de politique, Rocky, il s'en garde bien. Les grands desonors, l'intégration contre l'intégrisme et autres conneries, très peu pour lui. Lui, son seul souci c'est de pas faire

de vague capable de porter au pouvoir un mec du PS. L'opposition, ça, il craint pas. Elle est en compote. Elle risque pas de le coiffer au poteau. Du coup, je te le chouchoute, je te le coiffe, je me roule à ses pieds : On t'a drôlement embêté, hain, ma petite chérie, en te balançant La Pan dans les gendres grâce à la proportionnelle, en 1988. Eh ben, au saia ce qu'on va faire ? Tu devineras jamais : on va demander à la gauche de voter pour la droite dimanche prochain.

Et attends, c'est pas fini. L'opinion, le Liban lui sortait par les oreilles, et voilà qu'elle ouvre des yeux horrifiés à l'idée que le général Aoun et sa poignée de chrétiens puissent être écartés par les Syriens. Nous, on va se contenter de préciser qu'on sera pas, je cite, aux côtés de ceux qui assureraient la reprise des violences. Et on va laisser ramasser la mise en envoyant une trentaine de députés à Beyrouth devant les caméras de la télé. Kouchner voulait absolument en être. Je l'ai envoyé à la niche. Ce que je veux en échange ? Trois fois rien. Que la droite vote pour la gauche en 1995.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Il faut changer de politique européenne », par Didier Motchane. Témoignage à Berlin, du bonheur à la rage », par Bertrand Giron de l'Ain 2

Les propositions de M. Kohl

Un plan, en dix points, de réunification de l'Allemagne par étapes 3 et 4

Les bouleversements en Tchécoslovaquie

Un nouveau gouvernement le 3 décembre 7

La nouvelle crise au Liban

Les risques d'une attaque syrienne s'ajoutent à la panique à Beyrouth 8

Les élections partielles de Dreux et de Marseille

La « front commun » constitué lundi par le RPR, le PC, le PS pour faire barrage à l'extrême droite au second tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille est en voie d'écroulement. Les socialistes sont divisés et le RPR refuse toute « alliance contre nature » avec la gauche 9

SECTION B

Le virus de l'hépatite C dépisté

Un test de dépistage du virus de l'hépatite C a été mis au point. Il permet de prévenir la transmission de la plus fréquente des maladies post-transfusionnelles 16

Affaire Touvier : instruction à Lyon ?

M. Pierre Truche, procureur général de Paris, pour mettre un terme à la « double » instruction de l'affaire Touvier, souhaite que l'ensemble des dossiers soit confié à M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction à Lyon 16

Paine maximale pour un meurtrier

Autour de deux meurtriers condamnés en 1988, Pascal Le Gac a été condamné à perpétuité avec une période de sûreté de trente ans par la cour d'assises de la Haute-Savoie. C'est la première fois que cette peine maximale est prononcée 16

CAMPUS

Les grandes écoles contraintes à l'offensive

Les classes préparatoires aux écoles d'ingénieurs et de gestion connaissent une croissance spectaculaire qui devrait conduire à remettre en cause leurs objectifs et leurs programmes 17

Bashkurov à Paris

Bienfait de la glesnost, un fascinant pianiste soviétique, Dmitri Bashkurov - d'ailleurs célèbre dans son pays - a joué pour la première fois depuis trente ans à Paris 22

Les ambitions d'Avenir Havas Média

La prochaine augmentation de capital d'Avenir Havas Média doit permettre à la filiale d'Havas et du britannique Mel Pic de franchir la seconde étape de son développement européen et international en matière d'affichage, de presse gratuite et de régie publicitaire 24

Sports

Dès le premier match du Tournoi des maîtres de tennis, Ivan Lendl s'est fait sa mise au point face à Michael Chang qui l'avait battu à Roland-Garros. Dans la course autour du monde à la voile, les pilotes automaques sont devenus des équipiers indispensables pour les trois solitaires 24

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Festival d'automne cinéma

Des sanglots argentins aux inquiétudes polonaises, invitations au voyage 25 à 28

Villégier tenté par les monstres

Le Théâtre national de Chaillot accueille une création de Pierre de Larivey, le Fidéle, mise en scène par Jean-Marie Villégier 31

Mino Cinelu : le rythme du crâne aux pieds

Portrait du percussionniste avant concert et stages à Fort-de-France 33

SECTION D

Restructuration dans l'assurance

Suez prend une participation dans la danco Belica 37

Retraits

L'UNEDIC au secours du régime complémentaire 37

Le prix du pétrole

L'OPEP se prépare à de nouvelles règles du jeu 37

L'île-de-France, banquier de l'Hexagone

La région parisienne est au cœur d'un système de redistribution de fonds publics au reste de la France 46

Services

Abonnements 39
Annonces classées 40 à 44
Automobile 23
Cartes 22
Marchés financiers 46 et 47
Météorologie 23
Mots croisés 22
Radio-télévision 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 29 novembre 1989 a été tiré à 534 182 exemplaires

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 novembre

Très légère hausse

Après avoir perdu 0,19 % la veille, le marché se reprit légèrement mercredi matin. L'indice CAC 40 affichait une hausse de 0,17 % vers midi. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par la Parisienne de réassurance (+4,88), Primagaz (+3,9 %), Peugeot (+3,7 %) et CCF TP (+3,7 %). Parmi les baisses on notait Saint-Gobain TP (-5,8 %), Lebon (-3,1 %) et Moulins (-2,1 %).

(Publité)

Violence

Sauvée par Duriez

Harcelée par les mauvais traitements (de textes) de son patron, la secrétaire se réfugie chez DURIEZ et découvre le monde du choix et de la « Garde, celui du vrai conseil et de l'après-vente, pour un matériel adapté à ses besoins réels. Désormais, elle ne se sépare plus de son catalogue DURIEZ et impose, en douceur, à son patron les nouveaux achats de la société. EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
TEL. : 47.42.91.49
112, BD St-GERMAIN (6^e)
TEL. : 46.33.20.43
132, BD St-GERMAIN (6^e)
TEL. : 43.29.05.60
Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

(Publité)

UN LIT A ESSAYER

TEST. Dans le cadre de l'exposition permanente du centre Capérou. Vous pouvez choisir matelas, sommiers traditionnels et électriques des plus grandes marques : Tréca, Epéda, Simmons, Pirelli, etc. Mais surtout les essayer, conseillés par un technicien du couchage. Vous déterminerez la literie la mieux adaptée à votre confort et à votre morphologie (souple ou ferme). Faites également l'essai des fameux « 40 de cher Tréca. Les prix sont imbattables et les livraisons gratuites dans toute la France.

Capérou : 37, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-57-46-35. Métro Parnassier.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

A l'université de Pau

Une étudiante voilée exclue d'un amphithéâtre

Une jeune Marocaine qui assistait voilée à un cours de première année de capacité de droit à l'université de Pau, a été exclue de son amphithéâtre, samedi 25 novembre, à la suite d'un veto des étudiants. Cette « consultation » organisée par l'enseignement - un notaire de Pau chargé du cours à la faculté - a montré que trente-cinq des soixante-deux étudiants interrogés s'opposaient au port du foulard islamique durant les cours.

Alerté, le vice-doyen de la faculté de droit a immédiatement demandé la réintégration de la jeune fille qui assistait au cours en auditrice libre depuis la mi-novembre. Le doyen de la faculté et le président de l'université ont vivement condamné l'exclusion de la jeune fille, en rappelant que l'enseignement supérieur concerne des adultes et doit laisser place à la liberté d'opinion.

(Lignes pages 14 et 15 un sondage IFOP pour La Monde, RTL et La Vie sur l'islam en France).

Avant le sommet européen de Strasbourg

Les chefs de partis à l'Elysée

Les principaux dirigeants politiques vont être reçus par M. Mitterrand, avant le sommet européen de Strasbourg, comme l'Elysée l'avait annoncé le 14 novembre. M. Giscard d'Estaing, président de l'UDF, sera reçu le premier, lundi 4 décembre, le sera suivi, le même jour, par M. Mauroy, premier secrétaire du PS. Le lendemain, ce sera le tour de M. Fabius, président de l'Assemblée nationale, puis de M. Chirac, président du RPR, de M. Poher, président du Sénat, de M. Marchais, secrétaire général du PCF, de M. Méhaignerie, président du CDS, et enfin de M. Léotard, président du FR.

M. Léotard s'était étonné de ne pas figurer sur la première liste d'invitation diffusée par le service de presse de l'Elysée ; il avait fait remarquer que si son parti ne disposait pas d'un groupe parlementaire propre à l'Assemblée nationale, il existait au Sénat un groupe des Républicains et indépendants lié au Parti républicain. Président du seul parti avec les Verts à ne pas être rattaché au président de la République, M. Le Pen a protesté, mardi 28 novembre. Il accuse M. Mitterrand de se conduire « en partisan par le mépris qu'il affiche pour les millions d'électeurs qui font confiance au Front national ».

Vedette des Jeux olympiques de Montréal en 1976

La gymnaste roumaine Nadia Comaneci s'est réfugiée en Hongrie

La gymnaste roumaine Nadia Comaneci, vedette des Jeux olympiques de Montréal en 1976, a quitté clandestinement son pays et s'est réfugiée en Hongrie, mardi 28 novembre, s'étant appréhendé de source gouvernementale à Budapest. La jeune femme et six autres personnes ont franchi la frontière entre les deux pays, avec l'aide d'un passeur, a indiqué le radio hongrois, qui a précisé que Nadia Comaneci souhaitait demander l'asile politique en Hongrie.

Championne la plus célèbre de Roumanie, Nadia Comaneci, aujourd'hui âgée de vingt-neuf ans, faisait partie d'une élite sportive jouissant d'importants privilèges accordés par le gouvernement. Voici quelques années, on lui avait même prêté une étroite amitié avec l'un des fils du Conducator Nicolas Ceausescu. Des dizaines de milliers de Roumains ont récemment fui leur pays pour la Hongrie afin d'échapper au régime autoritaire du numéro un roumain qui vient d'être réélu à l'unanimité par le congrès du Parti communiste. (Reuter.)

Mais ou et donc or ga ni seur ?

L'Organiseur. La petite machine géniale qui est en vente partout.

- ✓ C'est un calepin électronique à penne de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (taper "Paris" et il retrouvera l'hôtel/restaurant par exemple)
- ✓ C'est un répertoire international Quelle heure est-il à Tokyo? Quel est le code téléphonique pour Amsterdam. Depuis Paris ? Ou depuis Rome ? Il connaît tout sur les 400 villes les plus importantes. Si vous voyagez de temps en temps, vous serez content de l'avoir avec vous sur modèles 12 seulement
- ✓ C'est un agenda et un bloc-notes à penne de prendre des notes, il enregistre les rendez-vous, il s'allume automatiquement en émettant un bon sonnet et en affichant où, quand et où. C'est sûr.
- ✓ C'est 8 alarmes, une horloge et un calendrier Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oubliez plus jamais rien.
- ✓ C'est une calculatrice ultra-performante Précision à 12 chiffres, 10 mémoires, fonctions financières, statistiques et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions. Pour gagner du temps.
- ✓ C'est un micro de poche programmable Vous disposez d'un langage, type Basic, comportant plus de 50 fonctions. Et vous pouvez stocker vos programmes sur sa mémoire gigantesque.
- ✓ C'est tout petit. Et c'est génial. À l'appel de ses mémoires, il vous rappelle tout ce que vous avez stocké. Jusqu'à 5000 adresses par exemple. Le tout dans une petite poche. Et vous l'avez partout.

Offre valable uniquement dans les points de vente cités dans cette annonce

un produit distribué par

PSION **Aware**

7 & 9, rue des Petites Sources
75010 Paris
Téléphone : 01 45-23-21-12

Prix de vente : 995 F

En vente dans les points de vente ci-dessous, ainsi que dans les magasins : Fnac, Virgin, Dom, Boulanger, Galeries Lafayette (Haussmann), la Régie à Calcul et Starcom.

503 من الأصل